QUARANTIÈME ANNÉE — N° 12062 — MARDI 8 NOVEMBRE 1983

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Nette remontée du dollar : 8,16 F à Paris

LIRE PAGE 48

Premier revers pour les généraux turcs

Les élections législatives du dimanche 6 novembre en Turquie auraient pu n'être qu'un non-événement et n'apporter qu'une onction pseudo-démocratique à un régime destiné à demeurer fondamentalement militaire. Or, en désavouant le parti de l'ancien général Sunalp, qui avait la faveur des généraux, les électeurs ont infligé son premier revers à un état-major qui espérait pouvoir contrôler d'un bout à l'autre ce qu'il nomme « le processus de retour à la démocratie ».

Toutes les précautions avaient pourtant été prises : mise à l'écart des anciens hommes politiques, éviction de la plupart des formations nouvellement créées, tri des candidats à la députation et, finalement, la semaine dernière, attaques à peine voilées du président de la République, le général Evren, contre son ancien ministre, M. Turgut Ozal, leader du Parti de la mère patrie.

Celui-ci est pourtant le grand vainqueur de la consultation. Sans doute était-il impossible d'écarter M. Ozal, qui, ministre de l'économie du gouvernement Demirel, avant le putsch de 1980, était resté dans le gouvernement alors formé par les militaires, jusqu'à sa démission l'an dernier. Ardent partisan d'une politique d'assainissement monétaire et du libéralisme économique, il doit sans doute largement au soutien des Etats-Unis et du Fonds monétaire international d'avoir pu mener son parti aux élections et les gagner.

M. Ozal, seul leader connu dans cette campagne électorale, a su jouer habilement des deux aspects de sa personnalité : celui de l'« ingénieur moderniste », ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, tourné vers l'Occident et ses milieux d'affaires, et celui du « pieux musulman », toujours prêt à en appeler aux valeurs traditionnelles. Il a ainsi additionné les voix conservatrices, celles des couches bourgeoises urbaines, et celles des campagnes demeurées fidèles à l'islam.

S'il accède dans un mois à la fonction de premier ministre avec une majorité absolue à l'Assemblée (les militaires ont encore pendant ce délai le pouvoir de remettre en cause les candidats élus), M. Ozal ne modifiera vraisemblablement pas substantiellement la politique étrangère de la Turquie. Il continuera de rechercher une double ouverture vers l'Occident et vers le monde arabe, et maintiendra la ligne actuelle sur la question de Chypre. Il est probable, en revanche, que va se réveiller le débat sur les orientations économiques entre les partisans — parmi lesquels se range M. Ozal — d'un libéralisme qui fait assumer à la population le poids essentiel du redressement et les défenseurs d'une économie mixte, plus conforme à la tradition d'Ataturk. Sur ce point, le message des électeurs n'est pas très clair : la politique économique de M. Ozal, bien qu'elle ait contribué à réduire l'inflation, n'a, en effet, jamais été très populaire.

Sans doute les Turcs, en votant pour le concurrent des généraux un an exactement après avoir plébiscité le général Evren, ont-ils voulu signifier qu'il était temps que l'armée regagne ses casernes. Tout en lui sachant gré du rétablissement de l'ordre, ils ne souhaitent pas la voir gérer éternellement les affaires publiques. Le général Evren, qui dispose de pouvoirs immenses — ceux de dissoudre le Parlement, de nommer les personnalités de haut rang, y compris les membres de la Cour suprême, de décider ou non de la levée de la loi martiale, — saura-t-il entendre ce message ?

(Lire page 48.)

M. Arafat veut continuer le combat dans la ville même de Tripoli

Les dissidents de l'O.L.P. appuyés par la Syrie ont pris le contrôle de l'un des deux camps palestiniens du Nord-Liban

Résistant toujours, ce lundi 7 novembre en fin de matinée, dans le camp de Baddaoui — son dernier bastion, depuis la chute, samedi, de ses positions de Nahr-el-Bared, — M. Arafat entend poursuivre le combat dans la ville *toute* proche de Tripoli. Toutefois, le porte-parole des dissidents qui mènent l'assaut avec des unités syriennes et libyennes a déclaré ce lundi que, dans ce cas, ses adversaires *« n'iraient pas chercher »* le chef de l'O.L.P. dans la grande cité du Nord-Liban.

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Au terme de quatre jours *d'affrontements meurtriers* — un bilan officieux chiffre à plus de trois cents, dont plus de cent Libanais, le nombre des tués, — la bataille que se livrent autour de Tripoli les « loyalistes » de M. Yasser Arafat et les « dissidents » de l'O.L.P. soutenus par la Syrie et la Libye, est entrée le dimanche 6 novembre dans une phase cruciale.

Il ne fait plus de doute, en effet, que la perte, survenue dans la soirée de samedi, du camp de Nahr-el-Bared, l'un des deux seuls bastions armés restés sous le contrôle de l'O.L.P. entraînera dans les tout prochains jours la chute du camp de Baddaoui. Mais la seconde défaite que devrait immanquablement subir M. Arafat ne devrait pas marquer cependant l'arrêt brutal du conflit. Car selon toute vraisemblance, à moins qu'une négociation diplomatique ne renverse le courant, c'est dans la ville même de Tripoli (450 000 habitants) que devrait s'achever le dernier chapitre. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter le Liban tout entier. M. Yasser Arafat n'a-t-il pas déclaré ces derniers jours avec insistance et à plusieurs occasions que *« c'est à Tripoli que s'achèveraient les combats »* s'il était contraint de chercher un ultime refuge dans la ville ? Une ville dont un millier de jeunes miliciens sunnites fondamentalistes du mouvement d'unification islamique El Towhid, animé par le cheikh Saïd Chaabane, ont pris l'entier contrôle voici plusieurs semaines et sur l'appui desquels l'O.L.P. sait qu'elle peut compter. Déjà Radio-Liban annonçait dimanche soir que de sérieux accrochages s'étaient produits dans la journée entre des miliciens d'El Towhid et des éléments de l'armée syrienne dans le quartier de Kobbe.

L'importance des moyens mis en œuvre par les assaillants dont on avait observé depuis plusieurs semaines les préparatifs — sans se faire beaucoup d'illusions quant à leur finalité — ne pouvait pas ne pas avoir raison d'un adversaire techniquement et numériquement inférieur. Aussi l'annonce dans la soirée de samedi à Beyrouth de la chute de Nahr-el-Bared n'a-t-elle pas surpris. Dès le début de leur offensive, les dissidents de l'O.L.P. et leurs alliés syro-libyens avaient concentré des tirs toujours plus nourris sur l'unique axe routier reliant Baddaoui à Nahr-el-Bared, de façon à couper l'une de l'autre les deux positions.

Un silence anormal régnait le dimanche 6 novembre aux premières heures de la matinée sur le camp palestinien de Baddaoui. Le village, fait de masures en parpaings, de cahutes improvisées et de quelques constructions en béton armé restées inachevées paraissait de surcroît étrangement désert. Très peu de femmes et d'enfants dans les ruelles, qu'un orage avait peu avant l'aube changées en un bourbier où s'engluaient les combattants, de jeunes et très jeunes hommes visiblement harassés, titubant sous le poids de leur armement.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 5.)

Le recul de la gauche aux élections municipales partielles

- *VILLENEUVE-SAINT-GEORGES : le prix de la fraude et de la désunion.*
- *AULNAY-SOUS-BOIS : la spectaculaire percée du Front national.*

Lire nos articles page 9 et le commentaire de J.-M. Colombani : « QUE PEUT LE P.C. ? »

M. Mitterrand a accueilli le président Chadli

La première visite d'un chef d'Etat algérien en France

Le président Chadli Bendjedid est arrivé à 11 h 30, ce lundi 7 novembre à l'aéroport d'Orly, où il a été accueilli par M. Mitterrand.

Premier chef de l'Etat algérien à effectuer une visite officielle en France depuis l'accession de l'Algérie à l'indépendance en 1962, M. Chadli Bendjedid est accompagné de cinq ministres : MM. Ahmed Taleb Ibrahimi (affaires étrangères), Abdelhamid Brahimi (planification), Boualem Bessaieh (information), Saïd Aït Messaoudène (industries légères) et Mme Zhor Ounissi, secrétaire d'Etat aux affaires sociales.

Le président algérien devait avoir ce lundi un tête-à-tête avec M. Mitterrand suivi d'un déjeuner à l'Elysée. Les entretiens qu'il aura pendant trois jours avec les dirigeants français porteront sur la coopération bilatérale et les grands problèmes internationaux.

Dans une interwiev à la presse algérienne, M. Mitterrand a déclaré que cette visite marque *« un point nouveau qui devrait être irréversible. »*

(Lire page 3 un article de notre correspondant Jean de La Guérivière sur les relations franco-algériennes et un portrait du président Chadli Bendjedid.)

Un vœu en guise de bienvenue

IGNORÉS *quand ils ne dérangent pas, facilement rejetés,* les Algériens peuvent avoir le sentiment d'être mal aimés en France, qui est, pour nombre d'entre eux, une seconde patrie. Ils n'y sont pas toujours bien reçus, ni considérés comme ils devraient l'être, pour ce qu'ils sont : nos égaux, tout simplement. Et, aussi, nos voisins, plus encore, nos proches, car ils partagent un pan de notre histoire et de notre culture ; nos partenaires, enfin, dans la mesure où chacun des deux pays participe à la production économique de l'autre et, en retour, l'utilise.

Malgré cela ou à cause de cela, les rapports de peuple à peuple restent difficiles bien qu'ils se soient améliorés d'Etat à Etat. Il en est, parfois, des nations comme des individus et si la rupture franco-algérienne a été plus douloureuse que d'autres, c'est, sans doute, que les liens étaient plus forts. En profondeur, les Français ont continué, après la décolonisation, de refuser l'identité du peuple algérien et celui-ci n'a pas cessé de réagir avec une sensibilité d'écorché vif à l'égard de l'ex-puissance tutélaire.

De la nouvelle nation qui s'est arrachée d'elle, la France n'a tendance à retenir que des images négatives : le trésor pétrolier perdu, la constante augmentation de l'essence, la présence trop envahissante et pesante d'une communauté allogène. La crise économique aggrave les tensions et grossit les traits de la caricature, aux dépens des travailleurs immigrés en général. On ne voit d'eux que la part qu'ils prennent dans les charges du chômage et de la sécurité sociale en oubliant celle qu'ils ont prise, au moindre coût, dans la prospérité de la France, pendant les années d'expansion. On refuse d'admettre que beaucoup ont leur vie de ce côté-ci de la Méditerranée.

Qu'un peuple, si proche de nous, si étroitement mêlé à notre vie quotidienne, puisse être à ce point méconnu, que certains de ses enfants pleinement intégrés dans la société française puissent être rejetés ou méprisés, cela va bien au-delà des plaies que laissent les ruptures difficiles.

A. L.

(Lire la suite page 4.)

La maladie de M. Andropov

L'absence du secrétaire général du P.C. soviétique au défilé marquant l'anniversaire de la révolution relance les spéculations sur la fragilité de son pouvoir

I. — Faut-il tout recommencer ?

par MICHEL TATU

Qui s'en serait douté ? Il y a un an, alors que disparaissait Léonide Brejnev, les avis divergeaient sur ce que serait la politique du successeur, plus ou moins *« sophistiquée »*, voire *« libérale »* selon les uns, policière et militariste selon les autres. Mais tout le monde s'accordait au moins sur un point : l'homme qui avait pris les rênes à Moscou le 12 novembre 1982 ne serait pas le vieillard impotent dont les *« refroidissements »* et les absences avaient défrayé la chronique pendant une bonne partie des cinq années précédentes. Après Brejnev et sa gérontocratie, l'Union soviétique allait enfin être gouvernée par un homme qui n'était plus tout jeune, certes, mais que ses premiers visiteurs, à commencer par le président ouest-allemand Carstens et le vice-président américain Bush, avaient jugé *« en pleine possession de ses moyens »*.

Un an après, il faut déchanter. Les premières interrogations, encore incrédules, étaient apparues en février, lorsque M. Cheysson et ses accompagnateurs en visite à Moscou notèrent l'état général peu reluisant du nouveau chef du P.C. soviétique, ses cols de chemise démesurément larges, sa démarche hésitante : décidément, il *« faisait bien son âge »* (soixante-neuf ans), et même un peu plus. Mais les mêmes notèrent une nette dégradation entre cette situation et celle qui apparut en juin et en juillet sur les images de la télévision, à l'occasion des visites à Moscou de M. Koivisto, président finlandais, et du chancelier Kohl.

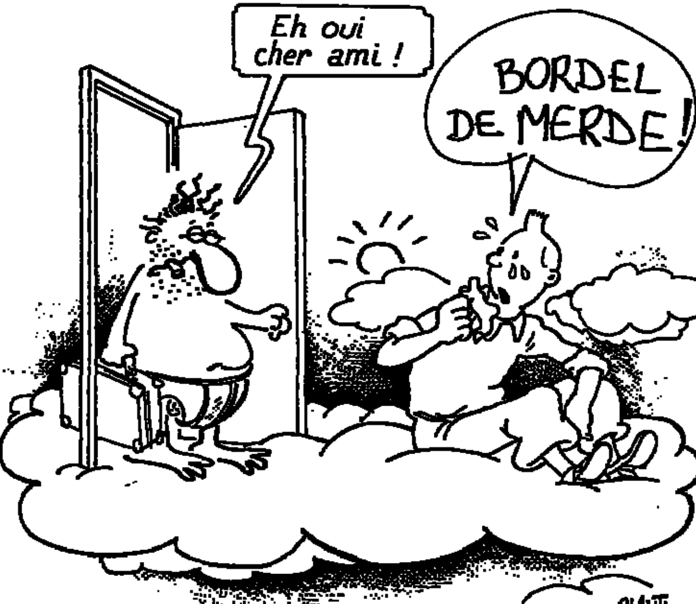
(Lire la suite page 8.)

La mort de Reiser

« Bal tragique » à Hara-Kiri...

Le dessinateur de bandes dessinées, Jean-Marc Reiser, mort le 5 novembre d'un cancer des os, était âgé de *quarante-deux ans*. Il sera enterré mardi 8 [novembre], à 11 heures, au cimetière Montparnasse.

Pour une fois, il est cruel sans être drôle, Reiser. Mourir alors qu'on a la tête pleine de projets, le crayon ardent animé par l'énergie du désespoir, l'imagination intacte, la dent acérée comme aux premiers temps de la férocité ! Mourir après avoir fait semblant, depuis des mois, de ne pas voir venir la bête et méchante échéance ! Cela ne lui ressemble pas de laisser en plan ses amis, ses lecteurs, son labeur d'artisan surmené. Il aurait, sur cette fin, pu proposer l'*une de ces fameuses couvertures de Charlie-Hebdo* auxquelles on n'échappait pas : « Bal tragique à *Hara-Kiri* : un mort. »



Sales gosses malfaisants, vieux débris, femmes lubriques, mégères cochonnes, ménagères et harpies, chiens immondes, bonshommes crasseux, ivrognes titubants, tous les hideux, les minables, les imbéciles et les malpropres auront défilé dans la comédie humaine de ce dessinateur qui faisait de la B. D. comme on fait des grimaces : pour faire peur et pour faire rire.

Un quart de siècle d'horreurs sublimes, vingt-cinq ans de médiocrité française exposée comme la viande rouge à l'*étal* du boucher. Un inépuisable entomologiste de la sottise humaine, de l'hypocrisie et de la lâcheté. Un instinct de vengeance contre la misère où il naquit, l'exécution des valeurs bourgeoises, auxquelles il avouait aspirer, l'humour dévastateur des timides, la honte de s'afficher sentimental, la fascination du laid. C'était tout cela, l'œuvre de Reiser.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

L'Algérie et la France

Pour la première fois depuis que l'Algérie est indépendante, son président rend visite à la France. C'est là un événement important qui fournit l'occasion à Jacques Roseau d'affirmer qu'il faut savoir tourner la page. Nacer Kettane attire l'attention sur la seconde génération d'immigrants en France, qui est en train de se forger une identité à elle, tandis que Mokhtar Lakehal s'interroge sur le destin à long terme des musulmans en France.

Pour une authentique réciprocité

par JACQUES ROSEAU (*)

POUR les Français d'Algérie de toutes confessions, le spectacle de Chadli Bendjedid remontant les Champs-Elysées aux côtés de François Mitterrand ne sera pas une manifestation banale.

Comment pourraient-ils ne pas être traversés d'émotions diverses, allant de l'amertume à l'ironie; à l'évocation de certains souvenirs historiques qui leur apparaîtront à cet instant bien dérisoires! Comment auraient-ils pu imaginer que les caprices de l'histoire puissent provoquer un tel bouleversement de décor et de mise en scène.

Rappelons-nous! C'était précisément à cette même date, il y a vingt-neuf années, le 7 novembre 1954, que notre président — alors ministre de l'intérieur — s'exclamait : *« L'Algérie, c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. »* Une autorité qu'à quelques djebels de là un obscur « fils de la Toussaint », alors surnommé « fellagha », Chadli Bendjedid, bafouait allégrement en poursuivant une action révolutionnaire implacable qui allait le conduire au sommet d'un Etat.

Dans cet intervalle, que de souffrances, de sang et de larmes pour toutes ces populations, enjeu principal d'une guerre qui ne dit vraiment son nom que lorsqu'elle fut finie! Trop mal finie d'ailleurs pour un million cinq cent mille pieds-noirs et harkis trahis d'une façon éhontée.

Mais il y a des pages qu'il faut savoir tourner ; sans les déchirer.

D'ailleurs, pourquoi les Français d'Algérie réagiraient-ils plus mal à l'égard de cette visite que les djounouds de l'A.L.N. devant celles de Valéry Giscard d'Estaing en 1975, ou de François Mitterrand en 1981 à Alger.

Les pieds-noirs savent mieux que quiconque combien le rapprochement franco-algérien peut être justifié par des complémentarités historiques, économiques et surtout humaines. Beaucoup d'entre eux, retournant dans leur ville, village ou ferme d'origine, ont déjà vérifié la qualité de l'accueil que les Algériens leur réservaient, prouvant ainsi qu'ils n'étaient pas les horribles colons de certaines images d'Epinal.

Il n'est pas irréaliste de penser que certains Français d'Algérie peuvent jouer un rôle essentiel dans le cadre de ce rapprochement. Encore faut-il que les problèmes spécifiques de la communauté des rapatriés soient totalement réglés.

Car comment les rapatriés pourraient-ils comprendre ce voyage officiel si les Français musulmans restent privés, au regard de l'Algérie, de leur qualité de citoyen français, alors que les ex-djounouds déambulent depuis tant d'années sur les pavés de France. Si les pieds-noirs coincés en Algérie ne peuvent disposer de leurs biens alors que les Algériens en France bénéficient de toute liberté économique. Si les cimetières français des petits villages d'Algérie sont toujours saccagés ou profanés alors que les lieux du culte algérien sont respectés en France.

Il est à espérer des prochains entretiens avec le premier ministre de plus nettes précisions concernant les résultats des négociations qu'il a menées à Alger. Un esprit nouveau a présidé à la recherche des solutions de ces problèmes, avec leur inscription officielle à l'ordre du jour du contentieux global entre les deux Etats et avec l'audience accordée par le premier ministre aux dirigeants du RECOURS : cela était nécessaire mais resterait totalement insuffisant si des mesures concrètes et précises, traduisant une authentique réciprocité dans les rapports de la France et de l'Algérie, n'étaient pas enfin annoncées clairement.

La déception des rapatriés serait alors considérable ; à la mesure des espérances que les déclarations de Pierre Mauroy ont fait naître à Alger, il y a quelques jours, dans le cœur et l'esprit de nos compatriotes.

(*) Porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer).

Quel destin pour les musulmans de France ?

par MOKHTAR LAKEHAL (*)

LA visite du troisième président de la République algérien est un événement extraordinaire dans l'histoire des relations algéro-françaises. Le geste de M. Chadli Bendjedid est d'une profondeur symbolique sans précédent. Car son prédécesseur, Boumediène, ne s'est jamais rendu dans l'ex-métropole.

Ce révolutionnaire savait pertinemment que de nombreux Français n'arrivent pas encore à imaginer l'Algérie différemment que ce qu'elle fut pendant cent trente-deux ans d'occupation française. Le président défunt était trop fier aussi pour venir dans un pays où la population ne se déplace jamais en masse, comme au Maghreb, pour saluer une personnalité étrangère et encore moins pour témoigner sa sympathie à un ancien fellagha. Parce qu'il n'a pas bien saisi cette réalité aveuglante, Ben Bella a très vite banalisé son image jadis prestigieuse. D'ailleurs, nombre de ses compatriotes n'ont pas compris comment l'homme du 1er novembre 1954 s'était fait piéger aussi naïvement par l'histoire.

La communauté algérienne qui attend le message du président Chadli est là depuis la fin du dix-neuvième siècle. Cette ancienneté mérite d'être soulignée. Depuis lors, l'Algérien en France a maintes fois servi de cible privilégiée à un xénophobisme exalté. Il s'exprime tantôt par des vexations, tantôt par des violences. La communauté inspire une crainte à certains milieux nostalgiques, et, pourtant, son inoffensivité se conjugue à son incapacité de prodiguer une cohésion qui la mettrait progressivement au rang de groupe social influent.

Péripéties du capitalisme

Le grand hommage qu'un observateur peut rendre à la France est d'admirer sincèrement sa prompte volonté d'assimilation des allogènes. Un généalogiste me disait récemment que chaque Français a au moins un ascendant étranger. Par ailleurs, la Documentation française a publié une étude sur l'industrie où l'on peut lire que le tiers des ouvriers de ce secteur sont des immigrés ou sont nés de parents immigrés.

Mais cela n'empêche pas de reconnaître en même temps que ce pays est ingrat envers toute communauté non judéo-chrétienne qui s'affirme ostensiblement comme telle. Les musulmans de France ne sont pas arrivés trop tard, comme le disent certains, mais plutôt avec un apport culturel onéreux pour la civilisation de l'individualisme. Dans l'esprit du Français moyen, la symbiose n'implique pas l'abandon de son identité culturelle. C'est peut-être valable pour le catholique, le protestant ou le juif venus d'ailleurs. Mais les membres de la communauté musulmane en France ont pris conscience qu'ils appartiennent à une *« oumma »*, une nation infiniment plus vaste qu'un continent : d'où leur marginalisation dans la société française.

L'arrivée en masse de communautés étrangères en France coïncida avec les péripéties du capitalisme industriel. Aux siècles derniers, par exemple, le courant était contraire : les Européens partaient plutôt vers les colonies dans l'espoir de s'enrichir. A l'exception des musulmans, toutes les communautés étrangères anciennement implantées en France ont réussi à conquérir des parcelles de pouvoir, soit dans la politique, l'économie, l'armée, la justice ou la culture.

C'est ainsi que, parmi les Français d'origine étrangère, il n'y a plus de concentrations au bas de l'échelle sociale. En moins d'un siècle, des millions d'immigrés francisés ont échappé à la médiocrité. Mais ces exilés sont arrivés à l'époque où le commerce et l'artisanat étaient d'entreprise facile. La démocratisation de l'enseignement permit à leurs enfants d'échapper à la servitude du salariat ou, tout au moins, de se hisser dans la hiérarchie sociale.

Un effacement très net

La communauté algérienne en France a regardé en spectatrice ce bouleversement structurel sans saisir les occasions historiques. Son effacement sur la scène du pouvoir est très net. Il n'y a pas une dizaine d'années, les épiceries orientales et les boucheries cachères étaient un monopole juif. Aujourd'hui nous assistons à un semblant de propagation de la culture arabo-islamique par des associations de bénévoles, mais, curieusement, il n'existe ni lycées musulmans dignes d'une communauté forte de deux millions de personnes. L'Algérie se doit de dénoncer l'injustice flagrante à l'égard des musulmans de France. Car il ne faut pas oublier que les deux tiers de cette communauté sont algériens de nationalité ou d'origine.

Les responsables algériens qui ordonnèrent l'exil de plusieurs milliers de leurs compatriotes soutenaient : il s'agit d'un phénomène naturel après une colonisation, mais limité dans son ampleur et dans sa durée. C'est-à-dire que le courant s'inversera dès que l'économie sera en mesure d'utiliser cette main-d'œuvre ; du fait de ce moratoire, les émigrés auront acquis des techniques de production et amassé chacun un pécule suffisant pour se réinstaller au pays. Vingt et un ans après l'indépendance, les faits ne semblent pas corroborer cette thèse. Au contraire, à l'émigration individuelle convenue avec la France a succédé une émigration familiale forcée. Ce regroupement des familles a bouleversé de nombreux projets individuels. La communauté est plus que jamais divisée.

D'abord, il y a ceux qui n'ont pas pu attendre longtemps le pactole. Dans l'amertume, ils ont sollicité individuellement la citoyenneté française. Cette tendance inquiète de plus en plus l'Algérie. Le plus navrant avec cette double allégeance, c'est que la patrie adoptive n'octroie aucun avantage substantiel à une population sous-qualifiée. En toute objectivité, l'Algérie d'aujourd'hui est capable d'offrir mieux, avec la xénophobie en moins. Mais à condition que le candidat au retour s'abstienne de comparer deux mondes différents à tous les égards. C'est le prix à payer pour vivre en pleine harmonie avec son nouvel environnement.

Que ces nouveaux Français musulmans aspirent à des jours meilleurs en France par un changement d'identité (administrative), c'est affaire de conscience personnelle ; mais l'ensemble de la communauté musulmane leur saurait gré de servir véritablement de trait d'union entre elle et la société française. Car ce serait un leurre de compter essentiellement sur les intellectuels français récemment convertis à l'islam. Sans douter de la sincérité de certaines personnalités respectables, ces conversions individuelles apparaissent plutôt suspectes aux yeux des musulmans ritualistes. Pour ma part, l'islamisation de dix personnalités influentes de notre époque vaut mieux que l'apprentissage de mille et un rites par l'humanité tout entière. Islamiser, c'est transmettre un message de paix. Pour cela, les âmes charitables doivent d'abord être en paix avec elles-mêmes.

La minoration de la collectivité musulmane en France est désolante. Il est fréquent que des non-musulmans s'expriment en son nom, avec tous les risques inhérents à la traduction d'une pensée complexe. Mais, en réalité, cette communauté existe-t-elle vraiment dans le sens d'unité de réflexion et de réaction ? Dans l'affirmative, où sont donc ses instances représentatives et ses représentants légitimes ? En sa faveur, les apparitions à la télévision, les interventions dans les radios, les signatures d'articles pour grand public se comptent sur le bout des doigts. Nous vivons bien une drôle d'époque : l'islam fait peur, alors qu'il signifie paix !

Les immigrés à part entière

Les Français musulmans ont fait un choix. Mais le cas le plus dramatique culturellement demeure celui des immigrés algériens à part entière. Ceux-là mêmes qui reculent chaque année l'échéance du retour. Ces familles dont les enfants sont dévorés en nombre croissant par une acculturation pernicieuse. Ces huit cent mille exilés des plus sensibles à un appel du pays.

L'Etat algérien a tort de ne pas mettre en œuvre une politique active de réinsertion : priorité absolue pour le logement, promesse ferme d'embauche à l'arrivée, sauvegarde des droits sociaux acquis en France, aides à la création d'entreprise, suppression de toutes contraintes administratives ou douanières. Il y a plus d'Algériens en France que toute la population du Gabon. C'est une énorme perte pour l'Algérie, d'autant plus que le flux de transferts de devises s'est considérablement amenuisé et que, dans le même temps, le pays recourt à une main-d'œuvre étrangère.

(*) Professeur de sciences économiques et sociales.

Une identité à forger

par NACER KETTANE (*)

EH oui ! je rêve en français, que voulez-vous, c'est ma langue de tous les jours.

En effet, rien de tel que l'imaginaire pour saisir la sensibilité et la complexité d'un enfant algérien qui a toujours vécu en France.

Comme diraient les enfants des quartiers nord de Marseille, *« mon pays de toujours c'est là-bas, mon pays de tous les jours c'est ici, et les choses de la vie ont fait de moi un enfant de ce pays ».*

Que de mots pour essayer de cataloguer cette jeunesse : *« seconde génération », « jeunes immigrés », « génération zéro », « mutants ».*

La France est malade de sociologie, et il semblerait que seuls les enfants de Maghrébins immigrés soient la cible de ces analyses qui prennent souvent l'allure de dissection.

Il est en tout cas probable que cela arrange les pays d'origine et les institutions françaises.

Mais si ce jeune vient vous dire qu'il est à la fois français et algérien, qu'il a la double nationalité, que sa biculture est une richesse et qu'il refuse de se faire disséquer, de quoi allez-vous l'accuser ?

Nous, les jeunes, nous héritons d'une double tutelle. Tout d'abord, nos parents ont été maintenus dans un double chantage. Pour le pays d'accueil, ils représentaient des bras qu'on pouvait à tout moment remplacer, d'où un certain immobilisme (peur de manifester, peur de contester, de s'organiser, etc.) avec au-dessus d'eux une épée de Damoclès : *« Si tu n'es pas content, retourne chez toi. »*

Le chantage affectif, lui, était le fait du pays d'origine, avec ce mythe du retour, constamment entretenu (nationalisme exacerbé, retour avec ses économies...). En fait, nos parents ont représenté un facteur de négociation entre les deux pays. Ils ont tout simplement constitué une source de devises (au début) et plus tard un « troupeau informe » sur le dos duquel on a négocié le prix du gaz ou les guerres du Proche-Orient.

C'est important à rappeler car cela permet de préciser la situation des jeunes d'aujourd'hui et leur attitude envers ces pays d'origine. La première chose est que le pays d'origine (l'Algérie en particulier) n'est plus un sujet tabou réservé aux élites ou aux organisations officielles. Les jeunes veulent redécouvrir leur histoire, leur culture, et dans ce sens démystifier leur mémoire collective.

La deuxième chose est le phénomène de choix et de non-choix. Nous réclamons la liberté de choisir sans être obligés de renoncer. C'est pourquoi la double nationalité nous semble être la meilleure solution pour que les jeunes trouvent à la fois leur équilibre psychique et soient considérés à part entière dans l'un ou l'autre pays.

Les jeunes doivent aussi affronter une deuxième forme de tutelle. C'est l'entêtement de différentes organisations et institutions qui veulent absolument les maintenir dans le ghetto de l'immigration, avec tout ce que cela suppose comme dialectique. Ces jeunes doivent aussi rompre avec une certaine précarité qui fait qu'ils se considèrent comme « des jeunes immigrés ». En effet, à force d'avoir été matraqués par les médias et différentes organisations, certains arrivent à trouver cela normal ; tout naturellement, ils sont les prolongateurs des schémas qu'ont subis leurs parents.

Une chose est sûre, le mythe du retour véhiculé par nos parents, pour nous, n'existe pas. N'ayant ni terroir ni Eldorado, pour nous, c'est ici et maintenant que cela se passe. Nous sommes un phénomène structurel de la société française et non conjoncturel comme certains politiciens voudraient essayer de le faire croire. Non seulement nous dérangeons dans le champ institutionnel français car nous réclamons une reconnaissance inconditionnelle de notre identité, mais nous dérangeons aussi le discours traditionnel tenu par les pays d'origine et par la France, car nous n'intégrons pas les stéréotypes classiques dans lesquels on veut absolument nous mouler. Voilà le mot lâché : identité ! Notre identité. Une identité que nous sommes obligés de nous forger, car, n'étant ni algériens ou français au sens littéral du mot tout en étant les deux à la fois, nous sommes la synthèse de deux formes culturelles. Le milieu familial nous a imprégnés des principales valeurs de notre culture d'origine et par ailleurs nous avons occupé des espaces différents de ceux de nos parents.

Alors qu'ils avaient créé des « cercles » pour se retrouver entre eux (les hommes au café, les femmes chez elles), nous, nous avons fréquenté l'école, la rue, les cinémas, les théâtres. Donc, d'autres systèmes de références. Il est donc logique que notre quête d'identité passe par ces multiples éléments.

Cette possibilité d'association qui nous a été donnée à partir de septembre 1981 nous a permis de montrer combien notre communauté est variée, riche et pleine d'aspirations différentes. Fini le discours monolithique, il faut maintenant « faire » avec toutes ces associations qui se posent comme des partenaires à part entière dans la vie culturelle sociale et politique. En plus des associations, d'autres initiatives, telles que les coopératives de production, des créations d'entreprises, de commerces, se font jour. C'est un véritable circuit économique qui commence à apparaître. Le côté culturel lui aussi n'est pas de reste : on ne compte plus les auteurs compositeurs interprètes, les écrivains, les plasticiens qui font irruption dans l'environnement culturel quotidien.

Si nous sommes partie intégrante de la vie sociale et culturelle, d'autres ne l'entendent pas de cette oreille, et les Maghrébins avec leurs enfants sont la cible une fois de plus des flèches politiciennes et des balles de fusil. Une campagne électorale raciste et plus de vingt jeunes Maghrébins abattus depuis deux ans, telle est la réalité à laquelle sont confrontées non seulement la France entière, mais aussi la communauté maghrébine, qui est en train de s'organiser et de chercher les moyens les plus efficaces pour sa lutte. En tant que membre de cette communauté, on est d'autant plus sensible à ces événements que le laxisme et l'impunité qui les couvrent sont un défi pour les nobles valeurs françaises.

(*) Président de « Radio Beur ».

LU

LE «COMMENTAIRE DU CORAN», de Tabari

Après mille ans d'attente...

IL aura fallu plus de mille ans pour qu'un éditeur se décide à traduire *en français* ce *Commentaire du Coran* considéré par tous les musulmans comme *« le plus illustre et le plus important »* des *tafsir* (commentaires). Pourquoi cet oubli alors que nous disposons de la *Chronique* de ce penseur érudit du neuvième siècle (839-923) traduite au dix-neuvième siècle, souvent rééditée et racontant la vie de *Mohamed, sceau des prophètes*, l'histoire des *Quatre premiers califes*, celle des *Omayyades* et de *l'Age d'or des Abbassides* (1) ? La réponse est double : les quelque 20 000 pages — une trentaine de volumes — de la somme de Tabari ont dû faire reculer traducteurs et éditeurs, qui avaient conscience, en outre, qu'elle s'adressait, en premier lieu, à des croyants désireux d'approfondir leur connaissance du texte sacré.

Aussi l'histoire de la présente édition est-elle révélatrice d'un phénomène de société et répond-elle à un besoin. Jean Estrade, l'éditeur, a, en effet, publié un *Coran de luxe* (2) qui connaît un grand succès auprès des musulmans francophones d'Afrique noire et du Maghreb qui ne savent pas l'arabe. Ce sont eux qui ont réclamé aux démarcheurs le *Commentaire de Tabari*, susceptible d'intéresser également les quelque trente mille Français que l'on dit s'être convertis à l'islam.

Traduire l'intégrale aurait été irréaliste. Se contenter d'un résumé, une trahison. Aussi Pierre Godé, arabisant et musulman, maître d'œuvre de cette traduction, a-t-il opté pour l'abrégé, qui préserve l'essentiel. Premier exégète à vocation encyclopédique, Tabari citait pratiquement tout ce qui avait été dit avant lui sur chaque verset coranique pour en discuter l'importance et la pertinence. Pierre Godé, qui s'explique sur la méthode adoptée, dans l'ensemble satisfaisante, indique notamment qu'il évite la reproduction fastidieuse de commentaires identiques d'auteurs différents. Son principe : *« fidélité absolue à Tabari et désir de rendre accessible ce livre que tout le monde connaît mais que peu de personnes ont lu ».*

Mais Tabari ne se contente pas de procéder à une exégèse théologique, il cherche aussi à déchiffrer le Coran dans ses multiples dimensions, grammaticale, sémantique, rhétorique, mythique, philosophique, anthropologique, et c'est en ce sens qu'il peut aussi intéresser l'honnête homme européen à l'heure où *l'islam politique, après une période d'hibernation*, fait irruption dans son univers quotidien, et que certains régimes interprètent ce livre de façon réductrice ou caricaturale.

C'est à eux, sans doute, que pense Mohamed Arkoun, auteur de *Lecture du Coran* (3), lorsqu'il recommande, dans son avant-propos au livre de Tabari, une *« prospection scientifique moderne »* du Coran et du Tabari. Mais, déjà, écrit-il *« un grand nombre de musulmans pourront vérifier à quel point ils restent en deçà du texte révélé s'ils ne font pas l'effort de suivre et d'amplifier la leçon d'honnêteté intellectuelle, de travail persévérant et de ferveur spirituelle que nous donne Tabari ».*

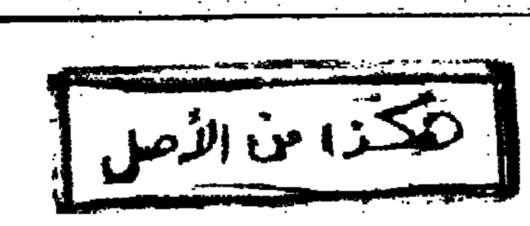
PAUL BALTA.

★ Editions d'art Heures claires-Piazza, éd. reliée, inspirée d'un Coran du dixième siècle, Paris, 1983, vol. I, 258 pages, 560 F. Les quatre volumes suivants, d'environ 400 pages chacun, doivent paraître au rythme d'un tous les six mois à partir d'octobre 1983.

(1) Editions Sindbad, Paris. Le volume consacré aux Abbassides vient de paraître.

(2) Editions d'art Heures claires-Piazza, Paris, 1 200 F.

(3) Editions Maisonneuve et Larose, Paris, 1982.



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA VISITE DU PRÉSIDENT CHADLI EN FRANCE

LES RELATIONS BILATÉRALES

Une nette volonté politique de dépasser divergences d'analyses et conflits d'intérêts

De notre correspondant

Alger. – Depuis mai 1981, il n'y a pas eu moins d'une trentaine de rencontres ministérielles franco-algériennes. Les unes se situaient dans le cadre des instances de coopération. D'autres ont été convenues entre ministères, ne recourant qu'à la dernière minute aux canaux diplomatiques normaux. Certaines ont eu des résultats incontestables mais, au-delà des déclarations satisfaites pas toujours suivies d'effet, il y a une part de flou et de non-dit.

C'est surtout dans le domaine diplomatique qu'on mesure les limites des retrouvailles franco-algériennes, marquées par la visite de M. Mitterrand à Alger, six mois après son élection. Malgré une déclaration imprudente de M. Mauroy dans la chaleur euphorique des fins de visites officielles (*le Monde* du 13 octobre), rien n'indique que la France ait véritablement une initiative à proposer pour un règlement du conflit saharien. Le lundi 31 octobre, un communiqué du Polisario, repris par l'agence Algérie Presse-Service, établissait un lien entre une offensive marocaine et *« les nombreux contacts »* que le roi Hassan II aurait eus lors de son séjour à Paris. Sans manifester tant de suspicion à l'égard d'un gouvernement qui n'a pas reconnu la RASD, malgré le vœu de certains militants socialistes, Alger considère que la France pourrait se montrer plus pressante à l'égard du Maroc.

Lors de son voyage à Rabat au début de l'année, M. Mitterrand avait lancé l'idée, bien accueillie au Maroc et en Tunisie, d'une conférence des pays riverains de la Méditerranée occidentale. Peu après, les dirigeants algériens avaient exprimé sans ambages à M. Cheysson leurs réserves à l'égard de ce projet. Aujourd'hui, ils disent, sans montrer d'enthousiasme excessif, qu'on peut continuer à réfléchir sur cette idée si la Yougoslavie est conviée. Paris considère qu'élargir le nombre des partenaires nuirait à l'efficacité du projet.

Le jugement porté ici sur la politique africaine de la France est des plus nuancés. Pendant plusieurs mois après l'élection de M. Mitterrand, l'Algérie a eu l'impression *« que c'était la politique giscardienne qui continuait »*. Mais maintenant, elle croit déceler de la part de la France *« un nouvel intérêt pour les pays africains progressistes »*.

A propos du Tchad, où elle demande le *« retrait de toutes les forces étrangères »*, l'Algérie a observé avec intérêt les efforts de réconciliation nationale déployés lors du sommet de Vittel. Toutefois, sur le principe même d'un tel sommet, sa position n'a pas varié : ces rencontres franco-africaines ont un *« relent néo-colonialiste »*, et il n'est pas question de s'y associer. De même Alger boude-t-elle les différentes rencontres organisées dans le cadre de la francophonie. La visite officielle de M. Chadli en France et en Italie intervient après une autre, en Belgique, premier pays choisi pour l'ouverture sur l'Europe occidentale, en décembre dernier. Au retour de Bruxelles, le chef de l'État algérien avait passé quelques heures à Paris. Cette escale avait été précédée de nombreuses déclarations soulignant l'inquiétude et le mécontentement de l'Algérie à propos de l'immigration et de la libre circulation.

A ce sujet, les Marocains soulignent que *« pour leur part, ils ont évité de soulever le problème avec virulence pour ne pas user d'un langage inamical, mais ils observeront avec intérêt ce qui sera fait pour les Algériens à l'occasion de la visite de M. Chadli »*.

En gros, depuis le passage du chef de l'État à Paris, les Algériens ont reçu satisfaction. La libre circulation est rétablie au moyen d'une carte de débarquement spéciale, permettant de s'assurer des retours ultérieurs. Cela rassure non seulement les familles des travailleurs immigrés, mais aussi des couches sociales aisées qui vont en France pour se faire soigner, effectuer des achats ou passer leurs vacances.

En gardant sur son territoire tous les Algériens en situation régulière ou régularisée, la France a évité à l'Algérie de récupérer un afflux de main-d'œuvre et de consommateurs dont celle-ci n'a nullement besoin. Officiellement, l'Algérie souhaite le retour des immigrés. Dans les faits, ces retours sont peu nombreux, et ce n'est pas l'accord sur l'organisation du service militaire des Algériens nés en France après 1963 qui va modifier la situation. On sait pertinemment que ces jeunes choisiront l'armée française plutôt que d'affronter le régime plus spartiate auquel ils doivent s'attendre en Algérie. Cet accord tend donc à favoriser l'intégration, quelle que soit la façon dont on le présente.

Il reste que la communauté algérienne est fortement encadrée par l'Amicale des Algériens en Europe. L'intérêt bien compris des deux gouvernements est que les opposants en exil et les activistes islamistes ne trouvent pas un terrain trop propice dans cette communauté et que les revendications à l'égard de l'employeur français ne dépassent pas certaines limites.

Le premier partenaire de la France en Afrique

En ce qui concerne la coopération économique, les conséquences de l'accord gazier du 3 février 1982 sont la création d'institutions bilatérales et une augmentation du volume des échanges. Le 21 juin 1982, les deux parties ont signé un texte qui, sans établir le lien avec l'accord gazier, délimitait les secteurs dans lesquels des sociétés françaises peuvent intervenir, et créait une commission mixte chargée du suivi de la coopération. Réunie une première fois à Paris en octobre 1982, cette commission siègera dans quelques semaines à Alger. D'autre part, les accords sectoriels impliquant la mise en place de groupes de travail communs chargés du suivi ont été signés pour l'habitat, les transports et l'agriculture.

L'Algérie est le premier partenaire de la France en Afrique, représentant 20% du commerce français avec ce continent. Déjà premier fournisseur de l'Algérie depuis vingt ans, la France est devenue en 1982 son premier client (devant les États-Unis), avec environ le quart du commerce extérieur algérien.

La balance française avec l'Algérie, toujours en excédent depuis 1971, a accusé en 1981 un léger déficit, passé à 12 milliards de francs en 1982, du fait de l'augmentation des achats d'hydrocarbures. Cette année, le déficit sera ramené à 8 milliards de francs, la tendance étant à la réduction grâce aux grands contrats d'investissements, dont, entre 1981 et 1982, le montant a quadruplé. En 1982, la part française rapatriable au titre de l'exécution de ces contrats a été de 12 milliards de francs. Elle pourrait être de 15 milliards en 1983.

Plusieurs décisions algériennes sont attendues avec impatience par la partie française. Chargée de l'étude du métro d'Alger, la France n'est pas encore assurée de réaliser celui-ci. On en est actuellement au stade des appels d'offres.

Airbus est toujours en compétition avec Boeing pour le renouvellement du parc d'Air Algérie. Coproduit par l'Italie et la France, un petit avion de transport régional, le A.T.R.-42, opérationnel en 1985, est proposé par les deux pays à l'Algérie pour certaines de ses lignes intérieures.

Implanté en Algérie, Renault Véhicules industriels espère relancer la production de ses usines de la région lyonnaise en emportant une part de l'appel d'offres algérien pour vingt mille camions. A plus long terme, Renault et Peugeot sont sur les rangs pour créer, sous forme de société mixte avec l'Algérie, des unités d'assemblage situées à Tiaret, qui pourraient produire cinquante mille automobiles d'un type nouveau à partir de 1987. Un cabinet d'études américain fait les premières sélections techniques pour ce projet qui a remplacé un autre projet ancien, moins adapté aux possibilités actuelles de l'Algérie.

Présentant la visite du président Chadli comme un geste d'amitié à l'égard de l'ensemble du peuple français (une longue rencontre est prévue avec M. Chirac en qualité de maire de Paris), les Algériens souhaitent qu'elle permette de *« dépasser les comptes d'épicier, la balance commerciale étant de toute façon appelée à se rééquilibrer un jour »*.

Du côté français, on se déclare compréhensif à l'égard d'un pays qui devra réviser en baisse certains de ses projets d'investissements et son programme d'importation de biens consommables, mais on voudrait rencontrer moins d'obstacles administratifs à la coopération. *« Il y a une rélle volonté politique au niveau élevé, mais, incontestablement, des freins au niveau de l'exécution »*, constate-t-on.

La partie algérienne met l'accent sur le peu d'empressement des Français à procéder à de réels transferts de technologie, *« qu'il ne faut pas confondre avec la simple assistance technique »*.

Au demeurant, un des éléments à prendre en compte est la chute des effectifs de coopérants en Algérie, faute de candidats pour un pays réputé difficile. Ces coopérants sont actuellement trois cent cinquante-cinq (contre six cent trente en 1980) dans l'enseignement supérieur, et mille trois cent quarante-quatre (dont 60 % d'auxiliaires) dans le secondaire. Les coopérants techniques civils sont deux cent quinze contre six cents il y a cinq ans. Toujours dans le domaine technique, il y avait, le 30 septembre, deux cent soixante-dix-neuf volontaires du service national actif (V.S.N.A.) contre cinq cent vingt en 1982.

On est loin des chiffres de la convention de coopération signée en 1966 pour vingt ans, qui prévoyait un effectif de trois mille cent coopérants culturels et techniques (les V.S.N.A. n'étant pas comptés dans cet effectif), rétribués à 75 % par l'Algérie et à 25 % par la France. Déjà fortement aménagée dans le domaine technique, cette convention sera renégociée dans le secteur culturel à partir de l'an prochain.

Incapable de satisfaire toutes les demandes algériennes, la France considère qu'il faut mettre un terme au « saupoudrage » de la coopération de simple substitution. Elle désire savoir *« où iront les coopérants et pourquoi »*. Elle veut définir des programmes d'action communs, jugeant, par exemple, anormal qu'un médecin V.S.N.A. soit envoyé sur les hauts plateaux pour des prestations de routine, faute de candidat algérien.

Particulièrement peu satisfaisante en matière médicale, la coopération technique se porte bien dans certains domaines spécifiques, telle la pêche. Même dans les secteurs où les contrats commerciaux *« accompagnant »* la coopération sont importants, par exemple les transports, Paris paraît peu enclin à répondre aux demandes de l'Algérie, qui voudrait pouvoir compter dans les années à venir sur un nombre de coopérants fixé à l'avance.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Deux temps forts

La visite du président Chadli Bendjedid en France sera marquée par deux temps forts sur le plan émotionnel, car ils seront concrètement le symbole de la réconciliation entre la France et l'Algérie. L'hymne national algérien, *Kassaman*, a retenti, en effet, pour la première fois officiellement sur le sol français, lors de la cérémonie d'accueil à l'aéroport, lundi 7 novembre, en fin de matinée, vingt-neuf ans après le déclenchement de l'insurrection du 1er novembre 1954. Les paroles de ce chant de résistance que chantaient ceux qu'on appelait alors les « fellaghas », ainsi que celles de *Min Jibalina* (De nos montagnes), furent composées par le poète mozabite Moufdi Zacharia.

Le deuxième temps fort se situera mercredi matin lorsque le président Chadli ranimera la flamme du Soldat inconnu à l'Arc de triomphe. Cette cérémonie fait partie du protocole de toute visite d'Etat. Les blessures étant encore à vif à l'époque, de Gaulle et Pompidou avaient suggéré de ne pas la prévoir lorsqu'ils avaient invité Boumediène. Ce dernier avait refusé et n'était donc pas venu. Aux anciens combattants qui pourraient être choqués, le président Chadli a rappelé la réconciliation franco-allemande (*le Monde* daté 6-7 novembre).

M. Chadli est accompagné de cinq ministres et de quelques invités personnels appartenant au monde des lettres et des arts, comme le cinéaste Lakhdar Hamina, Palme d'or du Festival de Cannes pour *les Années de braise*, l'écrivain Benhadouga, auteur de *Vent du sud*, et le peintre Yelles. Le chef de l'Etat sera logé à l'hôtel Marigny, résidence des hôtes de marque, à deux pas du palais de l'Elysée.

M. Mitterrand, aussitôt après l'avoir accueilli, devait avoir un premier tête-à-tête avec son hôte, suivi d'un déjeuner. Un deuxième tête-à-tête est prévu mardi à 19 heures, avant le dîner officiel offert par le chef de l'Etat français, et un troisième, mercredi à 16 h 30, suivi d'entretiens élargis. Lundi soir, M. Pierre Mauroy offre un dîner en l'honneur du président algérien, alors que, mardi c'est la président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, qui le recevra à déjeuner. Mardi, également, M. Chadli recevra la communauté algérienne en France.

La cérémonie traditionnelle à l'Hôtel de Ville, où le président algérien s'entretiendra avec le maire de Paris, M. Jacques Chirac, est prévue mercredi de 10 heures à 11 h 30. Le soir, M. Chadli offrira une réception au musée Jacquemard-André. Pour la réception diplomatique, un petit problème de protocole risquait de se poser : le chef de l'Etat algérien ne souhaitait pas se trouver face à face avec l'ambassadeur d'Israël ou celui d'Afrique du Sud. Des solutions ont, assure-t-on, été trouvées « diplomatiquement ».

D'importantes mesures ont été prises pour assurer la sécurité du président Chadli, et tout a été mis en œuvre pour le recevoir « comme un ami de la France ».

PAUL BALTA.

● *Manifestation d'anciens harkis.* – Une centaine d'anciens harkis ont défilé, sans incident, pendant une heure, samedi 5 novembre, à Paris, de la place de la Madeleine à la place du Maréchal-Juin. Ils ont déposé à l'Élysée une motion précisant que le *« collectif harkis-français musulmans »* rappelle à l'occasion de la visite du président Chadli Bendjedid en France, que *« trop de problèmes »* ne sont toujours pas réglés. Le collectif cite notamment la libre circulation entre les deux pays et *« l'indemnisation complète des Français musulmans spoliés de leurs biens en 1962 »*. Par ailleurs, une dizaine d'opposants au gouvernement algérien, en majorité des partisans de l'ex-président Ben Bella, ont été placés en résidence surveillée dans différentes régions de France, pendant la visite du président Chadli Bendjedid.

Un développement attendu de la coopération militaire

Vingt et un ans après la fin de la guerre, l'armée algérienne et l'armée française tentent de nouer un dialogue qui aille au-delà d'un simple échange de stagiaires dans les écoles militaires d'officiers et de sous-officiers, et qui soit la base d'une coopération, plus profonde et à long terme, en matière d'armements.

Ce volet militaire de la coopération franco-algérienne ne sera pas totalement absent durant la visite du président Chadli Bendjedid à Paris, même si, officiellement, les deux délégations restent discrètes sur le possibilités concrètes de tels accords.

L'armée algérienne est, à ce jour, un client traditionnel de l'Union soviétique, qui lui a fourni la quasi-totalité des matériels, aussi bien dans l'aviation que dans la marine et les forces terrestres. De la France, l'Algérie n'a reçu que quelques avions anciens du type Fouga-Magister, des chars de combat AMX-13 et quelques hélicoptères de transport Puma. Ce n'est que très récemment, l'an dernier, que l'Algérie s'est adressée à la France pour équiper partiellement la garde présidentielle avec des blindés légers transports de troupes du type « véhicule de l'avant blindé ».

Probablement, la volonté algérienne de diversification des sources d'approvisionnement est aujourd'hui plus marquée et, dans cette perspective, la France paraît être un partenaire de choix dans la mesure où elle ne pose aucune condition politique.

L'Algérie serait intéressée par l'acquisition en France du système STRIDA (ou système de traitement et de représentation des informations de défense aérienne), qui est un dispositif « maillé » de centres de commandement et de contrôle de la défense aérienne. Ce projet de STRIDA algérien consiste à mettre en place, autour des principaux centres stratégiques du territoire, un système d'alerte et de transmission informatique destiné à moderniser la « couverture » aérienne. Sa réalisation durerait plusieurs années.

D'autre part, l'Algérie souhaiterait obtenir de la France de nouveaux hélicoptères et quelques dizaines d'avions Alpha-jet pour l'entraînement et des missions d'appui au sol. Ce dernier projet est, toutefois, concurrencé par des propositions britanniques relatives à l'avion Hawk, mais il a pour lui l'avantage d'être soutenu par l'Allemagne fédérale, le cofabricant de l'Alpha-jet. – J.I.

Le chef sage d'un peuple frondeur

Devant les députés et le corps diplomatique, appelés à écouter le message traditionnel du président de la République sur l'état de la nation à l'Assemblée populaire nationale, le 31 octobre, M. Chadli Bendjedid lit son texte sans effets oratoires, puis s'anime pour terminer par un hommage à la révolution algérienne : *« Révolution qui exclut la lutte des classes et le fanatisme idéologique (...), révolution qui ne s'arrête ni ne dure, car elle remet en ordre, pas en cause. »*

Remise en ordre dans la continuité de Boumediène, refus de la fuite en avant, il reprendra ce thème en nous recevant dans les appartements cossus mais sans faste de la présidence. L'homme est d'un abord simple et direct. Ce militaire, qui, dit-on, se rend parfois *« sur le terrain »* en débarquant inopinément dans un coin de province, pendant ses vacances, pour vérifier si les responsables locaux font leur travail, aime rompre physiquement la solitude du pouvoir.

Entouré de ses ministres, debout devant une table, il était comme à l'écart de ses hôtes lors de la réception au Palais du peuple, le 1er novembre. Il brisera la glace en serrant toutes les mains sur son passage au moment de quitter la salle.

De même l'avons-nous vu faire arrêter sa voiture à l'entrée de la rue principale des localités visitées, à l'occasion d'une de ses nombreuses tournées, pour poursuivre sa route à pied sous une protection réduite. Le chef de l'Etat prend visiblement plaisir aux bains de foule.

Si certaines cérémonies officielles sont rondement expédiées à l'occasion de ses visites, le président Chadli, en présence d'un chef de chantier, prend le temps de s'informer, d'entrer dans les détails techniques et d'exprimer son avis ou ses désirs.

Discret, pragmatique, méfiant à l'égard des théoriciens et des idéologues, peu enclin aux attitudes de tribun, cet homme de cinquante-quatre ans cherche surtout à donner l'image d'un sage, attentif aux besoins d'un peuple naturellement frondeur et contestataire.

Né près d'Annaba, dans une famille de paysans, il n'a pas la possibilité de poursuivre longtemps ses études. Il milite de bonne heure et rejoint le maquis. Il utilise alors son prénom de Chadli en guise de nom de guerre. Monté rapidement dans la hiérarchie militaire, il soutient Boumediène lorsque celui-ci renverse Ben Bella et entre au Conseil national de la révolution en juillet 1965.

L'officier le plus ancien

C'est en sa qualité d'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé qu'il est choisi comme « coordinateur » des affaires militaires pendant la maladie de l'ancien président. Lorsque celui-ci meurt le 27 décembre 1978, après trente-sept jours de coma, les débats sont très animés au sein du congrès du F.L.N. pour le choix du successeur. L'armée voit finalement en lui l'homme du compromis, entre les clans adverses.

Sur trois mille deux cents délégués au Congrès, plus de six cents sont des militaires désignés par leurs pairs. Ils jouent un rôle déterminant dans des assises qui se terminent par la désignation du colonel Chadli Bendjedid comme candidat unique à l'élection présidentielle du 7 février 1979. Devant les congressistes, celui-ci fait le serment de *« poursuivre le combat du président Boumediène »* et affirme que *« le socialisme constitue pour l'Algérie une option irréversible »*.

Père de cinq enfants, le président Chadli, qui a fait deux fois le pélerinage de La Mecque, a des convictions et un comportement conformes à ce qui convient dans on pays dont la Constitution stipule que l'islam est religion d'État. Toutefois, il s'en prend vigoureusement aux éléments qui *« se servent du Coran »* pour faire obstacle au *« progrès »*. Dans une sévère mise en garde à ceux qui *« appellent à la paralysie totale de la société en voulant cloîtrer les femmes »*, il demande aux *« militants »* qui ont participé à la guerre de libération d'exprimer leur avis et de se ranger à ses côtés.

A l'occasion du voyage du chef de l'Etat en Belgique, la télévision montre longuement Mme Chadli, vêtue à l'occidentale, élégante, aux côtés de son mari. Les Algériens seront encore plus nombreux devant leur poste pour regarder le premier président hôte officiel de la France.

J. G.

LA VISITE DE M. CHADLI

Un vœu en guise de bienvenue

(Suite de la première page.)

Le temps a passé, mais l'incompréhension demeure. Comment la surmonter ?

Soit qu'ils n'aient pas voulu, soit qu'ils n'aient pas réussi, les grands moyens d'information ne sont pas parvenus à faire comprendre en France la réalité algérienne et à faire naître un courant de sympathie. C'est un échec que déplorent tous ceux qui ont œuvré pour une meilleure connaissance réciproque. « *Le Monde* », dont l'audience est forte dans les deux pays, s'y est employé à la mesure de ses moyens et il continuera sans complaisance et en espérant qu'on ne prendra pas ombrage de *son souci d'informer*. Ainsi a-t-il saisi l'occasion qu'offrait la venue en France du président Chadli Bendjedid pour, une nouvelle fois, intéresser ses lecteurs à l'Algérie et aux problèmes franco-algériens.

Comme celles de M. Giscard d'Estaing et de M. Mitterrand à Alger, la visite officielle du président algérien est un événement, un de ces symboles qui frappent l'*opinion*. A travers lui, les Français devraient découvrir la réalité algérienne, qui est celle d'un peuple indépendant, d'une nation jeune et en formation et d'un Etat respecté, et les Algériens devraient trouver en France la considération qu'ils sont en droit d'attendre et, peut-être, plus. On le souhaite aux uns et aux autres. C'est un vœu en guise de bienvenue au président Chadli Bendjedid. — A. L.

M. MITTERRAND : « Un point nouveau qui devrait être irréversible »

Alger (*A.F.P.*). — M. Mitterrand s'est déclaré convaincu que les relations franco-algériennes allaient connaître « *un point nouveau, qui devrait être irréversible* ». Dans une interview accordée à la radio-télévision algérienne et à l'agence Algérie-Presse Service (A.P.S.), et publiée dimanche 6 novembre, le chef de l'Etat souligne cependant que ces rapports n'avaient pas besoin de connaître « *un nouveau départ* » dans les domaines diplomatiques, commercial, culturel, car « *ça marche déjà* ».

Relevant que le voyage du président Chadli en France marque « *les temps nouveaux* » dans les relations bilatérales après « *les moments douloureux* » d'un passé commun, M. Mitterrand déclare qu'il accueillera son hôte algérien « *avec le sentiment de gravité que requiert ce genre de rencontres lorsqu'il s'agit à la fois d'assumer le présent et de préparer l'avenir* ».

Il souligne au sujet de l'immigration algérienne en France que, « *depuis deux ans, bien des changements ont été opérés* » en sa faveur, même s'il « *reste beaucoup à faire* ». « *Ce sont les mœurs qui sont les plus difficiles à changer. Je dois aller souvent à contre-courant d'un certain nombre de très mauvaises habitudes* », ajoute-t-il. Se félicitant du « *concours extrêmement positif* » du gouvernement algérien dans la lutte des autorités françaises contre l'immigration clandestine, M. Mitterrand affirme que celle-ci constituait « *un grand danger, pas dans les relations entre la France et l'Algérie, mais dans les relations entre le peuple français et ceux qui viennent du dehors* ».

Sur le plan de la coopération économique, ajoute-t-il, « *nous avons engagé des contrats qui doivent apporter à l'une et l'autre partie de justes satisfactions* ». « *Je ne peux que me féliciter de ce qui s'est passé déjà depuis deux ans* », conclut-il.

Un message du chef de l'Etat algérien aux immigrés

Le président Chadli a assuré la communauté algérienne en Europe, évaluée à près d'un million de personnes, et dont la plus grande majorité réside en France, de sa sollicitude. Dans un message qu'il lui a adressé à la veille de sa première visite et qui a été diffusé à l'émission « Mosaïque », le chef de l'Etat déclare : « *L'Etat algérien, extrêmement sensible aux conditions de travail et d'existence des milliers de nos compatriotes vivant en Europe, travaille à supprimer progressivement et de manière définitive les causes fondamentales de ce phénomène* [l'émigration] *et à rassembler de plus en plus massivement les moyens à même de permettre un retour au pays avec toutes les garanties économiques, sociales et culturelles qui s'y attachent.* »

Evoquant « *certaines manifestations de racisme et de xénophobie dont continuent d'être victimes les immigrés algériens* », le président Chadli « *appelle fermement à ce que soit préservée cette dignité et assurée cette sécurité, toutes deux garantes des relations de respect et de considération mutuels que les deux peuples algérien et français entretiennent des deux côtés de la Méditerranée, et auxquelles les directions des deux pays œuvrent avec détermination* ».

AMERIQUES

La Grenade

Une présence militaire américaine pourrait être maintenue pendant plusieurs mois

Le général Hudson Austin, auteur du coup d'Etat du 19 octobre qui a coûté la vie au premier ministre *Maurice Bishop et provoqué l'intervention* des Etats-Unis, et M. Bernard Coard, ancien vice-premier ministre de M. Bishop et instigateur du complot contre ce dernier, ont été transférés, dimanche 6 novembre, du navire de guerre américain *Saipan* à la prison de Richmond Hill, près de la capitale, Saint-George's. Les deux hommes étaient torse nu, les mains entravées par des menottes et les yeux bandés. Ils avaient été arrêtés par les forces américaines dans les jours qui ont suivi l'invasion. Mme Phyllis Coard, épouse de M. Bernard Coard, et qui dirigeait le mouvement des femmes sous le gouvernement révolutionnaire, a été elle aussi incarcérée à Richmond Hill.

Une centaine de corps ont été découverts au cours du week-end dans un camp d'entraînement militaire situé dans la pointe sud de l'île. Selon le *New York Times*, un des cadavres serait celui de Maurice Bishop. Selon le magazine *Time*, les auteurs du coup d'Etat avaient tout d'abord prévu d'empoisonner Maurice Bishop et d'accuser la C.I.A. de sa mort. MM. Coard et Austin escomptaient ainsi déchaîner la fureur populaire contre les Etats-Unis. Ce plan aurait échoué parce que Maurice Bishop, alors à Cuba, aurait retardé son retour.

Une opération de commando aurait d'autre part été montée, deux jours avant l'invasion, par la marine américaine, afin d'assurer la sécurité du gouverneur de l'île, M. Paul Scoon, affirme un journal de San-Diego (Californie), le *San Diego Union*. Effectuée par une « unité *seal* », qui opère généralement dans le plus grand secret, cette mission a coûté la vie à quatre « marines », mais a permis de protéger la vie de M. Scoon dans les quarante-huit heures qui ont précédé l'intervention américaine.

Les liaisons par avion, télex et téléphone ont été rétablies dimanche entre la Grenade et le reste du monde. Plusieurs groupes de responsables américains ont visité l'île au cours du week-end, en particulier une délégation du Congrès conduite par le représentant Thomas Foley, un démocrate de l'Etat de Washington. M. Foley a fait état du désir de ses interlocuteurs grenadins que soit maintenue une présence militaire américaine pendant plusieurs mois. A Washington, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a indiqué dimanche que les forces américaines seraient retirées « *dès que la situation le permettrait* », mais que cinq cents à six cents hommes du génie militaire pourraient rester sur l'île pour reconstruire le réseau routier.

Le rapatriement des Cubains présents à la Grenade au moment de l'invasion devrait être pratiquement achevé ce lundi. Il reste cependant trente-neuf ressortissants cubains dans l'ambassade de ce pays à Saint-George's. Un seul d'entre eux serait autorisé à rester sur place.

A Pékin, l'agence Chine nouvelle a réitéré dimanche sa condamnation de l'« *agression brutale* » des Etats-Unis, formulant contre Washington sa critique la plus violente depuis plusieurs mois. — (*A.F.P., A.P., Reuter, UPI.*)

AFRIQUE

Maroc

HASSAN II ANNONCE LA FORMATION PROCHAINE D'UN GOUVERNEMENT D'UNION

Rabat (*A.F.P.*). — Le roi Hassan II, qui a regagné le Maroc samedi 5 novembre, a annoncé le soir même la constitution prochaine d'un *gouvernement d'union nationale*, qui aura notamment pour mission de participer à l'élaboration du budget de 1984 et de préparer et superviser les élections législatives qui auraient lieu à la fin de janvier ou au début de février. Dans un discours à l'occasion du huitième anniversaire de la « marche verte » (au Sahara occidental), le souverain a précisé que le cabinet serait dirigé par une personnalité n'appartenant à aucune formation politique. En outre, seules les personnalités politiques ayant participé à la campagne pour les élections communales du 10 juin seraient associées au gouvernement.

Le roi, qui rentrait d'une visite privée de plus de trois semaines en France, avait auparavant séjourné pendant deux semaines à New-York, où il s'était adressé à la trente-huitième assemblée générale de l'ONU. Il a, enfin, fait une brève visite à Bruxelles.

DIPLOMATIE

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

M. Kohl se déclare « très reconnaissant » à l'égard de M. Mitterrand

L'hebdomadaire *le Point* publie, dans son édition datée de ce lundi 7 novembre, le texte d'un entretien que plusieurs de ses collaborateurs ont eu récemment avec le chancelier Kohl. Le chef du gouvernement de *Bonn y déclare, notamment*, à propos de l'éventualité du déploiement des euromissiles de l'OTAN en Allemagne fédérale : « *Les SS-20 sont en place, les Pershing ne le sont pas. De cette situation, l'OTAN a tiré la conclusion raisonnable en 1979, en grande partie sous l'influence de mon prédécesseur Helmut Schmidt, qu'il fallait prendre une double décision : premièrement, on négocie sérieusement et à fond ; et, deuxièmement, si l'on n'aboutit à aucun résultat, on déploie. En tant que chef de l'opposition, j'avais applaudi à cette double résolution. Aucune nouvelle décision n'est juridiquement nécessaire à l'heure actuelle. (...) Si les négociations de Genève n'aboutissent pas, ce que nous devrons faire sera pour nous une amère nécessité. Le déploiement sera un devoir amer, mais nous remplirons ce devoir. On peut se fier à notre parole, quoi qu'il se passe dans les rues en Allemagne. N'oublions pas que nous sommes en 1983 et pas en 1932.* »

M. Kohl ajoute qu'il est « *très reconnaissant* » à M. Mitterrand de « *défendre absolument la même position* » que la République fédérale en matière de sécurité. « *Pour nous, c'est une grande aide que de savoir que nous pouvons mutuellement nous fier l'un à l'autre* », indique le chancelier, qui confirme que son gouvernement appuie « *sans réserve* » le refus de Paris et de Londres de voir leurs forces nucléaires prises en compte lors des pourparlers eurostratégiques de Genève.

A Pékin, M. Deng Xiaoping a qualifié samedi d'« inévitable » l'installation des euromissiles, à l'occasion d'une rencontre avec M. Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes, en visite officielle en Chine.

A Berlin-Est, l'évêque protestant a critiqué, au cours d'un sermon, la répression dont sont victimes les pacifistes est-allemands non officiels de la part des autorités et a reproché au gouvernement de la R.D.A. d'appliquer deux poids, deux mesures aux manifestations pour la paix. La police avait notamment empêché, vendredi, ces derniers de manifester conjointement avec des Verts venus de la R.F.A. devant les ambassades des Etats-Unis et d'Union soviétique.

A Prague, le quotidien *Rude Pravo* a reconnu, samedi, qu'il avait reçu un important courrier des lecteurs depuis l'annonce de la prochaine installation de fusées soviétiques dans leur pays. Ce courrier fait notamment état de « doutes » sur le fait de « *savoir si les mesures récemment annoncées pour le renforcement de la défense sont nécessaires à ce stade* ». — (*A.F.P., A.P., Reuter.*)

● *Réunion des ministres de l'ASEAN.* — Le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja, a ouvert ce lundi 7 novembre à Djakarta une réunion des chefs de la diplomatie des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui devrait être consacrée à une nouvelle proposition pour le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. M. Mochtar et ses homologues de Thaïlande, de Malaisie, de Singapour et le vice-ministre des affaires étrangères des Philippines pourraient examiner la possibilité de créer une force multinationale de paix qui superviserait le retrait vietnamien d'une partie du territoire cambodgien. L'Indonésie resterait cependant réservée sur cette question. — (*A.F.P.*)

M. JEAN-PIERRE COT EST ÉLU AU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNESCO

M. Jean-Pierre Cot, membre du comité directeur du parti socialiste et ancien ministre délégué à la coopération et au développement — poste auquel il avait été nommé en mai 1981 et dont il démissionna en décembre 1982, — a, comme prévu, été élu samedi 5 novembre (par 150 voix sur 154 votes émis) membre du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

M. Cot succède à un autre Français, M. François Valéry. Vingt-six des cinquante et un sièges du conseil exécutif ont été, en même temps, renouvelés par les États membres.

Cet organisme est chargé de veiller à l'application du programme d'action de l'UNESCO que la conférence générale, actuellement réunie (*le Monde* du 26 octobre), met sur pied tous les deux ans. Parmi les nouveaux élus au conseil exécutif, on relève aussi le nom de l'écrivain libanais Camille Aboussouan, ancien ambassadeur de son pays auprès de l'UNESCO. Cette élection marque le retour du Liban au sein d'un organe dont il était absent depuis dix ans.

PROCHE-ORIENT

L'OFFENSIVE CONTRE L'O.L.P. A TRIPOLI

« Nous n'irons pas le chercher là... »

Pour la cinquième journée consécutive, les combats entre adversaires et partisans de M. Yasser Arafat se sont poursuivis lundi 7 novembre dans la région de Tripoli. M. Mahmoud Labadi, porte-parole des dissidents après avoir été celui de M. Arafat au cours du siège de Beyrouth, a assuré que le chef du comité exécutif de l'O.L.P. s'était réfugié à Tripoli, mais que ses troupes résistaient toujours autour du camp assiégé de Baddaoui. « *Notre principal objectif*, a-t-il dit, *est de rejeter les bandes de M. Arafat hors des camps de réfugiés, mais nous n'irons pas le chercher à Tripoli.* »

Les porte-parole de M. Arafat ont, pour leur part, démenti le fait que ce dernier se soit réfugié à Tripoli, affirmant que le chef de l'O.L.P. menait toujours la bataille contre les « *hordes syriennes et libyennes aidées des dissidents palestiniens* ».

● A SAIDA, les forces israéliennes ont expulsé de force, samedi soir 5 novembre, les fonctionnaires de police libanais du Sérail (gouvernorat) de Saïda, qui abrite habituellement trois cents employés appartenant à huit administrations et services publics libanais. Dans la matinée, les forces israéliennes avaient lancé un ultimatum au gouverneur et aux fonctionnaires de la ville leur enjoignant de quitter les lieux. Un peu plus tard, elles avaient expulsé les fonctionnaires civils. Les gendarmes libanais de service avaient pour leur part refusé d'obtempérer, après avoir reçu des instructions strictes de leur commandement à Beyrouth de ne pas quitter les lieux. En fin de soirée, une unité israélienne, composée de soixante-dix soldats soutenus par quatre transports de troupes a forcé l'entrée du Sérail et expulsé brutalement les gendarmes. Les soldats israéliens les ont empêchés d'emporter avec eux leurs armes et leur matériel. Selon la police libanaise, les Israéliens ont fouillé les bureaux du Sérail et enfoncé des portes, notamment celle du bureau de la police criminelle, où sont entreposés des documents photographiques et des dossiers secrets. Le siège de la gendarmerie pour le Sud-Liban a été provisoirement installé dans les locaux de la mairie de Saïda.

Les notables de Saïda ont tenu dimanche une réunion, en présence de représentants des autorités officielles libanaises, pour examiner les moyens de faire face aux nouvelles mesures israéliennes et ont menacé d'appeler à une grève générale si ces mesures n'étaient pas levées.

Pour la quatrième journée consécutive, le pont Awali, à l'entrée nord de Saïda, est resté fermée lundi à la circulation, isolant ainsi le Sud-Liban du reste du pays. La farine commence à manquer à Saïda, où près de quatre-vingt mille personnes se sont récemment réfugié, fuyant les combats de la montagne libanaise.

● Le président Amine Gemayel a regagné Beyrouth ce lundi matin, venant de Pais, où il a effectué une visite de vingt-quatre heures. Le chef de l'Etat libanais avait eu samedi un entretien de trente-cinq minutes avec le président Mitterrand au palais de l'Elysée. A l'issue de cette rencontre, M. Gemayel s'est borné à déclarer qu'il était venu « *en son nom et au nom du peuple libanais* » adresser « *ses condoléances, sa gratitude et ses meilleurs sentiments à toutes les familles des cinquante-huit soldats français morts pour la paix au Liban* ».

● AU CAIRE, le président égyptien Hosni Moubarak a réaffirmé dimanche le soutien de l'Egypte à Yasser Arafat, qu'il a qualifié de « *dirigeant modéré* », en soulignant qu'il ne voyait pas pour l'instant de responsables palestiniens « *capables d'occuper son poste* ».

● A MOSCOU, la *Pravda* a accusé, dimanche, Washington de se préparer à « *un raid de grande envergure* » dans la région, affirmant que la Syrie « *est le pays contre lequel les mesures de représailles seront prises* » après l'attentat de Beyrouth.

M. Arafat veut continuer le combat sur place

(Suite de la première page.)

En toile de fond, l'incendie gigantesque des réservoirs de carburant qui ne cesse de s'étendre et touche à présent douze cuves.

La veille, les loyalistes avaient vécu depuis le lever du jour et jusque très tard dans la soirée l'enfer d'un pilonnage intensif et rarement interrompu de la part des batteries adverses placées partout sur les hauteurs avoisinantes. Mais les hommes d'Arafat avaient pu, toutefois, mener avec succès une contre-attaque, s'emparant de plusieurs chars syriens et de leurs équipages avant que, dans la nuit de samedi à dimanche, cent cinquante hommes et dix chars faussent compagnie à Abou Moussa pour passer, avec armes et bagages, sous le commandement de M. Yasser Arafat. Il n'empêche que la pression impitoyable exercée sur le camp de Nahr-el-Bared allait au cours de la nuit contraindre M. Arafat à en faire évacuer toutes ses troupes « *pour éviter*, devait-il dire plus tard, *des pertes inutiles* ».

L'annonce de la première défaite de l'O.L.P. n'a fait qu'accentuer la peur qui s'était emparée de la population de la ville et de nombreux villages dans un rayon de plusieurs kilomètres, dès que des projectiles, par erreur ou intentionnellement, s'étaient abattus, çà et là, tuant et blessant des civils. Tandis que les habitants des zones rurales vont chercher refuge dans la montagne loin en arrière de la zone des opérations, ceux de Tripoli qui le peuvent fuient une ville déjà privée d'eau et d'électricité, et où l'on s'attend à manquer sous peu de carburant. La presse libanaise publie des photos montrant des familles tripolitaines attendant sur les quais du port d'Al-Mina un hypothétique bateau à destination de Beyrouth ou de Chypre. Le semblant de calme observé durant les premiers jours de la conférence de Genève aura été de bien courte durée. A nouveau, le Liban est pris du Nord jusqu'au Sud dans la tourmente meurtrière.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Des paquets informes

De notre envoyé spécial

Tripoli. – On a garé le grand camion frigorifique qui porte sur ses flancs les insignes du Comité international de la Croix-rouge (C.I.C.R.) face à l'entrée de l'hôpital islamique de Tripoli. Un haut bâtiment moderne dans une rue calme d'un quartier situé à mi-chemin entre le centre ville et le port d'Al-Mina. Une soixantaine de personnes, hommes et femmes de tous âges et adolescents se pressent, en parlant à voix basse, aux portes arrière du véhicule.

Lorsqu'elles s'ouvrent à demi sur des hommes dont le nez et la bouche sont recouverts d'une large compresse, on peut entrevoir côte à côte, à même le plancher, des sortes de paquets informes de toutes tailles, grossièrement emmaillotés dans du plastique. Une ou deux personnes sont alors autorisées à monter à bord. Un père, une sœur, un frère, une mère ou un ami attendant depuis le matin de pouvoir reconnaître peut-être, parmi la centaine de cadavres réunis là, l'un des leurs qu'ils emmèneront sitôt identifié. Comme cette famille que nous avons vue s'éloigner presque en courant portant le corps d'un enfant de deux ou trois ans dans sa housse ensanglantée.

Sur la porte de l'hôpital, on a placardé un avis rédigé en arabe et en français et rappelant que « *aucune arme n'est autorisée dans ce bâtiment* » et remerciant les visiteurs « *de leur coopération* ». Depuis le samedi 5 novembre au matin, l'hôpital islamique de Tripoli a été « *neutralisé* » par le C.I.C.R. qui a fait apposer des croix rouges sur les toits, établi une surveillance aux entrées et installé dans les sous-sols un hôpital de campagne complet dont le bloc opératoire s'ajoutera aux trois dont dispose déjà l'établissement.

« *Jusqu'ici, grâce au dévouement exemplaire de tout le personnel médical* (dix médecins dont trois chirurgiens et cinquante-quatre infirmières et infirmiers) *et l'aide que nous a fournie le C.I.C.R. sous forme de médicaments et de matériel, nous avons pu faire face. Mais la fatigue commence à se faire sentir* », nous dit le docteur Malek, directeur médical de l'hôpital. Depuis le jeudi 3, jour où s'est engagée la bataille, on a procédé ici à cinquante-trois interventions chirurgicales dites « majeures », c'est-à-dire qui portent sur des blessures à l'abdomen, au thorax ou à la tête causées dans quatre-vingt-quinze pour cent des cas par des éclats d'obus. Les blocs opératoires fonctionnent actuellement dix-huit heures sur vingt-quatre.

D'une capacité de cent soixante lits en temps normal, l'hôpital en comptait déjà deux cent dix dimanche matin, et l'on pensait pouvoir atteindre le même jour, dans la soirée, le chiffre de deux cent cinquante. « *S'il le faut,* dit le docteur Malak, *nous pourrons aller jusqu'à trois cents, mais c'est un maximum absolu, impliquant l'utilisation de tous les couloirs et de tous les centimètres carrés disponibles...* »

Mais il redoute de possibles pénuries de carburant, de nourriture et de médicaments dans le cas où le conflit devrait se prolonger et changer de forme : « *Jusqu'à présent, les pilonnages n'ont pas atteint la ville. Si tout à l'heure ou demain les artilleurs prennent Tripoli pour cible, nous ne pourrons évidemment pas faire face...* ». – J.-M. D.-S.

Amertume et désarroi dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. – Amertume, désarroi, impuissance : tels sont les sentiments qui prédominent dans les territoires occupés par Israël au moment où la Syrie et les dissidents de l'O.L.P. brisent les dernières résistances des combattants du Fath favorables à M. Yasser Arafat.

Pour la troisième journée consécutive, plusieurs centaines de Palestiniens ont manifesté dans le centre de Naplouse, l'une des principales villes de Cisjordanie, en exprimant leur solidarité avec le chef de l'O.L.P. Les manifestants ont été dispersés par l'armée à coups de grenades lacrymogènes.

Dans un communiqué, des associations professionnelles, notamment les avocats et les médecins, ont « *dénoncé la conspiration syrienne contre l'indépendance de l'O.L.P.* » et réaffirmé leur appui à son président, M. Arafat. Elles ont appelé à « *un dialogue démocratique au sein de l'organisation et au respect des décisions du Conseil national palestinien d'Alger* ». Celui-ci avait renouvelé, au début de l'année, sa confiance à M. Arafat.

Trois maires destitués de Cisjordanie, MM. Natché (Hébron), Khallaf (Ramallah) et Tawil (El Biré), ont dénoncé les massacres dans les camps de réfugiés. La presse palestinienne exprime, elle aussi, sa solidarité avec le président de l'O.L.P. Le journal *Al Chaab* titre : « Halte aux massacres ! Halte à l'agression syrienne ! » et accuse les pays arabes de rester « *les bras croisés* ». *Al Kuds*, quotidien projordanien, déplore « *les luttes fratricides inter-arabes qui ont disloqué la coquille du bateau palestinien avant même qu'il ait été mis à flot* ».

Les principales personnalités palestiniennes des territoires occupés proches de l'O.L.P. ont, semble-t-il, longtemps cru à la possibilité d'une réconciliation entre M. Arafat et les dissidents pro-syriens. Elles dénoncent aujourd'hui la liquidation de la direction historique de l'O.L.P. et la volonté de Damas de créer une organisation à sa dévotion.

Le premier ministre israélien n'a pas manqué de tirer parti des événements de Tripoli. Il a invité dimanche les Palestiniens à « *tirer les leçons des tueries entre Arabes en cessant de collaborer aux organisations terroristes* ». Il leur a demandé de « *perdre confiance dans l'O.L.P., dont les dirigeants s'entretuent et dont tous les résultats sont catastrophiques* ».

De son côté, M. Uri Avneri, ancien député israélien qui rencontra à plusieurs reprises M. Arafat, a déclaré que « *l'élimination de celui-ci serait une tragédie pour le peuple palestinien, pour la paix au Proche-Orient et pour le peuple israélien* ». « *M. Arafat*, a-t-il souligné, *est le seul dirigeant palestinien capable de faire la paix avec Israël et d'accepter la coexistence entre l'Etat hébreux et un Etat palestinien indépendant. Pas un seul Palestinien dans le monde ne soutient les dissidents de l'O.L.P.* »

Jérusalem n'a aucune raison de regretter les déchirements inter-palestiniens, qui affaiblissent son principal ennemi. Pourtant, comme le note lundi le *Jerusalem Post*, le danger réside dans la survie d'une O.L.P. affaiblie mais beaucoup plus extrémiste. « *Entre Arafat et ses rivaux, Israël n'avait, bien sûr, pas de préférence, mais il aurait aimé voir les deux camps prolonger le plus longtemps possible leur épuisant combat.* »

J.-P. L.

RÉUNIS A TUNIS

Les dirigeants du Fath ont demandé à Moscou d'intervenir pour empêcher « la liquidation de la révolution palestinienne »

De notre correspondant

Tunis. – C'est avec une inquiétude qui va grandissante que les fidèles de M. Yasser Arafat suivent l'évolution dramatique de la situation au Nord-Liban. L'annonce de la chute du camp de Nahr-El-Bared a jeté la consternation parmi les sept membres du comité central du Fath qui siègent en permanence depuis quarante-huit heures et la centaine de cadres du mouvement venus de plusieurs pays et des territoires occupés pour participer à une conférence qui devrait en principe préparer le prochain congrès envisagé pour la première quinzaine du mois de janvier prochain.

Face à la position – qu'ils n'hésitent pas à qualifier de désespérée – dans laquelle se trouvent M. Yasser Arafat et ses forces, les dirigeants du Fath ont adressé, dimanche 6 novembre, au Kremlin un message urgent demandant une intervention afin d'empêcher « *la liquidation de la révolution palestinienne* ». Ils considèrent, en effet, que Moscou demeure le seul interlocuteur des Syriens susceptible d'empêcher l'irréparable puisque, dans sa quasi-totalité, le monde arabe continue de faire la sourde oreille à leurs appels.

Samedi 5 novembre encore, les adjoints du président de l'O.L.P. avaient demandé une réunion d'« urgence » des ministres arabes des affaires étrangères afin de préparer un sommet extraordinaire devant examiner « *les sauvages agressions syriennes et libyennes contre le peuple palestinien au Nord-Liban* ». Leur démarche, qui ne fait que reprendre celles formulées sans succès à diverses reprises par M. Yasser Arafat depuis son expulsion de Damas en juin dernier, ne paraît avoir que peu de chances de réussir. Toutefois, le secrétaire de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, qui vient de se rendre à Damas, Amman, Bagdad et Ryad, doit entreprendre, dès ce lundi, à Tunis, des consultations.

Mais au moment où était formulée la demande palestinienne, l'Arabie Saoudite faisait savoir que, pour répondre au vœu de « *certains pays frères* » – la Syrie et la Libye principalement, croit-on savoir, – le treizième sommet ordinaire qu'elle devait recevoir le 20 novembre était ajourné « *pour un certain temps* ». Le communiqué précisait que cette décision devait permettre « *de parachever les contacts en cours afin d'assainir le climat arabe et de rapprocher les points de vue* ».

Les dirigeants du Fath présents à Tunis ont été sensibles à l'appel que le président Bourguiba a lancé aux pays arabes pour qu'ils agissent afin d'arrêter l'« hémorragie » et de « *garantir aux Palestiniens la liberté de décision au sein de leurs organisations* » ainsi qu'au fait qu'il ait tenu à recevoir personnellement à Carthage trois d'entre eux. De même qu'ils ont apprécié les prises de position de quelques autres capitales, dont Alger, en faveur de la direction légitime de l'O.L.P. Mais ces manifestations de symphatie et ces proclamations de solidarité ne viennent que très faiblement atténuer l'amertume ressentie devant ce que beaucoup de Palestiniens appellent les dérobades du monde arabe.

Au cours de ses délibérations de dimanche, le comité central du Fath a décidé d'exclure du mouvement les dix membres du conseil révolutionnaire appartenant à la dissidence. Parmi eux figurent le colonel rebelle Abou Moussa et MM. Nemr Salah (Abou Saleh) et Samih Kouik (Abou Kadri), tous deux membres du comité central où ils ne siégeaient plus depuis déjà plusieurs mois. Le communiqué annonçant cette mesure accuse les dix exclus d'« *actes de sabotage* » et de « *crimes* » commis contre « *leurs frères* » à Damas, dans la plaine de la Bekaa et au nord du Liban. Ils sont aussi dénoncés pour avoir « *rejeté le dialogue démocratique* » et pour leur « *tentative de mainmise sur les institutions du mouvement par l'usage de la force et sous la protection de parties non palestiniennes* ».

MICHEL DEURÉ.

RÉUNIS A DOHA

Les chefs des six Etats du Golfe insistent sur la « légitimité » de M. Arafat

De notre envoyé spécial

Doha. – Rarement mesures de sécurité aussi draconiennes auront été prises à l'occasion d'une conférence internationale. Pendant les trois jours que durera la réunion à Doha des six chefs Etats du Golfe, ceux d'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahrein, des Emirats arabes unis, d'Oman et de Qatar, ce dernier, pays hôte, sera virtuellement isolé du monde extérieur. Les frontières et l'aéroport sont verrouillés depuis ce lundi 7 novembre. Les principales artères de la capitale, Doha, ne sont praticables qu'aux cortèges officiels. L'hôtel Sheratom, monumentale pyramide qui domine la ville, a été transformé en forteresse défendue par d'importantes forces de sécurité. Les journalistes sont consignés dans l'hôtel qui leur a été affecté.

Les autorités ont quelques raisons d'être prudentes. Un complot a été éventé, il y a deux mois, impliquant plusieurs officiers de l'armée qatari – d'origine iranienne, dit-on, – et dont l'objectif aurait été de prendre d'assaut le Sheraton et de capturer les six hommes qui gouvernent la région la plus riche en pétrole du monde. Des fusées, notamment des Sam-7, des bazookas, des mitrailleuses, auraient été saisis dans des caches d'armes. Le ministre de l'information, Issa Ghanem-El-Kawari, a minimisé dimanche la conjuration en affirmant qu'elle avait été « *grossièrement gonflée* » par la rumeur publique.

Toujours est-il que le quatrième sommet du Conseil de coopération du Golfe, fondé en 1981, se tient à un moment particulièrement critique dans une conjoncture qui menace la sécurité et la stabilité des pays concernés. Les participants chercheront les moyens pour mettre un terme, ou pour le moins circonscrire, trois conflits, ceux qui opposent l'Irak à l'Iran, le Liban à Israël, et les partisans de M. Yasser Arafat, d'une part, à la Syrie et aux dissidents du Fath, de l'autre, dans la région de Tripoli.

Les sympathies des Etats du Golfe vont, à n'en pas douter, aux loyalistes du Fath. Après l'Arabie Saoudite, le Qatar, par la voix de M. Kawari, s'est prononcé dimanche en faveur de « *Yasser Arafat, le chef légitime et reconnu de l'O.L.P.* ». Ce dernier est considéré comme étant le seul dirigeant qui puisse tout à la fois préserver l'unité du mouvement palestinien et souscrire à un règlement négocié avec Israël.

M. Yasser Arafat bénéficie en outre du soutien de la quasi-totalité des six cent mille Palestiniens qui peuplent les Etats du Golfe, où ils occupent des positions de choix dans l'administration, dans l'enseignement et dans la vie économique. L'éventuelle défaite d'Arafat, l'éclatement de l'O.L.P., risqueraient, aux yeux des dirigeants du Golfe, de susciter des mouvements terroristes incontrôlables et d'entretenir l'insécurité dans toute la région.

La crainte d'une intervention américaine

Dans l'absolu, les Etats du Golfe disposent de moyens pour arrêter le carnage à Tripoli et favoriser une réconciliation entre Yasser Arafat et le président Assad. Mais ils hésitent à exercer des pressions sur la Syrie, qui, à l'heure qu'il est, fait figure de championne de la cause arabe. Interrogé à ce sujet, dimanche soir, M. Kawari est allé jusqu'à soutenir qu'il n'avait « *pas connaissance* » de la participation des forces syriennes aux batailles de Tripoli. L'affrontement, à l'en croire, n'opposerait que des factions rivales du Fath. Il est vrai que toutes les démarches entreprises ces dernières semaines auprès du président Assad sont restées vaines.

Les efforts déployés en particulier par l'Arabie Saoudite pour régler le conflit libanais n'ont pas été aussi stériles dans la mesure où ils ont ouvert la voie à la récente conférence de Genève. Mais les inquiétudes ne se sont pas pour autant dissipées. On se pose ici la question de savoir si le compromis conclu sur les bords du lac Léman n'est pas, en réalité, qu'un répit illusoire. On craint par-dessus tout une intervention armée américaine qui conduirait à une guerre avec la Syrie, éventualité qui ne manquerait pas de susciter l'agitation et peut-être même des troubles dans les pays du Golfe.

Le ministre de l'information du Qatar, M. Kawari, est catégorique à cet égard : les six Etats du Conseil de coopération du Golfe estiment que toute initiative militaire des Etats-Unis, même si celle-ci était destinée à défendre la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, serait préjudiciable puisqu'elle internationaliserait davantage la crise du Proche-Orient. Le sommet de Doha, indique le ministre qatari, se chargera d'assurer la sécurité du Golfe en dehors de toute ingérence étrangère et de mettre un terme à la guerre irako-iranienne. M. Kawari n'a pas indiqué cependant quels moyens seront mis en œuvre pour induire le gouvernement de Téhéran à négocier avec celui de Bagdad.

De toute évidence, les Etats du Golfe ne pourront pas agir avec efficacité en dehors d'un concensus arabe. C'est pourquoi l'un de leurs principaux objectifs est de réunir les conditions nécessaires à la convocation du sommet arabe de ce initialement prévu à Ryad pour la fin du mois, mais qui vient d'être ajourné *sine die* par l'Arabie Saoudite. Il faudrait, dit-on, que le président Assad accepte de siéger en compagnie de M. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien, ainsi qu'avec Yasser Arafat pour que la réunion panarabe puisse se tenir. Cependant, rien n'indique pour le moment que les six chefs d'Etat réunis à Doha ont le pouvoir d'infléchir la volonté du président syrien, décidé, semble-t-il, à liquider les loyalistes du Fath et à soutenir l'Iran dans sa guerre contre l'Irak.

ÉRIC ROULEAU.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN ET SES RÉPERCUSSIONS

Le déploiement de forces américain au large des côtes libanaises s'accompagne d'un net rapprochement avec Jérusalem

De notre correspondant

Washington. — Les autorités américaines ont entretenu, tout au long de week-end, l'incertitude qui règne ici sur d'éventuelles mesures de représailles à la tuerie des « *marines* » de Beyrouth. Depuis l'attentat du 23 octobre, de nombreuses personnes, dont le président Reagan lui-même, avaient affirmé que « *justice serait rendue* », et l'annonce, dans la nuit de vendredi à samedi, du rassemblement en Méditerranée, d'ici au milieu de cette semaine, de trente bâtiments de guerre porteurs de trois cents avions avait donné du crédit à ces menaces (*le Monde* daté 6-7 novembre).

Dans un premier temps, le porte-parole de la Maison Blanche a parlé, samedi, d'une « *rotation normale* » et de « *mouvements annoncés précédemment* ». Le porte-avions *Kennedy*, a-t-il indiqué, participe à des « *manœuvres conjointes avec la marine espagnole* ». Quant au porte-avions *Independance*, qui a quitté les côtes de la Grenade mercredi dernier, il ne fait route vers les eaux libanaises que pour y relever l'*Eisenhower*, qui s'y trouve au côté du cuirassé *New-Jersey*. « *Pour l'instant*, ajoutait le porte-parole en atténuant sensiblement la portée de sa mise au point, *il n'est pas prévu de diriger le* Kennedy *vers le Liban*. » Le même jour, on faisait aussi savoir que Washington avait fait part aux autorités libanaises de sa détermination à supprimer les menaces que ferait peser sur les « marines » de Beyrouth une batterie de roquettes qui aurait récemment transité par Beyrouth-Est. *Cette batterie*, de fabrication soviétique, serait servie par un groupe de pro-iraniens, et un haut fonctionnaire du département d'Etat a déclaré qu'elle « *devra être retirée ; et la seule question porte sur la façon de le faire* ».

Une possible action des forces américaines dans cette affaire — que le gouvernement libanais tenterait, par ailleurs, de résoudre pacifiquement — serait toutefois distincte, précisait-on, des éventuelles représailles à propos desquelles le secrétaire à la défense et le chef d'état-major général des armées ont lancé des spéculations dimanche. Interrogé par la chaîne de télévision A.B.C., M. Weinberger, en parlant, lui aussi, d'une relève « *de routine* », a déclaré qu'il y aurait « *pendant un certain temps* » un nombre plus important qu'auparavant de bâtiments américains dans les eaux libanaises et s'est refusé à dire quoi que ce soit de plus précis. « *Je ne vais pas démentir cela* (la possibilité de représailles). *Je ne vais pas le confirmer* (...). *Je ne vais tout simplement pas en discuter* », a-t-il dit.

Sur une autre chaîne, le général Vessey a, pour sa part, dit que, « *lorsque des soldats américains sont tués en quelque nombre que ce soit* », sa réaction « *instinctive* » est « *de répliquer* » et qu'il serait « *inapproprié* », si des représailles étaient envisagées, d'en parler à l'avance. Il a ajouté que « *de nombreux groupes différents* » avaient revendiqué l'attentat et qu'il ne savait « *vraiment pas* » qui en était responsable.

Un an de tension

Ce dernier point était évidemment le plus important dans la mesure où les autorités américaines n'avaient jusqu'à maintenant, tout au contraire, pas hésité à désigner comme coupables ces mêmes Libanais pro-iraniens (mis en cause aussi dans l'affaire de la batterie de roquettes), et à travers eux les Syriens, qui les soutiendraient. Le leader de la majorité républicaine du Sénat, M. Baker, est allé dans le même sens, déclarant qu'il n'exclurait pas des représailles, mais dès lors seulement que des responsabilités seraient établies, « *avec précision et exactitude* ».

Malgré le nuage de fumée entourant ainsi les intentions de Washington, il semble que ces gesticulations accompagnent en fait un « *rééquilibrage* » de la politique proche-orientale américaine vers un resserrement des liens avec Jérusalem. Il a été rendu manifeste dimanche, à l'issue des cinq jours passés *en Israël* par M. Eagleburger, le numéro trois du département d'Etat, par l'annonce de la prochaine visite aux Etats-Unis de M. Shamir et de son ministre de la défense, M. Arens. Ce rapprochement des deux capitales marque un tournant. Il met en effet un terme à une année de tension entre les deux pays, provoquée par le massacre de Sabra et Chatila, le rejet par Jérusalem du « plan Reagan » de septembre 1982 et la volonté américaine d'obtenir un rapide retrait israélien du Liban. Depuis, et particulièrement du moment où les Israéliens ont reculé leurs positions vers le Sud, les Etats-Unis se sont retrouvés dans une situation inconfortable devant la Syrie, dont ils espéraient obtenir jusqu'en septembre le retrait du Liban parallèlement à celui d'Israël. Dès lors qu'il s'est avéré que la bonne volonté de Damas n'était pas aussi grande que prévu, et que ses exigences faisaient problème, le ton à Washington a monté contre les Syriens, de plus en plus présentés comme des instruments de l'U.R.S.S., et s'est assoupli à l'égard des Israéliens. Le surlendemain de l'attentat de Beyrouth, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, mettait durement en cause Damas, et annonçait l'envoi d'une mission de haut rang à Jérusalem — celle que vient de conduire M. Eagleburger. On a alors commencé à parler d'une réactivation de l'« *accord de coopération stratégique* » israélo-américain, annulé par Jérusalem en décembre 1981 à la suite des protestations américaines contre l'annexion du Golan.

Les réserves de M. Weinberger

L'attentat de vendredi dernier contre le quartier général israélien de Tyr, au moment même où M. Eagleburger se trouvait en Israël, n'a pu qu'accentuer le mouvement déjà *bien amorcé et que défendent*, contre M. Weinberger, M. Shultz et M. McFarlane, le nouveau conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. Le secrétaire à la défense passe, en effet, pour partisan d'un soutien militaire accru aux régimes arabes modérés, jordanien et saoudien, auxquels Israël s'oppose d'autre part.

On ignore encore quels avantages concrets vaudra à Jérusalem ce rapprochement, mais il est clair qu'il passe par un rôle accru de l'armée israélienne dans la pression que Washington souhaite voir exercer sur la Syrie — interlocuteur aussi difficile qu'obligé et premier pour les Etats-Unis comme pour Israël dans la recherche d'un règlement proche-oriental.

Alors que la première phase des négociations libanaises de Genève s'est achevée sur des décisions ambiguës, dont la clarification ne pourra sans doute dépendre de la seule diplomatie, la concentration militaire américaine en Méditerranée et l'annonce par Jérusalem d'nouvelles ripostes contre l'attentat de Tyr prennent tout leur sens. La question est de savoir jusqu'où ira la volonté désormais américano-israélienne d'étalage de force et jusqu'où elle peut aller sans anéantir les acquis incertains de Genève — ce qui ne serait l'intérêt ni de Washington ni de Jérusalem. Tout tient donc au dosage entre le geste et l'action.

BERNARD GUETTA.

APRÈS L'ATTENTAT DE TYR

Jérusalem hésite à isoler sa zone d'occupation du reste du pays

De notre correspondant

Jérusalem. — Encore sous le choc du drame de Tyr, Israël médite. Le gouvernement de Jérusalem réfléchit aux circonstances de l'attentat et examine les moyens de prévenir des tragédies similaires tout en étudiant *l'éventail des ripostes possibles*. Mais il n'a pour l'instant fait connaître aucune décision reflétant un changement de politique au Liban.

Lors de sa réunion hebdomadaire, dimanche 6 novembre, le gouvernement a siégé en tant que comité interministériel de défense. Cette procédure protège le secret des délibérations, consacrées presque totalement à l'attentat de vendredi, dont le bilan final est beaucoup plus lourd qu'on l'avait cru initialement puisqu'il a fait soixante morts : vingt-huit soldats israéliens et trente-deux détenus libanais et palestiniens.

Les généraux Moshe Levy, Amos Lapidot et Ehoud Barak, respectivement chef d'état-major, commandant de l'aviation et chef des services de renseignements, ont présenté leurs rapports au gouvernement. Ils ont fait valoir que les autorités militaires régionales avaient respecté les consignes de sécurité et que les sentinelles en faction avaient réagi à temps en ouvrant le feu sur le chauffeur kamikaze. Celui-ci a probablement été blessé à mort avant l'explosion.

Il n'empêche que, de l'aveu même du *général Levy*, la protection des cantonnements israéliens au Sud-Liban est insuffisante face aux attaques suicidaires.

La presse ne manque pas de poser quelques questions embarrassantes : est-il nécessaire d'installer les quartiers généraux de l'armée dans les villes, là où ils sont le plus vulnérables ? Pourquoi *n'a-t-on pas tiré les* leçons du double attentat de Beyrouth ? Pourquoi l'entrée du bâtiment, par exemple, n'était-elle pas bloquée par des blindés ? Comment expliquer la présence dans le camp d'un dépôt de munitions, en violation des règlements ?

Pourquoi les Israéliens n'avaient-ils pas élevé des talus de terre formant rempart sur la route menant au quartier général, conformément aux conseils qu'ils avaient eux-mêmes adressés aux Américains *après le désastre de Beyrouth*. Ces carences constatées *a posteriori*, l'armée a commencé à renforcer la protection de ses quartiers, notamment en postant des blindés sur les voies d'accès.

Verrouiller le fleuve Awali ?

Faut-il verrouiller définitivement les passages — fermés depuis vendredi — sur le fleuve Awali, ligne de défense de l'armée israélienne au Sud-Liban ? La question est posée depuis des semaines. L'attentat de Tyr lui a redonné toute son actualité. Elle est un sujet de discorde à la fois parmi les chefs militaires et au sein du cabinet. Dans l'ensemble, l'armée et les services de renseignements ne cachent pas qu'ils sont favorables à un « bouclage » du Sud-Liban et ils exercent des pressions dans ce sens. Mais le gouvernement ne s'est pas résolu à prendre une mesure dont les inconvénients politiques sont patents.

Verrouiller l'Awali serait une décision contraire à l'accord israélo-libanais du 17 mai, texte auquel *Jérusalem* se cramponne coûte que coûte, et constituerait un aveu de défaite. Ce geste ouvrirait la voie à l'annexion *de facto* par Israël du Sud-Liban. La population civile de cette région — environ sept cent cinquante mille personnes, — qui a coutume de traverser chaque jour l'Awali dans les deux sens, pâtirait gravement d'une fermeture des ponts.

Des centaines de voitures s'agglutinent depuis vendredi devant les chicanes et les chevaux de frise qui obstruent le passage. Prolonger une telle mesure ne ferait qu'accroître l'impopularité d'Israël au Sud-Liban et rendre plus risquée la présence de ses soldats. Israël a fait une exception, dimanche, en permettant le passage vers Tyr d'un convoi de la Croix-Rouge libanaise comprenant plusieurs centaines de réfugiés chrétiens blessés et évacués du village de Deir-el-Kamar, dans le Chouf.

Que faire ? Plusieurs options sont à l'étude. L'armée pourrait soit autoriser le passage des piétons en interdisant celui des véhicules, soit fouiller ceux-ci de manière systématique, soit ne laisser passer que les véhicules utilitaires indispensables au maintien d'une vie économique normale dans la région.

Des représailles contre la Syrie ?

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a souhaité, *quant à lui*, un rapatriement de l'armée israélienne sur sa frontière et la création d'une zone-tampon au Sud-Liban, où la protection de la Galilée serait confiée aux milices proches d'Israël. Rien ne prouve pour l'instant que la camion kamikaze de Tyr ait franchi l'Awali. Admettant que le problème était « *complexe* », le premier ministre, M. Shamir, s'est accordé un temps de réflexion. Les risques d'une fermeture des ponts semblent l'emporter à ses yeux sur les avantages.

Le quartier général de l'armée israélienne, situé dans le sérail de Saïda, a essuyé, dimanche, des tirs de bazooka qui n'ont pas fait de victime. Samedi, les autorités d'occupation avaient décidé, pour des raisons de sécurité, d'expulser des locaux les fonctionnaires libanais. Les dirigeants politiques et syndicaux du Sud-Liban ont lancé un appel à la grève générale pour mardi. Ils entendent protester contre la répression et les atteintes portées par Israël, selon eux, à l'indépendance de leur pays.

Jérusalem prépare-t-il des représailles d'envergure contre la Syrie, qui ne pouvait pas, selon lui, ne pas être informée des préparatifs de l'attentat ? Les spéculations vont bon train, alimentées par certaines indiscrétions dont il est impossible de vérifier le bien-fondé. A la sortie du conseil de cabinet, dimanche, les ministres, le visage grave, sont restés muets. Un peu plus tard, un haut fonctionnaire désirant conserver l'anonymat assurait que « *la riposte d'Israël n'était pas terminée* » et que « *d'autres mesures pour stopper les terroristes seraient inévitablement prises* ». « *L'armée israélienne*, ajoutait-il, *n'a pas l'habitude de se cantonner dans une attitude défensive*. » Au contraire, selon une autre source citée par la radio nationale, « *Israël ne se laissera pas entraîner à des réactions extrêmes* ».

Ceux qui croient à une prochaine action militaire d'Israël contre la Syrie soulignent l'excellent climat qui semble régner à nouveau entre Washington et Jérusalem, après la visite en Israël du sous-secrétaire américain, M. Lawrence Eagleburger.

« *Il existe entre nous une communauté d'intérêts à l'égard du Liban et un haut degré de compréhension et de coordination* », a déclaré, dimanche, le porte-parole du gouvernement israélien, M. Dan Meridor.

On a noté avec intérêt à Jérusalem que la Maison Blanche s'est abstenue de critiquer le raid israélien lancé au Liban en représailles de l'attentat de Tyr.

On a également été sensible au ton chaleureux de M. Reagan qui, dans son message de condoléances, a exprimé sa « *profonde sympathie* » au gouvernement israélien. On ne manque pas non plus de citer une récente lettre de M. George Shultz, où le secrétaire d'Etat américain assurait que la solidarité de Washington avec Israël « *est plus forte que jamais* ». Il est confirmé que M. Shamir et son ministre de la défense, M. Arens, se rendront aux Etats-Unis fin novembre ou début décembre.

M. Meridor a accueilli favorablement le compromis inter-libanais de Genève qui revêt, aux yeux d'Israël, plusieurs mérites : l'accord du *17 mai n'a été ni abrogé, ni « gelé »* et il continue donc de régler le problème de la présence israélienne au Sud-Liban ; le président Gemayel a obtenu un mandat unanime pour conduire des négociations au nom de son pays et son autorité s'en trouve donc renforcée ; enfin, aucun Palestinien n'a participé aux travaux de Genève, ce qui, a dit M. Meridor, « *eût été inconcevable il y a un an et demi* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La guerre du Golfe

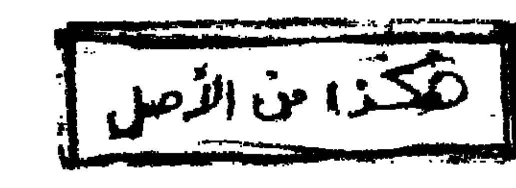
L'IRAK S'ESTIME EN DROIT DE DÉTRUIRE « LES RESSOURCES ALIMENTANT LA MACHINE DE GUERRE DE L'IRAN »

Estimant que la poursuite des attaques iraniennes contre son territoire « violait » la résolution du Conseil de sécurité du 31 octobre appelant à un cessez-le-feu sur le front irano-irakien, Bagdad a, samedi 5 novembre, informé les Nations unies qu'il se réservait désormais le droit d'« attaquer des objectifs iraniens où ils se trouvent ». Le quotidien officiel irakien El Saoura a précisé que l'Irak s'estimait « en droit d'infliger des coups directs et appropriés aux ressources alimentant la machine de guerre de l'Iran ».

Les milieux diplomatiques étrangers de Bagdad ont interprété ces propos comme une menace d'utiliser les Super-Etendard équipés de fusées Exocet récemment livrés par la France à l'Irak.

Les deux belligérants ont, dimanche 6 novembre, fait état de « *succès* » ces derniers jours, au cours de violents combats qui se déroulent depuis de la nuit du mercredi au jeudi 3 novembre, sur le front septentrional. Bagdad s'est attribué d'« *importants raids aériens* » sans utilisation toutefois des Super-Etendard. Téhéran a annoncé « *la destruction de deux bataillons irakiens* », soit « *quatre mille tués* ». Ces affrontements marquent, selon les observateurs militaires étrangers, la quatrième phase de la grande opération Aurore engagée le 19 octobre au Kurdistan irakien par les forces iraniennes. Le but de cette opération est notamment de détruire les bases de repli en Irak des opposants kurdes iraniens. — (*A.F.P., Reuter, A.P.*)





TYR

ne d'occupation

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La guerre du Golfe

L'IRAK S'ESTIME EN DROIT DE DÉTRUIRE ... LES RESSOURCES ALIMENTANT LA MACHINE DE GUERRE DE L'IRAN »

EUROPE

La maladie de M. Andropov

M. Youri Andropov n'a pas assisté, ce lundi 7 novembre, du haut du mausolée de Lénine, au traditionnel défilé militaire qui marque à Moscou l'anniversaire de la révolution russe. Le chef de l'Etat et du parti soviétiques était déjà absent, samedi, à la réunion solennelle du Kremlin. Sur le mausolée comme à la tribune du Kremlin, c'est M. Tchernenko, le numéro deux du parti, qui occupait la place d'honneur. Cependant, M. Andropov figure parmi les portraits des membres du bureau politique déployés en ville, ce qui indique qu'il occupe toujours ses fonctions de secrétaire général du P.C.

C'est la première fois depuis Lénine que le chef du parti est absent aux cérémonies commémoratives de la Révolution. Leonid Brejnev assistait au défilé le 7 novembre 1982, trois jours avant sa mort. L'opinion, cependant, avait été préparé, le 30 octobre par la publication, contraire à toutes les habitudes soviétiques, d'un communiqué indiquant que M. Andropov était *« malade à la suite d'un refroidissement »*. Autre incongruité, le patriarche Pimène, chef de l'Eglise orthodoxe russe, a adressé à M. Andropov un message qui a été diffusé par l'agence Tass et dans lequel le patriarche de toutes les Russies souhaite au chef du parti *« une bonne santé, beaucoup de forces spirituelles et physiques et des succès bénis dans* [son] *noble et difficile service pour le bien de la patrie »*.

Lors de la réunion solennelle du Kremlin, c'est M. Romanov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, qui a prononcé le discours d'usage. Il s'en est pris violemment à la politique de Washington, confirmant que *« l'apparition de nouveaux missiles américains en Europe rendra impossible la poursuite des négociations américano-soviétiques de Genève »*. M. Romanov a d'autre part annoncé que les travaux préparatoires à l'installation de missiles nucléaires tactiques en R.D.A. et en Tchécoslovaquie n'étalent que le début des mesures de rétorsion contre le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale. *« D'autres mesures suivront*, a déclaré le secrétaire du comité central. *Nous les appliquerons pour garantir notre sécurité et celle de nos amis. »*

Le secrétaire général du parti souffrirait d'une « vasculopathie dégénérative sénile »

Les signes cliniques d'une aggravation considérable de l'état de santé de M. Andropov étaient déjà très apparents lors de son élection à la présidence du présidium du Soviet suprême, en juin, puis en juillet lors de la visite du chancelier Kohl. Ils l'étaient plus encore lors des cérémonies du 1er mai, puis début juin, pendant le séjour du président finlandais Mauno Koivisto, lorsque le chef du parti soviétique prononça son discours assis, contrairement au protocole, et ne se déplaça que soutenu par des aides.

En dépit des efforts déployés pour que les difficultés éprouvées par M. Andropov à se mouvoir ne puissent être enregistrées par les photographes ou les opérateurs de la télévision, les différentes images le représentant depuis le mois de mars sont suffisamment explicites pour suggérer à tous les médecins qui les ont observées le même diagnostic.

Le syndrome que constituent les tremblements de la main gauche, lors des mouvements, et les difficultés importantes à se mouvoir sont *très caractéristiques d'une dégradation vasculaire* — ou vasculopathie — du tronc cérébral. Evoluant sur un fond de sclérose vasculaire cérébrale et générale, ces affections peuvent connaître des phases de dégradation rapide, entraînant un amaigrissement important et des signes d'atteinte des centres nerveux par thrombose ou par hémorragie.

Le tremblement au mouvement que présente le dirigeant soviétique à la main gauche, la parésie de la jambe gauche qui rend sa démarche difficile sont les signes non d'une maladie de Parkinson, mais d'un ac*cident cérébral qui a atteint la* partie droite de son cerveau.

Les centres du langage se trouvent situés dans l'hémisphère gauche et sont donc intacts dans son cas (pour l'instant), de même que les facultés intellectuelles qui restent préservées tant que le cortex cérébral (siège de la pensée conceptuelle) n'est pas encore atteint par le processus de délabrement vasculaire.

L'évolution d'une « vasculopathie dégénérative sénile » — mal dont souffrirait M. Andropov — est difficile à prévoir.

L'état du dirigeant soviétique peut rester stationnaire durant des mois ; la dégradation des vaisseaux irriguant le cerveau peut aussi s'accentuer, conduisant à un gâtisme sénile. Enfin, une mort subite par hémorragie cérébrale brutale peut survenir à tout moment.

Le précédent de Lénine

Lénine avait souffert beaucoup plus précocement d'une semblable vasculopathie cérébrale. Elle s'était traduite, en mai 1922, après plusieurs alertes, par un accident vasculaire cérébral dans la partie gauche du cerveau (thrombose ou hémorragie), qui avait entraîné une semi-paralysie droite et des troubles importants de la parole.

Une amélioration de son état avait permis à Lénine de présider d'importantes réunions politiques et de prononcer plusieurs discours en novembre 1922. En décembre de la même année, une grave rechute le laissa hémiplégique (paralysé du côté droit) et privé de parole (aphasique). Une légère amélioration permit au malade de reprendre quelques déplacements, d'inaugurer une exposition agricole à Moscou, et de prononcer quelques mots durant l'automne de 1923.

La mort survint le 21 janvier 1924 par une nouvelle aggravation du délabrement vasculaire, à la suite d'une hémorragie cérébrale importante confirmée par l'autopsie. Lénine n'avait que cinquante-trois ans et n'avait survécu que deux ans aux premières manifestations des lésions vasculaires dont il souffrait.

Ce type de lésions a un retentissement évident sur les centres nerveux de l'émotion, de la motricité et de la pensée, et cela en raison même de leur localisation et des destructions irréversibles des cellules nerveuses qu'elles entraînent.

Le même expert, de quelque nationalité que ce soit, amené à examiner un tel patient, le jugerait inapte à un poste impliquant de lourdes responsabilités et donc la plénitude des facultés mentales. Mais l'expérience de toutes ces dernières années et celle d'un passé plus lointain, ont bien montré que les chefs d'Etat échappent aux règles de bon sens et de sécurité applicables au commun des mortels.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Faut-il tout recommencer ?

(Suite de la première page.)

Ces deux visiteurs décrivirent d'inquiétants symptômes : tremblements d'une main, démarche non plus hésitante mais assistée (comme on le vit à la session du Soviet suprême en juin), tout cela nécessitant déjà des entorses au protocole : non seulement M. Andropov prononçait assis certains toasts et discours, mais on lui épargnait les déplacements à l'occasion des visites de ses pairs : à partir de juillet, les cérémonies d'accueil et d'adieux eurent lieu non plus à l'aéroport, mais sur la place du Kremlin. Même aux pires moments, on ne l'avait jamais fait pour Brejnev.

Mais il a fallu aller encore plus loin depuis cet été. Exactement depuis le 18 août, date à laquelle le numéro un soviétique a reçu ses derniers visiteurs occidentaux — des sénateurs américains — et a en fait été vu pour la dernière fois en public. La curieuse procédure retenue pour son intervention télévisée de la fin septembre (lue en son nom à la télévision), l'indication donnée un mois plus tard, au hasard d'un message largement diffusé par les medias soviétiques, selon laquelle le chef du parti et de l'Etat souffrait d'une *« maladie causée par un refroidissement »*, étaient de mauvais augure. Il apparaît aujourd'hui que l'on ne cherchait pas seulement par là à expliquer une longue absence ou l'annulation du voyage en Bulgarie, mais plus encore à préparer l'opinion à cet événement inouï que serait l'absence du numéro un à la tribune de la place Rouge pour le défilé du 7 novembre.

Jamais, de mémoire de Soviétique, le chef suprême du parti n'avait manqué cette occasion de se montrer au peuple. Le seul précédent doit remonter aux dernières années de Lénine, en 1922 ou 1923, lorsque le père de la révolution avait déjà laissé les rênes à Staline. Mais ce dernier n'avait pas manqué une seule « parade », même pas celle de novembre 1941, lorsque les Allemands étaient dans les faubourgs de Moscou et qu'une telle sortie n'allait pas sans danger. Brejnev était lui aussi au rendez-vous du 7 novembre 1982, trois jours avant sa mort, plus diminué que jamais.

Il faut donc croire que l'état de santé de M. Andropov s'est continuellement détérioré depuis le début de cette année, et qu'il est aujourd'hui particulièrement grave. Peut-être le secrétaire général est-il paralysé aujourd'hui et sans espoir de guérison, surtout si des lésions cérébrales sont à l'origine de sa maladie comme l'indiquent des experts *(voir l'encadré)*.

Cette situation et ce risque étaient-ils connus de lui-même et de ses pairs il y a un an, lorsqu'il succéda à Brejnev ? Nous ne le saurons sans doute jamais. Notons seulement que l'optimisme n'était déjà plus de mise en juin, lorsque M. Andropov fut nommé chef de l'Etat, et qu'en tout cas l'incapacité actuelle du dirigeant soviétique ne peut pas ne pas peser lourdement sur la situation politique d'ensemble. D'ores et déjà, elle bouleverse les données d'une succession que l'on avait crue si aisément résolue il y a un an.

Un blocage « normal »

Non pas que cette succession ait suivi un cours anormal jusqu'à présent. Bien au contraire, ni la rivalité, déjà abondamment signalée, entre MM. Andropov et Tchernenko, l'autre dauphin présumé, ni le blocage qui en est résulté au sommet de la hiérarchie n'étaient vraiment nouveaux dans l'histoire du système. Sans remonter à Staline, Khrouchtchev et Brejnev avaient eu eux aussi des adversaires ou des rivaux (Molotov, Malenkov et son groupe pour le premier, Podgorny, Chelepine et quelques autres pour le second). Tous avaient dû attendre beaucoup plus d'un an pour les écarter plus ou moins brutalement de leur route. En 1954, un an après la mort de Staline, tous ses héritiers étaient encore en place, à la seule exception de Beria ; il avait fallu attendre encore un an (1955) pour y voir arriver du sang neuf, en la personne notamment de Souslov.

L'éviction de Khrouchtchev en 1964 avait entraîné la promotion rapide de certains de ses adversaires au Politburo, mais ce n'est pas avant 1969 que Brejnev avait fini par émerger de la grisaille de la « troïka » dans laquelle on l'avait enfermé (avec Podgorny et Kossyguine).

Compte tenu de ces précédents, la reconduction sans changement du même Politburo au plénum du comité central soviétique en juin dernier était à peine une anomalie. M. Andropov compensait d'ailleurs cet immobilisme au sommet par une relève assez rapide des cadres à l'échelon moyen de la hiérarchie. Une bonne vingtaine de membres votants du comité central ont été *mis à la retraite en un an — ce qui ne* se faisait jamais sous Brejnev, — plusieurs de ses départements « sensibles » (organisation du parti, service général, propagande, comité de contrôle) ont changé de chefs, de même qu'une dizaine de comités régionaux et autant de ministères ou comités d'Etat (dont ceux de l'intérieur et de la sécurité). Trois Républiques, Azerbaïdjan, la Biélorussie et l'Ouzbékistan se sont vu désigner un nouveau chef du parti (les deux dernières, il est vrai, à la suite de décès) et elles ont aussi changé de second secrétaire, personnage traditionnellement important dans ces républiques allogènes.

Pour autant qu'on puisse en juger, les promotions décidées à la suite de ces changements allaient dans le sens voulu par le secrétaire général, non dans celui du « clan Tchernenko » et de sa clientèle. Or le mouvement ne pouvait que s'accentuer à la faveur des « assemblées de compte rendu et d'élection », dont la tenue a été décidée à tous les niveaux du parti pour cet hiver. M. Andropov pouvait ainsi compter modifier progressivement l'équilibre des forces dans la hiérarchie moyenne avant d'être en mesure d'en tirer des conclusions au niveau du Politburo et du secrétariat fédéral au prochain congrès du parti — prévu pour 1986, mais dont certains prévoyaient déjà la convocation anticipée.

Les pièges de la gérontocratie

Tout se déroulait donc normalement, mais cette « loi des cinq ans » (le délai nécessaire à la consolidation d'une succession) allait cette fois à l'encontre des lois de la nature. Staline, Khrouchtchev, Brejnev, pour avoir accédé à la fonction suprême à des âges raisonnables (respectivement quarante-cinq, cinquante-neuf et cinquante-huit ans), pouvaient se permettre d'attendre cinq ans et plus avant de conquérir le pouvoir correspondant. M. Andropov, couronné successeur à soixante-neuf ans, ne pouvait s'offrir ce luxe, et la maladie s'est chargée de le détromper si jamais il l'avait cru.

Peut-être les progrès du mal l'ont-ils incité à mettre les bouchées doubles, comme l'ont montré la rapide concentration entre ses mains de tous les pouvoirs nominaux (chef de l'Etat, président du conseil de défense), le démarrage également rapide de son « culte », enfin l'intensité des changements de personnel déjà évoqués. Mais, en sens inverse, les résistances à ses initiatives ne pouvaient que se durcir et l'attentisme se répandre au spectacle de ses problèmes de santé : pourquoi les petits cadres du parti iraient-ils s'accrocher au char d'un homme dont nul ne sait s'il sera encore là l'an prochain et alors que les rivaux attendent leur heure ?

Un Romanov sur le trône ?

C'est bien pourquoi la succession, si elle doit être rouverte à brève échéance, s'annonce encore plus incertaine que celle de l'an dernier. Les pièges de la gérontocratie, dont le cas Andropov illustre si cruellement la fragilité, pourraient jouer cette fois contre M. Tchernenko qui est, à soixante-douze ans, encore plus âgé que l'actuel secrétaire général. D'autant que l'on ne voit pas pourquoi les militaires, qui avaient fait la décision contre lui l'an dernier par la voix du maréchal Oustinov, se déjugeraient aujourd'hui.

Comme il n'y a plus cette fois de policier ni apparemment — en tout cas pas encore — de militaires disponibles, l'on pourrait se tourner vers les deux « supersecrétaires » — membres à la fois du secrétariat et du Politburo, — qui se trouvent dans une situation analogue à celle de M. Andropov dans les derniers mois de Brejnev. MM. Romanov et Gorbatchev ont l'avantage d'être presque jeunes (cinquante-deux et soixante ans respectivement), d'avoir été activement mis en avant par M. Andropov ces derniers mois (ce sont eux qui encadraient le secrétaire général lors d'une de ces dernières apparitions, devant les vétérans du parti en août, tandis que M. Tchernenko, comme d'habitude, brillait par son absence), enfin d'avoir une bonne connaissance des rouages du parti.

Bien que M. Romanov ait eu le privilège de prononcer, samedi, le discours officiel pour la fête nationale et qu'il siège au Politburo depuis mars 1976 (au lieu d'octobre 1980 pour M. Gorbatchev), les chances de ce dernier ne sont pas à négliger non plus. M. Gorbatchev siège au secrétariat fédéral depuis déjà cinq ans, alors que M. Romanov n'a fait son entrée dans cette instance qu'il y a à peine cinq mois. Enfin, si les deux hommes ont pour handicap d'avoir fait toute leur carrière dans une seule organisation du parti (Leningrad pour le premier, Stavropol pour le second), M. Gorbatchev est sorti ces derniers mois du domaine de l'agriculture, dont il s'occupait sous Brejnev. Certaines informations l'ont présenté comme le grand responsable de la campagne de « compte rendu élections » déjà évoquée pour cet hiver dans le parti.

A moins donc que l'on se rabatte sur une figure de compromis comme M. Grichine, l'éternel chef du parti à Mosou, ou encore M. Chtcherbitski, premier secrétaire en Ukraine, ce sont soutout ces trois hommes, MM. Tchernenko, Romanov et Gorbatchev, qui sont « à surveiller » dans la phase incertaine qui s'ouvre. Si M. Andropov a encore la vigueur et l'autorité politique nécessaires pour recommander un successeur, sa préférence pourrait aller à M. Gorbatchev. Mais les jeux sont plus que jamais ouverts. Et les hiérarques du Kremlin, poussant l'humour au-delà de ce qu'Orwell avait imaginé dans sa *République des animaux*, pourraient après tout saisir cette occasion d'installer à nouveau un Romanov sur le trône de toutes les Russies...

MICHEL TATU.

M. GRIGORY ROMANOV : un nouveau venu à Moscou

M. Grigory Romanov est un *nouveau venu à Moscou. Depuis* 1970. Il était premier secrétaire de la région de Leningrad depuis 1970, quand, en juin dernier, il a été appelé au secrétariat du comité central, où il est chargé de l'industrie et de l'armement. Il était, certes, depuis 1973, membre suppléant, puis, depuis 1976, membre à part entière du bureau politique, mais il faut avoir travaillé dans les organes dirigeants du parti à Moscou même, pour avoir une chance d'accéder aux plus hautes fonctions.

M. Romanov est avec MM. Andropov, Tchernenko et Gorbatchev l'un des quatre secrétaires du comité central qui soient en même temps membres à part entière du bureau politique. Agé de soixante ans seulement, dans un aréopage qui compte une majorité de vieux et de malades, il figure parmi les successeurs possibles de M. Andropov.

A Leningrad, il s'était forgé une solide réputation de gestionnaire. De formation technique — il est diplômé de l'Institut de la construction navale, — il travaille quelques années au ministère de l'industrie comme chef de secteur, *avant* d'entrer dans l'appareil du parti, auquel il a adhéré en *1944. En 1957, il est secrétaire* puis premier secrétaire du district Krov à Leningrad, en 1961 premier secrétaire de la ville ; en 1962, il entre au secrétariat de la région de Leningrad avant d'être chargé du comité industriel de cette même région quand Khrouchtchev divise le parti communiste en organisations agricoles et industrielles.

Une sorte de malédiction semble cependant peser sur les dirigeants de Leningrad, dont beaucoup ont été promis à une belle carrière avant d'être écartés sans avoir pu satisfaire leurs ambitions. En 1979, M. Romanov s'était fait remarquer pour avoir réquisitionné la musée de l'Ermitage à l'occasion du mariage de sa fille. Pris de boisson, certains invités avaient cassé la vaisselle de l'impératrice Catherine II. Mais cet épisode malheureux n'a pas nui jusqu'à présent à la carrière de M. Romanov, qui, pour son premier anniversaire de la Révolution passé à Moscou, a eu l'honneur de prononcer le discours traditionnel du Kremlin qui échoie à tour de rôle aux membres du bureau politique.

D. V.

Prochain article :

UNE REPRISE EN MAIN GÉNÉRALE

● *Le chef du K.G.B. promu général.* — M. Victor Tchebrikov a été promu général, le samedi 6 novembre, moins d'un an après avoir pris la direction du K.G.B. Agé de soixante ans, M. Tchebrikov avait jusqu'ici le rang de colonel. Il a été chargé de diriger la police secrète soviétique au mois de décembre 1982, dans le cadre du vaste remaniement de l'appareil d'État entrepris par M. Andropov après son accession au pouvoir. — *(A.P.)*

M. JOSPIN : l'Union soviétique ne peut avoir un droit de veto sur la sécurité des peuples d'Europe

M. Lionel Jospin, qui participait, le dimanche 6 novembre, à la Fête de la rose, à Marseille, a déclaré : *« S'il y a déséquilibre* [des armements nucléaires] *au cœur de l'Europe, où sont concentrées les plus grandes contradictions historiques, alors il faut corriger, si possible, ce déséquilibre vers le bas. Si les SS-20 restent en place, il faut accepter le risque d'un rééquilibrage vers le haut, car mieux vaut un rééquilibrage qu'un déséquilibre. »*

Selon le premier secrétaire du P.S., il faut que *« l'U.R.S.S. sache qu'elle court le risque que s'installent d'autres armes, aussi puissantes, aussi modernes, raccourcissant les délais entre le risque d'une mise à feu et le risque de la déflagration sur le territoire menacé »*. M. Jospin a ajouté que les peuples d'Europe, *« s'ils veulent maintenir leur indépendance, ne peuvent accepter que l'U.R.S.S. ait un droit de veto sur leur sécurité »*.

Espagne

DES DIZAINES DE MILLIERS D'INDÉPENDANTISTES BASQUES ONT MANIFESTÉ A BILBAO

(De notre correspondant.)

Madrid. — Deux semaines après la manifestation de protestation contre l'assassinat par l'ETA du capitaine Alberto Martin Marrios qui avait rassemblé quelque cent mille personnes à Bilbao, la coalition Herri Batasuna a montré à son tour sa capacité de mobilisation en réunissant, le samedi 5 novembre, entre soixante mille et quatre-vingt mille partisans dans les rues de la capitale de la Biscaye.

Les manifestants indépendantistes basques ont défilé en silence, et seuls quelques incidents isolés avec la police nationale ont eu lieu au moment de la dissolution. En tête du cortège étaient arborés les portraits de deux nationalistes basques, récemment disparus près de Bayonne dans des conditions obs*cures, José Antonio Lasa et José* Ignacio Zabala.

Herri Batasuna a donc réussi une démonstration de force, quarante-huit heures à peine après que le président du gouvernement, M Felipe Gonzalez, eut menacé pour la première fois de mettre cette coalition hors la loi. Le succès de la manifestation de samedi montre que, si l'indignation contre les assassinats de l'ETA grandit en Espagne, les indépendantistes sont loin cependant d'avoir perdu tout appui populaire au Pays basque même. C'est une mauvaise nouvelle pour M. Gonzalez qui affirmait, il y a quelques jours devant le Congrès des députés, que seules des mesures policières seraient désormais envisagées pour venir à bout de l'ETA. — Th. M.

L'Eglise accueille avec réticence le projet de Jean-Paul II sur la béatification de victimes de la guerre civile

De notre correspondant

Madrid. — Le pape Jean-Paul II a décidé de rouvrir la procédure de béatification de victimes de la guerre civile espagnole, suspendue *sine die* par le Vatican à l'époque du franquisme *« pour raisons d'opportunité »*. Si elle n'a provoqué aucune réaction officielle dans les milieux politiques à Madrid, cette décision annoncée à Rome à la mi-octobre, lors du récent synode, est toutefois loin de faire l'unanimité et paraît embarrasser les milieux ecclésiastiques espagnols eux-mêmes. Trois religieuses carmélites de Guadalajara, assassinées durant le conflit, pourraient être les premières concernées par cette mesure.

Le Vatican ne risque-t-il pas de rouvrir en Espagne des blessures à peine cicatrisées, en béatifiant des victimes d'un seul des deux camps ? Certains secteurs de l'Eglise espagnole ne semblent pas loin de le penser. Il est loin le temps où les évêques, dans une *« lettre collective »* restée fameuse, célébrait en juillet 1937 le coup d'Etat franquiste, en le qualifiant de *« mouvement tendant à défendre les principes fondamentaux de toute société civilisée »*.

Aujourd'hui, la Conférence épiscopale entend jouer la carte de la prudence. Son président, Mgr Diaz Merchan, s'est empressé de faire savoir qu'il n'avait pas été consulté avant l'annonce de la décision du pape. Il a rappelé que toute béatification devait tenir compte du *« contexte historique »* et souligné que *« les circonstances peuvent parfois conduire à conseiller l'attente »*.

La décision du Vatican intervient au moment où les relations entre l'Eglise espagnole et le gouvernement socialiste traversent une phase difficile. Ce serait toutefois une *« calomnie »*, a affirmé Mgr Diaz Merchan, que d'établir entre ces deux phénomènes une relation de cause à effet. Les motifs de divergences, quoi qu'il en soit, ne manquent pas.

Il y a eu la « guerre des catéchismes », motivée par la publication de livres de religion destinés à l'enseignement secondaire et assimilant l'avortement à un homicide. Au même moment, le Congrès des députés à majorité socialiste votait la dépénalisation partielle de l'interruption volontaire de grossesse. Le Parlement a ensuite entamé l'étude du projet de loi organique présenté par le gouvernement qui restreint les prérogatives des directeurs de centres d'enseignement privé (catholiques pour la plupart) et financés par des fonds publics. L'Eglise espagnole a manifesté son désaccord avec certaines dispositions du texte.

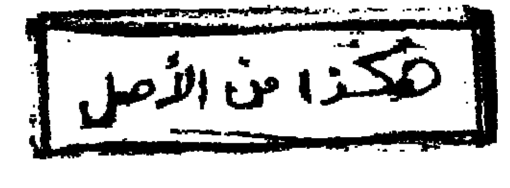
THIERRY MALINIAK.

Le Monde

LE RECUL DE LA

Que peut le P.C. ?





مكبرة من الأصل

Le Monde

politique

LE RECUL DE LA GAUCHE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

Que peut le P.C. ?

« *La tendance, en politique comme ailleurs, mieux vaut la connaître que l'ignorer* », a dit, un jour, M. François Mitterrand. Même si la Sofres et l'IFOP ont mesuré, pour la première fois depuis de longs mois, un mouvement ascendant pour le pouvoir, la « tendance » reste au mécontentement : après Dreux, Sarcelles et Antony, deux villes de plus de trente mille habitants, Villeneuve-Saint-Georges et Aulnay-sous-Bois, sont, l'une conquise, et l'autre en voie de l'être par l'opposition. Le chef de l'Etat se refuse – il l'a répété en Poitou-Charentes – à gouverner « *au gré du vent* ». Le vent reste décidément contraire, pour la raison que les bases de la déception des uns, de l'exaspération des autres, sont inchangées.

Il est vrai que, dans ces élections partielles, l'opposition bénéficie d'un double avantage.

Celui que procure la faculté, donnée aux électeurs, d'un avertissement sans frais, puisque les enjeux sont locaux. Celui qui résulte de l'inconfort de la gauche, contrainte de soutenir des élus pourtant convaincus de fraude. Ainsi, à Villeneuve, ni les socialistes, ni le P.S.U., ni le M.R.G. ne se sont sentis à l'aise dans la défense du maire communiste sortant. La fraude a, ici, provoqué des divisions à l'intérieur de la majorité, qui ont, à leur tour, précipité la défaite. Il faudra, sans doute, attendre d'autres scrutins partiels, non justifiés par la fraude, pour mesurer exactement la part de celle-ci.

Le cas de figure d'Aulnay est plus intéressant. Parce qu'il s'agit d'un vieux bastion du P.C.F. et que les résultats du premier tour jettent une lumière vive sur l'une des principales difficultés posées aux communistes. Le P.C.F. s'appuie, traditionnellement, sur un électorat qui associe les couches les plus pauvres du monde ouvrier, sensibles à un certain poujadisme, et celles qui en représentent l'aristocratie et qui ont été formées aux luttes sociales et politiques. Or, à Aulnay-sous-Bois, ce sont les bureaux de vote les plus populaires, traditionnellement acquis à la municipalité sortante, qui ont nourri la progression de l'extrême droite.

Cette situation n'est pas neuve. Sans remonter jusqu'à Doriot, maire communiste de Saint-Denis, qui s'était maintenu dans cette ville avec le même électorat – ou presque – après être passé à l'extrême droite, on peut rappeler les épisodes de 1976 et de 1980 : le P.C.F., cherchant alors à faire obstacle à la progression du P.S., avait tenté de s'appuyer davantage sur ces couches les plus populaires en exploitant successivement le thème de la pauvreté – c'est la campagne des « *cahiers de la misère* » en 1976 – et celui de l'immigration – qui ne se souvient du bulldozer de Vitry ? L'une et l'autre initiatives n'avaient abouti qu'à masquer provisoirement un déclin électoral. On voit, aujourd'hui, que les données du problème n'ont pas changé : « *J'observe que le P.C. tend à compenser ses pertes dans son milieu traditionnel en attirant à lui le poujadisme ambiant* », écrivait en 1980 M. Mitterrand, qui ajoutait : « *Quand ces électeurs le quittent, beaucoup retournent d'où ils viennent* (1). » Beaucoup sont, en effet, à Aulnay, retournés d'où il venaient. Il ne faut pas toutefois perdre de vue que ce mouvement en faveur de l'extrême droite affecte aussi d'autres catégories de l'électorat municipal communiste : le Front national a obtenu ses meilleurs scores à Aulnay dans des quartiers pavillonnaires où les accédants à la propriété sont nombreux.

La question posée avec acuité à Aulnay est celle d'une déstructuration – pour ne pas dire décomposition – de l'électorat communiste. On s'interroge souvent sur ce que veut le P.C. Tantôt il paraît se rapprocher du gouvernement, tantôt il paraît vouloir s'en éloigner. Il faut désormais s'interroger sur ce qu'il peut. Que peut-il d'autre que ce qu'il fait aujourd'hui, c'est-à-dire « la participation-pression » ? La première est vitale pour un parti dont l'assise électorale n'est plus assurée. La seconde est inévitable dès lors qu'il s'agit de retrouver des électeurs fondamentalement contestataires.

Au-delà du P.C., la question posée est celle de la synthèse entre le vieil électorat de la gauche et celui que le P.S. avait su rallier à celle-ci.

J.-M. COLOMBANI.

(1) Dans *Ici et maintenant*, Fayard éditeur, livre d'entretiens avec Guy Claisse.

Aulnay-sous-Bois : percée spectaculaire du Front national

Le succès électoral de l'extrême-droite à Dreux, le 4 septembre dernier, n'était donc pas la traduction d'un simple phénomène local. Le score réalisé à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) par la liste du Front national, sous la conduite de M. Guy Viarengo, confirme la résurgence dans le pays d'un courant nationaliste populaire et néo-poujadiste.

En recueillant 9,32 % des suffrages exprimés, le parti de M. Jean-Marie Le Pen n'assouvit pas toute son ambition, qui était, comme à Dreux, de franchir le seuil des 10 % qui l'eût imposé comme allié au R.P.R. Cette fois, le Front national ne peut pas menacer de se maintenir au second tour alors qu'il aurait pu le faire à Dreux, où sa liste avait obtenu 16,72 % des suffrages exprimés. Mais sa progression est spectaculaire, et d'autant plus significative que son candidat à Aulnay était un nouveau venu dans la vie politique et que son implantation dans cette ville était, jusqu'à présent, nulle.

Ce score témoigne donc de l'influence sur les électeurs des thèmes dont le Front national se fait le champion : l'insécurité, l'immigration, la fiscalité, l'emprise de l'Etat, etc.

Les résultats de ce premier tour confirment aussi que cette poussée de l'extrême droite se manifeste beaucoup plus au détriment de la gauche qu'à celui des principaux partis de la droite. La liste du Front national réalise ses meilleurs scores à la fois dans les bureaux de vote des quartiers les plus populeux, les moins favorisés et dans certains quartiers où prédominent des électeurs appartenant aux classes moyennes, alors que, dans tous ces bureaux, la liste de la majorité emmenée par le maire communiste sortant, M. Pierre Thomas, avait dépassé la majorité absolue des suffrages le 6 mars dernier. Tel est le cas notamment dans les bureaux nos 31, 36, 32, 15, 27, 24, 28, 34, où la formation de M. Le Pen obtient respectivement 13,22 % des suffrages exprimés, 12,98 %, 12,97 %, 11,96 %, 10,93 %, 10,57 %, 10,47 %, 10,72 %.

Dans tous ces bureaux, les positions détenues par la liste de M. Thomas se sont considérablement réduites, alors que celles de son principal adversaire, M. Jean-Claude Abrioux (R.P.R.), s'effritent moins.

L'analyse des résultats par bureau atteste même que la percée du Front national n'empêche pas la progression du R.P.R. et de ses alliés, ce qui accentue la déperdition du potentiel électoral de la gauche au profit de l'extrême droite. Par exemple, au bureau de vote nº 31, où M. Viarengo a obtenu son meilleur résultat (13,22 %), M. Abrioux améliore légèrement son résultat de mars (47,62 % contre 47,33 %) tandis que M. Thomas perd 15,35 points. De même au bureau 28, où M. Abrioux gagne 4,77 points tandis que M. Thomas en perd 9,46, et au bureau 24, où le candidat du R.P.R. gagne 3,31 points tandis que son adversaire communiste en perd 11,65.

Ces contrastes expliquent que les positions de M. Abrioux aient au total mieux résisté : par rapport au premier tour, la liste de l'opposition parlementaire (R.P.R., U.D.F., C.N.I.P.) ne recule ainsi que de 2,07 points. En revanche, les assises de la majorité s'effondrent : par rapport au 6 mars, la liste de M. Thomas chute de 8,54 points.

La gauche régresse malgré une meilleure participation du corps électoral. Elle régresse de façon d'autant plus sensible que l'extrême gauche est, elle aussi, en recul. La liste constituée par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire n'obtient que 1,65 %, soit 2,24 points de moins que le total des deux listes d'extrême gauche en présence le 6 mars.

En conséquence, la gauche aulnaysienne apparaît en situation désespérée, car, même si l'on retient l'hypothèse d'un transfert global en sa faveur, le 13 novembre, des suffrages de la liste d'intérêt local Aulnay-Demain (3,55 %), conduite par M. Roger Henriot, ancien conseiller municipal M.R.G., le potentiel de suffrages dont elle dispose ne représente que 45,54 % contre 54,75 % pour l'opposition, en tenant compte du score du Front national.

En mars, avec un potentiel nettement supérieur (52,78 %), la liste de M. Thomas n'avait eu que 302 voix d'avance au second tour, ce qui indique à quel point le « quatrième tour » s'annonce périlleux pour elle. Bien qu'il soit difficile de prévoir comment se comporteront les électeurs de M. Viarengo, si M. Le Pen les appelle à l'abstention à la suite de la décision du R.P.R. local de refuser toute alliance avec lui. Déjà l'ancien député poujadiste gagne son pari : Dreux lui aura servi de tremplin.

ALAIN ROLLAT.

	6 NOVEMBRE		13 MARS		6 MARS	
Inscrits	40 934		42 248		42 248	
Abstentions	33,83 %		30,68		37,24	
Suffrages exprimés	26 594		27 874		25 694	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Abrioux, R.P.R.)	12 003	45,13	13 786	49,45	12 130	47,20
Un. g. (M. Thomas, P.C.F.)	10 733	40,35	14 088	50,54	12 563	48,89
F.N.	2 480	9,32				
Act. loc. (M. Henriot, div. g.)	939	3,55				
V.T. (M. Guillemot, L.O.) (1)	439	1,65			625	2,43
P.C.I. (M. Segura)					376	1,46

(1) V.T. (Voix des travailleurs) : Lutte ouvrière + Ligue communiste révolutionnaire.

Villeneuve-Saint-Georges : le prix de la fraude et de la désunion

A Villeneuve-Saint-Georges, l'élection est acquise dès le premier tour, malgré la présence de sept listes. M. Marius Faïsse, qui conduisait la seule liste d'opposition, l'emporte avec 1 795 voix d'avance sur le maire sortant communiste, M. Roger Gaudon.

Cette élection faisait suite à l'annulation du scrutin de mars pour fraude. Le Conseil d'Etat avait notamment retenu, dans son arrêt du 14 septembre, l'existence de traces de manipulation sur trois procès-verbaux.

Le taux des abstentions, très légèrement supérieur à celui du 6 mars, est beaucoup plus élevé (+ 5,68 points) que celui du 13 mars. Mais il ne peut expliquer à lui seul la défaite de la gauche.

La majorité paie vraisemblablement le prix de sa désunion. Les trois listes qui la représentaient ne totalisent que 42,05 % des suffrages exprimés. Elle perd ainsi 0,34 point par rapport au scrutin du 6 mars et 8,29 points par rapport à celui du 13 mars.

Si le parti communiste est le principal battu de cette consultation, il entraîne dans sa défaite les personnalités socialistes du département, et notamment Mme Paulette Nevoux, député de la 8e circonscription, qui sont à l'origine de la liste d'union refusée par la section locale du parti socialiste et par le P.S.U., qui avait cette fois présenté sa propre liste.

La tête de liste de l'opposition, qui ne retrouve pas tout à fait le total des voix de droite du 6 mars (50,71 %), améliore son score du 13 mars de 0,75 point. Pour M. Marius Faïsse, qui a dirigé la municipalité de 1959 à 1977, sa victoire est celle de « *l'honnêteté sur la fraude et le mensonge* ». « *Après la sanction de la justice, c'est la sanction du suffrage universel que vous avez eu la sagesse d'infliger aux faussaires et aux fraudeurs du parti communiste* », a-t-il déclaré dimanche soir.

N. A.

● *Le P.S.U. estime qu'il a été bien compris.* – M. Serge Depaquit, porte-parole du P.S.U., juge que, « *au sein de la gauche, la volonté du P.S.U. de faire entendre une autre voix, de s'appuyer sur d'autres pratiques, a été bien comprise par les électeurs* ». Il trouve « *inquiétante* » cette « *audience de l'extrême droite, qui se fonde sur les thèmes anti-immigrés, d'autant*, remarque-t-il, *que les nostalgiques d'un certain ordre se trouvaient presque autant sur la liste de la droite* responsable *que sur l'autre* ».

	6 NOVEMBRE		13 MARS		6 MARS	
Inscrits	16 542		16 747		16 746	
Abstentions	27,83 %		22,15 %		27,36 %	
Suffrages exprimés	11 743		12 675		11 873	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Faïsse)	5 919	50,40	6 294	49,65	3 182	26,80
Un. g. (M. Gaudon, P.C.F.)	4 124	35,11	6 381	50,34	5 024	42,31
Div. d. (M. Fairweather, R.P.R.)					2 839	23,91
P.S.U. (M. Dayot)	708	6,49				
Ecol. (M. Huet)	491	4,18			819	6,89
S. étiq. (M. Richard)	228	1,77				
S. étiq. (M. Faurie-Laplagne)	166	1,26				
P.C.I. (M. Ponce-Gimenez)	107	0,79			9	0,07

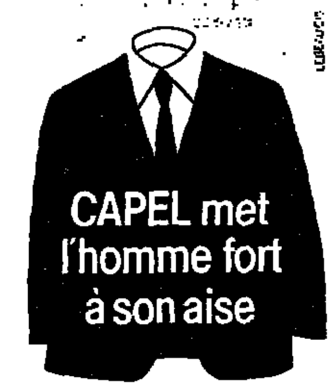
● *Les cotes de popularité de MM. Mitterrand et Mauroy remontent.* – Selon le baromètre IFOP paru dans le *Journal du dimanche* (daté 6 novembre) et réalisé du 27 octobre au 3 novembre auprès d'un échantillon national représentatif de mille six cent vingt et une personnes, M. Mitterrand gagne sept points. Il obtient 39 % de « satisfaits » (contre 32 % en octobre) et 48 % de « mécontents » (contre 45 % en octobre).

M. Mauroy enregistre une hausse de trois points. Il obtient 31 % d'opinions favorables (contre 28 % en octobre) et 52 % de défavorables (contre 56 %).

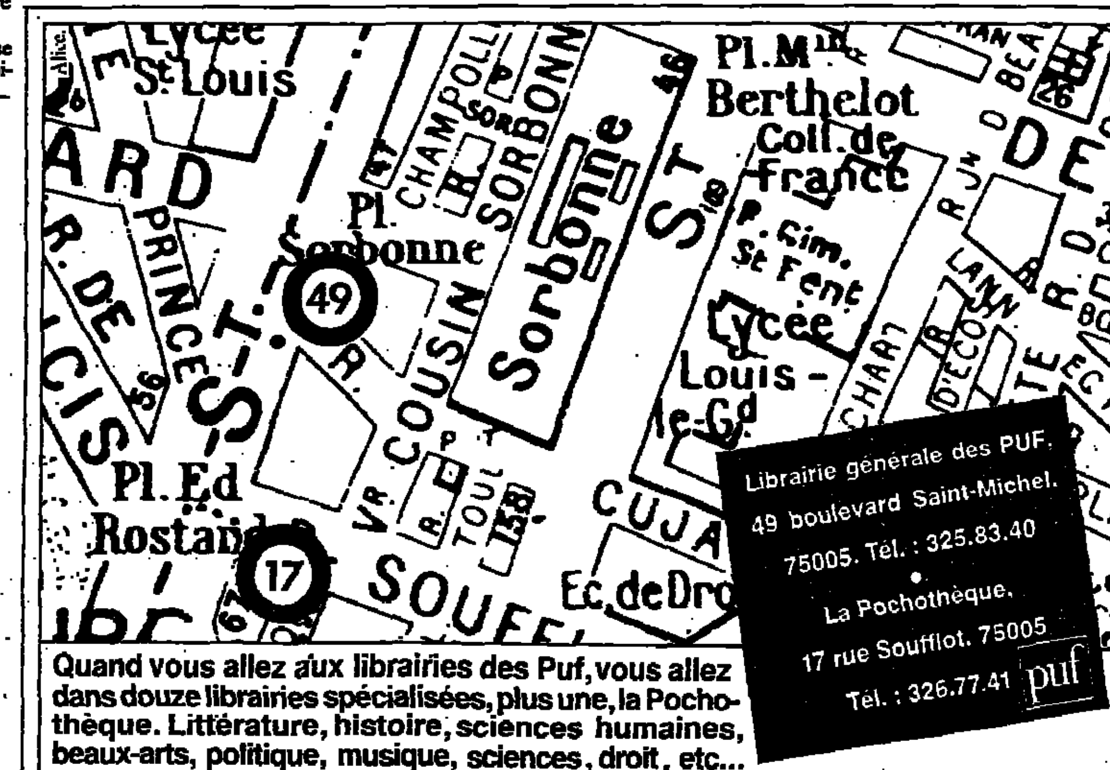
Dans l'opposition, toutes les personnalités, à part M. Giscard d'Estaing, enregistrent une perte de popularité : Mme Veil avec 47 % de satisfaits (– 2), M. Barre, 46 % (– 1), M. Giscard d'Estaing, 43 %, M. Chirac, 34 % (– 3).

● *Un monument à la mémoire de Jaurès.* – Un monument à la mémoire de Jean Jaurès a été inauguré, dimanche 6 novembre, à Carmaux (Tarn), sur la place qui porte son nom, en présence de MM. René Souchon, secrétaire d'Etat à l'agriculture, Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de *l'Humanité*. Plusieurs milliers de personnes ont assisté à l'inauguration de ce monument en marbre blanc, reproduisant l'œuvre du sculpteur Gabriel Pesch, qui datait de 1923 et avait été détruite, le 30 septembre 1981, par un attentat à l'explosif.

Après que M. Jacques Goulesque, maire (P.S.) de Carmaux, eut retracé la biographie de Jaurès, MM. Jospin et Leroy ont mis l'accent sur la volonté de l'« *apôtre de la paix* » de donner une voix à la gauche, en créant le journal *l'Humanité* en 1904, ainsi que sur son rôle dans l'unification des socialistes français au début du siècle.







POLITIQUE

Une « galaxie Chirac » en voie de formation

M. Jacques Chirac devait être, lundi 7 novembre, l'invité de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité » à 20 h. 35.

Une « galaxie Chirac » est-elle en cours de formation ? Des satellites de tailles diverses sont-ils en train de prendre place sur une orbite qui se constituerait peu à peu autour du noyau central ? Aussi prestigieuse que soit son écharpe de maire de la capitale, aussi utile que soit sa qualité de chef d'un *grand parti politique*, M. Chirac n'ignore pas que son destin national ne pourra s'accomplir que s'il ne reste pas enfermé dans le donjon de l'Hôtel de Ville ni reconnu de ses seuls partisans. Il doit à la fois compter sur ces deux atouts et ne pas en être le prisonnier.

C'est pourquoi le président du R.P.R. multiplie les contacts extérieurs.

Sa qualité de maire de Paris lui offre des occasions multiples de présider des réunions, de donner des réceptions, de rendre des visites, de distribuer des médailles, d'accorder des audiences dont les hôtes ne sont pas tous, loin de là, des membres du R.P.R. ni même des sympathisants. Ainsi on peut relever dans son agenda qu'il a reçu — entre autres, — depuis le début d'octobre, les officiers de réserve de Paris, la Fédération des groupes folkloriques, la Fédération nationale des transports routiers, l'Association des comités nationaux olympiques, les membres de l'Alliance française, le Ballet du Nord et les Ballets-Jazz de Montréal, les membres du Syndicat national des annuaires, vingt prix Nobel, le colloque d'Etudes arctiques, etc.

Parmi les cercles concentriques qui peu à peu se forment autour des deux fonctions officielles de M. Chirac — le plus proche est constitué par les structures émanant du parti lui-même. L'Association nationale des élus locaux adhérents du R.P.R. et sympathisants (ANELARS), créée le 10 mai (*le Monde* du 12 mai) dans la foulée des succès aux élections municipales, s'efforce, par les services techniques qu'elle rend, d'attirer des élus qui ne sont pas tous adhérents du R.P.R. Le Club 89, bien que dirigé par deux membres du mouvement, MM. Aurillac, ancien député, et Juppé, premier adjoint au maire de Paris, recrute des cadres du secteur privé et des fonctionnaires de diverses compétences en nombre assez important, comme l'a montré la convention du mois dernier (*le Monde* du 11 octobre). Il en va de même pour le Club de l'Horloge qu'anime un membre du comité central du R.P.R., M. Yvan Blot, aux côtés de militants de l'U.D.F. ou du CNIP.

L'association des élus pour la liberté de la culture que vient de fonder le maire R.P.R. de Saumur (*le Monde du 3 novembre*) est conseillée par M. Jean-Claude Groshens, responsable des affaires culturelles au R.P.R. et directeur du cabinet de M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement. Femme-Avenir, que préside Mme Christiane Papon, se situe aussi dans la mouvance la plus proche du R.P.R.

De nouveaux rapprochements

Dans le cercle un peu plus éloigné des gaullistes de diverses obédiences, les liens avec le R.P.R., et surtout avec son chef, ont connu les vicissitudes de l'histoire politique récente. Si beaucoup se sont éloignés de M. Chirac en 1974, après l'échec de M. Chaban-Delmas à l'élection présidentielle, la plupart se sont nettement rapprochés du président du R.P.R. depuis la victoire de la gauche en 1981. Le Mouvement pour la solidarité par la participation, dont le secrétaire général, M. Philippe Dechartre, avait appelé à voter pour M. Mitterrand au second tour de 1981, se place aujourd'hui nettement dans l'opposition. Il appelle au rapprochement *« des républicains sociaux, des chrétiens sociaux, des francs-maçons de tradition humaniste, des gaullistes de gauche, des militants du centre gauche, des radicaux et des socialistes non marxistes ».* M. Chirac participera à un dîner débat organisé par ce mouvement le 16 novembre et prendra la parole à son congrès du 21 janvier 1984. L'U.J.P. amorce une évolution analogue *(lire ci-contre).*

Divers clubs qui s'efforçaient de rassembler, entre 1976 et 1981, les gaullistes antichiraquiens se disent aujourd'hui en accord avec bien des positions prises par M. Chirac. C'est *notamment* le cas de Carrefour du gaullisme, qu'anime M. Roland Nungesser, du Cercle Périclès de M. Yves Guéna, réconcilié après une brouille avec le président du R.P.R., de la Fondation du futur, « laboratoire d'idées » que dirige M. Jacques Baumel. Avec chacun de ces dirigeants, le maire de Paris entretient des relations sans doute épisodiques mais que l'on dit cordiales dans son entourage.

Un peu plus loin dans la galaxie, des formations politiques ayant pignon sur rue, même s'il est modeste, se placent sans répugnance au nombre des amis de M. Chirac. Le président du parti radical valoisien, M. Didier Bariani, bien qu'il s'en défende (*le Monde* daté 29-30 mai), est rangé dans cette catégorie depuis son élection à la mairie du vingtième arrondissement. D'autre radicaux gravitent de plus longue date autour du maire de Paris : M. Genesseaux, conseiller de Paris et président du Parti démocrate français (P.D.F.), et surtout Mme Jacqueline Nebout, animatrice des clubs Unité radicale.

Il en est de même de la Démocratie chrétienne française, fondée par M. Alfred Coste-Floret. M. Chirac ne manque pas de répondre aux invitations que lui lancent ces petites formations, comme il l'a fait pour le congrès du P.D.F., où il a prononcé un discours (*le Monde* du 25 octobre), tandis que le R.P.R. passe, à l'occasion, des accords électoraux avec elles.

En revanche, avec les autres partis de l'opposition, M. Chirac se montre plus prudent, c'est-à-dire moins entreprenant. Il veut éviter de donner prise au reproche de débauchage. Mais il n'ignore pas que, parmi les militants et l'électorat de l'opposition, l'aspiration à une action unitaire est forte. C'est pourquoi il avait proposé de présenter une liste unique aux élections européennes. C'est pourquoi, chaque fois que l'occasion s'en présente, il rencontre des maires d'opposition non R.P.R. L'accession de M. Michel Giraud, sénateur R.P.R., à la présidence de l'Association des maires de France aide à cette stratégie.

Relations internationales

A tous les éléments de cette *nébuleuse on pourrait encore ajouter* les relations que le maire de Paris entretient avec les responsables des centrales syndicales dites « modérées » (notamment la C.G.C.) en faveur desquelles il est intervenu lors *des élections à la Sécurité sociale du* 19 octobre. On pourrait citer des contacts — discrets mais nombreux — qu'il conserve avec des hauts fonctionnaires comme l'ont d'ailleurs toujours fait les opposants. On *devrait aussi enregistrer que le maire* de Paris a développé ses relations internationales. Le protocole lui permet de recevoir à l'Hôtel de Ville tous les chefs d'Etat et de gouvernement de passage, comme ce sera le cas *mercredi* 9 novembre pour le président algérien, M. Chadli Bendjedid et le 16 novembre pour le président finlandais M. Koïvisto.

Par l'intermédiaire de l'Union démocratique internationale, dont il est le vice-président, il possède un lien direct avec d'autres dirigeants conservateurs comme M. Kohl ou Mme Thatcher, et, par le biais de l'Association internationale des villes francophones, qu'il a fondée, il renforce ses relations avec, notamment, bien des pays africains. Après s'être rendu cette année aux Etats-Unis et en Allemagne, il ira à Londres début décembre.

Ainsi, après sept ans de présidence du R.P.R. (fondé le 5 décembre 1976), après six ans de mandat à la mairie de Paris (où il a *été élu* en mars 1977 pour la première fois), M. Chirac a peu à peu tissé un *réseau* souvent informel, parfois occasionnel, de relais de toutes sortes. Mais, dans l'univers de l'opposition, d'autres galaxies concurrentes pourraient bien se former également, tandis que certaines, plus anciennes, perdent de leur éclat.

ANDRÉ PASSERON.

Le R.P.R. et l'U.J.P. cherchent à développer le nombre de leurs jeunes adhérents

L'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) organise, mardi 8 novembre, salle Gaveau à Paris, pour célébrer son dix-huitième anniversaire, un « gala » politique qui doit être une « fête de l'opposition ».

La délégation nationale à la jeunesse du R.P.R. lance, de son côté, une campagne d'adhésion accompagnée de meetings en province et d'une manifestation à Paris, salle de la Mutualité, le 19 novembre.

Fondée en 1965, l'Union des jeunes pour le progrès atteint cette année sa majorité... légale. Mais, en dix-huit ans, ce mouvement de jeunes issu de l'U.N.R. a connu une existence agitée.

Animée avec dynamisme à sa création par M. Robert Grossmann, aujourd'hui adjoint (R.P.R.) au *maire* de *Strasbourg,* l'U.J.P. a voulu affirmer sa fidélité au gaullisme en soutenant avec enthousiasme la « nouvelle société » de M. Jacques Chaban-Delmas et en prenant position en sa faveur au premier tour de l'élection présidentielle de 1974, puis en ne donnant pas de consigne de vote pour le second tour.

Un an plus tard, l'U.J.P. rompait officiellement tous liens avec l'U.D.R. et soutenait en 1981 la candidature de M. Michel Debré à l'élection présidentielle, mais refusait au second tour de choisir entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing, estimant qu'« aucun des deux ne pouvait légitimement se réclamer du gaullisme ». L'Union des jeunes pour le progrès, que préside depuis 1977 M. Bernard Fournier, n'a jamais eu de relations organiques avec le R.P.R. et ses prises de position parfois critiques envers le parti de M. Chirac ont même, en certaines occasions, envenimé les rapports entre les deux formations. Bien qu'officiellement implanté dans presque tous les départements, bien que publiant un bimensuel *Tribune gaulliste*, tiré à trente mille exemplaires, l'U.J.P. *ne compterait aujourd'hui* que quelque quatre mille adhérents actifs.

Depuis la victoire de la gauche en 1981, le mouvement de M. Bernard Fournier s'est placé de façon non équivoque, dans l'opposition. Dans le dernier numéro de *Tribune gaulliste*, le président de l'U.J.P. dénonce *« l'incompétence, l'incohérence et le sectarisme du pouvoir socialo-communiste »* et affirme que *« les jeunes gaullistes ne peuvent que rejeter catégoriquement »* la politique du gouvernement. Les membres de l'U.J.P. utilisent donc désormais les mêmes termes que ceux qu'emploient les responsables du R.P.R. pour condamner l'action du pouvoir.

Les responsables de l'U.J.P. souhaitent manifestement se rapprocher du R.P.R. tout en conservant leur indépendance organique et leur liberté de choix politique. Ils estiment que les personnalités qu'ils avaient naguère choisies comme têtes de file, comme MM. Chaban-Delmas ou Debré, *ne jouent plus* maintenant un rôle suffisamment important pour entraîner leur adhésion.

C'est pourquoi ils souhaitent un rapprochement avec le parti de M. Chirac qu'ils avaient invité à participer à leur journée au même titre que les trois autres anciens premiers ministres appartenant au R.P.R., MM. Debré, Couve de Murville et Chaban-Delmas. Si le maire de Paris a décliné cette invitation, en revanche, son premier adjoint, M. Alain Juppé l'a acceptée ainsi que plusieurs députés R.P.R. Il est vrai que le programme politique de l'U.J.P., qui sera exposé lors de la journée du 8 novembre, est très proche de celui du R.P.R.

Le rapprochement des deux mouvements se heurte cependant encore à certaines difficultés. On n'oublie pas au R.P.R. certaines prises de position passées fort critiques à l'égard de M. Chirac. On remarque qu'aucun contact n'a été pris officiellement par M. Fournier avec le secrétaire général du R.P.R., M. Bernard Pons. On constate, enfin, que ces velléités de rapprochement se produisent peu après que *les* « jeunes du R.P.R. » eurent tenu en Avignon, le 3 septembre, leurs premières journées d'études nationales (*le Monde* du 6 septembre). Ces derniers, dont le délégué national est M. Roger Karoutchi, *lancent à partir du 7 novembre* une campagne d'adhésion sur le thème : « Trois cent mille jeunes au R.P.R. ». Ils affirment que le mouvement de M. Chirac compte déjà environ deux cent trente mille adhérents jeunes sur un total de quelque huit cent mille militants que revendique le R.P.R. (1).

A l'U.J.P., mais surtout au R.P.R., on considère que la situation générale avec ses difficultés est propice à un engagement militant plus actif d'une fraction grandissante de la jeunesse.

A.P.

(1) Selon le R.P.R., les 230 000 adhérents de moins de vingt-cinq ans comprennent 19 % d'ouvriers, 16 % d'employés, 16 % d'étudiants, 13 % de cadres moyens, 10 % d'artisans et commerçants, 8 % de professions libérales, 6 % de lycéens et 4 % d'agriculteurs.

LES NOUVELLES INSTANCES DIRIGEANTES DU M.R.G.

Une direction « administrative »

Le comité directeur du M.R.G., réuni samedi 5 novembre, a renouvelé le bureau national du Mouvement, en élisant quatre vice-présidents et seize membres, et en ratifiant la liste des treize secrétaires nationaux proposée par M. Jean-Michel Baylet, élu président le 2 octobre dernier. Le nouveau bureau comprend :

Quatre vice-présidents. — MM. Jean Béranger (cadres), sénateur des Yvelines, maire de Marly-le-Roi ; François Luchaire (affaires internationales), délégué interministériel pour les professions libérales, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Jean Rigal (élections), député de l'Aveyron, maire de Villefranche-de-Rouergue, et Emile Zuccarelli (fédérations), vice-président de l'assemblée de Corse.

Treize secrétaires nationaux. — MM. Bruno Baron-Renault (affaires étrangères) ; Bernard Charles (santé), adjoint au maire de Cahors (Lot) ; François Doubin (trésorerie, économie) ; François Gayet (élus), conseiller général et maire de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise) ; Jean Girardon (action régionale), conseiller général de Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire) ; Jean-François Hory (secrétaire exécutif), député de Mayotte ; Thierry Jeantet (porte-parole, coordination) ; Henri de Lassus (défense), conseiller municipal de Toulouse ; Alain Monod (agriculture, élections) ; Mme Marie-Thérèse Prevel (environnement et cadre de vie, droits de la femme), adjoint au maire de Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines) ; MM. Jean-Claude Rieu (formation, relations publiques) ; Michel Scarbonchi (animation et communication), adjoint au maire de Montesson (Yvelines), et Philippe Moreau (éducation).

Quatre délégués. — Mme Catherine Barbaroux (relations avec les organisations professionnelles et les clubs) ; MM. Bernard Castagnède (économie) ; Jean Charpantier (francophonie), conseiller municipal de Créteil, et Mme Danièle Sacriste (relations avec le Parlement).

Seize membres. — MM. Claude Catesson (Nord), adjoint au maire de Lille ; Marcel Perrin (Vaucluse) ; Pierre Charles (Côte-d'Or), ancien député ; Alain Dutoya (Landes), conseiller général et maire d'Hagetmau ; Dominique Saint-Pierre (Rhône) ; Mme Odile Martin-Verrier (Paris) ; MM. Jacques Lévy (Sud) ; Michel Capdenat (Gironde) ; Mme Liliane Billères (Isère) ; M. Jean-Jacques Rateau (Français de l'étranger) ; Mme Hélène de Félice (Loiret) ; MM. Alain Tourret (Calvados), *maire de Moult* ; Michel Bretagnol (Essonne) ; Bruno Martin (Mouvement des jeunes radicaux de gauche) ; Yves Piétrasanta (Hérault), conseiller général de Mèze, et Jean-Yves Gouttebel (Auvergne), *adjoint au maire de Clermont-Ferrand.*

MM. Jean-Pierre Defontaine, député du Pas-de-Calais, et Yvon Collin, adjoint au maire de Montauban, ont été nommés conseillers.

Présentant les nouvelles instances dirigeantes qui rassemblent des personnalités qui avaient exercé des responsabilités tant avec M. Michel Crépeau qu'avec M. Roger-Gérard Schwartzenberg, ses prédécesseurs à la présidence du M.R.G., M. Baylet a indiqué que son parti se dote d'une direction *« administrative »*. Pour M. Baylet, la *« stratégie offensive »* adoptée par le congrès des 1er et 2 octobre nécessite d'*« étoffer »* l'administration du parti s'il veut *« restructurer le centre gauche »* et en être la *« cheville ouvrière ».*

Après avoir rappelé les liens entre l'Union civique radicale argentine (U.C.R.) et les radicaux de gauche français, M. Baylet a annoncé qu'il se rendra, à la tête d'une délégation de son parti, à l'invitation de M. Raul Alfonsin, le nouveau chef d'Etat argentin, à Buenos-Aires pour les cérémonies d'investiture. Il a souligné que les radicaux argentins avaient choisi la *« troisième voie »* le *« langage de la vérité »* et la *« réconciliation nationale »*, ce qui selon lui, illustre la *« similitude »* du *« combat philosophique et politique »* entre l'U.C.R. et le M.R.G. Pour M. Baylet, son parti se doit d'agir pour *« réconcilier les Français »*, en *« se battant pour la représentation proportionnelle ».*

A. Ch.

UNE ÉLECTION CANTONALE

MAYENNE : canton de Villaines-la-Juhel (2e tour).

Inscr. : 4 876 ; vot., 3 391 ; suff. exp., 3 297.

MM. Pierre Gourdin, mod. opp., 1 932, ELU ; Alain Schmitt, mod. opp., 1 365.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Schmitt, apparenté P.S., conseiller général et maire de Villaines, décédé. M. Pierre Gourdin, conseiller municipal depuis vingt-trois ans, adjoint au maire de Villaines depuis l'élection municipale partielle du 10 octobre dernier, lui succède à l'assemblée départementale.

Comme au premier tour, M. Gourdin distance largement M. Schmitt, fils du conseiller général décédé. Ils avaient respectivement obtenu 1 494 et 1 082 voix, le candidat du parti socialiste, M. Morvan, en recueillant, pour sa part 429. Ce dernier s'était retiré sans donner de consigne de vote pour le second tour.

Henri Schmitt avait été réélu en mars 1982 dès le premier tour avec 2 403 voix contre 603 au candidat socialiste, M. Bour ; 278 au candidat communiste, M. Boutault, et 189 à un autre candidat modéré, M. Bonneau.]

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Stirn : *l'échec du socialisme-communisme favorisera une renaissance du radicalisme*

Invité, dimanche 6 novembre, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Olivier Stirn, député (U.D.F.-rad.) du Calvados, a prédit l'*« échec, en 1986, du socialisme-communisme sous la forme qui est la sienne* (...) ». « *Je crois,* a-t-il ajouté, *que c'est une erreur politique que de ne pas imaginer que l'échec du socialisme-communisme n'entraînera pas, presque nécessairement, une occasion de renaissance du radicalisme, car les électeurs qui avaient été attirés par le mythe socialiste, qu'il s'agisse de ceux du Mouvement des radicaux de gauche ou de ceux qui votaient directement socialiste, ne le seront plus.* »

M. Stirn, qui est candidat à la présidence du parti radical, dont le congrès se réunira les 18, 19 et 20 novembre, a affirmé : « *A l'heure actuelle, ce qui m'intéresse, et pendant les trois ans qui viennent, c'est de redonner au radicalisme ses chances.* » M. Stirn pense que ces chances vont *« exister »*, notamment dans la mesure où *« beaucoup de Français trouvent que la droite d'un côté, la gauche dogmatique de l'autre, cela ne peut pas bien gouverner la France dans une période difficile de crise prolongée* [et où] *l'introduction d'un vote proportionnel ne peut que faciliter les visées de formations qui se trouvent au centre ».*

Le maire de Vire a précisé que, « *d'ici à 1986, il n'est absolument pas question ni pour moi ni pour aucun radical de participer à quelque gouvernement que ce soit avec les socialistes, même si les communistes quittaient le gouvernement, parce que c'est une question d'honorabilité, presque d'honneur* ». « *Les transfuges en politique, c'est détestable !* » s'est-il exclamé.

M. Stirn envisage pour l'année 1985 « *un congrès de la réunification des radicaux* » et a souligné que les perspectives qu'il propose rencontrent chez les radicaux de gauche *« une assez large adhésion »*. Il considère que si ses alliés de l'U.D.F. jugent *« naturel »* le fait qu'il rencontre des radicaux de gauche, il n'y aura pas de raison, d'ici à 1986, qu'il quitte l'U.D.F., même s'il souhaite prendre *« une certaine indépendance ».*

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Mitterrand est en danger de mort *affirme M. Edouard Leclerc*

Invité au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » dimanche 6 novembre, M. Edouard Leclerc, fondateur des centres commerciaux qui portent son nom, a déclaré :

« *Je peux vous dire que je pense que le président Mitterrand est en danger de mort.* » A la question « avez-vous des informations précises », M. Leclerc a répondu :

« *Bien sûr, mais je n'ai pas à trahir des amis (...). La livraison à l'Irak des Super-Etendard avec leurs Exocet, c'est la guerre mondiale. Vous ne savez pas ce que c'est que la religion islamique ! (...) N'oubliez pas que l'Irak est l'agresseur, et on se mêle d'un conflit de religions.*

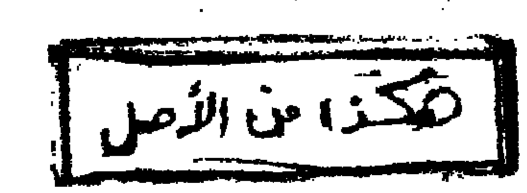
» *Je ne parlerais pas comme cela si je n'étais pas certain de ce que j'avance. Vous avez vu ce qui s'est passé au Liban. Vous avez vu le fanatisme religieux. En France, on n'a pas réalisé le drame. On n'a pas le droit d'accentuer ce massacre entre pays frères. Les Chiites de l'Irak sont à 75 % pro-Khomeiny. En Iran, il y a également 75 à 80 % de Chiites. C'est une minorité qui gouverne en Irak. C'est la poignée d'hommes qui ont agressé l'Iran, et ce pays, avec son fanatisme que vous allez retrouver dans le monde entier, va nous rendre la pièce d'une façon terrible.*

» *Je ne suis pas d'accord avec les options socialistes, mais si je pouvais je me mettrais entre les assassins et M. Mitterrand.* »

M. Leclerc a rappelé : « *Deux mois avant la tentative d'assassinat de Jean-Paul II* [le 13 mai 1981 à Rome], *j'ai informé l'Élysée de ce qui allait se passer en m'adressant à MM. de Combret et Rodocanachi* [respectivement secrétaire général adjoint et conseiller technique auprès de M. Giscard d'Estaing]. *l'Élysée a saisi le Vatican* (...). *Ne me demandez pas comment je savais cela, car je ferais assassiner quelqu'un.* » Il rappelle également : « *Quand le général de Gaulle a voulu qu'un homme contacte l'« Algérie algérienne », je suis allé à Genève pour retrouver le plénipotentiaire dans une camionnette, puis j'ai pris M. Robert Buron à Laval pour aller à l'Élysée.* »

M. Leclerc indique qu'il a *« aidé »* Mme Françoise Gaspard aux élections municipales de Dreux car, dit-il, *« elle me l'a demandé »*, et, en 1981, lors de l'élection présidentielle, M. Michel Debré.

Enfin, M. Leclerc a déclaré : « *Les Français ne se sauveront que s'ils se sauvent eux-mêmes, dans l'Europe et avec l'Europe (...). Nous voulons suivre l'Amérique comme si nous avions la même puissance qu'elle. Nous voilà engagés au Tchad, au Liban. Nous le serons bientôt en Tunisie. Je dis bien en Tunisie, là où on ne s'y attend pas.* »



هكذا من الأصل

Le Monde

société

EN GRANDE-BRETAGNE

Rumeurs de contamination autour de l'usine nucléaire de Windscale

L'usine nucléaire de Windscale, « La Hague anglaise », est elle responsable, comme l'a affirmé la chaîne de télévision britannique indépendante Yorkshire T.V. au cours d'une émission diffusée le 1er novembre, de la multiplication des cas de leucémie observés localement chez les enfants de moins de dix ans ? Même s'il est trop tôt pour répondre avec certitude, la seule diffusion de ce programme télévisé a provoqué des réactions très vives. A l'état-major de la British Nuclear Fuels Ltd (B.N.F.L.) par exemple, c'est un concert d'imprécations contre les journalistes « irresponsables ». La population s'émeut, naturellement. Quant aux Communes, elles ont désigné une commission d'enquête conduite par un éminent savant, Sir Douglas Black.

Leucémie, cancer et... fariboles

De notre envoyé spécial

Seascale. – Elle aurait pu être une des stations balnéaires les plus courues de la côte ouest : devant, la mer d'Irlande et une plage à perte de vue, ourlée de galets roses : autour, une campagne verdoyante avec de grosses fermes d'élevage et des manoirs de granit cachés dans les vallons ; derrière, le fameux district des Lacs, le plus beau parc national d'Angleterre avec des sommets qui dépassent 1 000 mètres.

C'était trop beau. Il y a d'abord eu les mines de fer puis de charbon, au nord et au sud de Seascale. On a donc construit une voie ferrée qui barre l'accès à la plage et coupe l'agglomération en deux. Ensuite, l'armée a pris possession des dunes vers le sud pour en faire un terrain de manœuvres – et un champ de tir. Les baigneurs sont donc invités à ne pas ramasser les obus ou missiles perdus – c'est écrit en toutes lettres sur les panneaux. Vers le nord, l'armée a d'abord installé une fabrique de plutonium – vers 1948 – pour alimenter sa bombe : deux réacteurs géants surmontés chacun d'une énorme tour– heminée de béton. Le site de Sellafield, alia Windscale, est né à moins de 2 kilomètres de la station.

Et puis voilà que, en 1956, la reine d'Angleterre vient inaugurer la première centrale nucléaire du monde : Calder Hall, 200 mégawatts. Le Royaume-Uni relève tous les défis. De Millom à Maryport, on s'engage en masse pour la bataille de la production. De toute façon, on n'a pas le choix : dans cette région isolée du Cumberland, c'est la centrale de l'exil.

Le choix semble bon. La centrale de Calder Hall tourne comme une horloge, et on installe des équipements pour retraiter son combustible usagé. Il est même question de construire une grande usine où l'on traitera les déchets de toutes les centrales britanniques, voire étrangères. Des milliers d'emplois s'offrent à la région. Des millions de livres tombent dans les caisses du comté de West-Cumbria.

Rejets en mer

Et les incidents – prévisibles – surviennent. En général, ils restent circonscrits à l'enceinte de l'usine. En 1977, en revanche, un des réacteurs a pris feu et 20 000 curies se sont évaporées dans l'atmosphère, retombant en dépôts dans les prairies. Il a fallu interdire la consommation du lait local pendant des semaines, et aujourd'hui encore le lait est contrôlé dans un rayon de 50 kilomètres autour de l'usine.

Mais s'il n'y avait que les accidents ! Il se trouve que la plate-forme de Sellafield rejette des déchets à longueur d'année. *« 99,96 % des déchets radioactifs sont stockés dans l'usine même »*, peut-on lire dans le centre d'accueil du site. Et le reste ? Une partie s'évanouit dans l'atmosphère, presque subrepticement. Une autre, liquide, est rejetée à la mer au moyen de deux conduites de béton dûment contrôlées. Quant aux déchets solides, très peu radioactifs (il s'agit surtout de matériaux de chantier, d'emballages, de gravats, etc.), ils sont entreposés dans une décharge spéciale, à quelques kilomètres de là, près du village de Drigg.

En annonçant que le risque de cancer à Seascale, est dix fois plus élevé qu'ailleurs, l'émission de télévision du 1er novembre, créa un choc. *« Comment peut-on affirmer une chose pareille ?*, se demande M. John Donoghue, le physicien chargé des services de santé et de sécurité à Sellafield. *Le rapport publié en 1981, qui porte sur les 11 500 personnes qui travaillent ou ont travaillé à Sellafield, est très précis : le nombre total de morts par cancer (293) est inférieur à la moyenne nationale, qui serait de 337. »*

Comme ses collègues de la B.N.F.L., M. Donoghue est indigné de ces *« allégations en l'air »*. *« On parle de neuf cas de leucémie sur trois communes en trente ans. Est-ce une preuve ? »* Surtout, M. Donoghue n'admet pas que l'on soupçonne sa compagnie de risquer la vie des gens à l'extérieur de l'usine. *« Nous aussi, nous sommes de l'extérieur. J'habite à moins de 4 kilomètres de l'usine. Mon gendre travaille ici ; ses enfants vont à la plage comme les autres. Croyez-vous que nous prendrions le moindre risque ? »*

Même indignation dans la population à Seascale, à Drigg – le lieu de la décharge, – à Ravenglass, où, pourtant, un couple a annoncé son intention de partir. Partout, la réaction est la même : *« Nonsense »*, *« Rubbish »* (fariboles). A Bootle, autre village où des cas de leucémie auraient été signalées, et où une réunion du conseil de paroisse est prévue le 7 novembre pour discuter avec les responsables de la B.N.F.L., une femme, dont le mari et les deux filles travaillent à l'usine, explose : *« Rien que des bêtises ! Oui, une femme de trente-trois ans est morte ici il y a quelques années. Et après ? Ceux qui veulent partir n'ont qu'à le faire. Pour nous, c'est justement s'il n'y avait pas l'usine que l'on partirait. Il n'y a pas de travail pour nous dans les fermes. »* Sur la plage, un pêcheur à la ligne, sa canne plantée dans les galets : *« Du plutonium dans l'eau, il y en a moins qu'avant ! J'ai travaillé à la B.N.F.L. pendant vingt-sept ans, après avoir été ingénieur de marine. Je sais ce que je dis. Je n'ai pas peur de manger le poisson que je sors. »*

Enquêtes et réputation

Fariboles donc que tout cela ? Mais alors, pourquoi la B.N.F.L. prend-elle le soin de contrôler la moindre rumeur, d'enquêter sur la plus petite fuite, et publie-t-elle chaque année un rapport où sont répertoriées les moindres traces de krypton, d'argon et de strontium ? On annonce que les lacs qui approvisionnent Manchester en eau contiennent un taux anormal de tritium ? Enquêtes, puis réfutations. On s'alarme parce que les cultivateurs de l'île de Man, en face, engraissent leurs champs de pommes de terre avec une algue contaminée ? Enquête puis réfutation. On se donne même la peine de rechercher la cause de pustules apparues sur la chair de coquilles saint-jacques : une maladie bien connue depuis le début du siècle... Tant et si bien que la B.N.F.L. admet que s'il est un groupe à haut risque, ces hommes sont des mangeurs réguliers de fruits de mer du secteur. Rassurante, cette mise au point ?

« Les responsables de l'usine s'y prennent très mal, explique Barrie Walker, un jeune généraliste du centre médical de Seascale. *Leur réaction avant même le passage à l'antenne du programme a été aussi hystérique que celle de certains spectateurs après l'émission. Si leurs chiffres sont si sûrs, pourquoi ont-ils peur ? On peut tout craindre, à commencer par nos eaux d'égout qui débouchent sur la plage. Mais il faut reconnaître que le danger existe au lieu de tout nier en bloc. »*

Une chose que les responsables de l'usine ne nient pas, c'est que, depuis sa mise en route, elle a indemnisé au moins six familles pour des cancers d'ouvriers morts ou malades. *« Nous l'avons fait conformément aux accords conclus entre les syndicats et la B.N.F.L.*, précise M. Donoghue. *Mais cela s'est fait à l'amiable et l'usine n'a reconnu formellement aucune responsabilité. »*

Au total, il est bien difficile de rencontrer quelqu'un sur toute cette côte qui souhaite la fermeture de l'usine ou l'accuse d'avoir tué. Beaucoup reconnaissent que c'est une « usine propre », plus propre, en tout cas, que certaines industries de la région. (*« Regardez ce qui sort des cheminées de Whitehaven ! »* la ville la plus proche) et même que les chauffages des particuliers qui brûlent encore du charbon. A Seascale, c'est vrai, on sent davantage l'oxyde de carbone des pavillons en bord de mer que la vapeur – inodore – qui jaillit en volutes des quatre tours de refroidissement des centrales nucléaires.

Beaucoup aussi connaissent le coût humain du charbon et du pétrole. *« A Whitehaven, j'ai vu des silicoses très avancées*, explique le docteur Andrew Thorton, qui travaille aujourd'hui en hôpital. *Et nous venons de perdre cinq hommes sur une plate-forme en mer du Nord. En fait, toutes les industries peuvent tuer. La difficulté, c'est qu'elles ne tuent pas toutes sur le coup. On sait qu'elles favorisent le cancer et en particulier les atteintes à la moelle osseuse et la leucémie. Mais de là à dire que Windscale tue les enfants... Non, c'est trop dire ! »*

Il y aurait bien un moyen de couper court aux rumeurs : arrêter les rejets d'effluents en mer. Mais, dans la mesure où ce serait techniquement possible, qui y croirait ?

ROGER CANS.

RETRAITEMENT

25 000 tonnes de combustibles irradiés

Ce qu'on appelle couramment la « centrale » de Windscale est, en fait, un complexe nucléaire à usages multiples. Le site, qui se trouve au nord-ouest de l'Angleterre, dans le Cumberland – limitrophe de l'Ecosse, – s'appelle en réalité Sellafield. Il y a deux unités principales : Calder, qui groupe les deux centrales en activité, et Windscale, où se trouve l'usine de retraitement. C'est cette dernière qui a connu divers incidents – outre l'accident de 1957 survenu au réacteur militaire. Et c'est son fonctionnement – surtout les décharges régulières d'effluents liquides dans la mer – qui est contesté.

Au total, le site de Sellafield emploie plus de neuf mille personnes, dont 80 % de main-d'œuvre locale : six mille trois cents employés de la British Nuclear Fuels Limited (B.N.F.L.), l'équivalent de la Cogema française ; six cents chercheurs dans les laboratoires de l'Atomic Energy Authority, l'équivalent du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et environ deux mille deux cents salariés sous contrat, employés aux travaux de construction.

Depuis trente-cinq ans, on ne cesse en effet de construire et de reconstruire sur la plate-forme de Sellafield. Dernier ouvrage en chantier : une unité de vitrification de déchets radioactifs sur le modèle de La Hague, près de Cherbourg.

Depuis sa mise en route, en 1952, l'usine actuelle de Windscale a retraité plus de 25 000 tonnes de combustibles irradiés, dont 1 000 tonnes en provenance de l'étranger (mais il s'agit de combustibles en provenance de centrales très minoritaires dans le parc électro-nucléaire mondial). Les « châteaux » sont acheminés par le train qui passe à côté de l'usine, à la différence de La Hague. Les déchets étrangers sont convoyés par le fameux bateau de la B.N.F.L., le *Pacific Crane*, dont le port de débarquement est Barrow-in-Furness, situé, lui, plus loin de Windscale (80 km) que Cherbourg de La Hague.

R. C.

EN FRANCE

La Hague, usine en pointe

Les matières manipulées dans les centres de retraitement des combustibles irradiés sont dangereuses. Composés pour l'essentiel par les cendres produites, à raison d'une trentaine de tonnes par an et par réacteur dans les centrales nucléaires, ces déchets sont, pour une partie d'entre eux, hautement radioactifs. Aussi la fuite de tels effluents ou leur dispersion accidentelle dans l'environnement proche est-elle particulièrement redoutée.

Si ces déchets radioactifs (1) sont retraités avant d'être stockés de manière provisoire pour les uns et définitive pour les autres, c'est qu'ils contiennent encore des produits nobles comme l'uranium ou le plutonium dont l'industrie nucléaire a l'usage. Aussi s'efforce-t-on dans les centres de retraitement de récupérer ces matières dont certaines seront à nouveau brûlées dans les réacteurs nucléaires tandis que les autres seront conditionnées pour supprimer leurs effets les plus dangereux.

Pour toutes ces raisons, l'art du retraitement sur une grande échelle est un art difficile – l'usine de retraitement de La Hague avec ses incidents passés en porte témoignage – auxquelles peu de nations, pour le moment, sont encore initiées. Il n'est donc pas surprenant que le nombre des installations de retraitement dans le monde soit réduit et les capacités de production bien souvent limitées à quelques tonnes voire quelques dizaines de tonnes par an. Si on exclut de tels ateliers, comme celui de Mol en Belgique, et les unités de production utilisées à des fins strictement militaires pour extraire le plutonium nécessaire à la fabrication d'armements nucléaires, il apparaît que seules la Grande-Bretagne et la France sont, à l'heure actuelle, engagées dans le retraitement industriel de combustibles irradiés d'origine civile.

En Grande-Bretagne, à Windscale, sort en ce moment de terre une usine capable de retraiter à la fin de cette décennie 1 200 tonnes de combustibles oxyde par an. De même, la France, qui a déjà retraité, bien qu'à un rythme inférieur à celui qu'elle avait prévu, des quantités notables de matières nucléaires de ce type, a engagé à La Hague, dans la Manche, la construction d'une usine d'une capacité de 800 tonnes/an (UP-3 A), dont la mise en service devrait intervenir en 1987. Elle devrait permettre, notamment, le retraitement des quelques 6 000 tonnes de combustibles irradiés, pour lesquelles une filiale à cent pour cent du Commissariat à l'énergie atomique, la Cogema, a passé des contrats avec l'étranger.

Une autre usine de 800 tonnes/an, réalisée à partir de l'atelier existant (UP-2) et destinée essentiellement à satisfaire les besoins français de retraitement, doit aussi être construite. Son entrée en service est prévue pour 1989. L'ensemble de ce programmme de 23,5 milliards de francs – aux conditions monétaires de juillet 1981 – devrait donc donner à la France une sorte de leader-ship dans ce domaine du cycle du combustible, exception faite de la Grande-Bretagne. Les autres installations prévues dans le monde ou en construction sont, en effet, de moindre taille, mis à part le projet japonais de Tokai-Mura, qui doit conduire à la réalisation d'une usine ayant une capacité de 1 100 tonnes/an en 1991.

J.-F. A.

(1) Il existe, selon les centrales nucléaires dans lesquelles ils sont brûlés, divers types de combustibles irradiés. Cependant, l'essentiel du tonnage retraité – combustible oxyde – proviendra bientôt des réacteurs fonctionnant à l'eau ordinaire et à l'uranium enrichi.

SOCIÉTÉ

QUATRE ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE ROBERT LUONG

L'interminable instruction d'une « affaire » franco-gabonaise

Depuis quatre ans, la justice française n'en finit pas de s'interroger sur la disparition de Robert Luong. Qui connaîtra un jour les assassins de ce peintre-décorateur victime de deux tueurs, le soir du 29 octobre 1979, à Villeneuve-sur-Lot ? Le mystère risque de subsister d'autant plus longtemps que la clef de l'énigme se trouve sans doute à Libreville, entre les mains du président gabonais, qui ne pardonait pas à Robert Luong la liaison de ce dernier avec sa femme. L'assassinat du peintre-décorateur ne se résume pourtant pas à une banale affaire d'alcôve. Elle met aux prises un autocrate, des *barbouzes* (l'ancien Service d'action civique), et quelques personnages, moins pittoresques, dont un naïf découvert dans une mare de sang par des policiers plus embarrassés que surpris.

Le président Omar Bongo n'aime pas que l'on parle de ce pénible incident. Pour l'avoir fait, *le Monde* avait été saisi au Gabon en août 1981. La réaction qui a suivi, il y a deux semaines, la publication du livre de Pierre Péan, *Affaires africaines*, dont un chapitre est consacré à l'affaire Luong (1), a été plus brutale encore. Le gouvernement gabonais a décidé un boycottage des nouvelles en provenance de la France ou faisant état du rôle de celle-ci dans le monde. L'affaire a pris de telles proportions qu'une mission de bons offices a été confiée à Mᵉ Roland Dumas, ami personnel de M. François Mitterrand, mais aussi avocat du *Canard enchaîné*, où Pierre Péan, qui ne s'en cache pas, a puisé des informations essentielles sur l'affaire Luong.

C'est sur ce fond de tension diplomatique que la justice française se hâte depuis quatre ans à pas lents. L'instruction a peu de chances d'aboutir à la comparution aux assises des deux hommes de main et de leur (s) commanditaire (s). Le premier magistrat chargé du dossier ayant rapidement conclu à un non-lieu, la famille de Robert Luong a fait appel. Après une série de péripéties judiciaires, c'est aujourd'hui un conseiller à la cour d'appel d'Agen, M. Jean Hébert, qui mène l'instruction.

Qu'il entende ou non Pierre Péan – comme le réclame l'avocat de la partie civile, Mᵉ Gérard Gouzes, député (P.S.) de Lot-et-Garonne, – importe peu. On voit mal comment M. Hébert ferait mieux que ses deux prédécesseurs, la justice française restant effrayée à l'idée d'aller chercher la clef de l'énigme où elle se trouve.

La sœur de Robert Luong, Marie-Thérèse, que défend Mᵉ Gouzes, est la seule à avoir assisté au drame dans la pénombre de ce début de soirée d'octobre, sur le parking de l'immeuble où habitait le peintre-décorateur. Les deux assassins étaient blancs. Les deux anges gardiens de la garde personnelle de M. Bongo, que celui-ci avait chargé de surveiller son rival à Villeneuve-sur-Lot, étaient noirs. C'est pourquoi la rumeur policière désigne comme l'un des assassins un truand toulousain que la justice n'a pourtant jamais entendu.

Un chèque de 1 million de francs

Expulsé *manu militari* de Libreville dans l'avion personnel du président Bongo, Robert Luong avait reçu comme « conseil » de ne pas chercher à revoir celle qu'il appelait « Marie-Jo ». Il s'y était pourtant risqué à Paris, surveillé de près par quatre policiers chargés de cette mission parallèle par M. Pierre Debizet, à l'époque patron du SAC et conseiller technique du président gabonais.

Au moment où Robert Luong a été assassiné, sa liaison avec Mme Bongo, née fortuitement à Libreville, touchait à sa fin. Il la vivait tel un amoureux transi, mais le président gabonais la ressentait toujours comme une menace, pour une raison que Pierre Péan estime déterminante. Robert Luong la croyait enceinte de lui et le disait partout. Avoir un enfant que son mari n'avait pu lui donner aurait pu inciter Marie-Jo à quitter ce dernier. Mais, personnage-clef du régime, elle n'aurait peut-être pas abandonné pour autant le pouvoir...

Comme les journalistes qui se sont intéressés à l'affaire Luong, Pierre Péan a eu accès au dossier d'instruction. Le plus neuf de ce qu'il écrit est la manière dont la veuve de Robert Luong s'est désistée de son action en justice. Elle aurait reçu un chèque de 1 million de francs. Interrogé sur ce « geste » gabonais, son avocat, Mᵉ Michel Gonelle, nous a déclaré ne pouvoir *« ni confirmer ni infirmer »* cette information. En réalité, cette transaction a bien eu lieu, par l'intermédiaire d'un avocat parisien. Mᵐᵉ Luong s'est d'autant moins fait prier qu'elle est aujourd'hui remariée et qu'elle ne fait plus guère confiance à la justice.

Celle-ci suit néanmoins son cours, Mme Marie-Thérèse Luong, la sœur, n'ayant pas ou pas encore fait l'objet de la même proposition, jure Mᵉ Gouzes. La justice résistera-t-elle longtemps à la raison d'Etat ? Parviendra-t-elle à punir les coupables de cet assassinat ? Dans un roman policier sans pitié intitulé *Balles nègres*, A. D. G. l'attribue à l'irritation que suscita chez Georges-Georges Bokaro, président du Wangobé, l'idylle née à Léonville entre son épouse et un certain Deo van Vien.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) *Le Monde* a rendu compte, le 26 octobre, de ce livre édité chez Fayard.

UN HOMMAGE SIGNIFICATIF

Jean-Paul II reconnaît « la profonde religiosité » de Luther

De notre correspondant

Cité du Vatican. – Presque cinq siècles se sont écoulés depuis que, le 31 octobre 1517, Martin Luther clouait, sur les portes du château de Wittemberg, ses « thèses » dans lesquelles il dénonçait le commerce des indulgences et qui marquèrent le début de la réforme protestante. C'est symboliquement, le 31 octobre 1983, date de célébration du cinq centième anniversaire de la naissance de Luther, que Jean-Paul II a adressé une lettre au cardinal Johannès Willebrands, président du secrétariat catholique pour l'union des chrétiens. Elle marque un pas important dans la revision du jugement que l'église romaine porte sur la réforme protestante.

Sermon dans une église protestante

Jean-Paul II y reconnaît *« la profonde religiosité »* de Martin Luther et affirme que *« la rupture de l'unité ecclésiale »* eut *« des racines beaucoup plus profondes »* que ne laissait penser *« l'absence de compréhension »* réciproque de l'église catholique et des réformateurs. *« Aussi,* ajoute le pape, *un double effort, aussi bien à l'égard de Luther que dans la recherche du rétablissement de l'unité »* doit être accompli. Il est indispensable, conclut-il, de continuer les recherches historiques pour parvenir, si possible, à *« une interprétation commune du passé »*.

Certes, les termes de la lettre du Pape au cardinal Willebrands – qui participera, le 10 novembre en République démocratique allemande, au nom du Saint-Siège, aux cérémonies qui célébreront le cinq centième anniversaire de la naissance de Luther – ne constituent pas une *réhabilitation*. Ils n'annulent pas l'excommunication prononcée par Léon X. Le document n'en constitue pas moins le pas le plus important accompli jusqu'à présent par le Saint-Siège en direction de Luther et de son *« héritage spirituel »*.

Soulignant le fait que l'Eglise luthérienne a voulu imprégner la célébration de la naissance de son fondateur d'un esprit œcuménique, le Pape écrit : *« J'accueille avec satisfaction cette ouverture et j'y vois une invitation fraternelle pour parvenir ensemble à un approfondissement et à une vision plus complète des événements historiques, ainsi qu'à une réflexion critique sur les héritages multiples de Luther. »* Faisant référence aux recherches historiques accomplies, Jean-Paul II ajoute : *« Se dessine clairement la profonde religiosité de Luther, qui, avec une passion brûlante, était habité par l'interrogation sur le salut éternel. »*

Enfin, le Pape souligne combien sont unies les deux Eglises, luthérienne et catholique. Cette unité doit être à la base du *« dialogue de la foi »*. *« Ce dialogue trouve son fondement le plus solide conformément aux écrits évangélicoluthériens, dans ce qui nous unit même après la séparation : dans la parole de l'Ecriture, dans la foi, dans les conciles de l'Église antique »*.

On peut rappeler que, déjà, en juillet 1970, le cardinal Willebrands, à la cinquième assemblée de la Fédération luthérienne mondiale à Evian, avait qualifié Luther de *« maître commun »*. Cette même année, une assemblée de catholiques allemands avait demandé à Paul VI la création d'une commission destinée à réexaminer le cas Luther et à étudier l'abrogation de l'excommunication de 1521. Le Pape avait répondu que le moment ne lui semblait pas venu d'aller plus loin.

Jean-Paul II confirmera cette nouvelle attitude de l'Eglise catholique vis-à-vis du protestantisme en prononçant un sermon, le 11 décembre, dans la petite église évangélique luthérienne de Rome.

PHILIPPE PONS.

LA CHASSE A COURRE AU PILORI

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies, le samedi 5 novembre à Paris, devant la gare Montparnasse, à l'appel de la Société protectrice des animaux, pour réclamer l'abolition de la chasse à courre en France. Après avoir formé un cortège, elles ont pris le chemin du Champ-de-Mars, déployant des banderoles et criant des slogans contre la vénerie.

Mᵐᵉ Brigitte Bardot, qui avait pris place dans une voiture particulière, précédait le convoi, qui comprenait notamment un camion sur lequel on pouvait voir des jeunes femmes déguisées en cerfs et en biches.

Arrivés au terme de leur défilé, des manifestants ont procédé à un lâcher de ballons. Plusieurs associations de protection des animaux s'étaient jointes à la manifestation.

L'ACTUALITÉ EN BREF

ACCIDENT
Cinq morts en mer du Nord

Quatre plongeurs (britanniques et norvégiens) et un technicien britannique sont morts, le 5 novembre, dans un accident sur la plate-forme de forage Byford-Dolphin : la cloche qui remontait en surface les quatre plongeurs s'est brusquement décompressée et les quatre hommes, ainsi qu'un technicien qui travaillait à l'extérieur de la cloche, ont été tués immédiatement. L'équipe de plongeurs faisait partie de la COMEX, et la plate-forme « travaillait » sur le champ de Frigg, en zone norvégienne de la mer du Nord, pour le compte d'Elf-Norge. – *(A.F.P., Reuter.)*

ATTENTATS
Sept explosions en Haute-Corse

Une vedette de la gendarmerie a été coulée, dans la nuit du 5 au 6 novembre, dans le port de commerce de Calvi (Haute-Corse). Quelques heures plus tard, six attentats ont été commis, à Bastia, contre des agences du Crédit lyonnais, de la Société générale, et contre l'immeuble de la Banque de France et des magasins du centre de la ville.

Ces attentats n'avaient pas encore été revendiqués, lundi 7 novembre, en fin de matinée.

Un nationaliste corse condamné

Agé de vingt-deux ans, et viticulteur à Porto-Vecchio, Jean Gueyraud a été condamné, vendredi 4 novembre, par le tribunal correctionnel d'Ajaccio, à six ans de prison dont trois avec sursis, pour sept attentats à l'explosif et détention d'armes et de munitions. Lors de son arrestation à son domicile, le 22 avril, les policiers avaient découvert un arsenal (pistolet-mitrailleur, carabine, explosifs). Dans un premier temps, Jean Gueyraud avait reconnu avoir commis sept attentats, dans la région de Porto-Vecchio, *entre le 19 octobre et le 3 décembre 1982*, revendiqués par le F.L.N.C. Par la suite, il avait affirmé avoir reconnu ces attentats *« sous la contrainte »*.

COLIS PIÉGÉ
Suicide d'un témoin à Nantes

Un antiquaire, interrogé par la police dans l'enquête sur l'attentat au colis piégé à FR 3-Nantes et mis hors de cause, s'est suicidé dans la nuit du 6 au 7 novembre. Cet ancien légionnaire souffrait d'un état dépressif.

Mᵐᵉ Yolande Brun, l'animatrice de France-Inter Loire-Atlantique victime de l'attentat, blessée au ventre et à différentes parties du corps, est dans un état stationnaire.

COMMISSAIRES PRISEURS
Un nouveau président à Paris

M. Yannick Guilloux vient d'être élu président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris. Il succède à M. Michel Rostand qui occupait ce poste depuis 1977 et a eu à assurer l'aménagement et l'inauguration du nouveau Drouot.

[Né en 1941 à Anet (Eure-et-Loir), M. Yannick Guilloux est licencié en droit. Il a repris en 1972, l'étude de M. Maurice Rheims. Membre de la Chambre des commissaires-priseurs depuis 1977, il a occupé successivement dans cette organisation les fonctions de secrétaire, de rapporteur et de syndic.]

DÉCHETS NUCLÉAIRES
Occupation d'un cargo à Cherbourg

Une quinzaine de militants antinucléaires, dont Mᵐᵉ Dominique Gavory, la conseillère municipale écologiste, ont occupé pendant deux heures, le 6 novembre, le cargo français *Sigyn*, spécialisé dans le transport des déchets nucléaires. Le cargo, exceptionnellement, était, dimanche, sans surveillance, car il avait été déplacé pour permettre au paquebot britannique *Queen-Elizabeth* d'accoster.

DÉFENSE
La Légion quitte Bonifacio

Après vingt et un ans de coexistence, on pouvait s'attendre à des adieux fastes, à des manifestations de sympathie ou de déception, ne serait-ce que de la part des nombreux commerçants, qui voient partir une manne intéressante. Pourtant, les « képis blancs » de Bonifacio, en Corse-du-Sud, sont partis d'une manière très discrète, le clairon sur le bras, mais sans tambour ni trompette. Ce départ, samedi 5 novembre, du 2ᵉ régiment étranger d'infanterie de la Légion étrangère de Bonifacio vers Nîmes, où il fera partie de la 6ᵉ division légère blindée, entre dans le cadre d'un plan de restructuration de l'armée de terre qui prévoit notamment le regroupement de 47 000 hommes au sein d'une force d'action rapide. Plusieurs garnisons ont été supprimées, dont celles de *Corte et de Bonifacio en Corse, fief* traditionnel de la Légion.

Du jour au lendemain, Bonifacio se voit ainsi amputée de près du tiers de sa population, soit 650 légionnaires sur 2 000 habitants, ce qui correspond à une perte annuelle de 30 millions de francs pour le commerce local et la ville. Alors, pourquoi cette relative indifférence devant le départ de ces « képis blancs », qui avaient pourtant été accueillis chaleureusement le 21 juin 1962 ? Sans doute parce qu'ils seront partiellement remplacés dès la fin de l'année par un centre d'entraînement-commando groupant 170 officiers et sous-officiers instructeurs et 150 stagiaires.

ESPACE
Saliout-7 change d'orbite

Le complexe orbital soviétique, à bord duquel séjournent, depuis le 27 juin, les cosmonautes Vladimir Liakhov et Alexandre Alexandrov, a subi, vendredi 4 novembre, une correction d'orbite, ce qui semble indiquer que les Soviétiques ont l'intention de continuer leur mission. Le train spatial suit désormais une trajectoire dont les paramètres sont les suivants : 356 kilomètres d'apogée ; 326 kilomètres de périgée ; 91,1 minutes de période de révolution ; 51,6 degrés d'inclinaison. – *(A.F.P.)*.

RACISME
L'agression contre M. Buka n'a pas été revendiquée

Personne n'avait revendiqué, lundi 7 novembre, l'agression dont a été victime, le 4 novembre à Troyes, M. Jacques Buka, président pour l'Aube de la Ligue des droits de l'homme (*le Monde* daté 6-7 novembre). M. Buka avait été blessé par sept coups de rasoir par un inconnu. *« Tu t'occupes des bougnoules, eh bien, on va s'occuper de toi »*, avait proféré l'agresseur.

Plusieurs interpellations dans les milieux d'extrême droite se sont révélées négatives. M. Buka bénéficiait depuis trois semaines d'une protection rapprochée de la police. Elle a été renforcée depuis l'agression.

Une manifestation de soutien aura lieu à Troyes, le 8 novembre, tandis que le Parti des forces nouvelles (P.F.N.) appelle à un autre rassemblement, le 23 novembre, pour protester contre les interrogatoires de certains de ses membres.

SÉISME
1 330 victimes en Turquie

Les recherches ont été abandonnées, samedi 5 novembre, dans la région d'Erzurum, frappée il y a une semaine par un tremblement de terre. Le séisme a, officiellement, provoqué la mort de mille trois cent trente personnes. On compte encore plusieurs milliers de sans-abri dans cette région désolée de la Turquie où sévit un hiver rigoureux. – *(A.F.P.)*

USAGE DE FAUX
Un troisième syndic inculpé à Grenoble

Le fils de Mᵉ Jean-Louis Cavat, l'administrateur judiciaire grenoblois écroué et inculpé, le 4 novembre, à Grenoble de malversation, faux et usage de faux, a été, à son tour, écroué le 5 novembre. Il s'agit de M. Jean-François Cavat, syndic dans l'étude de son père.

Un troisième syndic grenoblois, Mᵉ Eric Finzi, avait été inculpé le 4 novembre.

Jean-Baptiste Co…

Quand l'armée se retire de Rochefort.

De notre envoyé spécial



هكذا من الأصل

ESPACE

Saliout-7 change d'orbite

RACISME

L'agression contre M. Buka n'a pas été revendiquée

SÉISME

1 330 victimes en Turquie

USAGE DE FAUX

Un troisième syndic inculpé à Grenoble





Jean-Baptiste Colbert et la raison d'Etat

De notre envoyé spécial

Rochefort. – Trois cents ans tout juste après sa mort, Jean-Baptiste Colbert trouve une place de choix dans le débat politique français. Un colloque sur le thème « Actualité de la politique maritime de Colbert », qui vient de se terminer à Rochefort (quelques jours avant la visite qu'a faite dans cette ville M. Mitterrand le 4 novembre) a montré combien l'aura du grand ministre de Louis XIV dépassait, dans le temps et dans l'espace, l'image un peu étriquée que nous ont laissée les manuels d'histoire. Du coup, toutes les interrogations à son propos résonnent curieusement en cette fin du vingtième siècle.

L'homme qui tenta de faire d'un peuple de paysans une nation de marins capable de damer le pion aux puissances navales de l'époque (Angleterre, Provinces-Unies, Espagne) ne relevait-il pas le même défi que ceux qui doivent faire face aux enjeux économiques de la fin du vingtième siècle ? Fut-il un précurseur de l'étatisme bureaucratique et interventionniste ou un personnage-clé de l'histoire qui donna à la France des ambitions mondiales ? Fut-il le premier « socialiste », pour avoir lutté contre les féodalités politiques et économiques de son temps ? Fut-il « deloriste » avant l'heure, quand il comprit la nécessité de gagner d'abord la bataille du commerce extérieur pour se donner une chance de redresser la situation intérieure ?

Si les journées de Rochefort n'ont pas permis de trancher toutes ces questions, la vigueur des débats a montré qu'elles n'étaient pas que des fantasmes d'historiens. Colbertistes et anti-colbertistes ont croisé le fer. Colbertistes, certains syndicats – telle la C.F.D.T. – qui apprécient la politique sociale d'avant-garde du ministre du Roi-Soleil. Anti-colbertistes, d'autres organisations – comme le syndicat des officiers C.G.T. – qui demandent qu'on ne cherche pas à « *récupérer* » des idées inapplicables à notre époque. Colbertistes, certains armateurs qui déplorent la sous-estimation de l'importance du transport maritime dans les échanges extérieurs contemporains. Anti-colbertistes, d'autres armateurs qui reprochent au ministre de Louis XIV son protectionnisme et les coups portés à l'entreprise privée.

Colbertistes, les Rochefortais, qui lui doivent l'existence même de leur cité et qui idolâtrent ce Rémois autant que l'enfant du pays, Pierre Loti. Anti-colbertistes, les Rochelais, qui voient encore, dans la création de Rochefort, une volonté du pouvoir royal de tenir sous ses canons la remuante cité huguenote. Colbertiste encore, M. Jean Gatel, secrétaire d'État à la défense, pour qui l'œuvre réalisée pose « *les jalons d'une grande puissance maritime* » et représente « *une politique de la mer complète, cohérente, élaborée en vue de l'avenir, même lointain, et permettant à notre pays de se hisser au rang des grandes nations maritimes de l'époque* ».

Une hérésie

Anti-colbertiste, M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, qui estime que, dans sa lutte contre « *l'hérésie religieuse de La Rochelle* », Colbert visait, avant tout, une « *hérésie politique* » qui portait en elle la liberté des communes face au pouvoir central, et surtout l'« *hérésie économique* » des huguenots qui demandaient la liberté de commercer, le libre-échange, l'ouverture sur le monde. Et le plus « *girondin* », le plus décentralisateur, le moins interventionniste, en un mot le moins « *colbertiste* » des membres de l'actuel gouvernement, constate que dès le dix-septième siècle « *la modernité était déjà dans notre camp, contre le centralisme, contre la technocratie incommensurablement renforcée par toute l'œuvre de Colbert qui, comme tant d'autres, avant ou après lui, n'ont pas su voir que la raison d'État ne se confond pas forcément avec la raison tout court* », même si « *une grande partie de la gauche française reste, aujourd'hui, fascinée par le colbertisme dont il faut bien voir qu'autant que le marxisme il inspire et sous-tend la politique de nationalisation entreprise après le 10 mai, et fonde sa légitimité* ».

La mémoire collective

La charge paraît bien lourde. Et les journées de Rochefort ont, de fait, fait resurgir quelques ombres sur le stéréotype de l'homme d'État. Car Colbert fut aussi celui qui, fermant la France à la compétition internationale, lui donna des habitudes frileuses qui parfois la hantent encore aujourd'hui. Il fut celui qui organisa le « *peuplement forcé* » du Canada – certains historiens parlent de déportation – et la traite des Noirs africains vers les Antilles, afin d'assurer l'exploitation de nos colonies. Il fut encore celui qui conçut le plus beau fiasco financier de son époque, les « *grandes compagnies* », des sociétés d'économie mixte avant l'heure, qui devaient poser la France en rivale de la Hollande ou de l'Angleterre dans le commerce mondial et qui, pour la plupart, échouèrent lamentablement, étouffées par la technostructure qu'elles avaient sécrétée.

A sa décharge, Colbert a donné un essor considérable aux activités maritimes du pays : il a relancé la construction navale ; il a recréé une flotte militaire, accru de 75 % la flotte marchande. Trois cents ans avant la guerre des Malouines, il s'est servi de l'une et de l'autre, en symbiose, pour accroître la puissance de la France, ce qui lui a permis de créer aux Indes orientales et en Amérique deux empires immenses.

– Et c'est peut-être grâce à lui, ont constaté certains orateurs, qu'aujourd'hui encore la France demeure bien placée dans le théâtre stratégique de l'océan Indien, qu'elle est toujours aux Antilles et que le « *miracle québécois* » perdure. Quant à sa politique sociale en faveur des marins, elle témoigne d'une belle avance sur son temps en instaurant une protection professionnelle poussée et un véritable système d'assurance sociale.

Dès lors, M. Guy Lengagne, secrétaire d'État à la mer, avait quelques raisons de reconnaître, en conclusion du colloque de Rochefort, que « *Colbert nous permet de retrouver nos racines, notre mémoire collective* », mais qu'en même temps « *il nous interroge, nous dérange parfois, en tout cas nous oblige toujours à nous remettre en question* ».

JAMES SARAZIN.

Quand l'armée se retire de Rochefort...

De notre envoyé spécial

Rochefort. – La région rochefortaise vit depuis plus de trois siècles par et pour l'armée, qui entre pour 15 % à 20 % dans l'économie de l'arrondissement, où stationnent 6 500 hommes, tandis que les 600 emplois civils offerts font de l'armée la deuxième entreprise de Rochefort.

Les décisions prises dans le cadre de la loi de programmation militaire pour 1984-1988 vont néanmoins amputer ce capital. La plus importante concerne l'hôpital militaire, qui doit fermer ses portes le 31 décembre prochain, en même temps que ceux de Nantes, de Grenoble et de Bastia. L'établissement emploie 220 personnes, dont 80 civils. Il est doté d'un bloc opératoire tout neuf, d'un service d'urgence et de réanimation moderne et il a fait l'objet de travaux au cours des cinq ou six dernières années pour un total de 10 millions de francs.

« Et pourtant, on le ferme, constate amèrement M. Jean-Louis Frot, le maire (divers droite) de Rochefort. *Cet été, on nous avait promis de maintenir sur place la moitié des effectifs par la création d'un centre régional d'expertises médicales. Or, hier, M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la défense, nous a avoué qu'on n'y conservera guère que dix personnes. »* Le maire s'inquiète aussi de la surcharge que va entraîner pour l'hôpital civil de sa ville l'afflux des inscrits maritimes (retraités de l'armée qui étaient jusqu'ici soignés à l'hôpital militaire).

La loi de programmation militaire prévoit encore de « dégraisser » d'une cinquantaine d'emplois deux autres services installés à Rochefort : le commissariat de la marine et la direction des travaux maritimes. Enfin, l'unité de marine de La Rochelle-Pallice, qui compte une quarantaine d'hommes, va disparaître elle aussi. Toutes ces décisions tombent dans un bien mauvais moment, alors que la région – où la proportion des jeunes dépasse la moyenne nationale – connaît déjà un taux de chômage de 15 %.

J. S.

CORRESPONDANCE

LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE CETTE OUBLIÉE

Après la publication d'un article sur la situation de la voie d'eau en France (le Monde *du 12 octobre), nous avons reçu de M. Marc Schreiber, secrétaire général de l'Association Mer du Nord-Méditerranée, la lettre suivante :*

Puis-je me permettre d'insister sur le paradoxe actuel de la situation de la Compagnie nationale du Rhône : couverte d'éloges par le gouvernement (ainsi M. Fiterman, le 30 septembre, à Fos), devant voir sa mission étendue à l'ensemble des grandes liaisons selon la décision annoncée dans la deuxième loi du IXe Plan – actuellement soumise au Conseil économique et social, – elle a fait l'objet d'une loi (4 janvier 1980), non appliquée bien que votée par le parti majoritaire actuellement. Elle n'a plus de conseil d'administration pouvant se réunir valablement faute de quorum parce que l'État a négligé depuis 1981 de renouveler ses représentants à ce conseil. Elle n'a même plus de président depuis bientôt six mois, car l'État n'a pas jugé opportun de nommer un successeur à M. Bastien Leccia, quand il est devenu sénateur !

En Bretagne

Les chambres de commerce ne peuvent plus payer le déficit de leurs aéroports

De notre envoyée spéciale

Brest. – Les chambres de commerce et d'industrie bretonnes ne peuvent plus payer le déficit des transports aériens de la région. Telle est la conclusion du Livre blanc des transports aériens publié par la chambre régionale de commerce et d'industrie de Rennes.

Les organismes consulaires bretons gèrent huit aéroports (Rennes, Saint-Brieuc, Brest, Lorient, Dinard, Quimper, Morlaix et Lannion) dont les charges augmentent plus rapidement que les recettes, au point que les taxes (redevances passagers, d'atterrissage, de balisage, de stationnement) ne couvrent plus que 38 % des charges. Les frais de fonctionnement et de personnel n'ont cessé d'augmenter, tandis que le transfert de certains services de l'Etat aux concessionnaires sans contrepartie achève d'expliquer le déficit chronique des aéroports bretons.

De 1,9 million de francs en 1977, le déficit est passé à 3,7 millions de francs en 1982 (+ 97 %) et, ce qui est plutôt inquiétant, il augmente avec le trafic : deux cent seize mille passagers ont utilisé les lignes aériennes bretonnes en 1974 ; quatre cent soixante-dix-huit mille en 1982, soit une progression de 121 %. La raison en est simple, selon la chambre régionale, « *il existe un problème général d'aménagement du territoire. Le transport aérien permet le désenclavement d'une région. Or les régions fortes, qui affichent une concentration urbaine importante et un certain poids économique, payent moins cher le transport aérien que les régions défavorisées, dont la Bretagne* ».

Il revient donc aux pouvoirs publics, aux compagnies aériennes, aux collectivités locales et régionales, de participer au financement des lignes aériennes. La chambre régionale propose deux mesures : le doublement de la redevance d'atterrissage et le transfert des moyens financiers correspondant aux charges des concessionnaires. D'autre part, les compagnies aériennes doivent mettre fin à la discrimination tarifaire qui aboutit à alourdir le prix d'un titre de transport en (ou vers la) Bretagne.

En période de difficultés économiques, conclut le Livre blanc, les chambres de commerce doivent avoir les mains libres pour multiplier leurs efforts au profit des entreprises et ne plus mobiliser leurs moyens financiers pour combler les inégalités régionales en matière de transports aériens.

M.-Ch. ROBERT.

SOCIÉTÉ

Distinctions exceptionnelles pour l'équipe française du lanceur européen Ariane

Après le succès du lancement du lanceur européen Ariane, le 19 octobre dernier, les membres français de « l'équipe Ariane » ont été l'objet de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur et dans celui du Mérite (promotion exceptionnelle publiée au *Journal Officiel* du 6 novembre).

Dans l'ordre national de la Légion d'honneur sont *notamment nommés* au grade de chevalier : MM. Jean Le Corre, directeur de la division propulsion liquide et spatiale de la *société européenne de propulsion* (SEP) ; Claude Quièvre, directeur industriel de la société Arianespace ; Jean Van Der Kerckhove, directeur technique adjoint de l'Agence spatiale européenne (ESA).

Dans l'ordre du Mérite, sont notamment promus au grade d'officier : MM. Frédéric d'Allest, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), président de la société Arianespace ; Roger Vignelles, directeur des lanceurs au CNES ; Jean-Pierre Livi, chef d'un groupe d'études au département « études et développement » de la Société européenne de propulsion (SEP).

Dix autres responsables et techniciens ayant participé au développement du lanceur européen ont été nommés au grade de chevalier.

A LA VILLETTE

Six mille places pour les rockers sous les toiles du «Crystal»

Le domaine de la Villette, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, est un vaste champ de foire où l'on aménage actuellement le Musée des sciences et des techniques. Mais pas seulement. Le chantier d'une salle de rock de six mille places, qui sera terminé en janvier prochain, a connu, le samedi 5 novembre, une journée décisive : on a commencé à lever, à l'aide de quatre grues, la charpente métallique et la toiture en toile gris métallisé, d'abord assemblées *au sol. Cette structure couvre* 6 400 mètres carrés et pèse 130 tonnes. L'opération a commencé en présence de M. Jack Lang, ministre de la culture, et du chanteur Johnny Hallyday, qui se produira à la Villette en octobre 1984, tandis que Renaud ouvrira la saison en février.

Construite par une filiale de la Caisse des dépôts pour un coût total de 28 millions de francs, et gérée par elle, la salle *a été demandée* par le ministère de la culture, en attendant l'équipement permanent (dix mille places) qui doit être installé à la porte de Bagnolet, au-dessus du parc de stationnement, au milieu de l'échangeur autoroutier. La salle de La Villette pourra alors être démontée et reconstruite ailleurs.

Avec vingt-quatre poteaux en acier de 15 mètres de haut et des poutres tridimensionnelles de *13 mètres de portée, cette structure* a été montée en un mois, après six semaines de terrassements et de préparation du terrain.

Conçu par une équipe d'architectes, Philippe Chaix et Jean-Paul Morel, et d'ingénieurs, Marc Malinowsky avec le groupe Arcora, l'ensemble est d'une grande sobriété et fait penser à un chapiteau de cirque. On peut toutefois regretter que les poteaux soient destinés à être cachés pour l'essentiel derrière la toile et ne ponctuent pas cet énorme volume de 78 mètres de côté. L'ancienne tour monte-fourrages, vestige des anciens abattoirs, apparaît, aujourd'hui, juste à côté de l'entrée, comme un signal. Nom probable de l'endroit : le Crystal.

M. Ch.

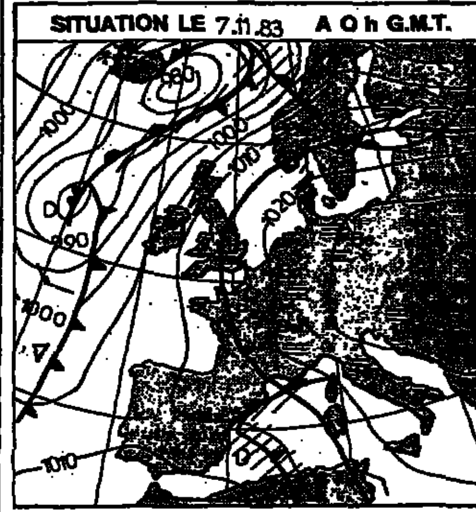
UN NOUVEAU PRÉSIDENT A L'HOTEL DROUOT

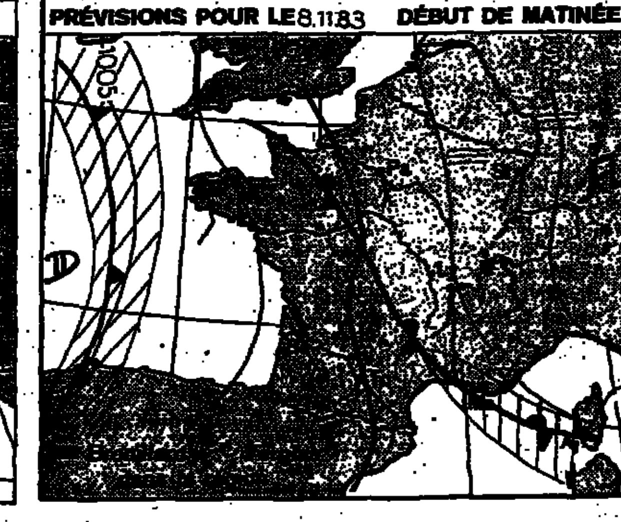
Le nouveau bureau de la Compagnie des commissaires-priseurs parisiens s'est réuni pour la première fois le 3 novembre dans sa nouvelle formation. C'est désormais Me Yannick Guilloux, le président récemment nommé à la tête de l'hôtel Drouot, qui dirigera les quatre-vingt-six commissaires-priseurs de la capitale, soutenu par un bureau ainsi formé : syndic, Me Millon ; rapporteur Me Ribeyre ; secrétaire, Me Mathias ; trésorier, Me Rogeon.

Agé de quarante-deux ans, Me Guilloux, licencié en droit, faisait partie du bureau de la Chambre parisienne depuis cinq ans. Il succède à Me Rostand, qui assumait cette charge depuis six ans. Il est spécialiste des ventes volontaires et s'intéresse particulièrement aux tableaux modernes. M. Guilloux avait pris ses fonctions de commissaire-priseur aux côtés de Me Laurin en 1972, lorsque Me Maurice Rheims s'était retiré pour se consacrer à des activités littéraires.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le lundi 7 novembre à 0 heure et le mardi 8 novembre à minuit.

Une perturbation orageuse formée sur la Méditerranée remonte vers la France donnant des ondées sur la moitié sud de notre pays. L'autre moitié restant sous un régime anticyclonique grâce à la présence de hautes pressions sur l'Europe centrale.

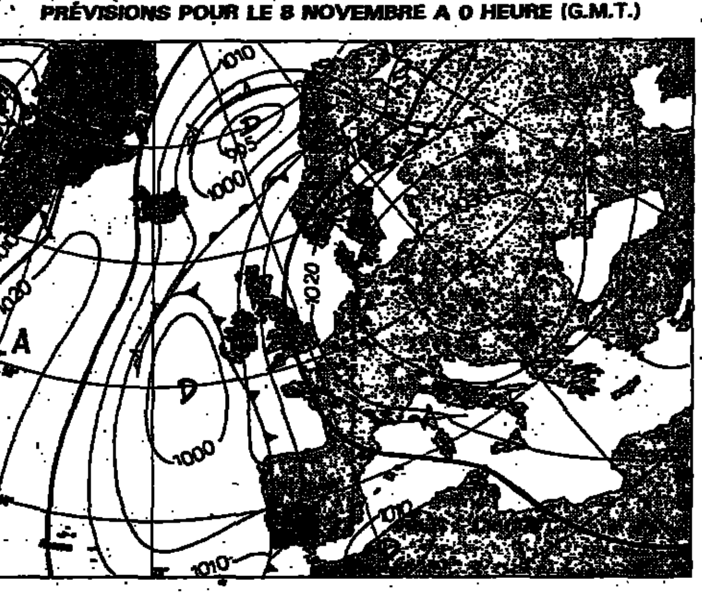
Mardi matin, des pluies et des orages surtout de la Corse à la Côte d'Azur et aux Alpes. Une bande de nuages du Cotentin au Massif Central. Des Ardennes aux Vosges un ciel assez chargé après les brouillards du début de matinée. Sur toute les autres régions, persistance du temps brumeux avec bancs de brouillards épais et souvent tenaces dans les vallées. Les températures resteront supérieures aux normales saisonnières, 5 à 7 degrés dans l'intérieur, 9 à 10 degrés près de la Manche, 10 à 12 degrés sur les côtes Atlantique et Méditerranéenne ainsi que sur l'Aquitaine.

Au cours de la journée, rétablissement du beau temps bien ensoleillé avec seulement un voile de nuages élevés. La Corse et la Côte d'Azur garderont tout de même un ciel assez menaçant et quelques ondées orageuses se déclencheront encore en soirée, à l'approche d'une perturbation circulant sur le proche Atlantique. Les températures en milieu d'après-midi atteindront 15 à 18 degrés sur la moitié nord, environ 20 degrés sur la moitié sud et même 22 degrés sur les régions pyrénéennes.

Dans l'ensemble, le vent soufflera du sud mais restera modéré.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 7 novembre à 7 heures : 1 016,6 millibars soit 762,5 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 8 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 6 novembre au 7 novembre) : Ajaccio, 21 et 10 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 19 et 13 ; Bourges, 16 et 7 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 18 et 6 ; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 18 et 7 ; Dijon, 8 et 4 ; Grenoble, 17 et 3 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 15 et 4 ; Marseille-Marignane, 20 et 12 ; Nancy, 9 et 6 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 12 ; Paris-Le Bourget, 16 et 5 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 18 et 14 ; Rennes, 17 et 8 ; Strasbourg, 8 et 7 ; Tours, 17 et 6 ; Toulouse, 18 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 12 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 20 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Bonn, 16 et 3 ; Bruxelles, 11 et 4 ; Le Caire, 26 et 13 ; îles Canaries, 25 et 16 ; Copenhague, 10 et 6 ; Dakar, 29 et 25 ; Djerba, 25 et 21 ; Genève, 9 et 7 ; Jérusalem, 19 et 12 ; Lisbonne, 21 et 13 ; Londres, 15 et 10 ; Luxembourg, 11 et 3 ; Madrid, 19 et 10 ; Moscou, 6 et 4 ; Nairobi, 26 et 17 ; New-York, 9 et 3 ; Palma-de-Majorque, 22 et 16 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 11 et 7 ; Tozeur, 28 et 21 ; Tunis, 22 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

EXPOSITIONS

PHOTOGRAPHIE. — Bernard Asset, photographe spécialisé dans les reportages de courses d'automobiles, expose ses photographies du 8 novembre au 20 décembre *au Centre de formations technologiques* Gobelins, 73, boulevard Saint-Marcel, 75013 Paris (du lundi au vendredi, de 12 heures à 17 heures).

FORMATION PERMANENTE

STAGE DU C.H.E.A.M. — Le *quarante-quatrième stage de perfectionnement* du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM) débutera le 9 novembre et durera jusqu'au 13 juin 1984. Des conférences et des « tables rondes » consacrées aux problèmes actuels d'ordre social, politique, économique *et culturel des diverses régions* d'Afrique, d'Asie, du Pacifique et des Caraïbes auront lieu un jour par semaine, le mercredi.

Ce stage est, en principe, réservé aux fonctionnaires, aux agents de l'Etat et aux cadres du secteur privé présentés soit par leur administration, soit par leur établissement.

★ Secrétariat du CHEAM, 13, rue du Four, 75006 Paris. Téléphone : 326-96-90.

RÉGIONS

LE NORD A L'HONNEUR. — Désireuse de promouvoir la littérature et l'édition régionales, la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais accueille, du 7 au 18 novembre, dans ses locaux à Paris, les auteurs et les éditeurs régionaux. Les écrivains dédicaceront leurs ouvrages, de 12 heures à 18 heures.

★ 18, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 770-59-62.

SANTÉ

SANTÉ ET BONNE CHÈRE. — « L'Albaron », centre permanent de formation de la Croix-Rouge française, organise un stage d'équilibre alimentaire, du 9 au *12 novembre, à Modane* (Savoie). Principaux chapitres de cette formation, qu'animera le docteur René Gentils, auteur de *l'Équilibre alimentaire* : les besoins alimentaires, les intoxications et principales erreurs alimentaires, la cuisine quotidienne, la ration alimentaire de l'adulte sain et de l'enfant.

★ B.P. 40, 73500 Modane. Tél. : (79) 05-18-33.

VIE QUOTIDIENNE

CONSULTATIONS NOTARIALES GRATUITES. — *Informations notariales pour tous,* bulletin trimestriel de relation entre le notariat et le grand public, fait le point, dans son numéro de septembre-octobre, sur les consultations notariales gratuites et anonymes organisées dans de nombreuses villes de France par les chambres départementales de notaires et publie les dates et lieux de ces consultations.

Ce numéro indique aussi comment gérer un patrimoine, notamment *par les placements et emprunts chez les notaires.* Il est disponible pour le prix de 10 F à Notariat 2000, B.P. 5, 19230 Pompadour (joindre deux timbres pour les frais de port).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 6 novembre :

DES DÉCRETS

● Fixant les attributions de l'inspecteur général de la gendarmerie nationale.

● Modifiant le décret du 18 juillet 1983 fixant les attributions de la direction des affaires juridiques.

DES ARRÊTÉS

● *Relatif* au recrutement des cadres de réserve parmi les jeunes gens accomplissant le service militaire actif.

● Relatif à l'organisation des épreuves pratiques et théoriques de l'examen du certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés pour la session de 1984.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

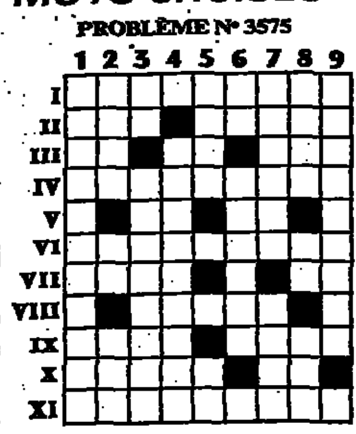
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

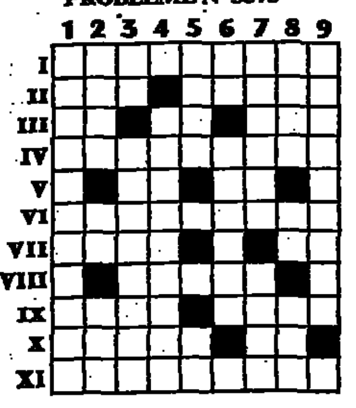
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3575





HORIZONTALEMENT

I. Autant elle nous fait dormir, autant il peut nous faire rire. — II. Ne se trouve pas dans un champ. Machin à laver. — III. Cité. Ouverture d'un compte. Exemple de collectivisme russe. — IV. Pourrait donc être perçue, mais ne peut être touchée. — V. Négation. Symbole de pureté. — VI. Caractère peu agressif. — VII. Nom d'un endroit ou prénom à l'envers. Se prend à tout âge. — VIII. Petit gommeux. — IX. Tranches. D'un auxiliaire. — X. La récompense d'une bonne action. A la tête d'un pays. — XI. Tourne beaucoup pour la télévision.

VERTICALEMENT

1. Paradis qui, pour les cabots, peuvent devenir l'enfer. — 2. Met en boule *en faisant la tête. Négation.* Instrument à corde. — 3. Ile de France. Autant la cour le relaxe, autant les cours le contractent. — 4. Ses idées le conduisent immanquablement au bloc. — 5. Facile à semer mais assez difficile à faire partir. Elu par le chef. — 6. En avance. Sa finesse confère une certaine distinction. — 7. N'est pas sujet aux problèmes de peau. Du plus grand intérêt pour une faible usure. — 8. On y aspire à tout âge. Possessif. Départ d'une course. — 9. Attitude condamnable *(pluriel)*.

Solution du problème n° 3574

Horizontalement

I. Bouquetière. Top. — II. Ou. Homnête. — III. Utricule. Uvales. — IV. Actionnaire. — V. Orchestre. Ergot. — VI. Ne. Osseuse. Aria. — VII. Litière. Rotas. — VIII. Si. Tari. Décimer. — IX. Eques. Epi. Tomai. — X. Nus. Ramoneur. — XI. Te. Litham. Xe. — XII. Estima. Gazons. — XIII. Anal. Unanimes. — XIV. Chronomètre. Ile. — XV. Eden. Ni. Sa. Ecus.

Verticalement

1. Bouton. Sentence. — 2. Out. Reliques (allusion à une fable de La Fontaine). HD (Henri Decoin). — 3. Rac. Us. Tare. — 4. Quichotte. Linon. — 5. Ctésias. Iman. — 6. Ecuisser. Etalon. — 7. Loterie. Mi. — 8. Enrue. Prague. — 9. Eh. Nés. Diamants. — 10. Roua. Ere. *Zara. — 11. Envie. Octogone.* — 12. Narration. Ni. — 13. Télégramme. SMIC. — 14. Ote. Oiseaux. Elu. — 15. Peseta. Rire. Ses.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 NOVEMBRE

« Ils perpétuent Colbert », 15 heures, 11, quai Conti, Mme Hulot.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M. Jaconet.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue, Saint-Antoine, Mme Senant (Caisse nationale des monuments historiques).

« De Beaubourg à Saint-Gervais », 14 h 30, métro Rambuteau (Art et promenades).

« Hôtel des Ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« De Giotto à Léonard de Vinci », 15 heures, musée du Louvres, Porte Denon (P.-Y. Jaslet).

« Le Pont-Neuf », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Autour de la rue Saint-Denis », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« De Baal à Astarte », 15 heures, entrée, Petit Palais (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Mme Roman).

Le Monde

La guerre d…

HALTÉROPHILIE

Quatre Canadiens accusés de détention d'anabo…

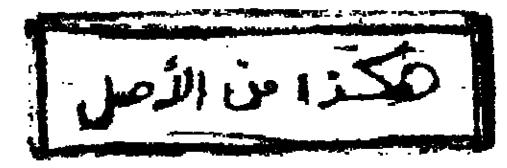
HIPPISME

Idéal du Gazeau sera suédois

JEUX OLYMPIQUES

Stenmark n'ira pas à Sarajevo





MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3575

PARIS EN VISITES

Le Monde

sports

La guerre du tennis n'aura pas lieu

En marge du tournoi de Wembley, qui débute ce lundi 7 novembre dans la banlieue de Londres, le Conseil professionnel du tennis, qui réunit les représentants de la Fédération internationale des organisateurs de tournois et des joueurs sous la présidence de Philippe Chatrier, va décider s'il accepte les conditions de l'armistice proposé par le P.-D. G. de la W.C.T. (World championship of Tennis), Lamar Hunt. Le milliardaire texan, qui abandonne le procès intenté à la Fédération internationale pour violation de la loi antitrust, demande en contrepartie que le circuit officiel accueille et protège notamment les deux grands tournois de son circuit – Dallas et Forest- Hill. Des conditions acceptables pour les représentants du tennis officiel si Lamar Hunt ne les assortit pas, en dernière minute, de prétentions financières exorbitantes comme celles qui ont déjà fait capoter les négociations en septembre dernier.

Lamar Hunt a hissé le drapeau blanc. Le milliardaire texan, qui était parti à l'assaut de l'empire du tennis, loi antitrust au clair, a renoncé. Pour sauver ce qui pouvait encore l'être de son circuit, il a préféré demander grâce aux instances officielles qu'il voulait abattre. Etrange aventure d'un homme qui voulait diriger un sport comme il spécule en Bourse.

Son histoire aurait fort bien pu servir de canevas au feuilleton télévisé « Dallas ». il y a, an effet, du J. R. Ewing dans le troisième des douze enfants de La Fayette Hunt, mort en 1974 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, après avoir fait fortune en jouant au poker et en spéculant sur le pétrole. Outre quelques millions de dollars, le fils a hérité du père le goût du jeu et le sens des affaires.

Le monde du sport découvre cet ancien étudiant de la Southern Methodist University (S.M.U.) en 1960, lorsqu'il décide de s'offrir une équipe de football américain. Afin de protéger les intérêts de l'équipe locale existant dejà, la Fédération nationale (N.F.L.) s'y oppose. Hunt crée alors une fédération dissidente (A.F.L.) qui permet à ses « Texans » de jouer pendant douze ans. A l'époque, Hunt, qui réalise d'énormes bénéfices sur les marchés de l'argent-métal et du soja, ne s'intéresse pas au tennis. Mais il fait la connaissance d'un autre promoteur de football, Dave Dixon. Apprenant que, à partir de 1968, les joueurs de tennis professionnel seront admis dans les tournois officiels, celui-ci décide d'organiser un « show » itinérant de grands joueurs. Huntprend 15 % de l'affaire, baptisée World championship of Tennis (W.C.T.). Le public ne mord pas à l'hameçon de ces exhibitions. Dave Dixon se retire. Hunt reprend l'affaire à son compte, en engageant un administrateur expert en tennis, Mike Davies, qui relance le W.C.T. sur de véritables bases sportives.

Une à une les plus fines raquettes de l'époque s'engagent sous cette bannière. A tel point que, après avoir tenté de mettre Hunt à l'index, la Fédération internationale, qui installe lentement, sous l'impulsion de Jack Krammer, un Grand Prix, c'est-à-dire le circuit open actuel, est forcée de négocier. Yalta de la petite balle. En 1973, le milliardaire texan devient « propriétaire » des cinq premiers mois de l'année, qu'il est libre d'organiser à sa guise, en l'occurrence vingt-deux tournois et quatre super-tournois, dont Dallas, siège de sa compétition-fétiche.

Surenchères

Son triomphe paraît total lorsque l'Américain Connors et le Roumain Nastase, au faîte de leur gloire, signent avec lui. Pourtant, ce succès même mine sournoisement l'entreprise Hunt. Alors que le milliardaire texan doit payer de plus en plus cher les champions qui jouent pour lui, le Grand Prix de la Fédération internationale prend de plus en plus d'importance avec, comme pôle d'attraction, les tournois du grand chelem, c'est-à-dire Roland-Garros, Wimbledon et les Internationaux des Etats-Unis. Six ans après avoir tenu le tennis professionnel dans sa main, Hunt doit « passer », comme disent les joueurs de poker. En dépit des milliards que lui rapporte la crise pétrolière, il n'a pas les reins assez solides pour faire face aux formidables surenchères qui sont faites autour de la petite balle.

Peu rancunière, la Fédération internationale, dont le Grand Prix s'étend désormais aux cinq continents avec près de quatre-vingt-dix tournois dotés de plus de 10 millions de dollars, ne lui donne pas pour autant le coup de grâce. A partir de 1978, la W.C.T. garde huit semaines dans le calendrier. Et la roue tourne encore une fois : le tennis attire toujours plus de public et plus d'argent.

Aussi, en 1982, Hunt repart en guerre contre le tennis officiel. La W.C.T. organise vingt-deux tournois dotés de 300 000 dollars, dont 100 000 dollars au vainqueur. Rude concurrence pour le Grand Prix, qui, en dépit de ses quatre-vingt-quatre tournois, ne peut pas offrir plus aux meilleurs. L'attaque ébranle un moment l'unité du Conseil professionnel, qui réunit la Fédération internationale, les organisateurs de tournois et les joueurs. L'intérêt de ceux-ci est d'obtenir le maximum de ressources.

Philippe Chatrier, qui a pris en main les destinées de la Fédération internationale et du Conseil professionnel, organise alors la contre-attaque : des règles obligeant les joueurs à donner la priorité aux circuits officiels sont édictées. Le Suédois Bjorn Borg, qui ne veut pas s'y plier, doit prendre sa retraite. Le Tchécoslovaque Ivan Lendl en profite, lui, pour délester de quelques millions de dollars la W.C.T. Grand tumulte aussi dans les coulisses du tennis : Mike Davies est allé chez les « légalistes », tandis qu'Owen Williams est passé avec armes et bagages du Conseil professionnel à la W.C.T. A la fin de l'année, Hunt doit néanmoins faire ses comptes : il est dans le rouge. Une nouvelle fois il doit opérer des coupes sévères dans son circuit.

Des millions de dollars

Le milliardaire texan change alors de tactique : début 1983, il attaque en justice les trois composantes du Conseil professionnel. La W.C.T. n'arrive pas à vivre parce que le Grand Prix exerce un monopole sur le tennis professionnel, affirme-t-il, en brandissant la loi antitrust. De part et d'autre, les avocats se mettent au travail. Des millions de dollars sont en jeu. L'issue du procès est lointaine et incertaine.

Fort de son bon droit, Philippe Chatrier envoie néanmoins des émissaires à Hunt. Le milliardaire accepte de négocier. En septembre dernier, un accord semble trouvé lorsque Hunt demande inopinément que la W.C.T. soit remboursée des frais de justice qu'elle a déjà engagés. Deux nouveaux mois de tractations sont nécessaires pour parvenir à l'armistice : la W.C.T. va réintégrer le Grand Prix avec seulement cinq tournois, dont le Masters de Dallas et le Tournoi des champions de Forest-Hill.

Le grand patron du tennis professionnel du début des années 70 se retrouve sur un strapontin du Grand Prix. Une place à laquelle il aura sûrement du mal à se tenir. Toutefois, Lamar Hunt, en fumant le calumet de la paix avec Philippe Chatrier, semble avoir compris que, à l'heure actuelle, le plus grand danger pour le tennis, ce sont les exhibitions et les garanties, qui rapportent plus aux stars de la raquette que les gains en tournoi. Le grand chef du tennis-business et le grand chef du tennis officiel pourraient donc faire un bout de route ensemble pour résoudre ces problèmes, avant d'entamer éventuellement une nouvelle querelle...

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

LES HOMMES DU P.-S.-G.

Mustapha Dahleb, dix ans de fidélité

Trois jours après son baroud d'honneur européen sur le terrain de la Juventus de Turin, le Paris-Saint-Germain jouait gros, samedi 5 novembre au Parc des Princes, en recevant les Girondins de Bordeaux devant plus de quarante mille spectateurs. Une défaite aurait relégué les joueurs de la capitale à cinq points de leurs adversaires du jour et des Monégasques. Autant dire qu'à l'approche de la mi-championnat ils auraient perdu leurs dernières chances pour le titre. Une victoire, au contraire, les maintiendrait en course à la troisième place à trois points de Monaco et à un point de Bordeaux.

Avec l'Allemand Rohr et pas moins de six anciens ou actuels défenseurs de l'équipe de France (Battiston, Trésor, Domenech, Tusseau, Specht et Tigana) regroupés devant leur gardien de but, les Bordelais avaient choisi de faire front et de miser sur la contre-attaque. Une tactique qui s'avérait payante après douze minutes de jeu. Une échappée de Thierry Tusseau sur l'aile gauche, un centre suivi d'une reprise de volée d'Alain Giresse, et les Girondins ouvraient le score.

Assiégés sur leurs buts, les Bordelais organisaient leur résistance autour de Marius Trésor, qui repoussait de la tête la plupart des centres. Collectivement, ils piégeaient, maintes fois, les attaquants parisiens en position hors jeu jusqu'à la 64e minute, où, déjouant l'une de ces tentatives, Luis Fernandez et Jean-Marc Pilorget combinaient pour permettre au second d'aller battre le gardien bordelais.

Le dernier rescapé

La rencontre atteignait alors une rare intensité avec de nombreuses occasions de but de part et d'autre. Les Girondins, orchestrés par Giresse, jouaient habilement le contre. Les Parisiens multipliaient les assauts et allaient être récompensés de leurs efforts à trois minutes de la fin du match. Au prix d'une faute non sanctionnée sur Tigana, Michel N'Gom parvenait à centrer. Dominique Rocheteau servait de relais et Safet Susic signait la victoire du P.S.G.

Si l'ambition et la volonté de vaincre n'ont jamais manqué aux Parisiens, le temps est révolu où leur rendement était étroitement lié au comportement de leur meneur de jeu Mustapha Dahleb. La maîtrise technique, les dribles et les ouvertures de Safet Susic, les percées balle au pied de Dominique Rocheteau, la vitesse de course et les initiatives imprévisibles de Michel N'Gom et d'Alain Couriol, les incursions opportunes de Luis Fernandez, Pascal Zaremba ou Jean-Marc Pilorget, s'ajoutent désormais à la vision du jeu de l'Algérien pour donner enfin à l'équipe le potentiel offensif d'un candidat au titre.

Transféré de Sedan en 1974 pour l'accession du P.-S.-G. à la première division, Mustapha Dahleb est sur le terrain le dernier rescapé de cette époque. En dix ans, il a connu deux présidents, sept entraîneurs, une centaine de coéquipiers, l'exaltation des premières heures, les crises de croissance, le procès de la caisse noire et de la double billetterie, les premiers succès en Coupe de France. Que retient-il de cette aventure ? *« L'excellente ambiance qui a toujours régné entre les joueurs et qui a permis de sauver le club dans les moments difficiles. »*

Moment historique

Sollicité par le Real Madrid, le Bayern de Munich et Anderlecht, il est resté fidèle au P.-S.-G. malgré ses tergiversations au moment du renouvellement des contrats. Pourquoi ? *« Paris est une belle ville. »* Avec un peu de mélange de pudeur et de dialectique très orientales, il possède l'art d'éluder les questions relatives aux périodes de tension.

Ne regrette-t-il pas d'être arrivé trop tôt et d'avoir dû attendre ses trente ans pour gagner son premier titre et disputer une Coupe du monde ? *« Ma carrière n'est pas terminée. J'ai encore deux ans de contrat. »* Sa nationalité algérienne l'a-t-elle empêché de devenir une vedette, à l'instar de footballeurs moins doués ? *« Les Français s'intéressent plus à ceux qui jouent en équipe de France. C'est normal. »*

Né à Bougie mais arrivé en France, dans les Ardennes, à l'âge de quatre ans, se sent-il travailleur émigré ? *« Je me sens déraciné, mais je ne me suis jamais coupé de mes racines et j'aimerais que mes deux enfants fassent de même. C'est important de garder son entité. Après ma carrière, je rentrerai chez moi. »* Pour Mustapha Dahleb, ce lundi ne sera d'ailleurs pas un jour comme les autres à cause de la première visite officielle en France d'un président de la République algérienne. *« C'est un moment historique, et je suis très flatté d'avoir été invité à toutes les cérémonies. »*

GÉRARD ALBOUY.

HALTÉROPHILIE

Quatre Canadiens accusés de détention d'anabolisants

Quatre membres de l'équipe canadienne d'haltérophilie, qui venaint de Moscou où ils avaient participé aux championnats du monde ont été récemment arrêtés par les douaniers de l'aéroport de Montréal. Dans les bagages des quatre athlètes, Mario Parente, Terrence Hadlow, Jacques Demers et Michel Pietracupo, 22 515 tablettes de stéroïdes anabolisants, 712 comprimés de testostérone et des seringues ont été découverts.

Les haltérophiles comparaîtront le 7 décembre devant les tribunaux pour avoir enfreint la loi canadienne sur les stupéfiants.

HIPPISME

Idéal du Gazeau sera suédois

Triple champion du monde de trot (1981, 1982, 1983), Idéal du Gazeau *a été vendu à un consortium d'éleveurs suédois et finlandais pour une somme qui n'a pas été révélée. Le trotteur rejoindra le haras d'Aleboek (Suède) à la fin du mois de décembre pour y faire une carrière d'étalon.*

La gérance du haras des Dunes, à Saint-Jean-Le Thomas (Manche) a indiqué qu'une seule proposition d'achat en dehors de celle des scandinaves avait été formulée par les haras nationaux français. La proposition est cependant intervenue trop tard pour pouvoir être honorée.

JEUX OLYMPIQUES

Stenmark n'ira pas à Sarajevo

Le skieur suédois Ingemar Stenmark, champion olympique de slalom géant et de slalom spécial à Lake-Placid en 1980, ne pourra pas défendre ses titres à Sarajevo l'hiver prochain. La décision prise par le conseil de la Fédération internationale de ski (FIS), réuni le 6 novembre à Berne, n'est pas une surprise. Titulaire d'une licence B qui lui permet de signer des contrats avec des commanditaires, le Suédois aurait pu avoir l'autorisation de skier à Sarajevo s'il avait accepté de dévoiler la nature et le montant de ses contrats et de bloquer ses revenus sur un compte de la Fédération suédoise de ski. Stenmark a refusé. Il aurait gagné près de 4 millions de dollars (32 millions de francs) depuis 1975.

Hanni Wenzel, la skieuse du Liechtenstein, risque de se retrouver dans la même situation : « Pour des raisons de principe, les deux skieurs devaient être traités de la même manière. Les décisions prises par la Fédération ont été dictées par un souci de justice envers tous les skieurs qui ont renoncé aux privilèges de la licence B pour pouvoir participer aux Jeux », *indique le communiqué de la FIS. Mais Hanni Wenzel, qui vient de rendre cette licence B, aura peut-être l'autorisation de skier en Yougoslavie. La décision finale sera prise par le Comité international olympique (C.I.O.). Le 5 février, juste avant le début des compétitions.*

AUTOMOBILISME

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DE PILOTAGE DU CASTELLET

Eric Bernard succède à Paul Belmondo

De notre envoyé spécial

Le Castellet. – Chaque année à l'automne, les écoles de pilotage désignent leurs lauréats. Deux semaines après avoir attribué à Michel Trollé, âgé de vingt-quatre ans et originaire de Lens, son « volant » de Magny-Cours (Nièvre), l'entreprise pétrolière Elf, la plus solide filière qui a pour vocation de conduire les jeunes pilotes à la formule 1, a désigné, samedi 5 novembre, le lauréat du Castellet (Var) : Eric Bernard, âgé de dix-neuf ans, et originaire de Martigues. Les deux pilotes courront la saison prochaine en formule Renault.

« C'est un scandale ! » M. Alesi père n'a pas apprécié que son fils Jean soit déclaré battu, au terme d'une épreuve de barrage en finale du « volant Elf » de l'école de pilotage du Castellet. Et en termes discourtois, il l'a fait savoir aux membres du jury, qui, par cinq voix contre quatre, ont considéré que Eric Bernard, malgré un tête-à-queue, avait bien été le meilleur sur l'ensemble des épreuves.

Coup rude donc pour le jeune Avignonnais, qui, après avoir échoué deux années consécutives dans les épreuves du « volant Marlboro », a été battu une nouvelle fois. A dix-neuf ans, Jean Alesi a ainsi laissé passer sa chance d'être pris en charge financièrement par Elf pour la saison prochaine. Le désavantage n'est pas mince. Car la plupart des pilotes qui se sont fait un nom dans le sport automobile sont d'anciens lauréats de ce volant. Patrick Tambay en a été le premier vainqueur en 1972, un avant avant Didier Pironi. Alain Prost, qui a été lauréat en 1976, estime que, faute d'argent, il n'aurait pas fait carrière s'il n'avai t pas choisi cette voie.

Affaire d'argent

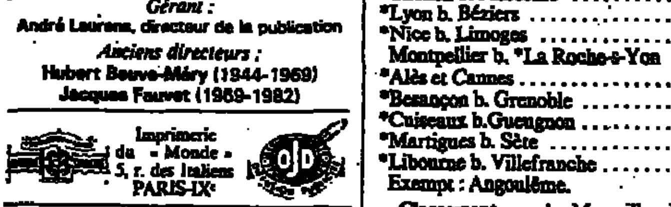
Une chance que n'a pas ratée Eric Bernard. Le jeune homme vient d'obtenir un brevet d'études professionnelles d'agriculture. Il pratique le karting depuis l'âge de onze ans. A cela, rien d'original. La majorité des pilotes ont débuté au volant de ces petites machines. A ce jeu-là, il a accumulé les titres et a fait partie de l'équipe de France jusqu'au jour où, en 1982, faute d'argent, il n'a pu terminer sa saison.

L'argent ? C'est bien ce qui fait le plus défaut aux jeunes pilotes. La plupart doivent se tourner vers leur famille pour payer tout ou partie des cours de pilotage, qui, pour une saison, s'élèvent à près de 10 000 F. Certains obtiennent aussi des subsides de la Fédération française du sport automobile. La compétition n'est pas accessible à toutes les bourses. Elf mettra ainsi, en 1984, à la disposition de ses deux lauréats une formule Renault, une monoplace, du même type que celle qui avait été confiée, il y a un an, à Paul Belmondo, le fils du comédien.

Les jeunes pilotes devront néanmoins trouver eux-mêmes les commanditaires qui leur permettront de financer leurs dépenses. Le pétrolier a, depuis plusieurs années, réduit son budget de formation des pilotes. Les dirigeants français se sont pourtant aperçus que le nombre de jeunes talents avaitvdiminué au fil des années. François Cevert, Patrick Depailler, ont trouvé la mort sur les circuits. Jean-Pierre Jabouille et Didier Pironi ont été victimes d'accidents graves. Jacques Laffite est désormais le doyen du peloton. Restent Patrick Tambay, Alain Prost et René Arnoux pour défendre les chances françaises dans le championnat du monde. Dans ces conditions, le pétrolier pourrait bien annoncer, dans les semaines à venir, sa décision d'intensifier son effort. Chez Elf, on ne s'est pas encore remis de l'échec d'Alain Prost et de Renault dans le championnat du monde !

GILLES MARTINEAU.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Sixième journée)

*Stade Français b. Avignon	93-79
Le Mans b. *Villeurbanne	89-88
*Limoges b. Lyon	113-98
Orthez b. *Reims	80-67
Monaco b. *Challans	84-79
*Antibes b. Vichy	92-80
*Tours b. Caen	85-77

Classement. – 1. Orthez, 17 pts ; 2. Limoges, Stade Français, 16 pts ; 4. Le Mans, 15 pts ; 5. Antibes, Tours, 14 pts ; 7. Villeurbanne, Lyon, 12 pts ; 9. Caen, Avignon, Monaco, 10 pts ; 12. Challans, Vichy, 8 pts ; 14. Reims, 6 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Dix-septième journée)

*Monaco b. Strasbourg	1-0
*Paris-S.-G. b. Bordeaux	2-1
*Auxerre b. Nancy	4-0
Nantes b. *Brest	1-0
*Lens b. Laval	2-1
*Bastia b. Lille	1-0
*Saint-Etienne b. Rouen	1-0
*Toulon b. Sochaux	1-0
*Rennes b. Nîmes	1-0

*Metz-Toulouse (match arrêté à cause du brouillard).

Classement. – 1. Monaco, 26 pts ; 2. Bordeaux, 24 pts ; 3. Auxerre, Paris-S.-G., Nantes, 23 pts ; 6. Strasbourg, 21 pts ; 7. Lens, 18 pts ; 8. Toulouse, Lille, Laval, 16 pts ; 11. Rouen, Sochaux, 15 pts ; 13. Toulon, Bastia, Nancy, 14 pts ; 16. Brest, Saint-Etienne, Nîmes, 13 pts ; 19. Metz, 11 pts ; 20. Rennes, 10 pts.

DEUXIÈME DIVISION

Groupe A
(Dix-huitième journée)

*Thonon et Marseille	1-1
*Lyon b. Béziers	3-0
*Nice b. Limoges	4-0
Montpellier b. *La Roche-s-Yon	4-0
*Alès et Cannes	2-2
*Besançon b. Grenoble	3-1
*Cuiseaux b. Gueugnon	3-0
*Martigues b. Sète	2-0
*Libourne b. Villefranche	2-0

Exempt : Angoulême.

Classement. – 1. Marseille, Lyon, 27 pts ; 3. Nice, Limoges, 25 pts ; 5. Montpellier, 23 pts ; 6. Cannes, 21 pts ; 7. Thonon, 20 pts ; 8. Alès, 19 pts ; 9. Grenoble, 17 pts ; 10. Gueugnon, 16 pts ; 11. Besançon, Martigues, Béziers, Sète, 15 pts ; 15. Angoulême, Villefranche, 13 pts ; 17. Cuiseaux-Louhans, La Roche-s-Yon, Libourne, 12 pts.

Groupe B
(Seizième journée)

*Tours b. Stade Français	1-0
*Le Havre b. Châteauroux	6-0
*R.C. Paris b. Dunkerque	6-0
*Mulhouse b. Reims	2-1
Angers b. *Guingamp	2-1
Orléans b. *Sedan	1-0
*Quimper et Valenciennes	1-1
*Red Star b. Abbeville	2-1
*Montceau et Roubaix	0-0

Classement. – 1. Tours, Le Havre, 25 pts ; 3. R.C. Paris, Stade Français 92, 21 pts ; 5. Mulhouse, Reims, 19 pts ; 7. Guingamp, Orléans, 18 pts ; 9. Valenciennes, 16 pts ; 10. Châteauroux, 14 pts ; 11. Sedan, Red Star, 13 pts ; 13. Abbeville, Angers, 12 pts ; 15. Montceau, Quimper, 11 pts ; 17. Roubaix, Dunkerque, 10 pts.

Cyclisme

RETOUR DE BERNARD HINAULT

Pour son retour à la compétition, dimanche 6 novembre au cyclo-cross de Cuiseaux, Bernard Hinault, associé avec Daniel Perret, le champion de France de la spécialité, a gagné l'épreuve disputée sur 30 kilomètres, sous forme de relais à l'américaine.

Rugby

TOURNÉE DES AUSTRALIENS

L'équipe d'Australie, en tournée, a été battue 15 à 9, le 6 novembre à Perpignan, par une sélection française. Les deux équipes ont marqué un essai transformé, mais les Français ont réussi trois transformations contre une aux Australiens. Pour le premier test-match, le 13 novembre à Clermont-Ferrand, l'équipe de France aura la composition suivante : Lafond, Lagisquet, Sella, Codorniou, Estève ; Lescarboura, Gallion, Erbani, Joinel, Rives (cap.) ; Orso, Condom ; Garuet, Dintrans, Cremaschi.

Tennis

TOURNOI DE STOCKHOLM
(250 000 dollars)

Quart de finale : Smid (Tch.) b. Leconte (Fr.), 6-1, 6-4. Demi-finales : Wilander (Suède) b. Gerulaitis (E.-U.), 6-3, 6-3 ; Smid b. Fleming (E.-U.), 5-7, 6-4, 7-6.

Le Monde

culture

THÉATRE

STREHLER AU THÉATRE DE L'EUROPE, AVEC « LA TEMPÊTE »

Un homme de clarté

Le Théâtre de l'Europe a été inauguré le 3 novembre à l'Odéon, avec la Tempête, en italien, par le Piccolo Teatro de Milan dans la mise en scène de son directeur Giorgio Strehler, qui dirige aussi ce Théâtre de l'Europe, institution créée et subventionnée par le ministère de la culture (le Monde du 17 février).

Giorgio Strehler a monté la Tempête à plusieurs reprises. La dernière version date de 1977. Celle d'aujourd'hui, dit-il, est nouvelle. Et s'il l'a choisie, c'est qu'elle illustre de façon claire et éclatante le thème de cette première saison : « Théâtre, illusion, pouvoir. ».

La Tempête raconte une histoire fondée sur l'illusion. Le magicien Prospero veut dominer la nature, les rêves et les actes des hommes. Il est leur metteur en scène. Il est aussi duc de Milan, dépossédé par son frère, et exilé avec sa fille Miranda sur cette île qu'il a colonisée. Il a domestiqué *Ariel*, l'esprit de l'air, et tient en esclavage le Noir Caliban, premier habitant du pays. Il fabrique la tempête qui jette sur son rivage l'usurpateur et quelques *compagnons*.

Une tempête de théâtre : des toiles bleues se gonflent. Derrière un tulle tangue l'ombre d'une caravelle. Dans les coulisses, la musique imite *le vent qui rugit, le claquement des* vagues. Les rideaux s'abattent, sont happés dans les cintres. Apparaît un mât dangereusement penché. Les hommes se débattent comme *s'ils* devaient réellement lutter contre l'océan de toile qui les submerge et d'où surgit Prospero, dieu marin, chef d'orchestre qui apaise l'ouragan. La soufflerie s'arrête, les vagues ne sont plus que du tissu bleu qui se retire et dégage le plateau nu, avec pour seul décor un cercle de sable neigeux, et, au fond, les panneaux blancs lumineusement laiteux.

Ces vibrations de clarté, ce jour transparent, on les rencontre peut-être quelque part dans le ciel, au-dessus d'une masse cotonneuse de nuages, mais, sur terre, ils n'existent que par la magie de Giorgio Strehler.

Magie théâtrale : les évolutions d'Ariel accroché par un filin-oiseau, feuille d'arbre blanc, ange à la trompette, *Pierrot ou chauve-souris vampiresque*, qui croasse et investit les cauchemars de l'usurpateur... Quand enfin Prospero lui accorde la liberté, *ses mouvements gardent leur* fluidité, mais en lui quelque chose se passe, qu'il écoute avant de tenter quelques pas, émerveillé.

A l'exception de Giulia Lazzarini (Ariel) et de Tino Carraro (Prospero), notamment à la fin du spectacle, les acteurs que Giorgio Strehler, malade, n'a pas pu faire répéter, sont trop confortablement installés dans l'histoire. Ils n'apportent pas la présence de l'ombre, les risques du mystère. L'interprétation, née des déséquilibres de notre époque, sur les ambiguïtés de la colonisation, en devient linéaire.

Au sens propre comme au sens figuré, Giorgio Strehler est homme de clarté. Sa mise en scène est une composition de dessins essentiels, pas une ligne n'en échappe. Il montre la *magie, l'illusion, la fragilité* du théâtre et son pouvoir, c'est là qu'il nous convainc, qu'il nous fascine.

COLETTE GODARD.

★ Odéon-Théâtre de l'Europe, 20 heures, juqu'au 17 novembre.

La mort de Reiser

(Suite de la première page.)

Pas de combat, pas de drapeau, nulle autre chapelle que celle des adeptes de la dérision et de l'amicale des grands prêtres de *Hara-Kiri*, cercle restreint et, depuis 1960, fidèle. Le tout servi par un talent de graphiste éclaté, mobile, vivant, et de scénariste tourbillonnant nourri par l'observation — enthousiaste et méticuleuse — des petits faits, des petites scènes, des petites attitudes qui font la vie des gens.

Un petit bonhomme ébloui, l'œil clair et pétillant, au visage d'enfant, curieux de tout, posant à propos de tout les questions que les gens raisonnables n'osent plus exprimer parce qu'ils se croient adultes : Comment ça *marche* ? Combien ça coûte ? Et vos salades ? Vos amours ? Qu'y a-t-il dans votre cabas ? Et dans votre conscience ? Un journaliste perpétuellement en éveil et éperdu d'admiration pour le réel.

Tout cela ne pouvait pas donner une œuvre neutre, car la révolte de ce fils de personne — il n'aura pas connu son père, — de cet agnostique tranquille, de cet hédoniste altruiste, ne s'est jamais démentie. Il a toujours refusé la compromission. Quand le ministre de la culture de la *gauche lança, au début de 1983*, un plan d'aide à la B.D., on entendit Reiser vitupérer : *« Ah non, ils ne vont pas nous récupérer ! »* Il haïssait la *droite et la gauche lui était indifférente. Individualiste, il brisait toutes* les idoles et les sérieux de tous bords *étaient ses ennemis intimes.*

Ce scato-propret, ce porno-correct, ce féroce très tendre, était *né pauvre*, en Lorraine, le 13 avril 1941. Fils unique d'une femme de *ménage*, il a connu, dans l'Est puis en Normandie, la dèche qu'il dessina longtemps : les cuvettes malpropres, les taudis, les poubelles, les fins de mois impossibles.

A *quatorze ans*, il abandonne ses études, laissant aux fils de riches les profils de carrières. Il « monte » à Paris en 1957 et trouve de petits *emplois*. Il sera ainsi livreur chez Nicolas et sillonnera la capitale à bord des fameux triporteurs du négociant en vins. Entre deux courses, entre deux casiers de bouteilles, il dessine et court les journaux pour *placer ses œuvrettes. Sans trop de* succès.

Ses premiers dessins sont publiés en 1959 par le journal de l'entreprise *qui l'emploie : la Gazette de Nectar*... C'est alors qu'il rencontre François Cavanna et l'embryon de la bande à Georges Bernier, l'illustre « professeur Choron ». Cavanna comprend immédiatement que ce jeune homme

A partir de 1966, il publie en albums, aux Editions du Square, puis chez Albin-Michel, les meilleures de ses planches. Chacun connaîtra un succès énorme : *Mon papa* (1966), *Ils sont moches* (1970), *la Vie au grand air* (1972), *la Vie des bêtes* (1975), *On vit une époque formidable* (1976), *Vive les femmes* (1978), *Vive les vacances* (1979), *Phantasmes* (1980), *les Copines* (1982).

D'innombrables journaux auront accueilli ses productions : *la Vie du rail, Paris-Match, Elle, Actuel*, etc., jusqu'au *Monde*, qui, à la surprise de certains lecteurs et surtout de Reiser lui-même, publiera chaque jour pendant l'été 1978 les mésaventures de *la Famille Oboulot en vacances. Une rencontre étonnante, dont il dira lui-*même qu'elle était le symbole ironique de sa réussite et d'une consécration qui l'intimidait.

Après la disparition de Charlie-Hebdo, emporté par le reclassement de la génération soixante-huitarde, Reiser continuera de collaborer à *Hara-Kiri*, maison mère de son talent, où il retrouvait chaque mardi autour



(Dessin de REISER).

timide sera un grand dessinateur. Reiser — qui signe alors GIEM, reprise phonétique des initiales de son prénom — dessine dans le journal *Zéro*, publication vendue à la criée dans les rues de Paris et qui sera l'ancêtre du mensuel *Hara-Kiri*, dont le premier numéro sort en septembre 1960.

Après une interruption de deux ans, due à son service militaire, Reiser rejoint *Hara-Kiri*, un peu déboussolé. Cavanna l'aidera à retrouver ses marques et à trouver son style. Après l'interdiction de *Hara-Kiri* en 1966, il entrera au journal *Pilote* qu'anime René Goscinny et auquel il continuera de collaborer jusqu'en 1972. Entre-temps, il aura travaillé en mai 1968 pour l'éphémère *Enragé*, participé à la création, en 1969,
d'*Hara-Kiri Hebdo* et du mensuel *Charlie*.

En 1970, *quand Hara-Kiri Hebdo* est interdit (1), la bande à Bernier lance *Charlie-Hebdo*, Reiser s'y déchaîne. Le magazine *la Gueule ouverte*, du regretté Pierre Fournier, accueille à la même époque ses B.D. didactiques sur les mille et une manières d'utiliser l'énergie *solaire*, dada auquel il *ne* renoncera jamais, allant jusqu'à se faire construire dans les *Pyrénées* une maison solaire qu'il devra abandonner quand des cambrioleurs écologistes lui auront *volé*... toutes ses photopiles.

de Bernier-Choron, Wolinski, Gébé, Cabu, Willem, Cavanna et tant d'autres. Jusqu'aux derniers instants de sa vie, il aura travaillé comme un forcené pour livrer sa page hebdomadaire au *Nouvel Observateur* et ses *« sales blagues »*, en collaboration avec Coluche pour *l'Echo des Savanes*.

En octobre 1982, Claude Confortès avait adapté au théâtre l'album *Vive les femmes*, entreprise qui n'eut pas la faveur de la critique mais eut celle du public puisque, un an après, la pièce *se joue* toujours à Paris, au Théâtre Fontaine, et qu'une tournée s'annonce en France et à l'étranger. Reiser n'aura pas l'occasion de la suivre.

Jusqu'à la dernière limite de *ses forces, il aura tendu à cette triste* époque le miroir déformant de son alacrité, décapante et lucide. Par un amour simple de la vie *qu'il illustrait*, en négatif, avec une *méchanceté* tendre.

La louange *post-mortem*, dont on le gratifie, doit le divertir et, de là-haut, il doit nous faire d'invisibles *bras d'honneur*.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Après l'incendie du « 5-7 » à Saint-Laurent-du-Pont et la mort du général de Gaulle, *Hara-Kiri Hebdo* avait publié une couverture où on lisait ceci : *« Bal tragique à Colombey : un mort »*. Le journal fut alors interdit.

● *Un message de M. Fillioud.* — M. Georges Fillioud, secrétaire d'État aux techniques de la communication, a adressé dimanche un message de condoléances à la veuve de Jean-Marc Reiser. M. Fillioud a écrit : *« Très peiné par la disparition de votre mari, qui exprima, à travers son talent de dessinateur, une vision généreuse et incisive des problèmes de notre temps, je vous prie de partager, avec sa famille, l'expression de mes condoléances et de ma profonde sympathie dans cette épreuve. »*

AU PETIT ODÉON

Ian McKellen seul en scène

Au Petit Odéon, parallèlement à la vision strehlérienne de Shakespeare, le Théâtre de l'Europe présente Ian McKellen, comédien britannique qui montre et démontre comment « jouer Shakespeare » — c'est le titre de son spectacle — en version originale. Il utilise des courts extraits des principales œuvres, reliés par des anecdotes personnelles sur Shakespeare, des histoires de théâtre. Il donne en quelques traits la manière dont on jouait au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, caricature Garrick, imite Gielguld, cite un jugement de Samuel Pepys et un de Bernard Shaw, fait une explication de texte sur quelques lignes de *Macbeth*...

Il tient la scène deux heures durant, sans qu'on perde un mot de ce qu'il dit. Il dit merveilleusement. On voit à quel moment il prend sa respiration pour lancer d'un seul tenant des groupes de phrases, rapides puis étirées, sans rupture. Le rythme, la prononciation, les modulations de la voix sont aussi cadrés, aussi nécessaires que dans un nô. Une telle virtuosité accentue le côté artificiel et exhibitionniste de l'entreprise. Plutôt que de voir Ian McKellen dire comment jouer Shakespeare, on aimerait le voir jouer une pièce de Shakespeare, *Richard III*, par exemple.

C. G.

★ Petit Odéon, 18 h, jusqu'au 13 novembre.

RENCONTRE

Dirk Bogarde : photocopie de la vie

Dirk Bogarde est à Paris. Le soir, il tourne un feuilleton au Louvre, avec Charlotte Rampling, pour la télévision française. Dans la journée, il reçoit des journalistes pour la sortie de son roman, *Des voix dans le jardin*.

Dimanche, du soleil sous la brume, midi, rendez-vous à l'hôtel Lancaster, ce palace vieillot au bord des Champs-Elysées. On va se retrouver où ? Dans *Mort à Venise, The Servant, les Damnés, Providence, Despair* ? Il a une Rolls ou une Bentley ?

Sous son gilet beige, il en dissimule un autre, vermillon. Il est élégant, disert, discret, affectueux. Ici, il est invité. Il est pauvre.

Dirk Bogarde, écrivain, en est à son sixième livre, qui paraîtra en mars à Londres. Ses ouvrages ont du succès dans le monde anglo-saxon, mais ses lecteurs, explique-t-il, ressemblent aux gens qui aiment ses films : ce n'est pas le grand public. Il dit avoir appris qu'*« on doit écrire pour soi-même, pas pour le lecteur »*. Ainsi travaillait-il avec Visconti, Losey ou Fassbinder. Les films, ils les faisaient d'abord pour eux.

Des voix dans le jardin, un décor somptueux, et l'arrivée fortuite d'un jeune homme, puis de son amie, chez un couple vieillissant. Le vieillissement, c'est la beauté perdue, et tous les personnages sont comme des comédiens narcissiques que l'auteur examine, compare, en gros plans et champ-contre-champ. *« Comment dites-vous, en français, ce gâteau, après Noël ? Galette des rois ? Voilà, c'est ça, mon livre est dense, mais j'ai mis des fèves. »*

Chez lui, dans les Alpes-Maritimes, il entretient son jardin en terrasses (*« regardez mes mains d'ouvrier »*), il fait son marché, le soir il sort les poubelles, il nourrit son chien, il écrit. *« J'écris de 8 h 30 à midi. A 18 heures, je prends un petit whisky, j'ai mon texte, je coupe, je coupe, je coupe, je réduis. Puis je réécris, et ainsi de suite, un livre me prend un an, deux ans. »*

Maintenant, c'est son métier. Il ne peint plus (sauf la couverture de son livre). Les soirées sont longues en hiver, et il ne supporte pas d'être inactif : *« Je suis une creative creature... »* Acteur, il a observé *« ce que les gens font, ce qu'ils disent »*. Ecrivain, il travaille à une *« photocopie de la vie »*. Ça, il le dit en *français*.

Flash-back, la libération. Les soldats anglais sont bloqués à Evreux, Dirk Bogarde part en douce, se fabrique un petit drapeau, et, sur les Champs-Elysées, *« c'est le jour suprême de* [ma] *vie »*. Il aurait dû naître à Paris, c'était le rêve de sa mère. *« Mais elle a fait une erreur de calcul, je suis né à Londres. »* Il se préfère *« européen, pas anglais, pas tout à fait »*. Son livre est un melting-pot de la vieille Europe et de ses enfants. Lui, il aime la France : *« C'est le seul pays à me respecter, pour ce que j'écris, et à cause de mes films. On m'a fait chevalier des Arts et lettres, et j'en suis très fier. »*

Samedi, on a installé Dirk Bogarde dans un grand magasin parisien : *« J'étais là, avec mes livres, le magasin était plein ; moi, j'étais comme un vendeur de couteaux à éplucher les pommes de terre, et mes instruments, personne n'en voulait. J'ai vendu dix exemplaires. »* Il est sérieux, drôle. Il raconte ses tracas, avec toujours la peur de paraître suffisant. On a vraiment hâte de le revoir au cinéma.

Dirk Bogarde hausse les sourcils : *« On ne me fait aucune proposition. J'ai soixante ans et quelques. L'Angleterre m'oublie, en France mon accent est trop mauvais, et aux Etats-Unis je suis celui qui écrit des livres. »*

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ *Des voix dans le jardin*, éditions Acropole. 383 pages, 89 F.

DANSE

« RAYMONDA », premier ballet de Noureev à l'Opéra

Le corps de ballet se dépense

Il est bel et bon que Rudolf Noureev ait été appelé au poste de directeur de la danse à l'Opéra. Depuis bientôt dix ans, ses prédécesseurs — pour la plupart des femmes : Violette Verdy, Rosella Hightower — n'étaient pas parvenus à donner une âme et la joie de danser à notre corps de ballet. C'est chose faite.

Raymonda, la première chorégraphie que Noureev vient de présenter, samedi 5 novembre, sur la scène du palais Garnier, a prouvé la technique hors classe des danseurs et des danseuses de notre Académie nationale dès qu'ils sont employés à fond. Et Dieu sait s'ils le sont pendant plus de trois heures d'horloge ! Car la version intégrale en trois actes de *Raymonda*, que Noureev avait déjà reprise en la dansant avec Margot Fonteyn au Théâtre des Champs-Elysées en 1965, dure autant que *la Belle au bois dormant* ou *le Lac des cygnes*.

Raymonda est malheureusement loin d'égaler les deux œuvres maîtresses de Tchaïkowski-Petipa. La musique d'Alexandre Glazounov, malgré la louable conviction de l'Orchestre de l'Opéra, bien dirigé par M. Michel Sasson, s'étire de la manière la plus filandreuse du monde, sans ces airs à danser exaltants des ballets-féeries du répertoire, et la chorégraphie signée en 1898 par un Marius Petipa vieilli pour le Théâtre Marie-des-Tzars accuse une indigence et un bavardage répétitif qu'il serait sans doute injuste d'imputer au seul Noureev.

Mi-roman de chevalerie — mi-conte des Mille et Une Nuits, *Raymonda* met en scène une fière jeune fille fiancée à Jean de Brienne, lequel, rapporte l'histoire, lutta aux côtés des barons français contre les étendards verts à Constantinople. Bien entendu, la fière jeune fille finira par épouser son chevalier, non sans avoir été convoitée et malmenée par le chef sarrazin Abderam. Sur cette trame facile à suivre, que le Bolchoï et le Kirov ont le secret de renforcer avec de grands effets théâtraux, nous avons eu droit à une légende insaisissable où les variations des solistes, au lieu d'arriver « en situation », interviennent à tout bout de champ comme des concours de danse ou des exercices de style. Fort heureusement, le somptueux déploiement des décors et des costumes, dû au goût et à l'ingéniosité de Nicholas Georgiadis, est un enchantement pour l'œil.

Nous ne nous plaindrons donc pas que la mariée soit trop belle. Celle-ci pour ce soir de « première », était interprétée par Mlle Elisabeth Platel, qui, si l'on ose dire et pour rester dans la note historique, y a gagné ses éperons. Agréable de traits, avec un profil à la Néfertiti, dotée d'une jolie ligne de jambes, la jeune étoile s'est jouée des difficultés les plus éprouvantes sans que jamais sa fraîcheur fût altérée par des figures fort disgracieuses — pédalages dans le vide, queues de poisson avec écartelés en l'air — que la chorégraphie (Petipa ? Noureev ?) lui a imposée. Ses satellites, Mlles Claude de Vulpian et Monique Loudières, toutes deux exquises, sont mieux partagées, de même que, dans des rôles secondaires, la croustillante Mlle Françoise Legrée ou la toute jeune Mlle Sylvie Guillem, récente médaille d'or au concours de Varna.

Chez les hommes, la palme se dispute entre M. Charles Jude (Jean de Brienne) et M. Jean Guizerix (Abderam), celui-ci athlète complet, triomphant de contorsions abominables, et vaincu à l'issue d'un *tournoi sur des palefrois en carton*-pâte du plus curieux effet. En attraction : l'apparition fulgurante de M. Patrick Dupond, dans une espagnolade non moins curieuse. Au *premier plan des emplois nobles* enfin, la présence émouvante de Mlle Yvette Chauviré (la comtesse de Doris) qui, après tant d'exploits de *prima ballerina*, ne répugne pas à esquisser quelques pavanes frivoles au bras de M. Patrick Marty (le roi de Hongrie), lequel s'est fait la tête du maréchal Lyautey.

Quand au corps de ballet, Rudolph Noureev n'a pas regardé à la dépense, et, pour danser, il danse ! Pas de six, de douze, de seize, toute la troupe tourne, bat, saute éperdument, terminant dans les vapeurs de l'effervescence du marché de Nijni-Novgorod.

Ainsi Serge Lifar soumettait naguère les danseurs de l'Opéra à des efforts mirobolants. La seule différence, c'est que ses meilleurs ballets « à histoire » *(le Chevalier et la Damoiselle, les Mirages)* étaient cernés dans le temps, et que le style dit « lifarien » se pouvait admirer d'un œil moderne...

OLIVIER MERLIN.

VARIÉTÉS

Colette Magny entre Billie Holiday et Artaud

L'aventure de Colette Magny est exceptionnelle dans la chanson française. Après avoir débuté en 1962 à l'âge de trente-six ans avec le très beau blues *Melocoton*, Magny a *évité* les lois du show-business, s'est efforcée de ne pas vivre dans un univers clos et s'est laissée porter par sa sensibilité et sa générosité, s'engageant avec passion dans un remarquable travail *sur* la *forme*, sur les notes, les sonorités, chantant des chroniques du temps, des chansons — enquêtes des chansons-collages, des chansons-montages.

Ce chemin solitaire, et pas toujours facile, Colette Magny l'a emprunté avec un cœur immense et une voix où se mêlent la force, la puissance et le pathétique, la rage et la douceur.

Au dernier Festival d'Avignon, la chanteuse avait présenté en association avec la pianiste et compositrice Anne-Marie Fijal un spectacle éclectique où elle laissait aller sa fantaisie au gré de ses amours musicales anglophones ou françaises, mêlées à ses propres chansons nouvelles et aussi anciennes comme le fameux *Melocoton*. C'est ce récital où sont actuellement réunis Fauré, Antonin Artaud, Billie Holiday, Louise Labbé, Aragon, Elaine Brown et Verlaine que Magny propose au Théâtre de la Ville.

L'obligation du théâtre de Jean Mercure de maintenir strictement dans le cadre d'une heure le programme de variétés a *contraint* la chanteuse à *resserrer* son spectacle d'une quinzaine de minutes. Ce qui a pour conséquence à *présent* de faire apparaître un peu long le montage de textes d'Artaud, où Magny se révèle cependant étonnante dans un jeu de rêves et de folies.

Le blues est de nouveau à l'honneur avec *Strange Fruit*, la superbe chanson de Billie Holiday, et aussi *Mon homme* chanté en anglais, *Any Woman's Blues* et *Saint-James Infirmary*. Enfin, un hommage est rendue à Marilyn Monroe *(My Heart belongs to Daddy)* avec une vivacité et une malice qui courent le long d'un concert ovationné par un public en majorité composé de jeunes.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre de la Ville, 18 h 30. Jusqu'au 12 novembre.

ROCK

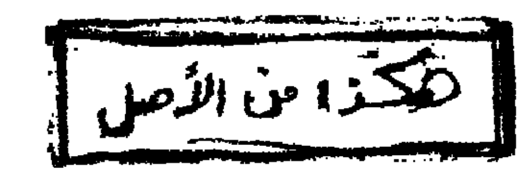
Fleshtones pour mémoire

Les Fleshtones sont avant tout un groupe de scène, un vrai, sans autre effet spectaculaire que des musiciens qui brûlent les planches, s'accrochent à leurs instruments et manigancent un rock farouchement électrique.

Le Fleshtones travaillent en encyclopédistes, puisent leur inspiration dans l'Amérique des années 60, celle des groupes punks de l'époque, y trouvent l'essence du rhythm'n blues blanc, du psychédélisme et de la mélodie pop, composant des morceaux comme autant de classiques. Les disques, sans fioritures, sont plutôt le support, la matière première, de leurs concerts, un constat.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 7 novembre au Palace à 20 h 30, le 8 à Lyon.
Discographie chez C.B.S.



مكبرة من الأصل



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

OSCAR ET WILDE. – Déchargeurs (236-00-02), 20 h 30.
LA TEMPESTA (en italien). – Odéon-Théâtre de l'Europe (325-70-32), à 20 h.
BLEU BANLIEUE. – Montreuil, salle Berthelot (287-86-24), 21 h.
LAST LUNCH. – Blancs Manteaux (887-15-84), 21 h 30.
FÉLICITÉ. – Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30.
COMME LA PIERRE. – Lucernaire, petite salle (544-57-34), 18 h 30.
LA MANSARDE BLEUE. – Marie Stuart (278-03-53), 20 h 30.
FRESHWATER. – Petit Rond Point (256-70-80), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Madame Butterfly.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Vive Offenbach.
BEAUBOURG (277-12-53), Cinéma-vidéo : 16 h : Duras filme ; 19 h : l'Argentine à l'heure zéro ; à 15 h, Balthus-Le monde mystérieux de l'enfance : Télévision 1983 : Quatrième Semaine des réalisateurs de télévision (projections et débats).
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). – Concert : 18 h 30 : J. Taddei – Maîtrise de la Sainte-Chapelle – F. Bardot (Liszt, Mozart, Haendel...) ; 20 h 30 : Orchestre Colonne, P. Dervaux, J.-J. Kantorow (Stravinski, Berlioz, Mendelssohn).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Cœur innombrable ; 18 h 30 : les Arbres de l'homme.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 22 h : Va ma Terre quelle belle idée.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 22 h 45 : Cabaret Dada.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Les Sales Mômes.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. : 20 h 30 : Huis clos.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 18 h 30 : le Grand Ecart.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Emoi d'amour.
UNION (246-20-83), 20 h 30 : l'An 2000 n'aura pas lieu.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Mod'Mod'Show.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh =MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 22 h 30 : Fouillis.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.
DIX HEURES (606-07-48) 22 h : The Debile Show.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Orchestre de chambre de Toulouse, dir. : G. Armand (Rameau, Bartok, Komives...).
Lucernaire, 21 h : I. Muller, F. Tomasi (Dowland, Sor, Torroba...).
FIAP, 20 h 30 : F. Bellon, J.-J. Decreux, C. Rempp (Chopin, Fauré, Jolivet...).
Athénée, 20 h 30 : A. Maliponte, G. Parsons.
Salle Gaveau, 20 h 30 : M. Levinas (Beethoven, Schumann).

En région parisienne

Bezons, C.A.C. (982-20-88), 21 h : B. Deraime.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Films réalisés par les étudiants de l'I.D.H.E.C. : 18 h, Souvenirs de Juan-les-Pins, de P. Ferran ; Agenda de J. Michaud-Larivière ; Henri Dreckner est mort, de E. Rochant.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Codine, de H. Colpi ; 19 h, les Diables du sud, de K. Annakin.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'AMIE (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88).
L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
ASSIA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f., Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (325-52-37).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
LE BOURREAU DES CŒURS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
BRULER LES PLANCHES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; (v.f.) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
CHANEL SOLITAIRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
CHRONOPOLIS Logos III (H. sp.), 5e (354-42-34).
LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 7 novembre

L'ERMITE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; George V, 8e (562-41-46).
LE FAUCON (Fr.) : Gaité Boulevard, 2e (233-67-06) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Images, 18e (522-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

CLASS, film américain de Lewis John Carlino. – V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (563-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LES PRINCES, film français de Tony Gatlif. – Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN, trois films français de Peter Brook. – Version Delavault : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; version Gal : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; version Saurova : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
UN AMOUR EN ALLEMAGNE, film franco-allemand d'Andrzej Wajda. – V.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) (à partir du 4) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67), Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
FRANCES (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).
FURYO (Jap., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Acacias, 17e (764-77-83).
LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTE (Fr.-It.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE GRAIN DE SABLE (Fr.) : Studio Logos, (354-42-34) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Olympic Entrepot, 14e (545-35-38).
HANNA K. (Fr.-A.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H. sp.).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Pubicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramout Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
OCTOPUSSY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Rex, 2e (236-93-83) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Parmount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
OUTSIDERS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Rialto, 19e (607-87-61). – V.f. : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette (633-63-20) George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
POUSSIÈRE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-60-23).
RACKET (A., v.f.) (*) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.C.G. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-45-76). – V.F. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Opéra, 2e (261-50-32) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Espac Gaîté (H. sp.), 14e (278-47-86).

SPECTACLES

ROSI ET LA GRANDE VILLE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e, (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

LA SCARLATINE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45)

STAYING ALIVE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TENDER MERCIES (A., v.o.) : Bonaparte (mer., jeu.), 6e (326-12-12) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).

TONNERRE DE FEU (A., v.f.) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRAVIATA (It., v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

UN BRUIT QUI COURT. (Fr.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

UNDERGROUND USA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46), h. sp.

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; *Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount* Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) (version angl. non s/titrée) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83). Monte-Carlo, 8e (225-009-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les festivals

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à Casablanca.

CARL THEODOR DREYER (v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), 16 h 15, 18 h 30, 21 h : Gertrud.

TOURGUENIEV (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) : 16 h, 20 h : Assia ; 18 h : Un nid de gentilshommes ; 22 h : l'Ermite.

KUROSAWA-MIZOGUCHI (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Contes de la lune vague après la pluie.

BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) : 15 h 35 : le Septième Sceau ; 17 h 10 : le Visage.

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Milliardaire.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La-Fayette, 9e (878-80-50) : Agent secret.

CARLOS SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) : 16 h : Elisa vida mia ; 20 h : Vivre vite.

AUTOBIOGRAPHIE DE L'ITALIE (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : La terre tremble.

PAUL VECCHIALI, CINÉASTE ET PRODUCTEUR : Studio 43, 9e (770-63-40) : 18 h : Change pas de main ; 20 h : l'Archipel des amours ; 22 h : Femmes, femmes.

**NUITS DE CHINE
VOYAGE
AUTOUR DU CINÉMA CHINOIS
(v.o.)**

République Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h, 22 h : la Basketteuse nº 5 ; 18 h : Carrefour ; 20 h : la Légende de Lu Ban.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h.

CARMEN JONES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 20.

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 10.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

LE GARÇON AUX CHEVEUX VERTS (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 18 h 30.

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h 15.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 22 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : *Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14)*, 20 h 25.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38), 18 h.

LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 5.

LES MONSTRES ATTAQUENT LA VILLE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 20.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 10.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 5.

QUERELLE (**) (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h.

STELLA (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40, 0 h 20.

MERCREDI

COMMUNICATION

LES DERNIÈRES FRÉQUENCES PARISIENNES DES RADIOS LOCALES SONT PUBLIÉES AU *JOURNAL OFFICIEL*

Le *Journal officiel* vendredi 4 novembre publie les autorisations de trois nouveaux regroupements de radios locales privées à Paris (*le Monde* du 20 octobre). Une nouvelle fréquence se trouve ainsi officiellement libérée : 99,3 Mhz. Les regroupements sont : Radio-Solidarité, La voix du lézard, Arlequin, Radio 3 (99,3 Mhz) ; Radio Aras, Radio Classique, Radio latina (101,8 Mhz) ; Radio Montmartre et Radio libertaire (103'9 Mhz).

[Cette publication officialise les décisions de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle concernant notamment deux radios « politiques » : Radio libertaire (anarchiste) et Radio Solidarité (opposition) ; Radio 3, la radio des Rose-Croix, retrouve d'autre part une fréquence qui ne lui avait pas été accordée précédemment. Le regroupement sur 99,3 Mhz pourra-t-il être appliqué ? Si Radio Solidarité a entièrement eu gain de cause, ce n'est pas le cas des deux autres radios (La voix du lézard et Arlequin), qui entendent se maintenir sur la fréquence qui leur avait été attribuée auparavant par la même Haute Autorité (103,9 Mhz). Ces deux radios ont décidé d'attaquer cette décision devant le Conseil d'État.]

Télévision par câble

LES P.T.T. RETIENNENT LA SOCIÉTÉ VELEC COMME L'UN DES DEUX FOURNISSEURS

La direction générale des télécommunications a retenu la société Velec-Sefat comme l'un des deux constructeurs des premières lignes de son plan de télévision par câble. Cette société recevra une première commane (de 150 millions de francs selon elle), après le « bouclage » final donné cette semaine, sur le total de 800 millions que les P.T.T. vont consacrer cette année 1983 au plan câble.

Une commande totale de cent mille lignes est prévue en 1983, puis quatre cent mille lignes en 1984, et un million en 1985. La négociation porte sur un engagement pluriannuel des P.T.T. et des industriels. Velec pourrait ainsi créer cinq cents à six cents emplois. L'appel d'offres individuelle avait été lancé par la D.G.T. en février dernier, et après un premier tri, qui avait vu l'élimination du groupe C.G.E., trois constructuers (Velec, Thomson et la SAT) restaient en piste.

● *Protestation de l'ambassade de Turquie.* — L'ambassadeur de Turquie à Paris, M. Adnan Bulak, a *« protesté vigoureusement »* dimanche 6 novembre, auprès du ministère des relations extérieures, contre la *« propagande »* faite par Antenne 2 autour du film sur les Arméniens, « Sans retour possible », programmé le même soir sur Antenne 2 (*Le Monde* du 5 novembre). Selon le Quai d'Orsay, il a été signalé à M. Bulak que les chaînes de télévision sont libres de l'établissement de leurs programmes et qu'elles n'ont à en répondre que devant la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

● *Nouveaux projets pour Alain de Sédouy.* — M. Alain de Sédouy, qui a récemment quitté l'équipe de Canal-Plus, est chargé par Havas de concevoir des programmes pour la future télévision institutionnelle. Il s'agit d'émissions commanditées par des entreprises, des administrations ou des associations et diffusées dans le cadre de la Régie française des espaces sur les créneaux horaires non utilisés par les chaînes nationales.

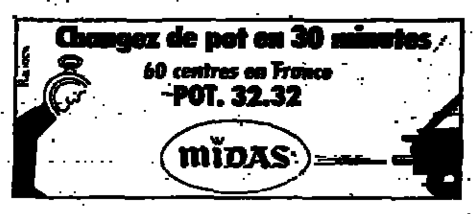
● *Canal-Plus inquiète l'Association française des cinémas d'art et d'essai.* — Celle-ci considère en effet que l'autorisation donnée à la quatrième chaîne, de diffuser des films de moins de 100 000 entrées six mois après leur sortie en salles, concerne 80 % des films classés « art et essai ». Or le nombre restreint de copies entraîne pour ces films une diffusion plus lente. Certaines salles d'art et d'essai risquent donc, selon l'association, de voir ces films diffusés sur la quatrième chaîne avant d'avoir pu obtenir une copie.

● *La situation de l'imprimerie de Lieusaint. — La société Victor-Michel* nous prie de rectifier l'information parue (*le Monde* daté 20 octobre) au sujet de la situation de l'imprimerie de Lieusaint (Seine-et-Marne).

« L'administrateur judiciaire chargé de la liquidation de l'ancienne imprimerie » de Lieusaint, écrivions-nous. *« Ce qui laisserait supposer,* nous écrit M. Victor-Michel, *que la situation juridique consiste en une faillite, alors qu'il s'agit d'un règlement judiciaire, sous l'administration d'un syndic, et que l'imprimerie Victor-Michel poursuit son existence sous son nom jusqu'à la vente éventuelle ».*

Lundi 7 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Film : La vieille dame indigne.
Film français de R. Allio (1964), avec Sylvie, M. Ribowska, V. Lanoux, E. Bierry, F. Maistre, J. Bouise, P. de Boysson (noir, rediffusion).
A Marseille, une vieille dame qui s'est toujours sacrifiée à sa famille, décide, après la mort de son mari, de vivre seule et à sa guise. Elle va faire scandale en profitant, enfin, de l'existence. Transposition d'une nouvelle de Brecht, pour une étude intimiste dont le succès public fut très grand, grâce au réalisme spontané du réalisateur et à l'extraordinaire composition de Sylvie.

22 h 10 Saga, *magazine scientifique de Michel Treguer.*
Des abeilles aux robots, en passant par les chiffres, on reste un peu étourdi par une telle avalanche de techniques et d'informations, sans lien apparent.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 L'heure de vérité.
Magazine de P.H. de Virieu.
Avec M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris.

21 h 55 Le petit théâtre : Présentez... âmes.
De P. Marsay, réal. A. Altit.
Le général Colfix, mis à la retraite abusivement, décide de faire la grève dans sa baignoire.

22 h 20 Documentaire : De grands événements et des gens ordinaires, réal. R. Ruiz.
Le propos du cinéaste chilien était un reportage dans un arrondissement de Paris, en période électorale. Mais le documentaire dérive, réfléchit sur son propre déroulement, les personnages qui le peuplent... Un brin déroutant.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film (cycle Yves Montand) : La folie des grandeurs.
Film français de G. Oury (1971), avec L. de Funès, Y. Montand, A. Mendoza, K. Schubert, G. Tinti, A. Sapritch (rediffusion).
En Espagne, au dix-septième siècle. Pour se venger de la reine qui lui a fait retirer son ministère, un aristocrate, hypocrite et méchant, introduit à la cour, sous l'identité de son cousin, son valet qu'il sait épris de la souveraine. Les machinations comiques de Louis de Funès dans une excellente parodie de Ruy Blas de Victor Hugo. Avec Montand, pour lequel fut réécrit un rôle destiné à Bourvil. Des gags bien au point, une reconstitution historique soignée.

22 h 25 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Voile : arrivée de la course La Baule-Dakar.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Ouverture de « Coriolan », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. Von Karajan.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Ulysse 31 (et à 18 h 56).
17 h 30 Document : Au seuil des temps modernes.
18 h Magazine : Sépia.
18 h 30 Sports.
19 h *Informations.*
19 h 35 Feuilleton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Le Jour du Tatou », de G. Léautier, avec P. Constant, H. de Lapparent, J.-P. Tamaris...
21 h, **L'autre scène, ou les vivants et les dieux :** « les Noces chymiques », de Christian Rosenkreutz, par R. Edighoffer et C. Mettra.
22 h 30, **Nuits magnétiques :** Histoires de fous.

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE à Lille

19 h, **Concert** (en direct du Palais des congrès de Lille) : œuvres de Stockhausen, Messiaen, Cowell, Webern, Cerdew, Bussotti, Lutoslawski, Szymanowski, Krauze, avec Z. Krauze au piano.
20 h, **Jazz.**
20 h 30, **Concert** (en direct de l'hospice Comtesse) : chants liturgiques orthodoxes par le Chœur Madrigal de Sofia, dir. S. Kralev.
22 h 30, **Fréquence de nuit :** œuvres de Mahler, Wagner...

Mardi 8 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h *Le rendez-vous d'Annik.*
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
14 h 5 Les Brésiliens à Paris.

14 h 25 Série : François Gaillard ou la vie des autres.
15 h 25 Magazine : Saga.
(Rediffusion.)
16 h 20 Le forum du mardi.
Santé, si vous saviez !
17 h 30 Le paradis des chefs.
18 h Feuilleton : Le provocateur.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 *7 h moins 5.*
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Marions-les.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Variétés : Salut les Mickey.
Par C. Izard.
Deuxième numéro d'une émission réalisée avec Walt Disney-Productions France. Des bandes dessinées, des chanteurs, Roger Carel, et des jeunes.
21 h 40 L'Enjeu.
Magazine de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.
Au sommaire : France-Algérie... Les autres contrats ; Bernard Tapie ; la fraude à l'ordinateur ; handicapés : la fin des ghettos...
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Timide et sans complexe.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
En Irlande (diff. le 6 nov.).
16 h 45 Entre vous, de L. Bériot.
Mesures désespérées : l'association Greenpeace ; Dialogue : télévision et ordinateurs.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Film : Croque la vie.
Film français de J.-C. Tacchella (1981), avec C. Laure, B. Fossey, B. Giraudeau, A. Doutey, J. Serres, J.-M. Thibault.
En 1973, Thérèse, Catherine et Alain travaillent ensemble puis se séparent. Au cours des huit années suivantes, ils se retrouveront de temps à autre, et mesureront les changements de leurs vies respectives. Peinture juste et assez caustique, d'une génération marquée par les illusions de mai 68, et de l'évolution d'une certaine classe sociale.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Josiane Balasko et Brigitte Fossey.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film : les Cavaliers rouges.
Film franco-italo-yougoslave de H. Frégonèse (1964), avec L. Barker, P. Brice, D. Lavi, R. Battaglia, G. Madison.
Le chef apache Winnetou et son ami, le chasseur blanc Longue Carabine, luttent contre des forbans qui se sont unis à un chef comanche pour faire échouer la paix avec l'armée américaine. Cette adaptation d'une œuvre de Karl May, romancier allemand d'aventures, souffre, malgré le savoir-faire du réalisateur, des défauts inhérents au système de coproduction du « western européen ».

22 h 30 Journal.

22 h 50 La vie en face : l'ennemi intérieur (le cancer).
Série de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot.
Dire ou non la vérité à un malade atteint par le cancer ? Comment vivre avec cette maladie, comment lutter ?... Des témoignages de malades avec la participation des professeurs Jasmin, Mathé et Schwartzenberg...
23 h 50 Prélude à la nuit.
« Ruhe, meine Seele », opus 27 nº 1, de R. Strauss, avec U. Reinemann, baryton, D. Selig, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Ciné 16 : Thomas Guérin... retraité.
18 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales.**
8 h, **Les chemins de la connaissance :** Au Maghreb du siècle passé ; 8 h 32, l'Ukraine ; 8 h 50, l'Oiseau de brume.
9 h 7, **La matinée des autres :** traditions siciliennes.
10 h 45, **Les tests et la graphologie.**
11 h 2, **Musique :** Les lieux de la musique, Toulouse, *24e concours international de chant* (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, **Nous tous chacun.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix :** « Méfiez-vous des arbres », de D. Apruz.
14 h 47, **Les après-midi de France-Culture :** à 15 h 20, Magazine international : à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30, **Feuilleton :** Encore heureux qu'on va vers l'été...
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Sciences :** Temps et devenir ; structures dissipatives chez les insectes sociaux.
20 h, **Dialogues :** Ecriture et liberté, avec Jacques Lacarrière et Breyten Breytenbach.
21 h 15, **Les lieux de la musique.** Toulouse, 24e concours international de chant.
22 h 30 **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE, à Lille

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 10, **Concert :** Mozart.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 12, **Magazine.**
9 h 2, **Le matin des musiciens,** les grandes liturgies : le judaïsme ; œuvres de Bruch, Ravel, Prokofiev, Rossini, Milhaud, Schoenberg...
12 h, **Artistes lyriques du Nord :** œuvres de Verdi, Messager...
12 h 35 **Jazz.**
13 h, **Les nouvelles muses en dialogue.**
14 h 4, **Chasseurs de son stéréo.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Les après-midi des musiciens :** œuvres de Des Prés, Mouton, Compère, Regnard, Lejeune, Verdonck.
17 h 5, **Repères contemporains :** F. Van den Bogaerde.
18 h, **L'imprévu.**
19 h, **Concert** (en direct du Palais des Congrès de Lille) « Quatuor en la majeur », de R. Schuman. « Quatuor nº 4 en do majeur », de Schubert. « Quatuor nº 2 », de Janacek par le Melos Quartet.
20 h, **Jazz :** les Irréfutables.
20 h 30, **Concert :** Etudes de Debussy. « Kreisleriana », de R. Schumann, avec Claude Helffer, piano.
22 h 30, **Fréquence de nuit :** l'Enchantement du lac :
23 h 10, **Jazz-Club.**

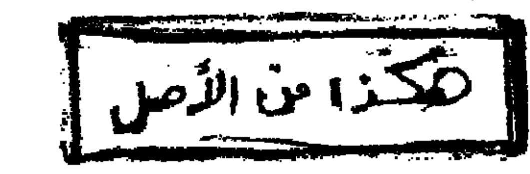
TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 7 NOVEMBRE

— *M. Hamed Taleb Ibrahimi,* ministre algérien des affaires étrangères, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

— *M. Alain Krivine,* membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, est reçu par Radio-Solidarité à 19 h 30 (Paris, 98,85 MHz).

— *M. Jacques Chirac,* maire de Paris, président du R.P.R., participe à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, à 20 h 35.



Le Monde

ECONOMIE



Télécom : la déréglementation américaine ébranle aussi le monopole des P.T.T. en Europe

L'univers des télécommunications est en train de prendre une tout autre configuration. Autrefois limité au téléphone, l'usager voit apparaître quantité de nouveaux services d'information et de communication. Les P.T.T. s'interrogent sur leur rôle futur après les déréglementations aux Etats-Unis et en Angleterre dont les effets se feront sentir au-delà des frontières de ces deux pays.

Les industriels multiplient les accords tandis que les groupes américains sont plus ambitieux que jamais. La France, qui a su ces dernières années prendre une avance certaine, se trouve à la croisée des chemins.

La vitesse d'évolution des technologies électroniques est devenue un lieu commun. Les performances accrues des circuits intégrés multiplient les capacités de traitement d'ordinateurs de plus en plus petits et distribués à des centaines de milliers d'exemplaires. Parallèlement les lasers, les fibres optiques et les satellites divisent les coûts de transmission des informations numériques.

Ce qui était annoncé dans le rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société en 1978 se matérialise aujourd'hui avec une rapidité, elle, inattendue. L'Exposition mondiale des télécommunications, qui vient de se clore à Genève, l'a souligné. Mais toute l'année 1983 – justement baptisée année des communications – a été mouvementée, avec la signature de nombreux accords industriels, le lancement de vidéotex (1) en R.F.A. et en Floride, ce qui présage sa généralisation (ce matériel a déjà été introduit en Grande-Bretagne et en France) et l'ouverture d'un nombre considérable de nouveaux services.

La pression des usagers

Autrefois limitées au téléphone et au télex, les télécommunications explosent aujourd'hui en une quantité de marchés différents, « *segmentés* », qu'il s'agit de satisfaire avec des outils, des logiciels et des tarifs adaptés. Dans cet ensemble croissant, la part des matériels achetés par les P.T.T. pour leurs réseaux diminue en valeur relative. Sur un marché mondial de 60 milliards de dollars, les achats de terminaux ou d'autocommutateurs effectués par les utilisateurs hors P.T.T. représenteraient déjà près du tiers.

L'explosion fait voler en éclats les anciennes frontières. Les deux mondes de l'informatique et des « télécom » ne font plus qu'un. La distinction entre le domaine public réservé aux P.T.T. et le domaine privé évolue.

Devant l'univers confus et mouvant qui prend corps, les Etats s'interrogent : quelle nouvelle organisation faut-il mettre en place qui soit la plus efficace économiquement et socialement ? Quelle place donner aux P.T.T. ? Quels réseaux faut-il favoriser ? Quelle tarification adopter ? Comment promouvoir l'industrie nationale ?

Aux Etats-Unis, une réponse globale, mûrie pendant les quinze dernières années, a été donnée l'an passé par l'administration Reagan avec la révision complète du « *Communication Act* » de 1934. La doctrine, d'inspiration néo-classique, est de donner libre jeu au marché : seule la concurrence est susceptible de dynamiser les entreprises, de baisser les tarifs et, en définitive, de satisfaire les usagers. A.T.T., qui exerçait un quasi-monopole, doit être divisé, le 31 décembre 1983, en vingt-deux compagnies indépendantes, la maison-mère amputée obtenant un accès libre à tous les marchés informatiques qui lui étaient auparavant interdits. Les conséquences de cette politique sont encore difficiles à prévoir, mais de nouvelles compagnies se sont créées. Les tarifs ont effectivement baissé pour les gros utilisateurs (les entreprises) mais la facture des petits usagers va croître.

Cette vague de « déréglementation » atteint l'Europe à travers la Grande-Bretagne. Le problème est posé dans tous les autres pays, ne serait-ce que par le biais des communications internationales (*le Monde* du 24 septembre et du 29 octobre 1983). De puissants lobbies où l'on trouve de très grandes entreprises américaines se sont donné pour objectif d'exposer tous les « *bienfaits* » de la déréglementation. Certains, en France, n'y sont pas insensibles, dans l'opposition comme dans la majorité...

En Europe, la réponse des autorités gouvernementales dépend néanmoins pour une grande partie des capacités des industries nationales. Tous les grands pays européens se sont dotés depuis le début du siècle d'une industrie des télécommunications. Certains des groupes (le néerlandais Philips, l'allemand Siemens, ou le suédois Ericsson) ont acquis de solides positions hors de leurs frontières. Un seul groupe américain, I.T.T., a une position importante en Europe. Les français, C.G.E. et Thomson, partis très tard, mais les premiers sur une technologie électronique, ont comblé ces cinq dernières années leur handicap, prenant, en quelque sorte, la place des anglais, G.E.C., Plessey et de Philips.

L'évolution actuelle va bouleverser le schéma. Plus aucune entreprise ne peut, seule, escompter couvrir l'ensemble du vaste domaine ouvert. Même I.B.M. ne le peut (*voir notre article ci-dessous*) et tous les groupes américains, dynamisés par la déréglementation de leur marché, se réorganisent et se tournent vers l'Europe, dont la division peut jouer à leur avantage. Si une politique communautaire voyait le jour, les investissements de 150 milliards de dollars des P.T.T. des Dix sur la décennie à venir pourraient « *contribuer de façon prépondérante à la renaissance économique* » de l'Europe, observe la C.E.E. (2).

Mais la fragmentation, l'incapacité de s'entendre, provoquent « *une absence presque totale de coopération spontanée entre les entreprises européennes* », « *une structure industrielle insuffisante* », « *un investissement généralement insuffisant du point de vue macro-économique* » et « *une divergence en matière de planification des services* ». Le fait est que Philips a signé avec A.T.T., Ericsson avec Honeywell, l'italien Italtel avec G.T.E... ; autant de liens tissés par-dessus l'Atlantique.

Et autant de signes des difficultés rencontrées par les Européens pour maîtriser la technologie globale. Sur le seul domaine du téléphone ne restent vaillants que le suédois Ericsson et le français C.G.E., tandis que les Anglais et les Italiens ont perdu pied et que Siemens souffre.

Les P.T.T. françaises militent pour l'Europe et des ouvertures progressives des marchés publics, l'industrie nationale ayant une relative avance en matière de réseaux téléphoniques, mais également de réseaux de données informatiques avec Transpac ou Télécom 1. L'enjeu est d'élargir cette compétence technique et industrielle dans la mutation actuelle, ou au moins de conserver une maîtrise de la construction des réseaux modernes « *à intégration de services* » qui se mettent en place aujourd'hui et qui, demain, après 1990, s'unifieront avec les réseaux de vidéo communication (télévision par câble) qui sont encore distincts.

Tous les industriels étrangers modifient leurs stratégies, changent de configuration et multiplient les accords. Les Français se sont bornés à une fusion franco-française, contestable et apparemment pénible, entre C.G.E. et Thomson, faute d'avoir signé des accords internationaux plus tôt. Dans le secteur privé de la télématique et de la bureautique, qui est devenu au moins aussi important, les groupes français n'ont pas su industrialiser à temps les développements promus par l'administration des P.T.T. Depuis mars 1983, et l'arrivée de M. Fabius, les P.T.T. ont manifestement perdu de leur pouvoir au profit du ministre de l'industrie qui en a transféré une partie aux industriels eux-mêmes et, en fait, à la seule C.G.E. Cette politique libérale ressemble fort à une déréglementation. Les groupes nationaux en deviendront-ils pour autant plus compétitifs, plus exportateurs, plus innovateurs ? La C.G.E. est-elle prête à assurer une telle responsabilité ? L'histoire de ces dernières années amène à s'interroger sur ses capacités à mener une telle révolution culturelle, mais qui sait ?

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Le vidéotex est un terminal très bon marché d'interrogation de banques de données, destiné aux entreprises mais surtout aux particuliers (renseignements S.N.C.F., achats à domicile, journaux électroniques...). Baptisé Minitel en France, il fait l'objet d'expérimentations à Vélizy et, sous sa version d'annuaire téléphonique, est diffusé par les P.T.T.

(2) Communication de la Commission européenne au *Conseil sur les télécommunications. Ligne d'action.* Doc. final 573. Bruxelles.

Les ambitions d'I.B.M.

A trop craindre A.T.T., a-t-on oublié I.B.M. ? Les observateurs européens, comme fascinés par la « déréglementation » des communications aux États-Unis et par les nouvelles ambitions internationales d'American Telephone and Telegraph, spectaculairement mis au devant de la scène lors de son accord avec Philips, ont détourné leurs regards du numéro un de l'informatique. Bien à tort. Car A.T.T. a encore tout à apprendre, tandis qu'I.B.M., présent depuis des décennies dans le monde entier, en particulier en Europe, connaît « *du dedans* » les marchés du Vieux Continent. La compagnie entend développer une stratégie offensive sur l'ensemble des marchés de la communication.

Plusieurs facteurs ont joué en ce sens, notamment l'arrivée du nouveau président, M. Opel. Mais le plus important, et de loin, trouve son origine dans la politique américaine. Lorsque l'administration décidait de diviser A.T.T. en plusieurs compagnies, ouvrant le marché des télécommunications outre-Atlantique à la concurrence, elle décidait parallèlement en janvier 1982 de mettre fin au procès antitrust engagé contre I.B.M. par le département de la justice depuis treize ans. I.B.M., véritablement traumatisée par ce procès et le risque d'éclatement qu'elle encourait, se trouvait d'un coup libérée de ses entraves par l'équipe Reagan. Le domaine des télécommunications autrefois fermé par le « *monopole* » d'A.T.T. et par les règlements antitrust se trouvait libre.

Or les télécommunications sont devenues essentielles pour une entreprise d'informatique lorsque les ordinateurs se sont mis à converser entre eux pour se partager des données ou exécuter à plusieurs une tâche complexe. Le numéro un mondial s'y était intéressé très tôt. Dès 1962, avec la création de deux laboratoires de recherche, l'un à Raleigh (Caroline du Nord), l'autre en France à La Gaude (Alpes-Maritimes) spécialisé dans les contrôleurs de communications (entre ordinateurs) et les autocommutateurs, ces derniers produits n'étant vendus qu'en Europe du fait de la fermeture du marché américain à l'époque.

E. L. B.

(*Lire la suite page 21.*)

Le redressement de la balance commerciale

Le redressement de la balance commerciale a surpris, par sa rapidité et son ampleur, le gouvernement lui-même. On ne peut faire reproche à M. Jacques Delors de se montrer prudent en ne criant pas victoire trop vite. Que, contrairement à l'attente générale, la France ait enregistré un excédent commercial avec l'étranger en septembre est incontestablement un bon point pour la politique suivie.

Des indications que l'on a déjà, il ressort que la balance des paiements courants est, en rythme annuel, pratiquement équilibrée depuis le mois de mai.

Si la circonspection est de bonne méthode tant que les premiers résultats ne sont pas consolidés, il faut convenir que l'étonnement des experts officiels s'explique aussi par des préjugés doctrinaux qui pour une fois n'ont rien à voir avec la politique. Ils tiennent aux idées toutes faites que les économistes contemporains partagent pour la plupart sur la nature des échanges, et notamment des échanges internationaux.

D'après le schéma le plus communément admis, la composition des échanges de chaque pays avec le monde extérieur est conçue comme une structure rigide, y compris le solde, positif ou négatif, qu'ils dégagent. C'est en vertu d'une telle conception, directement inspirée de Keynes, que l'on a entendu, en France et à l'étranger, répéter des arguments du genre : « Chaque hausse du dollar de tant occasionne une détérioration de tant de la balance commerciale. » Le commerce extérieur doit plutôt être considéré comme une résultante, d'où la grande plasticité dont il fait preuve à travers le temps. La politique appliquée par le gouvernement français depuis mars dernier pèse sur la demande intérieure. Aussi voit-on des entreprises qui ne vendaient pas à l'extérieur trouver soudainement des charmes à la prospection en dehors des frontières de nouveaux débouchés dont la conquête est devenue indispensable à leur survie. Il serait tout aussi léger d'en conclure que la compétitivité globale de l'industrie française s'est, en l'espace de quelques mois, améliorée.

PAUL FABRA.

Apparence et réalité de la fiscalité

II. – *L'impôt français, l'un des plus progressifs qui soient*

Les Français sont censés payer relativement moins d'impôts sur leurs revenus que les Américains, les Anglais ou les Allemands, d'où l'on conclut généralement que leur système fiscal est plus injuste et « rétrograde » que celui des autres pays industrialisés. Dans un premier article, paru dans « le Monde de l'Economie » du 1er novembre, Maurice Lauré conteste cette double idée reçue. Jusqu'en 1948, les contribuables français payaient eux aussi un impôt à la source qui s'est trouvé, à la suite de plusieurs avatars, transformé en une hausse de la T.V.A. Le fait même que cette substitution ait été possible sans amener aucun changement notable dans l'économie française tendrait à prouver qu'un impôt sur le revenu perçu à la source n'est que nominalement un impôt direct.

On peut douter, comme on l'a constaté la semaine dernière, qu'un impôt perçu par voie de retenue à la source dès les plus basses tranches de revenus soit vraiment un impôt sur le revenu. Aussi, c'est l'inégalité entre les taux les plus élevés de l'impôt et ceux des tranches de démarrage qui caractérise la progressivité d'un système d'impôt sur le revenu ; ce n'est pas l'altitude, en valeur absolue, des tranches les plus élevées.

Lorsque l'on compare, de ce point de vue, le barème français à celui en vigueur chez nos deux plus grands partenaires européens, on s'aperçoit que c'est dans notre pays que la progressivité est le plus accusée. C'est ce que prouve très bien, par exemple, le graphique ci-dessous. Il retrace les taux applicables sur les revenus de 1981 à un contribuable seul (sans personne à charge). Le fait évident, tout d'abord, est que, au-dessus d'un revenu de l'ordre du SMIC (40 000 francs), les taux français sont les plus élevés, puisque leur courbe sert d'enveloppe aux autres.

Penchons-nous maintenant sur les écarts relatifs, ce qui est, d'après tout ce qui précède, le seul mode valable de comparaison. Là où, en France, l'inégalité s'exprimait en 1981 par l'écart entre un taux de zéro et le taux de 60 % :

- En R.F.A., elle s'exprimait par l'écart entre le taux de 22 % et le taux de 50 % ;
- en Angleterre, elle s'exprimait par l'écart entre le taux de 30 % et le taux de 60 %.

Autrement dit, l'écart séparant le taux le plus bas du taux le plus élevé était approximativement double, en France, de ce qu'il était chez l'un ou l'autre de nos deux principaux partenaires européens.

Depuis 1981, les taux applicables aux tranches élevées ont été augmentés en France, dépassant en fait 70 % (1), tandis qu'ils sont restés stables ou ont été allégés en R.F.A. et en Angleterre. Certes, les barèmes utilisés pour comparer les taux d'imposition entre la France, la R.F.A. et l'Angleterre sont établis d'après les taux applicables à des contribuables sans personne à charge. Or il est bien connu que le système du quotient familial, en France, allège considérablement la charge de l'impôt pour les bénéficiaires de petits et moyens revenus.

Mais les effets du quotient familial sont réduits à peu de chose, pour les bénéficiaires de revenus élevés, par suite du plafonnement dont ces effets sont l'objet en valeur absolue. Cela ne change donc pratiquement rien aux conclusions tirées de la comparaison des écarts entre les taux extrêmes.

Qui plus est, le système du quotient familial ne peut pas être considéré comme opérant un allégement général de la progressivité. C'est un système de subvention aux familles, et tous les contribuables ne sont pas chargés de famille : 20 %, au moins, des « foyers fiscaux » sont des foyers de célibataires, de divorcés ou de veufs sans enfant. Faut-il les sacrifier et les passer sous silence dans les comparaisons ?

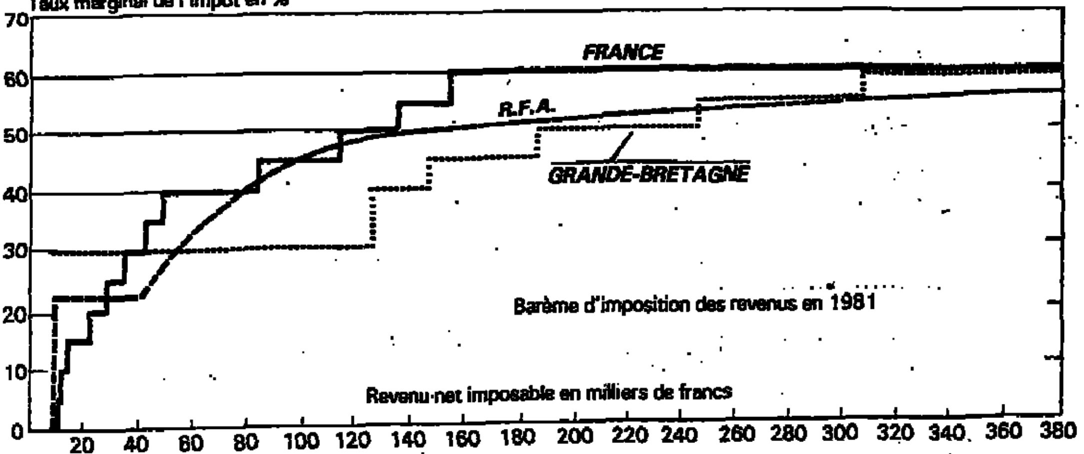
Que signifie finalement l'appréciation portée sur le « civisme » des peuples en fonction du rendement global des impôts sur les revenus ? C'est un fait que des rendements globalement importants des systèmes d'impôt sur les revenus ne sont obtenus que dans les pays qui, grâce à des systèmes de retenues à la source, font supporter des taux élevés aux gros bataillons de leurs contribuables petits et moyens. En matière fiscale d'une façon générale, et en matière d'impôts sur les revenus spécialement, ce sont les gros bataillons qui font les grosses recettes. Ce ne sont pas les contribuables les plus fortunés, quel que soit le taux qu'on leur applique.

MAURICE LAURÉ.

(*Lire la suite page 21.*)

(1) Encore ne s'agit-il là que de la progressivité apparente. Parmi les salariés, la progressivité est très aggravée, au détriment des cadres supérieurs, par le fait qu'au-dessous de 460 000 F par an les salaires ne sont retenus que pour 80 % de leur montant. Ce procédé de progressivité occulte n'a pas d'équivalent à l'étranger.

POUR LES REVENUS MOYENS ET ÉLEVÉS LE BARÈME FRANÇAIS EST PLUS ÉLEVÉ QUE CEUX DE LA R.F.A. ET DE LA GRANDE-BRETAGNE



Comment les Français paient-ils leurs impôts ?

Nous continuons ci-dessous la publication d'extraits du très abondant courrier que nous vaut le débat ouvert dans ces colonnes (*le Monde* du 11 octobre) sur le thème : *« Comment les Français paient-ils leurs impôts ? »*

Réformer la fiscalité

Le système fiscal français est devenu si complexe, si fragile, si inconséquent qu'il n'est même plus susceptible de réforme. A manipuler les taux, les seuils, à changer les points et les virgules, à déplacer les alinéas et les paragraphes du code général des impôts, les partis politiques qui se succèdent au pouvoir ne manifestent aucun courage ni aucune originalité. Leurs replâtrages permanents ne cachent plus les lézardes de l'édifice.

Les Français demandent à être imposés autrement, radicalement. Il faut engager une révolution fiscale pour voir enfin l'impôt accompagner le progrès et le favoriser plutôt que l'entraver. A cet effet, il paraît possible d'instituer un couple d'impôts sur les dépenses d'une part et sur le capital d'autre part qui se substitueraient efficacement à l'ensemble des impôts directs (I.S., I.R.P.P., taxes locales), des droits d'enregistrement (sur les successions, mutations...) et de l'I.G.F.

La T.V.A. est un impôt intelligent et de bon rapport, mais elle pèse pratiquement au même taux sur tous les ménages, quels que soient leurs revenus. L'impôt sur les dépenses pourrait être progressif en tenant compte d'un quotient familial plus favorable qu'aujourd'hui, soit une part par enfant au lieu d'une demi-part. Le taux maximum d'imposition pourrait être limité à 50 % et le seuil minimum d'imposition pourrait être fixé à deux fois le seuil actuel de l'I.R.P.P. Dans ces conditions, cet impôt aurait rapporté à l'État, en 1980, 60 milliards.

Un véritable impôt sur le capital permettrait par ailleurs d'imposer tous les biens des ménages et des sociétés — mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels (droit à la retraite...) — sans abattement. Le taux d'imposition devrait être suffisamment significatif pour contraindre les propriétaires à faire fructifier leur patrimoine.

Selon les diverses estimations réalisées à ce jour (I.N.S.E.E., C.E.R.C...) pour 1980, le patrimoine net de passif des ménages peut être évalué à 18 600 milliards de francs (hors parts de sociétés) et celui des sociétés (hors administration) à 3 450 milliards. Le taux maximum d'imposition pourrait être fixé à 1,5 % dont partie au profit de l'État et partie au profit des collectivités locales. Dans cette hypothèse, cet impôt aurait été en 1980 d'un rapport de 210 milliards de francs.

Au total, les nouveaux impôts, sous réserve de la prise en compte de divers abattements, auraient apporté en 1980 276 milliards contre 267 milliards pour les impôts et droits existant, et auxquels il est proposé de les substituer (...).

Ces impôts, les Français ne les aimeraient pas plus sans doute, mais peut-être les supporteraient-ils mieux parce qu'il s'agirait enfin d'impôts de progrès.

JEAN-PHILIPPE DELSOL
(Lyon).

Imposer la dépense

Je considère qu'il est urgent de supprimer l'impôt sur le revenu. Quand bien même cette action n'entraînerait pas une épargne égale à l'argent ainsi libéré, elle pourrait permettre la satisfaction de besoins jusqu'alors différés, ce qui procurerait un « plus-à-gagner » pour l'industrie.

Peut-on risquer une autre remarque : peut-être le travail « au noir » serait-il moins fréquent (car il s'agit surtout de soustraire des revenus à l'impôt).

Mais, dira-t-on, comment compenser le manque-à-gagner pour l'Etat ?

Bien sûr, il faut une contrepartie : *la généralisation de l'impôt indirect.*

La différence est importante : outre que son paiement est indolore, son principe est plus équitable. Chacun paierait non selon son revenu mais selon sa consommation.

Les articles seraient classés *par catégorie* :

— première nécessité (alimentation) ;

— luxe (voitures puissantes, magnétoscopes, bateaux...) ;

— catégorie intermédiaire (petites voitures, appareils ménagers, téléphone).

Quel programme *révolutionnaire ! Mais après tout, pourquoi* pas ?

ENIS WITZ
(Béthune.)

Pitié pour les classes moyennes

La classe moyenne en France, qui comprend les artisans, commerçants, professions libérales, cadres, petits industriels, etc., est la seule actuellement à pouvoir fournir plus d'emplois aux Français puisqu'on admet que les grosses entreprises sont saturées.

L'écraser d'impôts est un très mauvais calcul. Personne n'a envie de travailler pour le « roi de Prusse », en l'occurrence l'État, dont on met en doute la capacité de gérer. D'où démotivation, découragement. *Dégoût* de créer, dégoût d'innover, de moderniser, d'embaucher, etc. Le vrai problème des classes moyennes est là.

Personnellement imposé au maximum, je me vois contraint pour la première fois en vingt-cinq ans de travail intensif :

— De licencier ma femme de ménage, *qui ira grossir les rangs des* chômeurs et aggravera le déficit de l'État ;

— De garder ma voiture quatre ou cinq ans au lieu de deux ans (ce qui accroîtra la mévente des voitures neuves) ;

— Surtout, de supprimer toutes dépenses d'entretien de mon habitation : peintures, tapisseries, etc., ce qui lésera de nombreux petits artisans. Les États-Unis ont compris que les classes moyennes étaient le moteur d'une nation, la France socialiste, non.

Docteur CHAPUIS,
(Bourg-en-Bresse.)

Inquisition

L'impôt sur le revenu se veut instrument de justice sociale. Mais c'est raté s'il y a fraude. D'où nécessité d'un contrôle — et d'un gâchis de temps et d'argent consacrés à frauder et à déjouer la fraude. Il m'arrive souvent d'être effrayé par les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale. Le grand public ne connaît que les « signes extérieurs de richesse » — châteaux, yachts, domestiques — et ne soupçonne pas le pouvoir *exorbitant* du fisc de passer toute notre vie privée au peigne fin, avec les « balances de trésorerie », reconstitution de toutes les dépenses, y compris le « train de vie », pour le comparer aux ressources déclarées. Et ce procédé ne sert pas qu'à débusquer les revenus crapuleux (vol, proxénétisme...). Je le vois couramment utilisé, et mettant dans un cruel embarras la femme aidée par un ami, le bénéficiaire d'une entraide familiale, etc.

Cette moderne inquisition me paraît plus inquiétante que les fichiers informatiques, dont on a fait grand bruit, pour une autre aspiration fondamentale : la liberté.

PAUL SAGE.
(Pau.)

Les charges des professions *libérales*

Si la solidarité et l'équité justifient la politique actuellement suivie, on ne peut contester qu'elle ne soit ressentie par les professions libérales comme à l'origine de charges considérables et souvent difficilement supportables, eu égard à leurs *disponibilités réelles.*

Leurs membres *ont, en* effet, peut-être plus clairement conscience que leurs interlocuteurs d'une autre source d'inégalité : celle qui tient aux différences de protection sociale entre eux et les cadres de l'industrie et du commerce, que ce soit en termes de protection contre la maladie ou de pension de retraite.

Il semble que les professionnels libéraux accepteraient mieux de supporter les mêmes charges que les salariés, cadres et cadres supérieurs, si la constitution de ces protections (et ils sont seuls dans ce cas) ne devait être payée sur les sommes disponibles après paiement de l'impôt.

Une solution simple pourrait, nous semble-t-il, être trouvée à ce problème d'équité en attendant que la « société uni-personnelle » soit entrée dans les mœurs françaises : ce serait de leur donner la possibilité d'inscrire fiscalement les frais correspondants comme des frais généraux nécessaires à l'exercice de leur profession, dans la limite, bien sûr, *de ce qui est accepté* (29 % pour les retraites complémentaires des cadres supérieurs) dans le cadre de la législation fiscale des sociétés commerciales.

Cet aménagement, qui ne serait que justice, ne serait d'ailleurs pas contradictoire avec les intentions générales du législateur : les sommes *collectées au titre de l'ensemble de* ces protections seraient dès lors, et à l'évidence, sensiblement plus fortes qu'aujourd'hui et alimenteraient une épargne longue dont chacun sait que le pays a le plus urgent besoin.

MICHEL BRISSAC.
(Paris.)

D'accord, mais pour quoi ?

Quoique de droite, surtout depuis deux ans, je pense qu'il faut que les nantis payent, c'est pourquoi l'impôt sur le revenu doit être augmenté plus que les indirects. Il faut donner à la collectivité les moyens de faire le bonheur de tous, c'est là la justification du collectivisme, mais malheureusement nos gouvernants se laissent aller à écouter une catégorie puis l'autre aux dépens du plus grand bien de tous.

Frapper les riches, c'est aussi frapper l'investissement ; car ce qui n'est pas consommé va à l'épargne. Les budgets modestes sont affectés à la consommation.

On ne contribue volontiers que si les deniers de *l'État sont utilisés judicieusement,* pas pour satisfaire des jouissances immédiates, mais pour préparer l'avenir.

A ce point de vue, il y a, avec Delors et Fabius, quelques progrès, si cela dure.

Docteur de MISCAULT.
(Lévricourt.)

An total, les efforts demandés en *1983 et en 1984 aux contribuables* qui paient plus de 5 000 F ou plus de 20 000 F d'impôts ne vont quand même pas bouleverser leurs conditions de vie. Nous sommes bien placés pour dire qu'avec 7 000 ou 8 000 F par mois on peut avoir une « qualité de vie », dès lors que celle-ci n'est pas *fondée sur* la convoitise *et la* consommation des derniers produits à la mode.

Cela dit, il est certain que les efforts des salariés *seront* mieux compris et acceptés lorsqu'ils constateront :

— que la fraude fiscale est en recul ;

— une remise en cause du forfait chez les non-salariés.

A cela, il faut aussi ajouter une volonté relativement nouvelle et légitime des citoyens de savoir ce qu'on fait de leur argent.

Il y en a plus qu'on ne croit qui sont d'accord pour une solidarité, mais qui ressentent mal ces prélèvements imposés d'en haut qui se perdent dans l'anonymat du budget de l'État.

R. et J.-C. APARICIO.
(Martigues.)

Les Français se plaignent de payer trop d'impôts, du moins dans la partie visible, l'I.R.P.P., et l'on entend à ce sujet toutes sortes d'arguments. C'est trop lourd, c'est mal réparti, si l'on savait au moins à quoi cela sert, mais c'est le tonneau des Danaïdes avec ce gouvernement qui, ce gouvernement que.

Les Français sont *tels* qu'on pourrait les ruiner à faire la guerre (Indochine, Algérie), leur prendre ce faisant leur vie, *leur* santé, leur argent, ils ne broncheraient pas, car ils verraient à quoi cela sert.

Voyez, pour le Tchad, on reproche au gouvernement d'avoir trop tardé ou de rester l'arme au pied. Que n'avons-nous nos Malouines, je gage que François Mitterrand s'y *taillerait une belle popularité.*

Soyons sérieux : nous sommes en guerre économique et en révolution industrielle.

Comme 10 % de Français, je verse deux mois de retraite pour payer mon I.R.P.P. et je ne me pose pas la question de savoir à quoi cela sert. Je sais ce que coûtent l'éducation nationale, la défense nationale, la sécurité publique. Je connais le poids de la dette publique et la charge des intérêts. Je conviens de la nécessité de renflouer l'UNEDIC et la Sécurité sociale, et ce qu'il en coûterait de tensions et de désolations de tailler dans les prestations jusqu'à rétablir l'équilibre de ces secteurs. Je sais enfin qu'il faut investir dans la recherche, dans la formation, etc.

M. RICBOURG,
(La Celle-Saint-Cloud.)

Les personnes seules durement imposées

Les personnes seules paient des impôts trop lourds. Telle est la conclusion d'une enquête du Groupe de recherche et d'action en faveur des personnes seules (G.R.A.P.S.) dont le siège est à Brest (1).

L'association a répertorié tous les types d'impôt : outre l'impôt sur le revenu, elle étudie les charges sociales, la taxe d'habitation et la T.V.A. Après avoir établi que le nombre de personnes seules a augmenté au cours de ces dernières années pour atteindre 4 728 000 personnes, le G.R.A.P.S. a calculé le nombre de jours durant lesquels elles doivent travailler afin de payer ces taxes. *« On savait déjà que le système des parts pénalise les personnes seules,* affirme une responsable de l'association, *nous avons également souligné l'importance des autres impôts. »* Ainsi un contribuable gagnant 3 500 F par mois devra travailler 22 jours pour payer son impôt sur le revenu, mais encore 48 jours pour payer ses cotisations sociales et 15 pour payer sa taxe d'habitation. Quant à la T.V.A., les personnes seules paient *proportionnellement* plus d'impôts que les familles puisqu'elles achètent « comme la famille », *télévision,* radio, appareil ménager, etc.

L'exemple des autres salaires confirme ce phénomène. Pour un revenu de 7 000 F par mois, une personne seule travaille 59 jours *pour payer son impôt,* 46 *pour* ses charges *sociales,* 20 jours pour la taxe d'habitation.

Or, affirme l'association, si les personnes seules acceptent de payer plus d'impôts que les familles au nom de la solidarité nationale, elles ne peuvent compenser intégralement les abattements dont bénéficient les ménages parfois plus aidés. D'autre part, pour une même cotisation, la personne seule a droit à un remboursement alors qu'une famille a droit à plusieurs remboursements. Cette solidarité, affirme le G.R.A.P.S., ne doit pas être à sens unique : pourquoi les personnes *seules ne bénéficient-*elles pas d'allocation-logement, d'aide à domicile lorsqu'elles ont moins de 65 ans et sont malades ?

Une fiscalité juste, conclut le G.R.A.P.S., doit tenir compte des dépenses « incompressibles » des personnes seules. En outre, tous les revenus d'un *ménage,* avantages sociaux *notamment,* doivent être comptabilisés pour le calcul de *l'impôt.*

M.-C. R.

(1) *G.R.A.P.S.* BP 131 — 29269 Brest Cedex.

Quelle transparence pour les revenus agricoles ?

Le projet de budget de l'État pour 1984, présenté le 21 septembre par le gouvernement, comporte certaines mesures annoncées comme devant conduire à une meilleure connaissance des revenus agricoles.

Dans un article publié dans *le Monde* du 13 octobre, ce projet de réforme est présenté comme une *« longue marche vers la transparence ».* Nous pensons utile de préciser que cette marche sera probablement encore plus longue que cet article le laisse entendre. (...)

L'extension du régime dit du réel, ou, demain, d'un régime *« super simplifié »* s'accompagnera d'une plus grande transparence effective, si, *a posteriori,* un minimum de contrôle est opéré sur les déclarations souscrites. Ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque les exploitants agricoles relevant du réel (normal simplifié) courent le « risque » d'être vérifiés en moyenne une fois tous les quarante-quatre ans, compte tenu du nombre d'assujettis et du nombre d'agents affectés à ces travaux.

Ce sera encore moins le cas demain puisque le gouvernement, bien qu'en proposant des dispositions législatives conduisant à augmenter le nombre d'entreprises agricoles à vérifier, a parallèlement décidé de ne créer aucun emploi à la direction générale des impôts en 1984 et pendant toute la durée du IX[e] Plan.

Au *décalage important constaté* entre les revenus réels de nombre d'exploitants agricoles et les revenus déclarés au fisc, il convient d'ajouter les multiples possibilités d'évasion fiscale que le code général des impôts ouvre à cette catégorie de contribuables.

Il faut, par exemple, souligner que l'usage fait par de nombreux agriculteurs de ne pas retenir un exercice comptable et fiscal correspondant à l'année civile leur permet, et particulièrement en période d'inflation, de réduire et de retarder leur taxation.

Le système fiscal français, essentiellement déclaratif, doit avoir pour contrepartie un contrôle *minimal* des déclarations pour s'assurer du degré de sincérité des déclarants, l'améliorer progressivement et rectifier les erreurs ou dissimulations.

A ce jour, ce sont les salariés et retraités qui demeurent, de fait, la catégorie sociale la plus transparente à l'égard du fisc, à la fois parce que les employeurs déclarent systématiquement à l'administration les salaires versés et que cette catégorie sociale, compte tenu de l'organisation des services fiscaux et des directives données aux agents dans la politique du contrôle fiscal, est celle dont les déclarations de revenus sont le plus fréquemment et le plus régulièrement contrôlées.

G. GOURGUECHON.
Secrétaire général du S.N.U.I.
(Syndicat national unifié des impôts).

Nous payons de bon cœur

Retraités, soixante-neuf ans, disposant d'un revenu annuel de 104 808 F, nous avons payé en 1983 (y compris le 1 %) 12 680 F d'impôt, plus l'emprunt obligatoire (1 000 F).

Ayant cinq enfants et quinze petits-enfants, nous ne sommes pas en peine pour utiliser nos ressources.

Nous vous disons tout de suite que nous nous classons parmi les privilégiés et que nous payons nos impôts de bon cœur.

Nous avons dans nos relations un certain nombre de retraités aux petites ressources, une de ces personnes étant même admise au Fonds national de solidarité malgré plus de quarante-deux ans de travail et plus de trente-sept ans et demi de cotisations sociales, mais avec un très petit salaire. D'autres, sans en être là, ont des retraites entre 3 000 et 4 000 francs par mois actuellement, donc nettement inférieures en 1980. Or, à ce moment-là, au grand scandale, elles étaient assujetties à l'impôt sur le revenu. Maintenant, non seulement elles ne le paient plus mais elles sont aussi libérées des impôts locaux.

Quant à la personne qui bénéficie du F.N.S. (Fonds national de solidarité), fin juin 1981, sa retraite était de 1 430 francs. Aujourd'hui elle est de 2 371 francs (mensuels bien entendu) ce que nous considérons encore comme une misère, bien sûr, mais, tout de même, nos impôts nous semblent légers s'ils aident à améliorer le sort de ces personnes, et nous trouvons notre vie aisée quand nous la comparons avec elles.

Un couple de retraités
qui désire garder l'anonymat

Une solidarité à sens unique

La solidarité invoquée à l'appui de la politique gouvernementale a deux caractéristiques : elle ne porte que sur l'argent, et elle agit toujours à sens unique. On n'a jamais entendu une voix officielle demander la solidarité des ouvriers pour les dirigeants d'entreprises en difficulté, ni celle des fonctionnaires en grève pour les usagers des services publics. La solidarité n'a qu'un raisonnement : « Vous avez plus d'argent, donc vous pouvez payer, donc vous devez payer. »

Vous pouvez payer ? *Certes !* Ce ne sont évidemment pas quelques milliers de francs d'impôt supplémentaires qui vous réduiront à la misère. Seulement... le même raisonnement s'applique, *mutatis mutandis,* à tous. Quel est donc le contribuable, si modeste soit-il, qui ne peut faire face à une augmentation de son impôt sur le revenu ? S'il payait quelques milliers de francs, il sera privé de quelques dizaines de francs.

La mauvaise conscience que suscite l'évocation rituelle des « plus démunis » conduit à obscurcir des évidences.

La première évidence est qu'un contribuable assujetti à l'impôt sur le revenu est déjà un privilégié puisque ses revenus sont suffisamment élevés pour lui faire franchir le seuil d'imposition.

PAUL DAILLOUX
(Dijon).

Grève des achats

Cadre supérieur retraité, j'ai constaté, en 1983, une progression de 8,4 %, par rapport à 1982, des différentes pensions que je perçois et qui représentent 90 % de mes revenus.

En regard, la ponction fiscale — I.R.P.P., taxes foncières, taxes d'habitation, prélèvement libératoire, *emprunt* obligatoire — se trouve majorée de 18 %, soit de 15 884 francs.

J'avais prévu de changer de voiture cette année, et j'avais provisionné 15 000 francs pour le règlement de la soulte. J'ai annulé ma commande. Le fisc y perd 18 000 francs de T.V.A.

Que M. Uri, dont l'acharnement fiscal est remarquable, calcule jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. La grève des achats ne pourrait être qu'un prélude à la grève des impôts.

JEAN GOURAND
(Poissy).

La rétroactivité de la loi de finances

En 1983, les droits du contribuable accusent un retard sur ceux du consommateur ; si celui-ci ne sait pas toujours quelle satisfaction il va retirer de ce qu'il acquiert, du moins la loi lui donne-t-elle le droit de savoir avec précision combien il va payer ; tandis que celui-là non seulement ne peut préjuger dans quelle mesure il approuvera l'usage qui sera fait de l'argent que l'Etat prélève, mais encore ignore combien il devra payer sur le revenu qu'il est en train de se constituer (...).

L'exemple le plus *récent* est celui de la majoration payée en 1982 sur les revenus de 1981. Un revenu supérieur, si peu que ce fût, à celui qui *entraînait une imposition de* 25 000 F, non seulement déclenchait une majoration de 10 % de *l'impôt* au-dessus de 25 000 F, *mais « rebondissait »* aussi sur l'impôt compris entre 15 000 F et 25 000 F, et accroissait donc la majoration de 1 000 F supplémentaires (...)

Le moyen d'éviter les surprises serait que la loi de finances cessât de fixer le barème d'imposition du revenu déjà acquis et s'appliquât au revenu futur. La loi votée en fin d'année civile s'appliquerait au revenu de l'année suivante, ce qui offrirait plusieurs avantages. Le premier serait évidemment de libérer le contribuable en l'informant : il connaîtrait les variations de son revenu disponible en fonction des variations de son revenu avant impôt ; il pourrait limiter ses gains à temps avant un éventuel effet de rebond. En contrepartie, la certitude de disposer d'une proportion déterminée des gains inciterait certains contribuables à les accroître, et donc à contribuer davantage aux recettes fiscales. Le second avantage serait de permettre de savoir quelle somme on peut librement dépenser, et le cas échéant investir autrement qu'en dépôts à vue, c'est-à-dire favoriser la croissance et l'emploi. Enfin, comme l'impôt serait payé l'année où le revenu imposable se constitue, la loi de finances n'aurait pas à prendre en compte le taux d'inflation pronostiqué pour l'année suivante — ce que fait la loi actuelle, car l'impôt, payé avec un an de retard, l'est en monnaie dévaluée.

GEORGES GUERRIER
(Marseille).

Apparence et réalité de la fiscalité

(Suite de la page 19.)

Considérons, à titre d'exemple, dans le tableau ci-contre, la décomposition, par tranches, des revenus des Français en 1980 et de l'I.R.P.P. payé par eux. Il aurait fallu, pour égaler le pourcentage d'imposition du revenu national atteint cette année-là, en matière d'impôt sur le revenu, par l'Angleterre percevoir deux fois plus que les 132 milliards de francs qui ont été perçus chez nous.

Supposons que l'on ait voulu tirer ce complément d'une imposition accrue des tranches de revenu les plus élevées, sans relever le taux des tranches inférieures et sans dépasser cependant le taux de 100 %. Le calcul montre qu'il aurait fallu, à peu de chose près, imposer à 100 % l'intégralité de la partie des revenus familiaux supérieure à 55 000 francs par an. Et ce régime se serait appliqué à quelque 5,5 millions de contribuables, soit presque quatre sur dix. L'absurdité de ces chiffres illustre ce que nous avons dit du rôle des gros bataillons.

Il y a donc peut-être du « civisme » là où le rendement global de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est élevé, puisque ce sont les gros bataillons des contribuables, c'est-à-dire les gros bataillons des électeurs, qui paient. On peut toutefois se demander s'il ne s'agit pas d'un civisme très édulcoré lorsque l'on constate que ces prélèvements importants sont *toujours* obtenus par le procédé anesthésiant de la retenue à la source, laquelle (la « transmutation » opérée en France l'a bien montré) n'est pas plus douloureuse qu'une T.V.A. ou qu'une cotisation de sécurité sociale.

En tout cas, il est difficile de considérer que le civisme existe là où la progressivité des taux est très forte. On ne voit pas, en effet, où est le civisme lorsqu'une majorité d'électeurs à faibles et moyens revenus imposent *nolens volens* des taux spoliateurs aux porteurs de gros revenus.

En fait, c'est la nation tout entière qui finit par être la victime d'une progressivité exagérée des taux de l'impôt sur le revenu. Cette progressivité, qui n'est guère efficace du point de vue du rendement, a surtout pour fin d'assouvir le sentiment d'envie éprouvé par ceux qui gagnent peu à l'égard de ceux qui gagnent beaucoup.

C'est dans le lot des plus « favorisés » que se trouvent précisément tous ceux qui dynamisent l'économie et qui orientent, distribuent et encadrent le travail. Lorsque ces « favorisés » n'ont plus l'espoir raisonnable de jouir du fruit de leurs efforts, la tentation finit par les gagner, eux aussi, de goûter aux plaisirs de la relaxation et du moindre effort. C'est ce que l'on a pu constater en Angleterre, au terme d'un quart de siècle de haute progressivité. Alors qu'auparavant le niveau de vie anglais dépassait le nôtre de 30 % l'on a finalement vu, dans les entreprises de ce pays, des états-majors deux fois plus nombreux et deux fois moins payés diriger des travailleurs deux fois moins productifs. Ce que les classes populaires ont gagné à la surimposition des états-majors n'a rien été à côté de la baisse générale des revenus en comparaison de l'Europe continentale... Et la pente ainsi descendue est bien difficile à remonter, quelles que soient les médecines administrées par Mme Thatcher. Mais c'est là une autre histoire, comme eût dit Kipling.

MAURICE LAURÉ.

LES GROS BATAILLONS DES PETITS ET MOYENS CONTRIBUABLES

Tranches de revenus nets globaux	Nombre de contribuables	Montant des revenus	Montant des droits simples
100 à 20 000	898 823	14 958 490 788	619 325 344
20 100 à 25 000	1 224 995	27 977 231 836	1 806 639 772
25 100 à 30 000	1 630 650	45 218 210 442	3 308 185 317
30 100 à 35 000	1 609 745	52 461 584 722	4 060 219 069
35 100 à 40 000	1 482 300	52 617 770 811	4 290 103 699
40 100 à 50 000	2 151 451	96 807 226 532	8 407 005 145
50 100 à 60 000	1 811 066	99 363 140 157	9 834 248 401
60 100 à 70 000	1 291 608	83 696 565 260	9 600 184 204
70 100 à 80 000	889 025	66 492 297 351	8 715 290 245
80 100 à 100 000	1 020 009	90 651 203 300	14 057 023 353
100 100 à 200 000	1 096 703	143 301 741 611	31 256 771 999
200 100 à 400 000	210 495	55 644 586 471	18 275 105 622
Plus de 400 000	52 771	37 145 213 819	17 871 568 018
TOTAUX	15 289 641	866 335 263 100	132 101 670 188

Impôt sur le revenu de 1980.

Les ambitions d'I.B.M.

(Suite de la page 19.)

En 1974, I.B.M. mettait en pratique le concept de réseau téléinformatique S.N.A., qui organisait les transferts d'information entre plusieurs unités centrales et leurs terminaux de façon particulière à I.B.M. De considérables investissements en matériels et logiciels sont aujourd'hui liés à S.N.A.

Quelques années plus tard, associée à la Comsat et à une compagnie d'assurance, I.B.M. participait au lancement du satellite S.B.S., qui lui donnait une entrée dans un réseau spatial de communication d'entreprises.

Mais tous ces développements sont aujourd'hui insuffisants. La multiplication des nouveaux matériels et logiciels dans les bureaux, les usines, les professions libérales et désormais dans les foyers, rendent nécessaire une nouvelle stratégie où les télécommunications font office de plaque tournante. *« Les conversations entre ordinateurs deviennent plus importantes que les ordinateurs eux-mêmes »*, explique-t-on chez I.B.M. Les deux marchés de l'informatique et des télécommunications fusionnent.

Dans ce vaste ensemble, I.B.M. a une taille certes considérable avec 30 % des 100 milliards de dollars du marché mondial de l'informatique. Mais son approche précédente n'est plus adaptée : même avec 1 600 millions de dollars consacrés chaque année à la recherche-développement, le groupe ne peut plus tout faire seul comme il l'avait fait jusque-là. Il lui faut s'associer, s'il veut conserver une maîtrise globale du processus d'information-communication.

Une arme redoutable

Le micro-ordinateur P.C. est le premier fruit de cette nouvelle stratégie qui consiste, à l'inverse de ce qui était fait, à chercher à l'extérieur des compétences complémentaires, quitte à abandonner ou mettre en sommeil des développements internes. Le P.C. a été bâti autour d'un microprocesseur de l'entreprise Intel (dont I.B.M. a pris 12 % du capital), d'un logiciel de Microsoft et vendu pour partie par un réseau de distribution indépendant (*le Monde* du 29 septembre 1983). Ce n'est qu'un premier signe d'une agressivité plus générale. I.B.M. a créé en son sein quinze entités hors hiérarchie, souples, animées chacune par un « esprit d'entreprise propre » et chargées de nouveaux marchés. Plus aucun domaine de la communication ne sera négligé *a priori*. Plus aucun concurrent n'est à l'abri des ambitions du géant.

Dans les télécommunications, I.B.M., avec un systématisme qui lui est propre, approche chacun des partenaires importants : les industriels, les P.T.T. et les organismes de normalisation internationale.

Côté industriel, I.B.M. a pris 17 % de Rolm, fabricant américain d'autocommutateurs (les équipements des standards des entreprises) qui contrôle 15 % du marché outre-Atlantique. L'accord ne concerne pas l'Europe où I.B.M. distribue encore, pour l'instant, des matériels développés à La Gaude. Mais I.B.M. négocie avec d'autres partenaires du Vieux Continent, avec en poche une arme redoutable : la faculté d'étendre son accord avec Rolm en Europe. D'autres contacts ont été pris pour d'autres « mariages ». Le trousseau — l'accès favorisé de tous ses clients et le « monde I.B.M. », avec sa qualité, ses normes et sa puissance — a de quoi séduire les partenaires potentiels...

Côté P.T.T. européennes, l'opération est plus délicate. Ces organismes ont en général la fibre nationaliste, leur marché constituant une base d'appui pour le développement des industries électroniques nationales. I.B.M., pour l'heure, tâte le terrain et s'infiltre dans les fissures : élaboration de videotex en R.F.A., offre de modernisation du 12 (le service de renseignements) en France, et d'équipement de numérisation des centraux électromécaniques en Grande-Bretagne pour l'ouverture de nouveaux services (réveil, conversation à trois...). Autant d'occasions saisies fort à propos, qui laissent présager des opérations de plus grande envergure.

A Genève, au siège de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), I.B.M. entend faire reconnaître le S.N.A. Le développement du réseau Transpac par les P.T.T. françaises en 1978 et son succès international ont forcé I.B.M. à en reconnaître les normes (X 25) différentes des siennes. L'opération fut coûteuse et la leçon fut entendue. Le groupe ne craint rien, sauf une remise en cause de S.N.A. lors des travaux menés actuellement à Genève sur la normalisation de tous les réseaux de communication. La normalisation *« ne doit pas être forcément identique à S.N.A. mais au moins équivalente »*, prévient I.B.M. Il s'agit là de l'essentiel. Même si I.B.M. prétend n'écarter *a priori* aucun créneau, son ambition globale est de contrôler les réseaux *« à valeur ajoutée »* du type S.N.A. Ambition concurrente de celle des P.T.T...

Entravée et fermée, I.B.M. avait conservé sa place de numéro un de l'informatique. Désormais libérée et ouverte, la compagnie prétend être le premier conglomérat de la communication. Pour l'Europe, la menace n'est-elle pas au moins aussi grande que celle d'A.T.T. ?

E.L.B.

LES GRANDS GROUPES DU TÉLÉPHONE

(commutation publique — chiffres 1982)

	Chiffre d'affaires dans le secteur (milliards $)	Part du marché mondial
A.T.T. (E.U.)	4,2	19 %
I.T.T. (E.U.)	3,6	17 %
Siemens (R.F.A.)	2,1	10 %
G.T.E. (E.U.)	2,1	10 %
NEC (Japon)	1,5	7 %
L.M. Ericsson (Suède)	1,3	6 %
Northern Telecom (Canada)	1,1	5 %
Thomson (France)	0,8	7 %
C.G.E. (France)	0,7	

MARCHÉ MONDIAL DES INDUSTRIES DE COMMUNICATIONS

(en milliards de dollars)

	1983	Prévisions pour 1988	Taux de croissance annuel (prévisions)
États-Unis	22	39	+ 8,2 %
Europe de l'Ouest	13	17	+ 5,3 %
Japon	5	7	+ 6,3 %
COMECON et Chine	8	16	+ 14 %
Reste du monde	12	11	+ 8,5 %
Total	60	90	

Source : Arthur D. Little.





NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

● GEORGES SOKOLOFF. – L'Économie de la détente : l'U.R.S.S. et le capital occidental.

Avant même l'avant-propos, un curieux rappel d'événements presque centenaires, sous la forme d'une déclaration du ministre des finances de Nicolas II, S. Witte, qui met en garde les pays occidentaux, en train de se créer, par leurs apports de capitaux industriels, un redoutable rival.

C'est cependant dans l'autre camp, c'est-à-dire du côté soviétique, qu'est posé, par le professeur de Paris-III, tout le problème du « rideau de fer » et, plus particulièrement, des rapports économiques avec les pays occidentaux, sous l'angle des importations de biens d'équipement.

L'avant-propos brillant, pittoresque, imagé, a, sans doute, été rédigé après l'analyse pénétrante, serrée, créatrice chez l'auteur d'un besoin de détente.

Déjà assez austère, du fait même de sa fidélité, la description de l'appareil du commerce extérieur souligne le laborieux partage des responsabilités : l'expression « influence directive » n'est pas sans rappeler la fameuse « ardente obligation » de notre propre plan. Si important que soit le rôle du Gosplan, c'est le comité central du parti qui semble avoir le dernier mot.

Nous ne pouvons ensuite que suivre avec confiance la recherche des réalités dans un maquis statistique confus. Cette opération est un véritable décodage : une partie des dépenses militaires ne doit-elle pas être cherchée dans le poste « variation des stocks » ? Du reste, le souci d'embrumer l'appareil se manifeste à tout instant.

Dépendance vis-à-vis de l'Ouest ? Enchaînement fatal ? Primauté discrète des besoins économiques ? Réponse plus que nuancée : non seulement la dépendance de l'Ouest vis-à-vis des pays socialistes semble plus forte encore, mais le tournant préoccupant des années 1975 et 1976 ne semble pas dû à la hausse du pétrole de 1974. Peut-être le plan a-t-il surestimé les possibilités d'armements lourds, de sorte que persiste le *besoin de recourir à l'Ouest. La contradiction* des objectifs n'est d'ailleurs pas le monopole de l'Est.

Cinq annexes et une importante bibliographie, dont sont cependant exclus les ouvrages de Ch. Bettelheim et d'autres Français.

Regrettable accumulation des notes en fin de volume, plus commode pour l'imprimeur que pour le lecteur.

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris, 1983, 22 cm, 225 pages, 145 F.

● MOSTAFA QAROUACH. – L'Agriculture marocaine face au deuxième élargissement de la C.E.E.

Que les gouvernements des pays occidentaux, et particulièrement ceux de la C.E.E. soient en contradiction permanente entre leur désir d'aider les pays en développement et les revendications de ceux qui les portent au pouvoir n'est qu'une constatation usuelle, bien mise en évidence par le professeur de l'université de Casablanca, qui souligne le rôle aggravant de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne.

La solution proposée par celle-ci au Maroc, comme à d'autres, d'ailleurs, consisterait à remplacer les cultures d'exportation par des cultures vivrières. Nette opposition de l'auteur : même si le Maroc parvenait, fait-il observer, à l'autosuffisance alimentaire, la nécessité subsisterait de cultures d'exportation. Elle serait, du reste, rendue plus vive encore, en vue de se procurer, précisément, les surplus permettant de faire face aux investissements de la conversion proposée.

Une bonne analyse, un solide plaidoyer.

Annexes statistiques. Bibliographie.

★ *Editions maghrébines. Casablanca, 1983.* 22 cm, 120 pages, 20 dirhams.

● PHILIPPE DELMAS ET CHRISTOPHE GUILLEMIN. – La Stabilisation des prix des matières. Un dialogue manqué. Préface d'Edgard Pisani.

Rappelant les accords, aux fortunes diverses, conclus sur le cacao, le café, le caoutchouc, l'étain et le sucre, l'intéressante préface dénonce le mirage persistant d'un stabex universel, à base de stocks régulateurs, et établit une curieuse comparaison entre le stabex actuel et le F.M.I., pour se prononcer finalement tout autant contre le libre-échange « laissez faire » que contre le « nouvel ordre international », tel, du moins, qu'il est rêvé.

Rappelant que la seule solution efficace serait la transformation sur place, l'introduction dénonce déjà les vaines solutions assises sur des stocks quelque peu mythiques.

En première partie, une analyse serrée des accords conclus sur les cinq matières citées plus haut. C'est celui de l'étain qui, à l'opposé du sucre, a donné les meilleurs résultats, mais le terrain était bien plus favorable.

Plus générale, plus théorique aussi, de ce fait, la seconde partie applique la leçon fournie par les cinq produits-cobayes et par les accords de commerce sur l'huile d'olive, le jute et divers produits tropicaux, à l'examen d'accords possibles sur d'autres produits : bananes, coton, fibres dures, oléagineux, thé, viande et produits minéraux.

Difficiles à réunir, les conditions de la réussite d'un cartel. Maigre fiche de consolation : si la ressource est rare et le produit non susceptible de substitution, la nécessité d'un accord est moins pressante. Ainsi se confirme le besoin d'une action sur la production ; seulement, les intérêts des consommateurs ne devraient-ils pas être alors pris en considération ?

La nécessité d'une volonté politique claire du Sud, soulignée en conclusion, par le maître-assistant de Paris-I et par l'auditeur de la Cour des comptes, pourrait sembler une esquive, un peu facile, de la question technique, restée pendante.

★ Economica. Paris, 1983, 24 cm, 359 pages, 98 F.

● JEAN-MARC FENET, JEAN JAULIN et divers. – Planification, socialisme et IXe Plan. – Les révisions stratégiques.

Décidément voué au paradoxe, le Plan, créé par le très libéral Jean Monnet, semble compromis par la gauche socialiste. Déjà, cependant, le VIIIe Plan avait, pendant la période giscardienne, subi une certaine désaffection, comme si le bateau ne naviguait bien qu'avec un vent favorable, c'est-à-dire avec la croissance. Dans ce numéro spécial d'une série digne d'attention, nous trouvons sous le sous-titre général « Histoire d'un mythe fondateur », diverses réflexions critiques où le technique domine le politique.

Le lecteur pourra peut-être s'inquiéter, mais non se plaindre, de la variété des optiques. Parmi les vingt-deux articles savamment concis, dus à quinze auteurs de mérite (il en faut), citons les vues de Pierre Mendès France, présentées par Cl. Gruson, sur le Plan, vues qu'on pourra aujourd'hui juger quelque peu optimistes, sur les vertus de la stimulation de la demande, ainsi que deux entretiens partiels, l'un avec Charles Bettelheim, plus historique, l'autre avec Bernard Chavance, plus doctrinal, sur le plan en Union soviétique. Les perspectives de J.-M. Fenet sur l'emploi évitent opportunément les préjugés arithmétiques usuels, sans cependant toucher le fond de la question, c'est-à-dire les besoins à satisfaire. Quant à la solution (qui pointe parfois, au bord de l'actualité) des fonds salariaux, appelées à un certain avenir, elle n'est que discrètement abordée par S.-P. Thiéry, de Paris-Dauphine. Les sauts agréables, d'un sujet à un autre, nous mettent nez à nez, si l'on peut dire, avec le modèle Propage, jugé « *trop sage* » par Mme B. de Montéty, en dépit de ses cinq mille équations. A ne pas manquer surtout, les « regards » sur le modèle hongrois, si peu connu en France, peut-être parce qu'inspiré par l'*efficacité* plus que par la morale ou par la doctrine, mais qui semble mal mériter le nom de « modèle » puisque son présentateur, X. Richet, le juge « *peu exportable* ».

Un remarquable ensemble, riche en fond, clair en forme.

★ *L'Économie en questions* ; Le Sycomore. Paris, 1983-1984. Numéro hors série, 21 cm, 112 pages, 30 F.

● ANDRÉ GRJEBINE. – L'État d'urgence.

Ce plaidoyer contre l'orthodoxie et la rigueur prend au départ la défense de thèmes qui pourraient eux-mêmes paraître conformes et rigoureux. Peut-être est-il vrai que les termes n'ont plus leur ancienne signification, mais dans ce cas il faudrait aller plus au fond, plus au fait.

Redéfinir les secteurs prioritaires, diffuser l'innovation, accroître la mobilité, établir les conditions d'une concurrence loyale, voilà quatre propositions qui ne rencontreront aucune opposition, ce qui est toujours quelque peu inquiétant. Il resterait à définir, sous forme d'un modèle dûment chiffré, la « stratégie résolument nouvelle » propre à nous tirer d'affaire. Les épines de notre ensemble paraissent avoir été aimablement retirées à l'avance.

★ Flammarion. Paris, 1983, 22 cm, 226 pages. 70 F.

● MANCUR OLSON. – Grandeur et décadence des nations. Croissance économique, stagflation et rigidités sociales.

Le célèbre économiste, professeur à l'université de Maryland, s'est acquis une large renommée par sa *Logique de l'action collective*, titre de son ouvrage maître et essence de sa doctrine. Pourquoi les grandes civilisations, les empires, disparaissent-ils ? Cette question permanente des historiens est posée ici dès le début sous l'angle économique, en visant les temps contemporains. Au sein même de l'ordre fluide libéral naissent des coagulations, disons des groupements, dont l'action peut se révéler néfaste ou créatrice. Lorsque les coalitions visent une action redistributrice à leur profit, elles freinent l'aptitude de la société à s'adapter à de nouvelles techniques, réduisant ainsi le rythme de croissance. Ce n'est pas pour autant un hymne libéral, en l'honneur de von Hayek, ni la critique classique des syndicats, car, est-il précisé, tout est dans la *manière : les groupes d'intérêts ont, par exemple*, été plus efficaces en Allemagne qu'aux États-Unis.

Dans tout le cours de l'ouvrage, une logique serrée, une doctrine ferme sur ses bases, s'appuient sur des exemples nécessairement choisis. Pour chaque cas apparemment rebelle (par exemple, la réussite des Scandinaves, Norvège en tête), une explication est donnée de cette « contre-performance ».

Le reproche classique, formulé contre les économistes français, de ramener tous les faits à quelque théorie admise s'applique-t-il aux Américains ? Leur attachement à l'observation rencontre souvent des dé*mentis. C'est du moins le cas ici, à propos* de l'épisode le plus fameux, la politique de F. Roosevelt contre la crise des années 30. Moins au fait, encore, que bien d'autres, l'auteur ignore non seulement le rôle majeur de la dévaluation du dollar (même pas citée), mais aussi le renversement spéculatif qui a suivi, en 1938, l'annonce de l'Anschluss. Notre attente d'une analyse rigoureuse, scrupuleuse, des faits en vue d'engendrer une construction solide est donc souvent mise à rude épreuve. En tout état de cause, il resterait l'éternelle et redoutable épreuve des faits à venir. Faute de prévisions quelque peu dessinées, nous devons nous contenter de l'espoir de voir les entraves à la croissance compensées par « *une mobilité sociale plus prononcée* » et par « *l'égalité des chances* ».

Saluons, en tout état de cause, ce si profitable exercice qui, dès le début, nous met en appétit, tout en nous laissant finalement *sur notre* faim.

Bonne traduction de l'anglais, par J. Gières et D. Litvine, mais regrettable accumulation des notes.

★ Bonnet, coll. « Economie sans rivages ». Paris 1983. 22 cm, 353 pages.

« Ces banquiers qui nous gouvernent »

de JEAN BAUMIER

Après avoir décrit le crépuscule des grands sidérurgistes dans *la Fin des maîtres de forges*, M. Jean Baumier, pseudonyme qui cache un journaliste économique et financier bien connu, s'attaque au monde immense des banquiers. L'auteur rappelle d'abord la saga des « Messieurs de Rothschild » puis, tout près de nous, les mésaventures de Paribas, rafraîchissant les mémoires sur l'extraordinaire personnalité de son animateur d'entre les deux guerres, Horace Finaly, et éclairant, en partie seulement, les dessous des nationalisations et de la fameuse « affaire Moussa ». Franchissant l'Atlantique, on le sent quelque peu fasciné par la puissance prodigieuse de cette pompe à capitaux que sont les Etats-Unis et Wall Street, dont il décrit, avec virtuosité, quelques acteurs prestigieux, plus connus des milieux financiers que du grand public : feu André Meyer (de Lazard Frères), Félix Rohatyn, sans omettre bien sûr, la dynastie des Rockefeller. Il rappelle au passage le poids, devenu énorme, des marchés à terme fiévreux qui, à Chicago, traitent aussi bien la monnaie que les carcasses de porcs ou l'argent métal, avec quelques scandales à la clef.

Jean Baumier a des expressions heureuses pour décrire les « challengers » de Wall Street, à savoir la City de Londres, cet « Etat de prospérité », les « gnomes de Zurich » (avec, aussi, quelques scandales), la fabuleuse croissance des places asiatiques, notamment Singapour, et la caste des banquiers et des hommes d'affaires qui détiennent le pouvoir à Tokyo, succédant aux généraux et aux daïmios.

« Peur du krach »

Il n'a garde d'oublier le mystérieux réseau des banques soviétiques à l'étranger, à qui l'on doit la prodigieuse création de l'eurodollar, ni les nouveaux riches du pétrole arabe, ni la Banque mondiale, ni surtout le non moins mystérieux Club de Bâle, avec son bras séculier, la Banque des règlements internationaux, rouage capital du sytème financier planétaire, mais pratiquement ignorée du grand public. Il achève son livre sur la « peur du krach » et les pénibles réajustements des dettes du tiers-monde. Bien documenté, ayant personnellement rencontré nombre des banquiers qu'il décrit, Jean Baumier a brossé une fresque assez impressionnante qui apprendra beaucoup aux néophytes.

Les spécialistes y trouveront certains détails qu'il leur est bon de se rappeler et que, parfois, ils ignorent, notamment la fameuse affaire de la vente de l'or de la Banque d'Angleterre au début des années 60. Il est trop rare que les journalistes français se penchent sur les banques mondiales pour ne pas saluer l'apparition de cette véritable somme, fort plaisante à lire, au demeurant.

F. R.

★ Plon, Paris 1983, 312 pages, 65 F.

هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50



ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS RECHERCHE :

LE DIRECTEUR

de son INSTITUT DE FORMATION PERMANENTE (INFOP).

Responsable de la gestion pédagogique matérielle et financière d'un organisme de formation.

(3.000 stagiaires, 6 cycles longs, plus de 2.000 journées de formation par an).

Il devra :

– assurer la mise en œuvre d'une politique de formation ;
– proposer les actions destinées à répondre aux besoins des entreprises ;
– contrôler la gestion budgétaire de l'Institut ;
– animer une équipe de 24 permanents et 50 intervenants extérieurs.

Pour ce poste à pourvoir rapidement sur BESANÇON, nous demandons :

– âge minimum : 35 ans ;
– une formation supérieure ;
– une expérience industrielle doublée d'une expérience de formation ;
– le sens de l'autorité mais aussi du contact et de la négociation.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à la

CHAMBRE DE COMMERCE DU DOUBS
7, rue Charles-Nodier
25042. BESANÇON CEDEX.



Directeur général — 400.000 F

Composants électroniques - Pour accroître sa pénétration sur le marché national (chiffre d'affaires 1983 : 40 millions de francs), un important groupe international spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de composants électroniques actifs et passifs recherche le directeur général de la filiale française qu'il entend ouvrir en proche banlieue parisienne. Rendant compte directement à la maison-mère, il se verra confier la responsabilité globale de l'animation et du développement de cette société et mettra progressivement en place les structures et les hommes qui assureront sa croissance (objectif chiffre d'affaires 1988 : 200 millions de francs). Ce poste s'adresse à un candidat de nationalité française, âgé au minimum de 34 ans et possédant une solide formation (diplôme d'une école de commerce ou d'ingénieurs spécialisés en électronique). Il devra également justifier d'aptitudes réelles au management et d'une connaissance approfondie du marché français de l'électronique, qu'il pourra utilement démontrer à partir d'une expérience réussie de direction d'une entreprise (ou d'un centre de profit) intégrée à un groupe international et développant une politique marketing adaptée à la vente de composants électroniques. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) pourra atteindre 400.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT. Réf. A/R9030M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Directeur — 400.000 F

Organisme à vocation sociale - Membre d'une union nationale à vocation sociale, cet important organisme parisien (750 personnes) recherche son directeur. Dépendant d'un conseil d'administration paritaire et assisté par deux adjoints, il sera responsable du bon fonctionnement de l'organisme et de la coordination entre les centres d'exploitation parisiens et les services fonctionnels du siège. Il mettra l'accent sur la nécessité d'une gestion et d'une organisation de plus en plus rigoureuses. Ce poste à responsabilités importantes s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur âgé d'au moins 40 ans. Il possèdera une solide compétence en matière d'organisation administrative et de bonnes connaissances juridiques, sociales, comptables et informatiques. Il aura l'expérience de la direction de structures importantes. Son envergure et ses qualités humaines lui permettront d'assurer les relations multiples propres à la fonction (instances paritaires, représentants du personnel, allocataires, ministère de tutelle, relations publiques...). La rémunération annuelle, liée à la valeur de l'expérience offerte, pourrait être de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2454M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

EXPRESS

Directeur des ventes France — 230.000 F +

Société Française de 110 personnes, nous produisons des outils a main chauffants de qualité. Deux réseaux de distribution permettent de toucher les utilisateurs «grands public» et les utilisateurs «professionnels».

Notre nouveau Directeur des Ventes conduira notre expansion a travers trois objectifs :
- accroître nos parts de marché
- augmenter le nombre de points de vente
- stimuler, réorienter et renforcer l'équipe de vente actuellement de 16 personnes.

Responsable de la réalisation des objectifs aupres de la Direction Generale, il devra être présent sur le terrain, négociera avec les centrales d'achat et orientera l'action des chefs de vente.

De formation superieure commerciale, le candidat retenu aura une forte expérience de la vente, de la gestion commerciale et de l'encadrement d'au moins 5 ans, il devra bien connaitre les circuits de distribution traditionnels et modernes.
Poste evolutif basé à PARIS 11éme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité confidentiellement, à notre Conseil sous référence 83 354 M.

Selecom — 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS

Groupe international de tout premier plan fabriquant et commercialisant des composants électroniques recherche pour une de ses divisions

UN DIRECTEUR D'USINE

MISSION : Dépendant du Directeur Général, il gère opérationnellement un centre de profit, dont il assure la responsabilité des résultats dans le cadre d'objectifs budgétés.

MOYENS : Une équipe pluridisciplinaire, jeune et expérimentée.
Le support permanent et efficace des Directions fonctionnelles de la Division.
Un équipement automatique sans cesse perfectionné et renouvelé.
Un cadre et des conditions de travail attractifs et motivants dans une unité à taille humaine (250 personnes).

PROFIL : **INGENIEUR AM - ENSI ou équivalent**
ayant 10 ans d'expérience industrielle, de préférence dans le domaine des composants électroniques ou électromécaniques, dont au moins cinq ans comme responsable d'une unité de fabrication. Dans cette fonction, il a prouvé sa maîtrise en matière de réduction de coûts, d'amélioration de la qualité et du service client.
Une compétence de décideur et de gestionnaire rigoureux est nécessaire, ainsi que l'aptitude à la communication à tous les niveaux.
Anglais indispensable.

Le poste à pourvoir est situé dans une région touristique du littoral Nord-Ouest, et offre une opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 81783 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
Discrétion assurée.

Directeur Financier
Monaco

Chesebrough-Pond's une des 500 plus importantes sociétés américaines cherche un Directeur Financier pour sa société française : **Consortium Méditerranéen de Parfumerie**. Compte tenu d'un récent rachat, le chiffre des ventes atteindra FF 120 millions, avec une force de vente à Paris, le siège et l'usine à Monaco. La société emploie plus de 200 personnes. Le Directeur Financier sera basé à Monaco. Le candidat idéal aura environ 40 ans avec une bonne expérience financière et comptable, et notamment de la comptabilité industrielle dans le domaine des biens de consommation.
Habitude du système de reporting américain et français et connaissance parfaite de l'anglais et du français sont indispensables. Le poste reporte directement au PDG et comprend un staff d'environ 20 personnes, EDP inclus. Niveau de rémunération FF 300 000 annuels.
Envoyez de toute urgence et confidentiellement votre curriculum vitae sous référence 823 à :

morgan & partners

Morgan & Partners - Le Panorama
57 rue Grimaldi
MC 98000 Monaco

Europe-wide executive search and management selection

F.F.M.J.C.

recrute par voie de concours

DES

DIRECTEURS (TRICES)

de maisons de jeunes et de la culture pour formation ou mise en poste
Importante expérience d'animation exigée

Ecrire avant le 20 janvier 84 à F.F.M.J.C. 15, rue La Condamine 75017 PARIS
Concours débutant le 18 février

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT recherche POUR SON ACTIVITÉ AÉRIENNE

DIRECTEUR

de son centre de

ROISSY

35/45 ans
expérience confirmée du transit aérien dans un poste similaire.

Très bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions sous nº 21482, réf. à porter sur l'enveloppe à la Publicité Française, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 Paris, qui transmettra.



DIRECTEUR DE LA MAINTENANCE D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

350 000 F +

Agé de 30 ans environ, vous avez une expérience de l'encadrement d'un important service de maintenance et vous parlez anglais. Votre formation supérieure et surtout votre potentiel d'évolution font de vous un interlocuteur à même de collaborer de façon étroite avec les Directions Générale et Commerciale, ainsi qu'avec les quartiers généraux européens.
Nous sommes un **important constructeur d'ordinateurs**, leader dans son créneau d'activités.
La maintenance constitue donc une dimension essentielle de notre réussite - c'est pourquoi le directeur de la maintenance que nous recherchons, jouera un rôle considérable dans notre réussite.
En **véritable manager**, (membre du comité de direction), il aura la responsabilité d'un centre de profit bénéficiaire et sera également chargé de la réorganisation de plusieurs services en fonction des objectifs, définis par la Direction Générale. Son rôle comprend une part importante d'animation et de motivation de l'équipe : actuellement 120 personnes, probablement 200 dans moins d'un an.
Pour ce poste évolutif, la rémunération comprend un intéressement aux résultats et peut permettre de dépasser sensiblement celle que nous indiquons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 5028 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Afin de garder à votre démarche son caractère de confidentialité, nous vous remercions de nous préciser sous double enveloppe, le nom des entreprises auxquelles votre offre ne doit pas être transmise.

média-system

DIRECTEUR COMMERCIAL
250.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication d'appareils destinés à la mesure et au contrôle de pièces usinées pour l'industrie mécanique, recherche UN DIRECTEUR COMMERCIAL. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé d'élaborer et proposer la stratégie marketing et commerciale de l'Entreprise, de définir les moyens de son application et d'en assurer le suivi. Dans cette optique, il déterminera les orientations commerciales par type de produits (politique tarifaire, actions promotionnelles,...) et par segment de clientèle (automobiles, aéronautique, biens d'équipement ,...). Il définira, coordonera, animera et contrôlera les activités d'une équipe de vente chargée de prospecter, suivre et fidéliser la clientèle tant en France qu'à l'étranger. Il mènera lui-même les négociations les plus importantes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type A & M, ECAM, ICAM,...et bilingue français/anglais, possédera une expérience professionnelle de la vente de biens d'équipement destinés à l'industrie et dont la fabrication fait appel à des technologies de pointe dans le domaine de la mécanique, de l'électronique et de l'informatique.

Ecrire sous référence 5486 à AXIAL PUBLICITÉ 27 rue taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Secrétaire Général
Conseil du Président

Une importante société industrielle de la région Rhône-Alpes, recherche son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Directement rattaché au Président, il en sera en fait son conseil sur les problemes de gestion et de droit.

Sa mission sera de suivre précisément et au jour le jour les résultats de l'activité de l'entreprise, de faire les prévisions à moyen et long termes, de proposer les modifications politiques souhaitables, de conseiller le président sur tous les aspects légaux des activites de la société.

C'est un homme d'expérience et de compétence. Il connaît bien tous les aspects de la gestion et du droit des sociétés. C'est un homme de cabinet, de réflexion, réservé, capable d'être un confident.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 309254 (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS



Très grand groupe prestataire de services recherche pour une de ses importantes activités (1h 30 Paris)

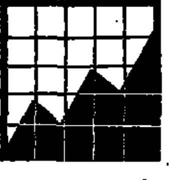
DIRECTEUR ADMINISTRATIF

30 ans minimum - H.E.C., ESSEC ou équivalent.

Il sera chargé de :
- **l'organisation administrative du suivi des clients,**
- **la formation et l'audit administratifs du réseau**
- **l'animation des services administratifs du Siège,**
- **le perfectionnement des techniques de crédit à la clientèle.**

Rémunération très motivante et qui vous associera aux résultats obtenus.

Adressez votre candidature manuscrite, c.v. photo et prét. s/réf. 5548 à Axial Publicité 27 rue Taitbout - 75009 Paris - qui tr.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Strasbourg

La S.A.S.M., Société Alsacienne de Supermarchés (enseignes SUMA, MAMMOUTH, PRISUNIC...), compte *aujourd'hui un effectif de 4 500 personnes et 3 800 millions de Francs de C.A.*

Notre expansion, l'une des plus fortes du secteur distribution, nous la devons à notre politique de développement axée sur l'innovation et la création.

C'est pourquoi, aujourd'hui, dans le cadre d'une restructuration de notre Service Informatique, nous créons deux postes de DIRECTEURS DE DEPARTEMENT.

Nous vous proposons un équipement de pointe : 2 IBM 4341 avec Réseaux, Téléprocessing et un parc important de mini-micro, dans un environnement : VM, DOS/VSE, CICS et bases de données relationnelles.

Directeur « production et systèmes »

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (de préférence Télécom...) ou d'une Université, vous possédez une première expérience d'au moins 5 ans en Réseaux et Télécommunications.

Sous la responsabilité du Directeur de la Division des Méthodes, vous superviserez pour votre département les aspects suivants :

- Exploitation des ordinateurs du Site Central.
- Contrôle de la qualité de ses prestations.
- Recherche et mise en œuvre du Système.
- Optimisation de l'exploitation.
- Mise en œuvre du plan « sécurité ».

Vous aurez à encadrer pour cela une équipe de 30 personnes.

En outre, vous participerez à l'élaboration et au suivi du Plan Directeur et serez membre du Comité Exécutif : « Organisation et Informatique ».

Directeur « organisation et applications »

De formation Arts et Métiers, Mines, vous possédez au moins 5 ans d'expérience confirmée dans une S.S.C.I. ou un cabinet de conseil.

Sous la responsabilité du Directeur de la Division des Méthodes, vous superviserez pour le compte des Directions utilisatrices tout votre département.

Outre l'animation d'une équipe de 15 personnes, votre mission comportera les aspects suivants :

- Production de rapports visant à l'amélioration des structures et méthodes de gestion.
- Formation de gestionnaires à l'utilisation des méthodes et outils informatiques.
- Rentabilisation des services et applications existantes afin de garantir leur bonne adaptation à la spécificité de nos activités, etc.

Vous participerez également, de façon active, à l'élaboration du Plan Directeur.

* * * * *

Pour ces deux postes, nous attendons des candidats justifiant d'une expérience réussie de l'animation des hommes. De plus, leur adaptabilité et leur sens des responsabilités à haut niveau seront des atouts précieux dans la conduite de leurs missions.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Marcel ROSER - Responsable de la Gestion des Cadres - S.A.S.M. - 117 A, Route des Romains - 67200 STRASBOURG.

SASM

MEDIA PA

directeur des ventes



Nous appartenons au groupe italien Marzotto et notre marque de sportswear masculin, de notoriété européenne, est déjà bien implantée en France auprès d'un réseau de détaillants indépendants. Le développement rapide de nos ventes conduit aujourd'hui le Directeur de notre filiale française à créer le poste de Directeur des Ventes. Nous demanderons à ce nouveau collaborateur de veiller à l'application de la politique commerciale sur le terrain : détermination des objectifs, sélection des points de vente, actions promotionnelles, et d'assurer la direction des ventes de ce nouveau département : animation et encadrement d'une importante *équipe de représentants. Nous souhaitons recruter un professionnel de la vente, connaissant* le sportswear et justifiant d'une expérience réussie dans l'animation d'une force de vente. Ce poste est à pourvoir à Paris et nécessite de fréquents déplacements dans toute la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 301.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

C.N.A.M.T.S.

recrute le

DIRECTEUR DU CENTRE NATIONAL D'EXPÉRIMENTATION ET DE RECETTES (CNEX)

Ce centre, situé à Paris, aura pour mission d'expérimenter « in vitro » les systèmes informatiques nouveaux préalablement à leur lancement en réel dans les Organismes d'Assurance Maladie. Solides connaissances techniques (systèmes d'exploitation, langages et technologie) d'expérience *approfondie de la mise en œuvre* de systèmes informatiques exigées.

Rémunération brute annuelle 200 000 F environ.

Candidature avec C.V. et photo à adresser sous huitaine au

Directeur de la C.N.A.M.T.S., Direction de la Gestion administrative. 66, avenue du Maine 75682 PARIS CEDEX 14

DIRECTEUR DE ZONE

Pièces détachées automobile

200 000 F — RHONE—ALPES

Une société française, filiale d'un groupe international, spécialisée dans la distribution des pièces détachées pour l'automobile, recherche UN *DIRECTEUR DE ZONE pour l'une des Divisions de son réseau grossiste.* Sous l'autorité du Directeur de la Division et dans le cadre d'un budget prévisionnel et d'objectifs de vente qu'il aura fait approuver, il sera responsable des résultats de sa zone considérée comme centre de profit. Il animera et contrôlera les activités d'un magasin de vente, d'une équipe de représentants chargés de suivre les garagistes, les électriciens «autos», . . . , et des ateliers injection diesel et essence, hydraulique et freinage. Au sein d'une nouvelle implantation, il veillera plus particulièrement au développement de l'activité poids lourds, tant en ce qui concerne l'aspect technique des ateliers que le négoce des pièces de rechange. Il aura autorité sur une quarantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure technique ou commerciale, possédera une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans le négoce technique du secteur automobile. La connaissance de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

Ecrire sous référence 637/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS

Discrétion assurée.

Opportunité exceptionnelle dans la « HIGH TECH » : à 30 ans, devenez

Chef de personnel *HF*

200 000 F +

Un puissant groupe américain de CAO et de CFAO, leader mondial dans les systèmes clefs en main, va créer au début de 85 une usine en France. Votre mission sera de constituer une équipe de 80 personnes en 18 mois. Cela comporte le recrutement, bien sûr, mais aussi l'établissement d'une bonne ambiance de travail, les liaisons avec l'environnement local...

Conditions impératives pour réussir :

- avoir quelques années d'expérience dans la fonction personnel, en position d'adjoint par exemple,
- avoir déjà travaillé pour une société américaine et parler l'anglais,
- *s'installer dans une ville universitaire de l'Est de la France pour plusieurs années,*
- être très disponible : training à prévoir aux U.S.A., courts déplacements en Europe, journées très remplies...

A terme, vous aurez la responsabilité complète de la gestion de plusieurs centaines de personnes et des possibilités d'évolution au sein du Groupe, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et niveau de salaire actuel) sous référence 1/CPC/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes une jeune Société de Services et de Conseil en Informatique ayant pour vocation d'apporter rapidement des solutions concrètes aux besoins d'une clientèle *constituée principalement de grandes sociétés et de grandes administrations.*

Dans le cadre de notre forte expansion, nous souhaitons rencontrer un jeune DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER (formation grande école) capable de maîtriser et de prendre en charge rapidement :

- la gestion des tableaux de bord,
- les relations avec les organismes bancaires et de crédit,
- la gestion du personnel,
- les relations avec les cabinets comptable et juridique.

Ce poste ambitieux permettra à un candidat de valeur de saisir de larges opportunités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au service du Personnel ASYSTEL 208, rue Raymond Losserand 75014 Paris.

ASYSTEL

média-system

directeur de division

Nous sommes une importante Société Française développant en grande partie ses activités ingénierie dans le secteur de l'énergie.

Nous recherchons notre futur DIRECTEUR DE DIVISION.

Il aura pour missions :

- l'animation du personnel rattaché à son activité (équipe importante d'ingénieurs),
- la participation au développement commercial de sa division.

La réussite dans ce poste implique une formation grande école (X G.M., Centrale, Sup. Elec., ...), une bonne connaissance de la thermique, un sens commercial prouvé, la connaissance de la langue anglaise et une personnalité affirmée.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 9703-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

LA FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN (environ 150 personnes)
CONSTRUCTEUR DE SYSTEMES INFORMATIQUES
LEADER SUR LE MARCHE recherche pour PARIS

Directeur département maintenance

De formation technique supérieure, cet homme d'environ 35 ans peut faire valoir une expérience réussie dans une fonction similaire au niveau d'une région.

Il est à la fois meneur d'hommes et gestionnaire de son centre de profit étant totalement responsable vis-à-vis du Directeur Général de son compte d'exploitation.

En sus de ces qualités, il devra entretenir des rapports privilégiés avec les clients.

La pratique de l'Anglais est indispensable.

La rémunération prévue correspond au niveau des compétences requises.

Adresser CV + photo + salaire actuel sous réf. 81250 à *CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra* 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Vous êtes ingénieur de formation : Ponts, Centrale, TP ... et travaillez depuis environ 10 ans. Homme de relations et de rigueur, une partie de votre expérience professionnelle s'est déroulée au sein d'entreprises du BTP (direction de chantier, responsable d'un centre de profit). Le poste de



Directeur travaux

que nous allons vous confier est véritablement une mission d'entrepreneur.

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, animant et contrôlant une quinzaine de centres de travaux (effectif 500 personnes) :

- vous êtes responsable de la bonne exécution des travaux, vous veillez à la satisfaction de la clientèle et à la marge obtenue.
- *vous mettez en place et améliorez les outils de contrôle de gestion,* coordonnez les problèmes d'achat et d'approvisionnement, apportez une attention particulière aux problèmes de relations humaines dans l'ensemble de votre Direction.
- vous assurez le suivi des comptes clients.
- vous défendez l'image de marque de la Société et développez un comportement commercial chez vos collaborateurs.
- vous participez à l'élaboration des produits en liaison avec la Direction Commerciale et le *Bureau d'Etudes*

Cette Exploitation décentralisée (CA 400 millions), située en région parisienne, appartient à un Groupe important du secteur du bâtiment - construction industrielle. La réussite au poste proposé est un tremplin vers des fonctions plus larges en France ou à l'étranger

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions, en précisant la référence 8859 M (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

ANNONCES CLASSÉES - TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Directeur Général

Le président d'une belle entreprise du secteur para-chimique, matières plastiques semi-ouvrées, très performante, 120 personnes, 160 Millions de F de C.A. 17% à l'export, Val de Loire Ouest cherche son successeur immédiat à la Direction Générale.

Vous avez 40 ans environ, une formation supérieure technique, gestionnaire ou marketing, une expérience de direction qui confirme votre potentiel élevé, vos capacités, votre ambition et votre polyvalence indispensables pour piloter une PME en très bonne santé :

Adressez votre CV complet détaillé, votre niveau actuel de rémunération et vos prétentions sous référence 275 792 M - Régie Presse - 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

Banque privée française PARIS
recherche

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

confirmé

pour développer une clientèle d'entreprises moyennes.

Expérience réussie de plusieurs années en clientèle d'entreprises indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à GIGA FRANCE 1, rue Mehul 75002 PARIS sous référence 1050.

270 000 F

Directeur administratif - financier - gestion

- De larges fonctions dans un groupe de 3 PME actives -

Notre groupe, leader sur son marché - fabrication de petits articles métalliques -, souhaite confier sa Direction Administrative et Financière à un diplômé d'études supérieures - Ecoles de Gestion, DECS... - ayant au moins 35 ans, possédant une expérience confirmée, acquise, de préférence, dans une PMI pratiquant " l'outil informatique ". Rattaché au PDG, il sera très impliqué dans la marche générale des affaires, il disposera de moyens de gestion modernes qu'il devra contribuer à améliorer.

Cette activité convient à une personnalité polyvalente, ayant les compétences financières et de gestionnaire recherchées, mais *également ouverte aux problèmes de personnel et d'organisation. A terme, les fonctions* devraient évoluer vers des responsabilités de DIRECTION GENERALE. Lieu de travail : Val de Marne.

sélé CEGOS — Adresser lettre man., C.V. détaillé et photo à R. VERDET, sous référence 71645/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE

Publival — Membre de SYNTEC

emplois région…

IMPORTANT CABINET VENDÉEN

COLLABORATEUR de HAUT NIVEAU

emplois int…

Débuter une carrière dans not… par l'audit international.

JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE

EGOR S.A.

jeune ingénie… GRANDES ECOLES

GRAND GROUPE TEXTIL… INTERNATIONAL

Par la suite, d'intéressantes possibilités de développement de carrière seront ouvertes tant … qu'à l'étranger.

Mamrèges

3, RUE D'HAUTEVILLE …

KUWAIT AIRWAYS

recherche

15 personnes pour être formées en tant que

HOTESSES NAVIGANTES BASÉES AU KOWEIT

- Niveau bac.
- Anglais courant.
- Age 20 ans à 26 ans.
- Mesurant 1,60 m à 1,75 m.
- Bonne apparence.

Envoyer curriculum vitae et photo à

KUWAIT AIRWAYS 6, rue de la Paix, 75002 PARIS.

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche pour ses bureaux de

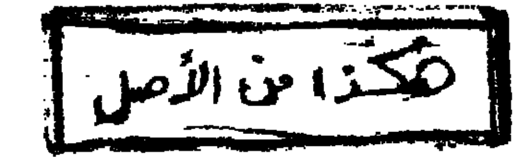
SAO PAOLO

UN COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

MILAN

UN COLLABORATEUR

G.D.V. 114, avenue Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY-S/SEINE.



هكذا من الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORANT CABINET VENDÉEN
recherche
COLLABOATEUR de HAUT NIVEAU
pour misons d'AUDIT - Commissariat et Coseil de irection dans Enteprises moyennes.
Formatiosupérieure et 5 ans d'expérience dans la prfession dont 3 ans d'Audit exigés.
Adrser lettre manuscrite et c.v. sos n° 7.082 *le Monde Pub.*, servic ANNONCES CLASSÉES, 5, re des Italiens, 75009 Paris.

ENTREPRISE DE MONTAGE ET DE CONSTRUCTION D'USINES FILIALE D'UN GROUPE D'IMPORTANCE INTERNATIONALE
cherche pour son siège social à MARSEILLE
CHEF COMPTABLE
35 ans environ, niveau expert-comptable, expérience exigée, connaissance de l'anglais, lu et parlé souhaitable.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Havas, sous n° 90.655, 20, la Canebière, 13001 MARSEILLE.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NORD-PAS-DE-CALAIS
cherche
ATTACHÉ (E) DE PRESSE
Compétences professionnelles et bonnes introductions dans le monde de la presse exigées. Disponibilité rapide.
Adresser lettre manus. et C.V. à RÉGIE PRESSE sous n° 275 986 M. 85 bis, rue Réaumur – 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (700 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour postes à pourvoir à
BREST
INGÉNIEURS
– Diplômés grandes écoles (spécialisation informatique) ou DEA INFORMATIQUE
– 2 à 3 ans d'expérience en système temps réel.
Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 3.441 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire 75011 PARIS.

---

citec
P.M.I. qui conçoit, fabrique et implante des échangeurs de chaleur de haut de gamme et des Unités de Génie Thermique (client : EDF) Pétrole, Chimie recherche :
UN INGENIEUR THERMICIEN
pour prendre en main son service Conception Process.
Formation type :
CENTRALE - ENSIC - INSA - ENSPJL
Expérience minimum 5 ans dans la Thermique et/ou l'Ingénierie.
Compétence *Mécanique* et Corrosion appréciée.
La rémunération sera négociée en fonction du potentiel du candidat et de l'expérience acquise.
Le poste est basé à 130 Km au Sud-Ouest de Paris.
Adresser C.V. à C.I.T.E.C. B.P. 14 - 28800 BONNEVAL.
J.R.P.

---

emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

ESSO CHIMIE
Débuter une carrièe dans notre Groupe par l'audit internatinal.
Telle est l'offre faite un
JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE
Engagé par ESSO CHIMIE, il sera détaché (pendar2 à 3 ans maximum) auprès du centre européen d'Audit d'Exxon Cheminal afin effectuer des missions dans l'ensemble des filiales du Groupe. Il sera appelé vs d'autres fonctions au sein d'ESSO CHIMIE, dans son complexe pétrochimiqe de Notre Dame de Gravenchon (76), ou éventuellement, vers d'autreaffectations internationales.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'ungrande école scientifique ou commerciale possédant si possible une formation coplémentaire de gestion type MBA, ISA... Il est débutant ou il possède déjà une pmière expérience professionnelle.
Le centre de l'Audit européen d'Exxon Cheminal ebasé à Bruxelles mais une résidence en région parisienne est souhaitée. Ce postmplique nécessairement de nombreux déplacements en Europe.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, plo et rémunération actuelle, sous réf. M 11507 U à:
EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.
egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSLDORF LONDON MADRID MONTREAL
média-system

Produits de consommation
CHEF DE ZONE EXTREME-ORIENT
Pour cette Société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise 75% de son C.A. à l'export, la zone Extrême-Orient est primordiale. Elle y réalise déjà 35 millions de francs et désire y accroître fortement sa pénétration car le potentiel est immense.
Le Chef de Zone participe à l'élaboration de la stratégie (produits, réseaux de distribution, prix, service...) et il la met en œuvre concrètement sur le terrain. Il négocie avec les clients (grossistes spécialisés, centrales d'achat, chaînes de grands magasins, chaînes d'hôtels et restaurants...), il anime les agents existants et contrôle leur activité, il en sollicite de nouveaux. Il est enfin responsable de l'exploitation économique de sa zone (montage et suivi des budgets).
Pour ce poste, particulièrement important, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial. Sa première expérience professionnelle (3/5 ans) lui a permis de vendre, avec succès, des produits de grande consommation sur la zone considérée.
Parfaitement bilingue anglais/français, la connaissance de langues locales sera appréciée. Basé à Orléans, il voyage 50% environ de son temps. Les perspectives d'évolution en France ou à l'étranger, dans la Société ou dans le Groupe, sont multiples et variées.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4314 AE, à :
EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL
média-system

---

jeune ingénieur
GRANDES ECOLES
GRAND GROUPE TXTILE INTERNATIONAL
« recherche pour l'un de ses étabsements situé en TUNISIE un JEUNE INGENIER Grandes Ecoles, (A. et M., IDN,...) Débutanu ayant une première expérience industrielle, ilera appelé après formation en France, à prendre lirection de cette unité de production qui occupe 3 personnes.
Par la suite, **d'intéressantes possilités de développement de carrière** seront ouvers tant en **France qu'à l'étranger.**
Ecrire avec C.V. détaillé sous rérence 9711-M à Mamrégies qui transmettra. »
Mamrèges
3, RUE D'HAUTEVILLE 5010 PARIS

MANAGEMENT OFFICERS
Large UNITED NATIONS Agency seeks Management Officers for Amman and Gaza. Work includes the : - conduct of efficiency audit and cost benefit studies; identification of problems and areas requiring organizational or management improvement; manning table analysis; application of occupation classification standards; review of local staffing and grading submissions; providing an internal advisory service on the improvement of office procedures and technology; and development and co-ordination of staff training programmes.
Candidates must have university degree in management science, public or business administration, economics or related subjects and at least 6 years relevant practical experience including demonstrated knowledge of work study and job evaluation; command of English; readiness to travel. Knowledge of Middle-East environment, data processing and personnel management, and Arabic language desirable. The positions carry annual tax-free salaries and allowances of circa US dollars 36 000 plus benefits.
Write with detailed curriculum vitae to : –
Deputy Chier, Personnel services Division
EVN/8/83 (B)
UNRWA HQ (VIENNA)
Vienna Internationnal Centre
P.O. Box 700
A-1400 Vienna
AUSTRIA

L'AGENCE NATIONALE POUR LA RÉCUPÉRATION ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS
recherche
pour son siège social
ANGERS (49)
UN (E) SPÉCIALISTE DE LA COMMUNICATION
Ce poste s'adresse à un jeune cadre ayant une première expérience professionnelle (relations publiques, publicité, journalisme...), qui sera l'Adjoint du Chef de Service de l'Information et de la Communication.
Adresser c.v., photo et prétentions à
A.N.R.E.D. B.P. 406 49004 Angers Cedex.

Crédit Mutuel DU SUD-OUEST recherche pour ANGOULÊME
UN CHARGÉ D'ÉTUDES
au sein de le Division Financière Service Trésorerie
Il assurera :
- Le suivi des marchés monétaires et financiers ainsi que la réglementation,
- La gestion courante de la Trésorerie Franc et du portefeuille obligatoire de la Banque,
- Des études diverses.

Le candidat aura une formation BAC + 4 :
-Sup de Co, DESS Economie (formation maths financières souhaitée),
Il sera débutant ou aura une première expérience réussie.
Adresser C.V. et prétentions à :
CRÉDIT MUTUEL DU SUD-OUEST
Direction du Personnel
Rue du Piave - 16003 ANGOULÊME CEDEX
bleu

KUWAIT AIR'AYS
recherche
15 personnes pour être fors en tant que
HOTESES NAVIGANES BASÉES AU KWEIT
- Niveau bac.
- Anglais courant.
- Age 20 ans à 26 ans.
- Mesurant 1,60 m à 1,75 m.
- Bonne apparence.

Envoyer curriculum te et photo à
KUWAIT AIWAYS
6, rue de la Paix, 7)2 PARIS.

Un poste de N° 1 pour une personnalité d'envergure. A court terme, diriger une de nos usines au Nigéria.
Vous êtes peut-être aujourd'hui Directeur Administratif et Financier ou vous avez une expérience de 5 à 8 ans en Marketing; en tous cas, vous avez une formation Ecoles Supérieures de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs avec dominante Marketing ou Gestion, et vous maîtrisez l'anglais de façon parfaite.
Agé de 30 ans minimum, vous avez la rigueur et l'autonomie nécessaires pour seconder dans un premier temps le Directeur de notre unité de fabrication et de commercialisation (200 personnes) avant d'en devenir le N° 1.
Votre maturité d'esprit et votre parfait équilibre, vous ont donné le dynamisme et l'étoffe indispensables à votre adaptation à de nouvelles conditions de vie.
L'appartenance de notre usine en progression constante à un important Groupe International vous assure un encadrement solide une rémunération très attractive, et des avantages substantiels liés à l'expatriation.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV + photo en précisant la référence 6819 sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.
média-system

BANQUE PRIVÉE
recherche pour
MARSEILLE
UN RESPONSABLE P.M.E.
(HOMME OU FEMME)
Une expérience bancaire et un diplôme d'études supérieures sont nécessaires.
Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à REGIE-PRESSE, sous n° T 042.928 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CABINET FRANÇAIS D'ADIT ET DE COMMISSARIAT AUX COMIES
recherche
pour ses bureaux de
SAO PAOLC
UN COLLABORATER EXPÉRIMENTÉ
(5 ans minimum). Mémorialiste, portugaisprécié.
MILAN
UN COLLABORATER
Ayant 2 à 3 ans d'expérience en révi, Italien apprécié.
Envoyer curriculum vitae et prétens à
G.D.V. 114, avenue Charles-daulle 92522 NEUILLY-S/NE.

Recherche pour déplacement en célibataire d'une durée de 6 mois ou plus en IRAK
UN INTERPRÈTE
parlant et écrivant parfaitement le yougoslave
Connaissances en bâtiment souhaitées.
Adresser C.V. sous réf. 8.994 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

IMPORTANTE ENTREPRISE de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS
Siège à LYON, 1.000 personnes, CA = 300 millions recherche, dans le cadre du développement de son activité en ALGERIE, un
Jeune ingénieur travaux
ESTP, ECL, INSA Génie Civil ou équivalent
adjoint du Directeur de Travaux d'un important programme de bâtiments en ALGERIE, il évoluera à partir de ce poste tremplin vers la gestion complète des chantiers dont il assurera alors toutes les responsabilités sur les plans techniques, budgétaires et sociaux.
2 ou 3 ans d'expérience acquise en entreprise de bâtiment sont indispensables pour accéder à ce poste évolutif qui doit déboucher sur de larges missions dans le cadre de notre politique de développement.
Avantages liés au statut expatrié.
Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 009 M.
Cabinet Gatier

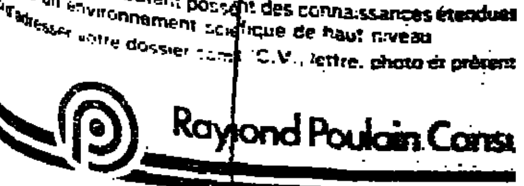
SEITHA
membre d'un grand groupe international
Equipements techniques du bâtiment, 280 personnes, CA supérieur à 310 millions dont 70 % à l'export offre une réelle responsabilité d'
ENTREPRENEUR
à un
INGENIEUR CONFIRME
en lui confiant la création d'un nouveau poste d'
INGENIEUR D'AFFAIRES
Une expérience d'une dizaine d'années dans la réalisation d'équipements techniques du bâtiment, secteur tertiaire ou industriel, est indispensable pour accéder à ce poste de haut niveau.
Poste basé au siège, à LYON-VILLEURBANNE, mais déplacements fréquents.
Ecrire à SEITHA - Service du Personnel, Réf. 015, B.P. 5046 69601 VILLEURBANNE CU CEDEX
média-system

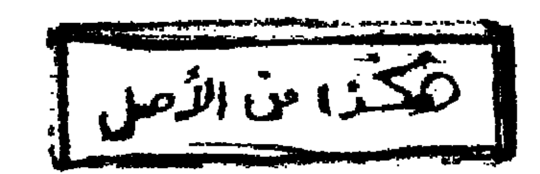


emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux













Chef du service informatique — Nord

STEIN INDUSTRIE

La société STEIN INDUSTRIE, filiale du groupe Alsthom-Atlantique, fabrique du gros matériel chaudronné et mécano-soudé (chaudières de centrale thermique et appareils divers nucléaires). Elle recherche le chef du service informatique de ses usines situées à proximité de Roubaix. Rendant compte au chef des services généraux, il prendra en charge un service équipé d'un IBM 34 et d'un PRIME 750, employant douze personnes. Responsable du budget du service, de l'exploitation, de la maintenance des programmes existants, il aura également à développer de nouvelles applications (en particulier dans le domaine de la gestion de production) en mettant l'accent sur le renforcement des liaisons et des échanges avec le service informatique du siège. Ce poste qui nécessite une grande capacité de dialogue et donc des qualités de contact s'adresse à un candidat âgé de 30 ans au moins. De formation supérieure (grande école d'ingénieurs et/ou MIAGE), il aura déjà exercé des fonctions de responsabilité au sein d'un service informatique, de préférence dans l'industrie. L'expérience de la fabrication constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ sera fixée en fonction de l'acquis. Ecrire à M. OLARI. Réf. A/4659M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Chef de projets — 180.000 F

Rhône-alpes - Dépendant d'un groupe international dont elle est le siège des activités européennes, cette entreprise produit et commercialise de l'outillage à main. Dans le cadre d'un plan informatique ambitieux, elle recherche, pour développer son potentiel d'études, un chef de projets. Disposant d'une grande autonomie, il a pour mission de développer et de maintenir des applications de gestion variées (finance, commercial, production). Il prend plus particulièrement en charge les aspects analyse, coût, planning et organisation du travail. Il doit en outre renforcer et maintenir le dialogue entre les utilisateurs et le service. Ce poste s'adresse plus particulièrement à un chef de projets désireux d'accéder à plus d'initiatives dans un service à taille humaine (18 personnes). De formation supérieure, il a acquis une expérience de cinq ans minimum en informatique de gestion et a de bonnes connaissances du matériel IBM et des systèmes DOS/VSE, CICS et DL 1. La pratique de l'anglais ou de l'italien est fortement souhaitée. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat retenu sera de l'ordre de 160.000 à 180.000 francs. Ecrire à D. de VERNEUIL. Réf. A/3766M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

LA VILLE DE SAINT-JEAN-DE-BRAYE

(15.000 habitants) - Agglomération Orléanaise

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

A TEMPS PLEIN
POUR MISE EN PLACE D'UN
SERVICE COMMUNAL D'INFORMATION

- Niveau BAC minimum.
- Expérience souhaitée : relations publiques, vie associative, information, réalisation de publications.
- Intérêt pour les nouveaux moyens de communication.

Adresser candidature et C.V.
AVANT LE 30 NOVEMBRE 1983
à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville
45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

DUT ou B.T.S. possédant une expérience professionnelle réelle de 3 années en électronique, informatique ou télécommunications.

UNE FORMATION D'INGÉNIEUR DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

vous est accessible à

l'École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne

où une filière de formation promotionnelle fonctionne dans le cadre des textes légaux sur la formation professionnelle continue.

Renseignements :
SECRÉTARIAT DES ADMISSIONS F.P.
Téléphone : (98) 00-13-30
E.N.S.T.Br. - B.P.856 - 29279 Brest Cedex

Inscriptions reçues jusqu'au 30 décembre 1983.

LYON — Responsable comptabilité-finances

CA 90 millions/75 % Export

La Société jusque là filiale d'un Groupe, devient autonome ce qui l'amène à créer un service comptabilité qui lui soit propre (personnes). Vous serez responsable de toute la comptabilité générale et de la trésorerie. Vous participerez aussi à la gestion budgétaire.
Vous avez une formation (minimum DECS) et une expérience qui font de vous un bon professionnel de la comptabilité générale, y compris de la consolidation des comptes. Mais vous pouvez ne pas tout connaître, comme les financements à l'export ou la gestion de trésorerie. L'entreprise veut vous offrir une évolution de carrière, elle mise donc sur votre potentiel et vos motivations.
La Société est le leader mondial de sa spécialité des équipements très techniques indispensables à de nombreuses industries. La discrétion nécessaire nous prive pour l'instant de vous en dire plus...

Merci d'envoyer votre CV avec rémunération souhaitée à Gérard SCHNEIDER qui traitera votre dossier confidentiellement (référence IPM)

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 montée de houlans. 69323 Lyon Cedex 05.

média-system



Ingénieur service achats — 160.000 F

Ouest-atlantique - Une entreprise industrielle (2.000 personnes, chiffre d'affaires : 850 millions de francs) spécialisée dans la conception et la fabrication de biens de consommation durables, recherche un ingénieur service achats. Intervenant pour tous les produits techniques (moteurs, ressorts, matières plastiques, peintures, composants électroniques, etc...) des différentes unités de production, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et promouvoir la fonction achats tant auprès des services internes que vis-à-vis des fournisseurs. Seul interlocuteur des prestataires qu'il aura lui-même sélectionnés, il aura pour mission principale l'optimisation des coûts d'achats à travers les négociations commerciales et les relations qu'il entretiendra avec les fournisseurs. Ce poste doit motiver un jeune ingénieur diplômé, homme ou femme, âgé de 26 ans minimum, de préférence électro-mécanicien de formation, et possédant de réelles aptitudes de négociateur, confirmées par une expérience de deux ou trois années vécues dans la fonction achats ou dans des responsabilités commerciales. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience du candidat retenu et pourra atteindre 180.000 francs. L'appartenance de l'entreprise à un groupe français de dimension internationale autorise de réelles perspectives d'évolution. Ecrire à Chantal DANGEL. Réf. A/1205M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ISMEA

Institut Supérieur de micro-électronique appliquée

MARSEILLE

Dans le cadre de son développement

cherche

INGÉNIEUR

Expérience industrielle, quelques années domaines électronique et informatique, pour poste enseignement et recherche industrielle.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
M. ROS - ISMEA
28, rue des Electriciens
13012 MARSEILLE.

ELF BIO RECHERCHES

Centre de Recherche de Toulouse Labège

renforce une de ses équipes de recherche et recrute :

1) un **GENETICIEN BACTERIOLOGISTE** *réf. M 106*

2) un **BIOLOGISTE MOLECULAIRE** *avec une grande expérience en technologie de clônage de gênes ;* *réf. M 107*

3) un **INGENIEUR BIOCHIMISTE** *avec une expérience dans la fermentation industrielle des cellules animales.* *réf. M 108*

Les postes 1 et 2 sont des postes de haut niveau, pour lesquels plusieurs années d'expérience post-doctorale sont demandées.
Les candidats retenus assumeront l'entière responsabilité de leur contribution à nos projets de recherche multidisciplinaire
Nos laboratoires de recherches et pilotes sont situés à Toulouse, près des universités et des laboratoires de recherche nationaux.
Envoyer CV détaillé + lettre de candidature manuscrite sous référence correspondante à

Elf Bio Recherches
BP 62, 31320 Castanet Tolosan

MLM Conseil

Assistant marketing international

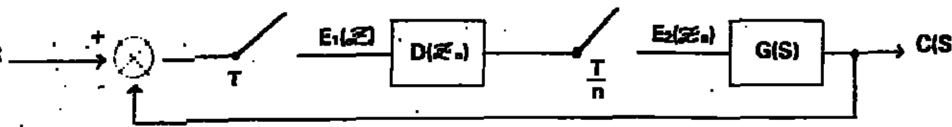
pour rejoindre la Division Internationale de la Société-mère d'un Groupe leader dans le domaine de l'Agro-Industrie, solidement implanté sur le plan international.

Les responsabilités de ce poste couvriront les domaines suivants :
- Etudes des marchés,
- Etudes des produits,
- Analyses statistiques.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur agronome ayant une bonne connaissance de l'anglais et/ou allemand - espagnol.
Des déplacements sur le terrain sont prévus.
Ce poste évolutif au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, implique : initiative, imagination et capacités de contacts.
Poste en province.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés sous **référence 288 M à PUBLIPANEL** 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Valorisez votre double formation mécanique + électronique



La SFENA – C.A. 1 200 MF –, l'un des leaders mondiaux en équipements et systèmes destinés aux Industries Aérospatiales, recherche un

Jeune ingénieur ou universitaire (HF) haut niveau

Le poste est directement rattaché au chef du Département Électromécanique et Stabilisation (95 personnes dont 30 ingénieurs). Il est situé dans l'Etablissement de Châtellerault (1 0 personnes), consacré essentiellement aux instruments de pilotage et de navigation. Il a pour raison d'être la recherche et les études dans le domaine des capteurs, asservissements et moteurs.

Il peut convenir à un débutant possédant des connaissances étendues (mathématiques, mécanique, électronique, optique), désireux de les développer dans un environnement scientifique de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre, photo et prétentions), sous réf. 1/JIS/LM, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

VALLEE du RHONE

Filiale THOMSON à VALENCE, leader européen de l'automatisation postale et du contrôle industriel non destructif
crée dans le cadre de son expansion le poste suivant :

Ingénieur plate-forme d'essais

Nous accueillerons un JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN qui après adaptation aura la responsabilité du contrôle des prototypes élaborés par les B.E. Il mettra en oeuvre avec autonomie les procédures de contrôle et leurs applications. Il s'agit d'un poste de dialogue avec les autres services techniques de la Société.
Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 520 M.

Cabinet Gatier

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.




emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur marketing

Troisième exportateur français d'informatique HEWLETT-PACKARD Grenoble a la responsabilité mondiale du développement, de la fabrication et du marketing de matériels et de logiciel de haute performance.

A GRENOBLE est implantée **notre division européenne de support du groupe informatique** dont la mission est le conseil, la formation et l'assistance clientèle sur toute la gamme des produits HEWLETT-PACKARD de manière à en augmenter la performance.

Initiateur d'un nouveau programme marketing, vous aurez la responsabilité de **développer les marchés de formation et de conseil clientèle** ; votre zone géographique de responsabilité sera **l'Europe, le Proche Orient et l'Afrique.**

Diplomatie, sens du marché, persévérance, esprit créatif et une expérience internationale seront vos principaux atouts pour arriver au succès de la mise en place de votre programme marketing. Vu la diversité de vos interlocuteurs internationaux, la pratique de l'anglais est indispensable.

Si vous sortez d'une Grande Ecole (ECP, ECL, EMP, ESE, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent), si vous aimez travailler en équipe, et si vous êtes soucieux de votre développement personnel dans une entreprise en forte croissance pratiquant le "management par objectif", adressez votre dossier de candidature sous référence FM 038, à Françoise MOULINJEUNE - HEWLETT-PACKARD Département du Personnel - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

HEWLETT PACKARD

AFFLUENIS

SAFT — BORDEAUX

INGENIEUR R & D

Nous sommes un important groupe industriel français (6000 personnes) à vocation internationale, leader de l'industrie électrochimique et de la conversion d'énergie, numéro 1 français pour les piles grand public.

Nous voulons intégrer au sein de notre équipe technique performante (100 personnes) de notre activité accumulateurs, un jeune Ingénieur pour assurer la coordination de nos activités de recherche avec les milieux universitaires.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des candidats motivés pour tenter une première expérience en recherche avant d'évoluer vers des activités industrielles au sein de notre Société.

Profil : diplômé grande école d'Ingénieur Chimie. Doctorat et compétences en électrochimie appréciés.

Le poste est basé à BORDEAUX au sein de notre Direction Technique proche de l'environnement industriel de notre usine d'accumulateurs.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. A.16.20 à SAFT, Direction des Ressources Humaines, 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Nous recherchons

DEUX JEUNES INGÉNIEURS

1) Pour notre service entretien
2) Pour le service fabrication

Nous sommes une Société saine, dynamique et innovatrice, d'importance moyenne. Notre domaine est la première transformation des métaux.

Localisation : PICARDIE.

Nous recherchons des hommes de caractère, attirés par des responsabilités sur le plan technique et humain.

Quelques années d'expérience peuvent être un atout supplémentaire. Envoyez C.V. Ecr. s/nº 7.087 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CABINET JURIDIQUE PAU recherche

RESPONSABLE DE PROJET

Maîtrise de Sc. Economique + formation comptable et financière + langues 3 ans de pratique. Dynamique, sens du contact. Travail en équipe.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous nº T 042824 M. RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur Paris 2ᵉ.

M.J.C. importante Le Mans recrute ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL 2 ans d'expérience : Ecrire sous le nº T 042 884 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MFL

Dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française Lourde

BERTHIEZ saint-étienne

recherche pour son bureau d'études mécaniques

INGENIEURS MECANICIENS CONCEPTEURS

chargés dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION :
Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens

EXPERIENCE :
- 3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine outil
- Connaissances en calculs de structures par éléments finis.

Adresser candidatures avec CV à BERTHIEZ ST ETIENNE Service du Personnel en précisant la référence I.M.C. BP 119 - 42003 ST ETIENNE Cedex



QUAKER FRANCE

QUAKER FRANCE est la filiale française d'un important groupe agro-alimentaire américain.
Nous fabriquons et commercialisons les céréales pour petit déjeuner **QUAKER** et les aliments pour chiens et chats **FIDO et FIDELE.**
Notre C.A. est de 650 millions de francs et notre croissance de 20 % par an.

Débuter en province dans une unité qui démarre.

Nous recherchons pour notre unité de **VEAUCHE** (à proximité de St-Etienne) qui vient de démarrer sa production **UN CHEF DE QUART.**

Jeune Ingénieur (A.M. Centrale - Mines ou équivalent) vous souhaitez débuter votre carrière industrielle dans une fonction où vous aurez de réelles responsabilités d'encadrement en production.
Chef de Quart, vous serez responsable de l'animation d'une équipe de 20 personnes. Ainsi, pendant 12 à 24 mois de travail en poste, vous pourrez donc mettre à l'épreuve vos capacités à diriger et à communiquer dans une fonction où l'essentiel des problèmes à résoudre sont d'ordre humain.
De plus le développement prévu pour cette unité peut vous permettre d'envisager, si vous réussissez, une évolution très rapide.

QUAKER FRANCE



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (L.M., C.V. photo et prétentions) sous réf. CQV/711 M à **QUAKER FRANCE** Service du Personnel Z.I. d'Andrezieux-Bouthéon, 42340 VEAUCHE

Soderhu

SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT ET GESTION DE PERSONNEL CADRES

Nous sommes un **très important groupe industriel** diversifié dans plusieurs domaines.
Notre unité de production à **EVREUX fabrique des pièces en caoutchouc industriel,** notamment pour les *secteurs ferroviaire et automobile*
Pour cette unité nous créons le poste de

jeune responsable de production

INGENIEUR AM OU EQUIVALENT
qui aura déjà acquis une expérience de 3 à 5 ans de la fabrication, de préférence en industrie lourde.

Après une période de prise de contact et de formation dans notre industrie, il supervisera l'ensemble de la production et dans un deuxième temps se verra confier la responsabilité du service entretien.

Un candidat de fort potentiel pourra, en plus, prendre éventuellement en charge les services techniques et méthodes.

Pour ce poste évolutif nous cherchons un jeune ingénieur de terrain, un meneur d'hommes et un gestionnaire qui montrera son dynamisme, sa souplesse et son ouverture d'esprit. (Réf 284)

jeunes ingénieurs

Débutez votre carrière chez un leader de sa profession - **BIENS D'EQUIPEMENT** - 5000 personnes - C.A. 2 milliards F.

Vous recevrez une **formation** à nos produits pendant 6 mois, puis vous vivrez sur le terrain le métier passionnant et riche de contacts humains de l'

ingénieur chantier

Vous serez responsable de la conduite, de l'organisation et de la gestion technique et humaine de travaux d'installation, de modernisation et maintenance de nos produits - ascenseurs et escalators - dans les immeubles et bâtiments.

Des postes sont à pourvoir dans nos agences de **PARIS et de PROVINCE.**

La dimension du Groupe offre d'interessantes et rapides perspectives d'évolution.

Formation : ingénieur diplômé AM, INSA, ICAM, ENSI, ENI...

(Réf. 285)

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo en précisant la référence du poste choisi à SODERHU - 22, rue St Augustin - 75002 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



Télécommunication et Informatique

Région Est

Nous sommes un important groupe de Sociétés d'Ingénierie en Télécommunication spatiale et informatique.
Dans le cadre de notre développement, nous créons un service Système et Soutien Technique
Le Chef du service recherche son Adjoint.
A la pointe des techniques nouvelles de communication par satellite, nous recherchons l'Ingénieur de formation supérieure informatique ou électronique, ayant 3 à 4 ans d'expérience en réseaux ou logiciels de base, sensibilisé par les aspects opérationnels d'un système complexe.
Nous lui demanderons rigueur et créativité, ouverture et fermeté.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 8517 M, si un tel poste a votre adhésion, à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Assistant du directeur financier

Jeune filiale dynamique d'un groupe international, nous nous portons bien avec un CA de 200 MF dans un domaine où nous sommes leader mondial : l'équipement automobile. Nous renforçons actuellement nos structures financières en créant le poste d'assistant au Directeur Financier au sein de notre établissement situé en région Rouennaise.

Rattaché au Directeur Financier, vous supervisez et coordonnez l'activité d'une équipe comptable de 8 personnes (comptabilité générale et analytique). Mais l'essentiel de votre mission va être lié à l'aspect gestion et finances. Nous comptons sur vous en effet pour développer les sytèmes de gestion existants en mettant en place de nouveaux outils (contrôle budgétaire, analyse des écarts, reporting anglo-saxon, amélioration des procédures internes en liaison avec les différents départements). Responsable de l'analyse financière, vous assumez la gestion quotidienne de la trésorerie ainsi que les relations avec les banques.

De formation supérieure économique et financière (Sup de Co, HEC, Sc. Po), vous venez de vivre quelques années au sein d'un cabinet d'audit international complétées par une expérience opérationnelle en entreprise qui vous a rompu aux méthodes de gestion américaine. Ce poste complet aux responsabilités larges constitue l'étape qui vous permettra d'accéder plus tard à une direction financière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous la réf. M 27411 à Nicole Le Breuilly
TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.



division de SYSTEMA — Management

Desseln

OFFRES D'EMPLOIS

UNILOG

4 Sociétés - 400 ingénieurs

INGÉNIEURS DÉBUTA

ingénieur chimist

DEBUTANT





JAEGER

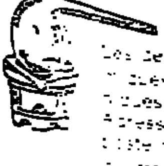
INGENIEUR

2 ingénieurs

CHIMIE FINE

Laboratoire d'Analyse

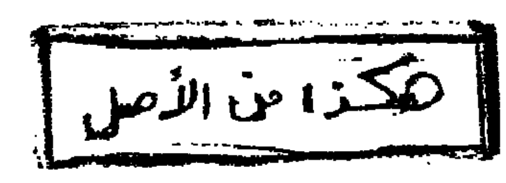
Pour ses laboratoires de Déve



SOCIETE IMMOBILIERE

chef de programme

même débutant



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UNILOG

Groupe Indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique

- 8 Sociétés - 400 ingénieurs -

s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

UNILOG recrute pour le **2 Janvier 1984** des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Écoles d'ingénieurs ou 3[e] cycle d'études supérieures scientifiques.

Après un cycle de formation rémunéré de 6 mois, ils seront intégrés dans l'une des sociétés d'UNILOG.

Au sein d'équipes opérationnelles, ils interviendront chez nos clients équipés de grands ou moyens systèmes IBM : conception, réalisation, génie logiciel.

Leur évolution ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et **d'évoluer vers la conduite de projets.**

Adressez-nous dès maintenant votre candidature, sous référence 435 à UNILOG SYSTÈMES - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS - Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

INMONT (550 personnes) filiale d'un important groupe américain, située à 70 km au Nord de Paris, nous recherchons pour notre DIVISION PEINTURES AUTOMOBILES

ingénieur chimiste

DEBUTANT

De formation universitaire ou Ingénieur, vous seconderez le Chef de notre Laboratoire Recherche et Développement.

Vous parlez anglais, et souhaitez une carrière évolutive dans une société en position forte sur son marché. Rémunération motivante et nombreux avantages sociaux.

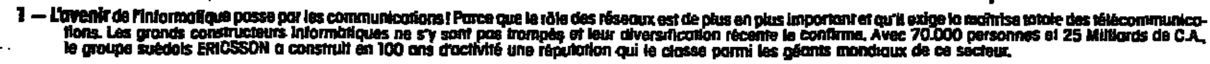
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence IC à :

INMONT - Service du Personnel
B.P. 26
60602 CLERMONT Cedex

Organisation et Publicité

INMONT

QUAND CERTAINS CONSTRUCTEURS INFORMATIQUES PROPOSENT JUSQU'A 10 RAISONS DE REJOINDRE LEUR EQUIPE...



1 – **L'avenir** de l'informatique passe par les communications ! Parce que le rôle des réseaux est de plus en plus important et qu'il exige la maîtrise totale des télécommunications. Les grands constructeurs informatiques ne s'y sont pas trompés et leur diversification récente le confirme. Avec 70.000 personnes et 25 Milliards de C.A., le groupe suédois ERICSSON a construit en 100 ans d'activité une réputation qui le classe parmi les géants mondiaux de ce secteur.

2 – **Le bon sens** n'a de sens que s'il est appliqué ! Parmi les premiers, ERICSSON a fait le choix informatique. Plus d'1/3 de notre C.A. vient aujourd'hui de l'informatique et à terme, nous pensons y réaliser plus de la moitié de nos activités. Le choix était le bon : sur les six premiers mois de 83 notre résultat global a fait un bond de 28 %. Présents en France avec 750 personnes et près d'1/2 Milliard de C.A., notre développement est explosif mais contrôlé. Les opportunités de carrière iront naturellement à ceux et celles qui nous auront choisi dès la première heure (c'est-à-dire aujourd'hui).

3 – **Des hommes et des femmes** sans qui nous ne pouvons rien ! Parce que vous êtes important pour nous, l'esprit ERICSSON s'appuie sur une exigence réciproque de compétence, simplicité dans les relations et loyauté. Cette cohérence de notre politique fait notre force. Elle respecte l'individualité de chacun et assure la qualité du climat de travail. De plus, la moyenne d'âge du groupe est de 35 ans.

Il va presque sans dire que sans une contrepartie matérielle adaptée et suffisante (rémunération, avantages...), nous ne resterions pas crédibles longtemps.

PARIS

INGÉNIEUR COMMERCIAL
réseaux et systèmes distribués
expérimenté, anglais obligatoire, basé à Paris.
Formation complémentaire assurée en France et à l'étranger.
Réf. LM/801

PROVINCE
TOULOUSE, STRASBOURG, NANCY, LILLE, PARIS.

INGÉNIEUR COMMERCIAL
3 à 4 ans d'expérience. Anglais souhaité pour introduire l'un de nos meilleurs produits : les postes de travail compatibles ALFASKOP.
Réf. LM/802

La décision de nous écrire constitue peut-être pour vous la première étape d'un choix professionnel capital à très long terme. Elle n'appartient qu'à vous. Notre conseil, MERCURI URVAL, assurera un traitement rapide, attentif et confidentiel au courrier que vous voudrez bien nous adresser au 21, rue Eugène-Flachat 75017 PARIS, en précisant la référence du ou des postes qui vous intéressent.

Mercuri Urval

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JAEGER

SPECIALISTE DES EQUIPEMENTS DE BORD ELECTRONIQUES ET ELECTROMECANIQUES POUR L'AUTOMOBILE recherche pour l'une de ses usines situées en CHAMPAGNE

INGENIEUR DE FABRICATION

Ayant quelques années d'expérience industrielle.
Formation grandes écoles mécanique et électronique

Adresser CV, photo et prétentions à P. STOFATI, Recrutement des Cadres, JAEGER 2, rue Baudin, 92303 LEVALLOIS PERRET



DIVISION FILMS - 180 personnes - CA 130 M de F 85% à l'exportation recherche pour ses Services Techniques

1 JEUNE INGENIEUR

Libéré des Obligations Militaires.
Anglais indispensable.
Lieu de travail : QUIMPER

Adresser CV à Société BOLLORE S.A. — ODET — BP 607 - 29195 QUIMPER Cédex.

pmp

---

2 ingénieurs chimistes

SOCIETE de CHIMIE FINE, implantée en NORMANDIE recherche 2 ingénieurs chimistes

pour son Laboratoire d'Analyse et de Contrôle Réf. 283M

qui secondera le Chef de Laboratoire en prenant en charge le DEVELOPPEMENT ANALYTIQUE des produits nouveaux.
- Formation Supérieure exigée (grande école et doctorat ou filière universitaire et doctorat)
- Si possible une première expérience sinon une très bonne connaissance des méthodes d'analyse physico-chimique.

pour ses laboratoires de Développement Réf. 284 M

Diplômé d'une grande école et libéré des obligations militaires.



Les deux postes font appel à des jeunes ingénieurs hautement motivés, dynamiques, recherchant les responsabilités et joignant à leurs compétences techniques les qualités humaines indispensables pour asseoir leur autorité.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en précisant la référence du poste choisi à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Province

JEUNES INGENIEURS

Prenez rapidement du «galon» en production

Cette Société industrielle de produit de second oeuvre est leader sur son marché.

Elle dispose en France d'un certain nombre de petites et moyennes usines (50 à 150 personnes) très autonomes et très automatisées.

Pour assurer son développement, elle souhaite s'adjoindre 2 jeunes Ingénieurs (AM, ECAM, IDN, INSA...) débutants ou possédant déjà une petite expérience. Après différents stages opérationnels dans les usines du groupe, ils doivent accéder rapidement à des fonctions d'encadrement et de direction en fabrication.

Compte tenu des diverses situations des usines, il est indispensable d'être mobile et disponible et de ne pas avoir "d'a-prioris" sur telle ou telle région de France.

La rémunération offerte, l'autonomie et les réelles perspectives de carrière sont de nature à intéresser des personnalités de valeur.

Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 6030 CF

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

SOCIETE IMMOBILIERE
Filiale d'un groupe
en expansion depuis 10 ans
recherche pour l'Ouest de la France

chef de programme

même débutant

Ce collaborateur sera chargé du montage et de la gestion d'opérations immobilières.

Rémunération attractive et réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. ss réf. 82243 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

RECRUTEMENT DE 6 AGENTS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT ECONOMIE

(Département du Nord)

Un concours sur titres et références est ouvert. Peuvent faire acte de candidature les candidats titulaires d'une licence de sciences économiques ou d'un diplôme équivalent, justifiant en plus de trois années d'expérience professionnelle dans le domaine économique.

Ils auront pour mission de présenter aux entrepreneurs les aides dont ils pourraient bénéficier, de recenser les potentialités de développement, de réunir les partenaires susceptibles de travailler ensemble à des créations d'emplois.

Bonne connaissance des données géographiques, sociologiques, économiques du département et de la réglementation en matière économique et notamment de celle relative aux aides aux entreprises, souhaitée.

Les demandes de renseignements et les dossiers de candidatures doivent être adressés à M. le Président du Conseil général, Hôtel du Département, 2, rue Jacquesmars-Giélée à Lille, tél. : (20) 30-55-51. Le registre des inscriptions sera clos le 30 novembre 1983.

P.M.I. FRANÇAISE recherche

CHEFS DES VENTES

FRANCE ET EXPORT

Lieu : Région Berry.
Formation : Ingénieur textile, chimiste ou équivalent.
Age minimum : 30 ans.
Langue : allemand indisp anglais souhait. Minim. 5 a. d'expér. technique en enduction ayant évolué vers le technico-commercial. Rémunération : selon expérience.

Envoyer CV + photo à Swoerts réf. 3710/M, 9, rue du Delta 75009 PARIS qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITÉ TOULOUSE/PARIS
recherche
UN CHEF DE PUBLICITÉ
2 à 3 ans d'expérience en agence pour poste à TOULOUSE
Ecrire avec C.V. + photo prétentions à :
AGRI COMMUNICATION.
Immeuble Péri-Ouest
62, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE.

BANQUE, région méditerranéenne, recherche, pour étoffer son Service Relations Extérieures :

UN(E) ASSISTANT(E) RELATIONS EXTÉRIEURES

qui aura notamment pour mission d'aider le responsable à assurer une présence lors des missions de représentation.

A cela s'ajoutera un rôle de relations publiques devant l'amener à participer à toutes manifestations externes, portant ainsi par sa présence l'image de la Banque.

Le développement de la communication extérieure lui sera en outre confié, notamment par les relations avec la presse, mais aussi par la prise en charge de documents d'informations techniques ou générales destinés aux élus des caisses locales.

Il sera, pour ce faire, amené à collaborer avec le service formation.

Ce poste nous paraît devoir convenir à un diplômé d'études supérieures/Sciences Po notamment, mais aussi éventuellement ESC, Droit, école de journalisme..., disposant déjà d'une première expérience professionnelle dans le domaine des relations publiques.

A moyen terme, des perspectives d'évolution seront envisageables.

Adr. lettre de candidature manus. avec c.v., photo et prét. à HAVAS, B.P. 346, 06072 NICE CEDEX, réf. 0736.

JEUNE CADRE

Rejoignez l'équipe Recrutement de notre Groupe International de 20.000 personnes, leader dans son activité

Si vous avez :
- Une formation supérieure.
- Une première expérience réussie.
- Une mobilité et une disponibilité totale.
- Un tempérament réellement opérationnel.

Nous saurons vous intégrer rapidement, vous former à nos méthodes et vous faire évoluer à terme vers des fonctions plus élargies au sein du Groupe.

Le poste est à pourvoir en RÉGION PARISIENNE
L'anglais serait un plus.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions, sous réf. LM/3.056 à RESSOURCES & DÉVELOPPEMENT 6, rue Casimir-Delavigne 75006 PARIS.

CONSEILS EN ORGANISATION

recherchent

DIPLOMÉS

GRANDES ÉCOLES

– Débutants réf. 9.848.
– Expérimentés réf. 9.849.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions en précisant bien la référence sur l'enveloppe à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

Organisation professionnelle recherche pour son **service juridique** : Collaborateur, libre très rapidement, maîtrise Droit
Expérience de deux ou trois ans. Droit fiscal et social, souhaitée.
Envoyer lettre + CV et prétentions s/ nº 7094 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPERT COMPTABLE

Recherche

COLLABORATEURS

– Formation D.E.C.S. + Maîtrise en Droit.
– Première expérience souhaitée.

Envoyer C.V. + prétentions à J.-J. GARNIER 166, rue du Fbg St-Honoré 75008 PARIS.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 6.000 à 8.000 F

Nous leur offrons :
– Une formation complète.
– Une activité prenante.
– Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo nº 3.435 Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
– SOIT de bonnes études.
– SOIT la preuve de leur personnalité.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE DROIT DU TRAVAIL «SUR LE BOUT DES DOIGTS»:

UNE AFFAIRE DE JURISTE, HAUT NIVEAU

...Doctorat par exemple ou, au moins DEA.

Car dans notre entreprise, 7000 personnes gérant un service public, le droit du travail - vu sous l'angle individuel, catégoriel ou de l'entreprise, voire du Groupe que nous animons (60 000 personnes, plus de 100 filiales dans plusieurs branches d'activité) - déborde vite sur le droit des sociétés et le domaine économique.

Vos conseils seront largement sollicités et suivis puisque c'est vous - et vous seul - qui détenez les solutions. Aucune qualité particulière «de management» ne vous est donc demandée mais en revanche une volonté - d'être le juriste de la Direction du Personnel - de penser et d'agir en Homme de Personnel.

Votre expérience ?... Elle vous a surtout permis de comprendre qu'il existe, entre la théorie et la vie professionnelle, un grand pas que vous avez su franchir.

Ce poste est à pourvoir à PARIS. (Référence 4573 M)

Grand groupe français - 60 000 personnes - nous savons que notre «santé économique» repose en partie sur nos options sociales, sur le bon fonctionnement du dialogue syndical-direction.

Assistant à toutes nos instances représentatives : comités d'établissement, d'entreprise, de Groupe, CHS, commissions diverses,... ainsi qu'à toute autre réunion de négociation, vous saurez en rédiger les procès-verbaux de façon claire et concise.

Ces réunions décident en effet des orientations de notre politique sociale interne. Vous comprenez donc toute l'importance que nous attachons à votre parfaite compréhension des questions économiques et sociales, à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre objectivité et vos dons rédactionnels.

Votre formation, quelle qu'en soit la nature, doit refléter un bon niveau de culture générale (Bac + 4). Quant à votre expérience, peu importe sa durée si elle vous a conduit à assurer des missions de ce genre.

Ce poste, rattaché à la Direction du Personnel, est à pourvoir à PARIS. (Référence 4574 M)

LA COMMUNICATION DANS L'ENTREPRISE:

ECOUTER... COMPRENDRE... REDIGER...

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (sous réf. correspondante) à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui nous la transmettra afin que nous l'examinions avec toute la discrétion nécessaire.

Dessein

Des activités de pointe dans le groupe des Banques Populaires

Vous y participez en tant que conseillers et assistants de nos établissements bancaires. Ces fonctions vous permettent de parfaire vos compétences et de les mettre en valeur d'une manière décisive. Nous recherchons deux collaborateurs :

Chef de projet « applications bancaires »

Comme chaque membre de l'équipe performante à laquelle vous appartenez, vous concevez, pour nos établissements, des logiciels de production concernant la plupart des applications de la Banque. Vous vous appuyez sur les compétences d'un spécialiste pour introduire dans vos projets des outils d'aide à la décision. Vous supervisez la réalisation des applications que vous sous-traitez, vous les adaptez aux besoins et aux matériels de vos interlocuteurs.

De préférence, diplômé d'une grande Ecole, vous avez acquis plus de 3 ans d'expérience en informatique dans le secteur bancaire où vous avez assumé la responsabilité de la conception et de la réalisation de projets. (Réf. M/5506)

Chef de projet « moyens de paiement »

Rattaché à un Responsable du développement des nouveaux moyens de paiement, vous assurez l'implantation des guichets automatiques, en relation avec les différents fournisseurs et partenaires. En particulier, vous pilotez la réalisation des logiciels confiée à des S.S.C.I. et coordonnez les opérations lors des démarrages. Vous assistez aussi les banques dans l'utilisation de la carte bleue.

Au cours des 3 ans minimum d'expérience en informatique de gestion dont vous disposez, vous avez conçu et réalisé des applications Temps réel. (Réf. M/5507)

* * *

Toutes ces activités sont basées à Paris et impliquent des déplacements de courte durée.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Dans le cadre de l'extension des activités de
sa direction financière et de la clientèle privée
la Banque Hervet crée
une cellule opérations financières
et recherche son

FUTUR RESPONSABLE (H/F)

Sa fonction :
- en liaison avec le réseau et l'ingénieur conseil, rechercher des sociétés en vue de :
  - procéder à leur introduction en bourse (principalement au second marché)
  - développer leurs moyens de financement, notamment par augmentations de capital et emprunts
- assurer des activités diverses telles que la gestion des participations aux syndicats obligataires, le montage de prêts directs pour des compagnies d'assurances, le montage des contrats d'intéressement des salariés dans l'entreprise, etc.

Son profil :
de formation supérieure, ce cadre expérimenté dans le montage des opérations financières bénéficie d'une connaissance générale des secteurs économiques nationaux et de solides atouts en analyse financière, fiscalité, et droit des sociétés.

Des qualités personnelles de méthode et de synthèse complètent son goût pour les contacts et son esprit de négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BANQUE HERVET

Direction des Relations Sociales et du Personnel
Service Recrutement
127, av Charles de Gaulle
92201 NEUILLY-SUR-SEINE

Plain Champs

---

responsable marketing et développement

Société française, leader du marché européen des encres d'imprimerie, nous exerçons notre activité à travers 14 centres de profit en Europe et en Amérique Latine et une organisation centrale basée à Levallois-Perret.
Dans le cadre de nos objectifs de développement, nous recherchons un responsable Marketing et Développement pour le marché de l'emballage.
Sous l'autorité du Directeur Marketing et Développement Groupe, il devra assurer des contacts permanents avec les principaux acteurs de ce marché, identifier les opportunités pour le groupe et les produits correspondants, proposer des objectifs et des programmes d'action, participer à l'élaboration du programme Recherche et Développement du groupe, veiller au transfert de la technologie entre les centres de profit, contrôler la réalisation des objectifs.
Pour ce poste, nous recherchons un jeune ingénieur, ayant une bonne formation de marketing (MBA) et une expérience d'application d'au moins 5 ans dans la chimie ou la parachimie.
La dimension internationale de la fonction requiert la connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand ainsi que de fréquents voyages (environ 30 % du temps) en Europe, aux Etats-Unis et en Amérique Latine.
Cette fonction vivante et variée est une excellente base pour une évolution de carrière intéressante dans le groupe, en France ou à l'étranger.

La lettre manuscrite de candidature et le C.V. avec photo doivent être adressés au Secrétariat Général - LORILLEUX LEFRANC INTERNATIONAL - 3, rue Collange 92304 LEVALLOIS-PERRET CEDEX



Création et Publicité

Juriste

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe chimique international et sommes implantés sur des marchés très diversifiés dans l'industrie et la grande consommation.

Notre C.A. est supérieur à 2 Milliards de francs.

Pour étoffer notre service juridique nous recherchons un jeune juriste spécialisé dans le droit des affaires.

Vous assurerez l'appui technique et le conseil permanent auprès de plusieurs unités de la société et traiterez les questions juridiques les plus variées : droit des sociétés, brevets et marques, droit de la consommation, réglementation des prix, contrats commerciaux...

Vous apportez une première expérience de 2 à 3 ans acquise en cabinet ou en entreprise et une formation de base niveau D.E.A. de droit des affaires.

Vous parlez de préférence allemand et pourquoi pas anglais.

Écrivez ss réf. 2087 M



Direction des Relations Humaines, B.P. 111, 94258 GENTILLY

HAVAS CONTACT

Jeune juriste à fort potentiel

3 EME CYCLE DROIT DES AFFAIRES

élaborer des contrats d'ingénierie participer à leur négociation

La société (800 personnes) a une activité d'ingénierie. elle est spécialisée dans les techniques de pointe et possède un leadership incontesté dans son secteur.
Au sein du service vente, le poste à pourvoir comporte les aspects suivants :
- analyse des appels d'offres.
- préparation des offres avec les services techniques concernés.
- élaboration des clauses commerciales (modalités financières, garanties...) juridiques (clauses de responsabilité notamment).
- gestion des offres (relance et suivi du client).
- participation à la négociation de la commande.
- intervention pendant la gestion de l'affaire.

La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Ce poste est formateur et évolutif. des possibilités de carrière sont ouvertes au niveau du groupe d'appartenance de la société.
Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emplois Formation, 20 avenue Edouard Herriot 92350 Le Plessis-Robinson.

média-system

SOCIETE D'EQUIPEMENT AERONAUTIQUE ET ARMEMENT
Banlieue Nord Paris
recherche

INGENIEUR-ACHETEUR

confirmé dans la fonction d'acheteur technique (matériel mécanique, hydraulique, électrique et électronique).

Sous l'autorité du chef du service des achats, le candidat assumera une fonction complexe s'étendant de la recherche des sources d'approvisionnement à la négociation et à la conclusion des contrats.

D'autre part, il aura à assurer l'interface avec les services techniques et de production de l'entreprise.

Nous souhaitons un candidat dynamique et ouvert pouvant animer et encadrer une équipe d'acheteurs et d'employés d'achats. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 82102 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

---

un manager pour notre centre de Rungis.

Notre établissement de Rungis est un centre polyvalent : c'est à la fois la base du technique et des supports nationaux (les spécialistes du dépannage), le siège de notre service informatique interne, ainsi que la plaque-tournante de la Distribution, avec nos entrepôts. Il abrite également le centre de formation de l'entreprise.
Manager l'ensemble, tant sur le plan de l'organisation matérielle qu'humaine, demande donc expérience et sens politique.
Une mission qui conviendrait bien à un homme d'environ 35-40 ans, de formation supérieure, ayant si possible travaillé dans la distribution. Mais son atout majeur sera d'avoir su démontrer par une expérience réussie sa grande capacité relationnelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et salaire souhaité) à MEMOREX - Département des Relations Industrielles - 3 à 5 rue Maurice Ravel 92300 LEVALLOIS.



• une gamme complète de périphériques compatibles IBM.
• la garantie du deuxième constructeur mondial de l'informatique.

OFFRES D'EMPLOIS

CONSU

FUTUR DIRECTEU
DE LA GESTION INDUS
200 - 250.000 F/A

GENIE INFORMATIQU

ANALYSTE
CHARGÉS
DE CLIENTE



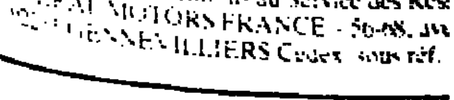
Mesures et perform
de systèmes

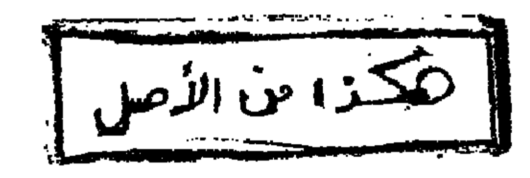


GENERAL MOTORS F

pour son département Fin

analyste







CONSULTANTS

RECHERCHE POUR LE COMPTE D'UN DE SES CLIENTS

FUTUR DIRECTEUR DE LA GESTION INDUSTRIELLE

200 - 250.000 F/AN

Une importante société française du secteur Mécanique, transformation des métaux, 1.300 personnes, 2 usines en France, plusieurs filiales à l'étranger, recherche un INGENIEUR DIPLOME capable de prendre en charge à terme la Direction de la gestion industrielle de l'entreprise : contrôle de production, gestion des stocks, magasins, planning, ordonnancement, etc.

Dans un premier temps, en tant qu'Adjoint au Responsable, assisté de collaborateurs de haut niveau, il aura à assumer l'ensemble du suivi quotidien de la gestion des stocks, la supervision du planning et le contact permanent avec les ateliers. En outre, il lui sera confié l'animation et le suivi d'un vaste projet de gestion industrielle informatisée. Après quelques années, il sera appelé à prendre la Direction de l'ensemble du secteur "gestion industrielle" de l'entreprise.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé (Arts et Métiers ou équivalent), âgé de 32 ans minimum, ayant acquis une expérience concluante de la production (ateliers, entretien, etc) et désirant progresser rapidement vers un poste à haute responsabilité.

L'entreprise pourra se charger, si nécessaire, d'une formation complémentaire, en informatique de gestion notamment.

Ce poste constitue une opportunité très intéressante pour un ingénieur brillant désirant faire carrière dans une entreprise en développement, leader de sa profession.

Envoyer curriculum-vitae et prétentions sous la référence 10 231 à : AICE-CONSULTANTS, 22, rue Etienne-Marcel, 75002 PARIS.

SITB

GENIE INFORMATIQUE

l'une des premières SSCI françaises, leader dans le secteur BANQUES-FINANCES, 30 ans d'expérience, 500 personnes, CA 150 MF, renforce sa division Conseil/Organisation et recherche 2

ANALYSTES CHARGÉS DE CLIENTÈLE

Très rapidement, ils auront la responsabilité du suivi d'un certain nombre de banques clientes pour : ● l'assistance informatique sur les applications opérationnelles ● le développement de nouvelles études en vue de l'évolution des systèmes d'information de ces Banques.

Ces postes conviendraient bien à des diplômés d'études supérieures ayant plusieurs années d'expérience de participation à des projets et désireux d'intégrer à leur activité d'Analyste davantage de contacts et d'autonomie.

Adresser dossier de candidature, sous référence CC 103, à Alain Demarque, SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.



Mesures et performances de systèmes

Filiale d'un groupe international, nous sommes le premier organisme Français d'études de marché (700 personnes). Notre centre informatique composé de matériels IBM 43 XX est la base de notre activité.

Le passage en M.V.S. dans un environnement bases de données, télétraitement nous conduit à rechercher la personne capable de mettre en place et d'animer la cellule mesures et performances de systèmes.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure en informatique possédant une expérience de la fonction acquise dans un contexte système ou exploitation et qui désirerait pouvoir étendre ses activités sur l'ensemble d'un site.

René Pilloy examinera votre candidature sous Réf 627.

A.C. Nielsen Company - Ressources Humaines
9 Avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy Pontoise



GENERAL MOTORS FRANCE

recherche
pour son département Finance

analyste

pour prendre en charge l'analyse de nouveaux projets concernant la gestion de production ainsi que la maintenance de projets existants.
Diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur informaticien ou maîtrise informatique), il a environ 5 ans d'expérience, une bonne connaissance du milieu industriel et une compétence technique confirmée sur VM/CMS - PL1 - CICS - DL1 - DOS/VSE.
Anglais indispensable.

Adresser CV et prétentions au Service des Ressources Humaines GENERAL MOTORS FRANCE - 56-68, avenue Louis Roche 92231 GENNEVILLIERS Cedex, sous réf. JMQ/225 DM

Rejoignez la qualité avec Marks & Spencer.

Marks & Spencer: un groupe de distribution que le succès a déjà couronné en Grande-Bretagne, au Canada et partout ailleurs en Europe. A travers 460 magasins, tous nos produits – depuis l'habillement en passant par l'alimentation et la librairie jusqu'aux plantes d'intérieur – sont vendus sous une marque: St. Michael.

Ce nom est devenu le symbole d'un bon rapport de qualité prix. Et cette renommée a fait notre succès.

Naturellement, nos collaborateurs sont à l'image de notre entreprise.

Aujourd'hui nous recherchons des hommes et des femmes exceptionnels à qui nous confierons la gestion d'un département.

Que vous demandons-nous?

Le fait que vous soyez capable de motiver et d'encadrer les autres, que vous preniez des décisions et apportiez rapidement des solutions à leur problème avec le souci du détail.

Vous y parviendrez car vous avez un sens aigu des contacts et vous savez ce que rentabilité veut dire.

Vous avez entre 22 et 25 ans, un niveau d'études supérieures et vous parlez anglais.

Après un séjour de 18 mois en Angleterre pour votre formation, vous aurez un poste de chef de département dans un de nos magasins de moyenne dimension. Et cela partout en France.

Après 3 à 4 années vous pourrez prétendre à un poste de sous-directeur.

Le salaire de départ est de 85.150F par an minimum (et plus si vous avez déjà une expérience) plus une indemnité durant votre formation, un restaurant d'entreprise et un escompte sur nos articles.

Si vous pensez que vous présentez les qualités requises, envoyez votre CV à:

Mme B. Villard
Marks & Spencer S.A.
6-8 rue des Mathurins
Boite Postale 252-09
75424 Paris Cedex 9

Marks & Spencer
LA QUALITÉ. JUSQUE DANS LE DÉTAIL.

Jeunes TELECOM, SUPELEC, SUP AERO ... nous misons sur votre diplôme

Nous offrons aux grands groupes industriels un service de qualité fondé sur la confiance.

Notre Département Techniques Avancées vous propose de relever des défis d'envergure nationale en Micro-Informatique, Télécommunications, Transmission de Données, Bureautique, Productique...

Votre volonté de mettre en pratique et développer vos connaissances, votre passion pour l'informatique appliquée aux technologies nouvelles justifient notre intérêt et vos prétentions.

Misez sur APSIDE !

Adressez votre dossier, sous référence DTA 9, 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

APSIDE
AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

SOURCES

BSI BAYARD SERVICES INFORMATIQUE

(filiale du groupe BAYARD PRESSE)

Chiffre d'Affaires en progression de près de 25% par an depuis 5 ans cherche un

ingénieur commercial

pour attaquer le marché avec de nouvelles gammes de produits :

gestion d'abonnements, gestion de fichiers, VPC, impression laser, programmes financiers (APL), micro informatique.

Conditions de réussite : *diplôme d'études supérieures, une première expérience réussie, savoir convaincre et négocier, l'attrait du challenge au sein d'une équipe performante.*

Envoyer votre dossier de candidature sous référence 110-M à notre Conseil



Elisabeth FRENCH
Conseil en Psychologie Industrielle
17, rue Mirabeau - 75016 Paris
qui garantit toute discrétion

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent ses futures gammes d'ordinateurs Bull Systèmes recherche des

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO VLSI permettant la mise en oeuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.
Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation fonctionnelle et la vérification des VLS, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests des VLSI.
Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles.
Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 131 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT ORGANISME
DE GESTION IMMOBILIÈRE

recherche pour PARIS

RESPONSABLE EQUIPE de GESTION ADMINISTRATIVE

Avec 7 employés, il devra assurer la gestion administrative et comptable d'une partie des locations des 10.000 logements qui constituent le patrimoine de l'organisme. Cela implique principalement l'attribution des logements, la gestion des dossiers locataires et la comptabilité auxiliaire.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation de base (droit, gestion, sciences-éco...), ainsi qu'une première expérience de 4 ou 5 ans dans la gestion administrative avec moyens informatiques, si possible dans le domaine immobilier.

TRÈS BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR

comes

Env. C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 2.528)
DISCRÉTION
ET RÉPONSE ASSURÉES.

JURISTE

Société de Conseils Juridiques

recherche pour Paris

Un collaborateur confirmé en Droit Commercial

Expérience en cabinet ou en entreprise exigée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
SERVICES LAMY, 17 bis, rue Legendre,
75017 PARIS - Service du Personnel.

CONSEILS ET REALISATIONS EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION



La raison de notre succès

Si nous n'avions eu en permanence d'ambitieux objectifs, nous serions loin de réaliser un CA de 60 millions de francs en 1983 contre 20 en 1981, loin de compter aujourd'hui plus de 100 personnes (dont 80 % d'Ingénieurs) contre 40 en 1981. Si nos collaborateurs n'avaient su répondre en permanence aux besoins de nos clients dans des domaines aussi variés que le Traitement du Signal, la Conduite de Processus, la Gestion de Production, l'Aide à la Décision... nous n'aurions pas évolué vers une position de leader dans certaines de nos activités. Nous faisons appel aujourd'hui à de nouvelles compétences et recherchons pour notre siège social à ORSAY :

RESPONSABLE TECHNIQUE

DE FORMATION SUPERIEURE, vous avez une expérience de 7 à 10 ans dans la **conduite de projets** de grande envergure et vous maîtrisez un **moniteur d'exploitation temps réel sous MPE, RTE ou RSX...** Responsable technique, vous serez chargé : • d'harmoniser les méthodes d'analyse, de programmation, de suivi de projets • de conseiller les Ingénieurs Commerciaux, chefs de projet • de proposer les solutions techniques à de nouvelles applications • de choisir les nouveaux outils, superviser le centre de calcul et mettre en place les plans de formation. Cette fonction est d'autant plus importante que les projets sur lesquels nous travaillons sont nombreux et variés. Sens des responsabilités, esprit de décision, facilité d'adaptation, sens des relations humaines sont des qualités déterminantes. (Réf. RT)

INGENIEURS COMMERCIAUX

DEPARTEMENT INDUSTRIEL

INGENIEUR EN AUTOMATIQUE et/ou INFORMATIQUE, vous possédez une expérience réussie de la commercialisation d'applications en **automatisation de processus continus, de contrôle de fabrication ou robotique.** Nous vous confierons l'étude et la recherche de nouveaux marchés, la réponse aux cahiers des charges, la mise en place et le suivi commercial des réalisations... Nous vous donnerons les moyens d'exercer votre fonction de façon autonome et pleinement responsable. Les avantages professionnels et personnels dont vous bénéficierez valent la peine que nous les étudions ensemble, contactez-nous. (Réf. IC 1)

INFORMATIQUE DE GESTION

DIPLOMES ECOLE D'INGENIEUR, ESC ou UNIVERSITAIRES, vous avez plusieurs années **d'expérience en SSCI ou chez un constructeur** et il est temps pour vous de changer l'horizon de votre carrière. Nous vous proposons d'assurer la promotion des applications clé-en-mains de CMG en gestion administrative et commerciale et en gestion de production. En renouvelant votre fonction, vous aspirez à de plus grandes responsabilités, à un environnement informatique plus ouvert et plus formateur, à une rémunération très compétitive. Nous sommes en mesure de vous satisfaire, prenez contact avec nous pour évaluer les attraits de ce poste d'Ingénieur Commercial. (Réf. IC 2)

MICRO-INFORMATIQUE

DIPLOME ECOLE D'INGENIEUR, ESC, vous souhaitez poursuivre une fonction commerciale dans votre domaine, l'Informatique. Dans ce milieu complexe et en constante évolution, vous adapter est l'un de vos soucis car, en aucun cas, vous ne voulez être dépassé par l'innovation. A votre préoccupation, nous répondons par la diversité : de nos activités, des problèmes posés, des matériels etc., diversité qui vous assurera une formation permanente et une parfaite aisance d'adaptation. Cet avantage et les nombreux moyens matériels et humains que nous mettrons à votre disposition seront les facteurs de votre réussite dans le développement de nos ventes de **solutions micro-informatique sur APPLE, H.P., IBM, VICTOR.** Nous vous offrons une rémunération à la mesure de vos ambitions. (Réf. IC 3)

Merci d'adresser votre candidature à CMG - Pierre de Bantel - ZA de Courtaboeuf - Avenue du Parana - B.P. 38
91942 LES ULIS Cedex

Le groupe LOCAFRANCE recherche pour PROMODATA société de location d'ordinateurs

RESPONSABLE DU SERVICE FINANCIER

Répondant devant le Directeur Général Adjoint de PROMODATA, sa mission consistera à analyser les besoins financiers globaux de la société, à rechercher des possibilités de financement en dehors du pool bancaire du groupe, à suivre la trésorerie et superviser la relance clientèle.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur ayant une expérience bancaire confirmée se rapportant au financement des entreprises et qui souhaiterait utiliser cet acquis dans le cadre d'une société en plein développement.
La connaissance de la langue anglaise est souhaitée dans le cadre de perspectives d'évolution.

Adresser C.V., photo et prétentions au
Département Formation et Recrutement
du Groupe LOCAFRANCE
43-47 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

BANQUE PRIVÉE PARISIENNE

recherche
pour son département étranger

CADRE CLASSE V

- **Expérience bancaire.**
- **Sérieuses références.**
- **Capable assurer encadrement.**
- **Notions anglais indispensables.**

Envoyer C.V., photo et prétentions à
REGIE-PRESSE, sous n° T 042.983 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Banque Stern

BANQUE PRIVEE : nous sommes reconnus pour la qualité de nos interventions tant des milieux d'affaires que des particuliers. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente.

Pour nous accompagner dans notre évolution nous souhaitons accueillir un

Fondé de pouvoir clientèle privée

Collaborateur direct du responsable du département, vous assurerez le développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau. Avec une équipe que vous animerez sur le terrain, vous serez le conseil écouté qui proposera pour la gestion des patrimoines des produits performants, des services adaptés, une information rapide.

Au-delà d'une formation supérieure, vous pouvez faire état d'une expérience bancaire confirmée dans le contact avec une clientèle privée.

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 8/PBS/LM à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Un projet exceptionnel pour un jeune financier ambitieux

Participer à la refonte de tous les systèmes comptables et financiers d'une entreprise multinationale spécialisée dans les **BIENS D'EQUIPEMENT,** leader sur son marché (C.A. 2 milliards F) est déjà un travail passionnant, c'est aussi un challenge pour évoluer rapidement au sein de la Direction Financière (200 personnes) à **PARIS** vers des postes de hautes responsabilités au niveau français et international.

Vous êtes de formation grande école + MBA de préférence, débutant avec une courte expérience ; vous êtes ambitieux et pragmatique, vous aimez être en prise directe avec la réalité.

Si ce poste vous intéresse merci d'adresser C.V., photo et ... sous réf. 287 à notre Conseil
SODERHU - Société pour le développement des Ressources Humaines
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu



METROLOGIE, importateur et distributeur de matériels informatiques et péri-informatiques, recherche dans le cadre de son expansion

contrôleur de gestion *HF*

Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP)

Avec 3 à 5 ans d'expérience, il ou elle sera rattaché (e) à la Direction Générale et il ou elle se verra confier l'élaboration et l'adaptation des méthodes de gestion, la mise en place et le contrôle des méthodes choisies, l'établissement des budgets et leur suivi ainsi que le contrôle de la fiabilité du système d'information.

Adresser votre candidature avec rémunération actuelle à H. de PEUFEILHOUX - Direction du Contrôle de Gestion du Groupe BFM - 4, av. Laurent Cély Tour d'Asnières 92606 Asnières

METROLOGIE



NERMAG

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
Spectromètres de masse
49, Quai du Halage
92500 RUEIL-MALMAISON
recherche

Pour son service Etudes et Développements :

INGENIEUR ELECTRONICIEN (réf. IE 1)

Débutant ou quelques années d'expérience

INGENIEUR PHYSICIEN (réf. IP 2)

P.C., INSA ou équivalent

Pour son service Après-Vente :

INGENIEUR TECHNICIEN (réf. IT 3)

en électronique ou informatique HARDWARE

- 2 à 3 ans d'expérience
- Déplacements FRANCE et ETRANGER
- Anglais lu et parlé.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence choisie à l'adresse ci-dessus ou tél. pour R.V. (1) 732.92.05 pour réf. IP2 et IT3

Régie publicitaire (130 personnes), ayant une activité nationale, leader dans son domaine
recherche son

Responsable Informatique

Directement rattaché au Secrétaire Général, il aura à prendre en charge l'organisation de l'informatique, ainsi que l'implantation d'un **DPS 4 CII HB.**
Le candidat que nous recherchons aura à concevoir et développer des applications adaptées à la stratégie de l'entreprise.
C'est un **bon technicien ayant 8 à 10 années d'expérience** et connaissant tout particulièrement le 62 DPS ou DPS 4 et IPS.
Salaire motivant et nombreux avantages sociaux.
Lieu de travail : **PARIS 15e.**

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M/114 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

acles

Collaborateur expérimenté

La DIRECTION IMMOBILIERE de la BANQUE PARIBAS recherche pour la mise en place et la gestion de crédits promoteurs un jeune collaborateur expérimenté.

Agé d'au moins 26 ans, il aura une formation universitaire ou professionnelle.

Une expérience bancaire de 3 ans au moins dans le secteur lui sera indispensable, ainsi que de très bonnes connaissances juridiques et comptables dans le domaine de la Promotion Immobilière.

Ce poste nécessite méthode, rigueur, organisation et goût du travail en équipe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées à la Direction des Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.



CRÉDIT AGRICOLE BRUNOY

recherche
un (une)

Organisateur-trice

CONNAISSANCES SOUHAITÉES :
- Les méthodes d'organisation modernes
- Les systèmes d'applications informatiques
- L'activité bancaire dans le domaine des titres.

NIVEAU :
- Etudes supérieures
- Expérience en organisation
- Classification cadre.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
SERVICE CENTRAL de TITRES
B.P. 10 — 91801 BRUNOY CEDEX.

ESC - HEC - ESSEC
expérience organisation

Chargé(e) études commerciales

Notre chargé d'études, en poste depuis 2 ans, a été promu...

De formation ESC ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 1 à 3 ans dans un cabinet d'organisation, où les stages que vous avez effectués vous ont permis de vous former dans ce domaine.

VOS ATOUTS sont votre capacité :
- à **mener des projets avec rigueur,**
- à **les concrétiser sur le terrain,**
- à **appréhender les motivations des commerciaux.**

Alors, nous sommes prêts à vous confier ce poste. Vous bénéficierez, grâce à nos structures administratives et informatiques, de l'appui logistique d'une des grandes entreprises du secteur agro-alimentaire élaborant et commercialisant des produits grand public.

Basé en très proche banlieue parisienne, votre rémunération sera fonction de votre expérience et, de toute façon, très motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et lettre manuscrite, en précisant sur l'enveloppe la réf. 2717/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

Paris

...NCTION ADMINISTRA... ET COMPTABLE



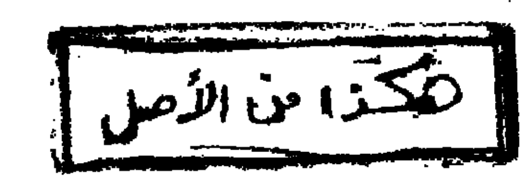
Responsable département commerci...

PA Conseiller de Direction S.A.

Cadres d'affaires socia...

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEME... facturation/recouvren...

Un Ingénieur de Tr...



هكذا من الأصل

Paris

FONCTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

Un challenge pour un jeune professionnel : diversifier notre activité

Cette Société (90 personnes, 120 milliards de Francs de C.A.) est le premier spécialiste dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels extrêmement puissants, elle développe une technologie de pointe dans un secteur en très forte croissance. Nous proposons aujourd'hui pour sa filiale française (30 personnes) le poste de Responsable Administratif et Financier.

Dépendant du Directeur de la Société et avec une large délégation, il prend en charge tout l'aspect classique de la fonction, avec une équipe de 3 personnes : comptabilité, trésorerie, fiscalité, dossiers juridiques et sociaux, budgets et gestion prévisionnelle.
Au-delà de cette mission, il est chargé des études de diversification de l'entreprise : études d'opportunités, proposition d'activités nouvelles, organisation éventuelle des structures, etc ...

Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel de la fonction comptable et administrative. Diplômé de l'enseignement supérieur, il a déjà une première expérience en Entreprise dans le contexte d'une PME de préférence.
Cette offre constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur, désirant acquérir une expérience de gestion polyvalente dans une Société jeune et très dynamique.

Merci d'adresser C.V. complet, photo, rémunération actuelle sous réf. M 14761 D à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system



Responsable département commercial — Paris

L'un des plus importants groupes de presse et d'édition français, employant près de 2000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 700 millions de francs, recherche le responsable de l'un de ses départements commerciaux. S'appuyant sur une structure composée notamment de chefs de groupes de vente, il aura la responsabilité de l'animation, de la gestion et du développement commercial d'un réseau de vente spécifique et autonome fort d'une soixantaine de personnes, et mettant en œuvre des techniques de marketing direct. Ce poste conviendrait à un candidat d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, disposant d'une solide expérience de l'animation d'une équipe importante et de la gestion d'un centre de profit autonome. La rémunération, qui correspond à un poste de réelles responsabilités, sera également fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2455M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Société de 5000 personnes, recherche

Cadres d'affaires sociales

Ils assureront un rôle de recherche et de conseil auprès de la Direction des Affaires sociales en participant à l'élaboration de la politique sociale et en prenant en charge la conception et la mise au point d'outils de gestion du personnel, gestion prévisionnelle, gestion des salaires, temps et conditions de travail, indicateurs sociaux...

Pour tenir avec efficacité ces postes et évoluer vers des responsabilités élargies, nous demandons une expérience minimum de 5 ans au sein de la Direction des Affaires Sociales d'une importante entreprise industrielle.

Postes à pourvoir à la Défense

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions en indiquant sur l'enveloppe la réf. 6991. à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

Importante Société de Service implantée en Seine-et-Marne
recherche

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

facturation/recouvrement

Mission : • Animation de l'équipe comptable et juridique • Suivi des dossiers de litiges avec les Clients • Amélioration de l'organisation administrative de l'unité pour exploiter toutes les ressources de l'outil informatique et bureautique.

Profil : • Écoles supérieures de commerce ou formation juridico-comptable approfondie, avec expérience réussie de la gestion d'un service comptable et contentieux • Age minimum 30 ans • Connaissances en organisation et informatique • Etre disposé à s'implanter en Seine-et-Marne.

Adresser Curriculum-Vitae, sous référence 176, à : L.P.A.-GENEVAY, 11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.B.

La Filiale de Crédit Bail Immobilier d'une institution financière nationale
recherche pour diriger son service réalisation

un Ingénieur de Travaux

Celui-ci aura en charge outre l'animation d'une petite équipe, l'étude et le suivi des éléments techniques des réalisations dans leur totalité, depuis le démarrage des chantiers jusqu'à leur achèvement.
Contrôlant le bon déroulement des chantiers (construction ou rénovation) il devra assurer le suivi des contentieux techniques éventuels.
Sa formation est celle d'un ingénieur T.P. ou équivalent, il aura une expérience de plusieurs années dans le suivi de chantiers industriels et commerciaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. GV 9 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

JEUNES INGENIEURS

généraliste ou génie chimique

engagez une véritable carrière industrielle au sein d'Esso Chimie



ESSO CHIMIE, filiale du plus important groupe pétrolier mondial, réalise un C.A. de 5 Milliards de Francs, dont 40 % à l'exportation. ESSO CHIMIE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques dérivés du pétrole.
La production s'organise par lignes de produits élaborés dans différentes unités largement automatisées autour d'un vapocraqueur central.
Ses résultats économiques en font une des Sociétés les plus performantes dans son secteur d'activité en France.
Le maintien dans la compétition internationale est le véritable enjeu des années qui viennent, ce qui nécessite une approche humaine et technique particulièrement dynamique.
Dans ce contexte, ESSO CHIMIE propose aujourd'hui plusieurs postes pour ses Usines de Production de Notre Dame de Gravenchon, en Normandie.
Votre mission consistera à assurer l'optimisation des moyens de production, à développer de nouvelles installations techniques, ou à contrôler la fabrication sous l'angle économique et financier.
Au sein de nos équipes, vous développerez sur le terrain vos qualités d'animation des hommes. Par la suite des responsabilités opérationnelles en exploitation ou dans les services techniques vous seront proposées.
Votre formation (Centrale, Mines, AM, IGC, ENSI, INSA, etc...) éventuellement complétée par un diplôme de gestion, votre connaissance concrète de l'anglais, votre réelle motivation pour le contexte de la production dans toutes ses dimensions vous conduisent naturellement à nous écrire, sous la référence M 6507 H, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Notre client, une société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

Un conseiller de clientèle gérant de portefeuille.

SA MISSION
- Animer l'équipe exécutant les décisions de gestion.
- Assurer le développement et le suivi d'une clientèle existante.
- Justifier auprès des clients la stratégie de placement en valeurs mobilières.
- Conseiller les formules de placement correspondant à la situation personnelle de chaque client.

IL VOUS OFFRE
- Un outil informatique performant.
- Une intégration progressive dans l'entreprise.
- De larges possibilités d'évoluer.
- Une rémunération motivante.

IL VOUS DEMANDE
- Une solide connaissance de la Bourse et de l'économie.
- Une expérience commerciale réussie dans le secteur financier.
- Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller.
- Des capacités d'animation.
- Un diplôme de l'Enseignement Supérieur.

Les candidatures composées d'un curriculum-vitae détaillant votre formation, vos résultats et votre rémunération accompagné d'une lettre rédigée décrivant vos aptitudes et vos objectifs personnels devront être envoyées sous la référence FMI 838 à :

J.R. Bourin - Finance Marketing International.
Conseils en recrutement
33 rue de Mogador - 75009 PARIS

CABINET FRANCO-BRITANNIQUE
Clientèle internationale
recherche

JURISTE

Minimum 4 ans expérience.
- Environ 30 ans.
- Niveau Doctorat, diplôme anglo-saxon souhaité.
- Anglais courant.

Adresser C.V. avec photo à : FRESHFIELDS 69, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS.

Société de presse (Paris-8e)

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour sa

DIRECTION GÉNÉRALE

UN CHARGÉ DE MISSION

Appelé à seconder le Directeur Général dans toutes ses activités.
Il sera attiré par un poste polyvalent et fonctionnel comportant des missions d'études et de coordination auprès des principales fonctions de l'entreprise.
Par la suite, il pourra lui être confié des fonctions opérationnelles.

Il possédera une formation supérieure (niveau HEC, Sup de Co.) complétée par une première expérience professionnelle acquise de préférence dans l'audit (interne ou en cabinet).
Sa personnalité associera rigueur et souci de communication.

La pratique de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no T 042.944 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Région Parisienne (92)

DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE

Cette entreprise, spécialisée dans le domaine des produits de revêtement, de protection et de scellement est structurée juridiquement en différentes sociétés, (recherche, diffusion, application). Elle emploie au total 50 personnes et réalise un C.A. de plus de 35 millions dont une part importante à l'exportation.

Sa direction générale souhaite s'adjoindre un collaborateur capable de prendre en charge l'ensemble de la vie financière, comptable et administrative des différentes entités.
Ceci implique un rôle opérationnel dans les domaines comptabilité, finance, consolidation... (avec l'utilisation et le développement des outils informatiques existants), mais également un rôle de gestionnaire et de conseil auprès de la direction générale pour précéder et suivre le développement du groupe.

Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 30 ans) possédant une formation supérieure adaptée (commerciale et/ou économique plus D.E.C.S.), et une expérience significative des fonctions financières et comptables acquise de préférence en moyenne entreprise. La connaissance de la langue anglaise serait vivement appréciée. Outre ses compétences techniques, c'est un homme qui conçoit que la gestion n'est pas une fonction statique mais un élément moteur du développement d'une entreprise.

Les conditions offertes, l'autonomie et les responsabilités du poste ainsi que les perspectives de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.
Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6930 A, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Matériels de haute technologie

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Notre Société, filiale d'un puissant groupe britannique, est spécialisée dans la distribution de matériels de haute technologie.
Notre croissance rapide nous amène à renforcer notre structure en créant le poste de Responsable Administratif et Comptable.
Rattaché au Directeur Général, vous animez au siège (à PARIS) un service d'une dizaine de personnes. Vous prenez la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers, comptables et juridiques : reporting mensuel, bilans, trésorerie, déclarations, paie et administration du personnel. Mais, vous êtes aussi un élément actif du développement de la Société, qui propose et met en œuvre des systèmes nouveaux adaptés à cette évolution, en particulier au plan informatique.
Vous êtes âgé de 30 ans minimum, vous avez acquis par votre formation (Sup de Co ou DECS) et par votre expérience en entreprise, la maîtrise de votre métier, vous parlez anglais et vous voulez évoluer dans une ambiance dynamique : vous avez le profil du candidat que nous souhaitons recruter.
Salaire motivant - véhicule fourni.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11962 A, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

MINISTERE DE LA DEFENSE
recherche

ADJOINT AU CHEF DE BUREAU

chargé de la tutelle de l'industrie d'armement.

Ingénieur diplômé, option gestion ou formation complémentaire en comptabilité d'entreprise.
Expérience professionnelle de quelques années souhaitée.
Esprit d'analyse et aisance pour des contacts à niveau élevé demandés.

Adresser C.V. et prétentions à l'adresse suivante :
DIRECTION DES PROGRAMMES ET DES AFFAIRES INDUSTRIELLES DE L'ARMEMENT
14, rue Saint-Dominique 75997 PARIS ARMEES.

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
opérant à l'échelle internationale
dans la **distribution d'eau et les travaux publics**
recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

intéressés à faire carrière dans l'étude, la réalisation et la gestion de services publics d'eau et d'assainissement et dans la mise en oeuvre des biotechniques associées.
Une formation de base en électricité ainsi qu'une formation complémentaire en automatismes seront des avantages.
Ces postes comportent une affectation initiale à PARIS. Les candidats devront être motivés pour assumer à terme des responsabilités importantes en France ou à l'Etranger.
Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous réf. 82011 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Pour répondre à sa croissance cette société de dimension internationale recherche

Responsable système

5 ans d'expérience OS/MVS/JES 3, IMS

Responsable de 4 personnes il :
- assurera le support et l'optimisation des systèmes d'exploitation,
- participera à l'évolution de son environnement (choix du matériel et des logiciels) et au recrutement de ses collaborateurs. (Réf. 3032 A)

Ingénieur système

3 ans d'expérience
OS/MVS - JES 3
Il maîtrise ROSCOE, TSO/SPF, RACF, JARS

(Réf. 3032 B)

Le matériel :
IBM 3083 -370/168 sous OS/MVS/SP, JES 3, VTAM, temps réel, bases de données

Ces 2 postes évolutifs, basés en proche banlieue parisienne, nécessitent la connaissance de l'environnement IBM. Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi, à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



LES CAFES JACQUES VABRE

C.A. 2,5 milliards
recherchent

ASSISTANT ANALYSE FINANCIERE

Le titulaire du poste participe :
— à l'établissement du budget,
— à l'établissement des prévisions,
— aux analyses financières diverses.

Le candidat sera diplômé d'une école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP), il aura déjà une à deux années d'expérience dans le domaine financier, il parlera couramment anglais.

Env. C.V. et prétentions aux
CAFES JACQUES VABRE
Département du Personnel - Z.I. des Petites Haies
5, rue Charles Martigny 94701 MAISONS-ALFORT.

CADRE SCIENTIFIQUE

Electrotechnique
Paris proche banlieue Est

Une société française employant plusieurs milliers de personnes filiale d'un groupe industriel international, leader mondial dans sa spécialité, et dont les productions font appel à des technologies de pointe, recherche UN CADRE SCIENTIFIQUE de haut niveau. Au sein d'une équipe scientifique pluridisciplinaire, il participera aux recherches portant sur la connaissance chimique, physique, électrique et mécanique des matières premières utilisées et à la définition de leur comportement et caractéristiques, en vue de leur utilisation en phase industrielle. Il entretiendra des relations avec la profession au niveau national et international. Le candidat (H ou F) âgé d'au moins 28 ans, de formation type Ecole Polytechnique, Ecole de Physique et Chimie de Paris, ou Universitaire (Doctorat de Chimie), possèdera quelques années d'expérience acquise dans un laboratoire de recherches industrielles utilisant des moyens modernes d'investigations. Une formation complémentaire sera assurée au sein des usines françaises et étrangères du Groupe, ce qui implique une connaissance parfaite de la langue anglaise.

Ecrire sous référence 633/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS
Discrétion assurée.

INGENIEURS INFORMATICIENS DEBUTANTS

ENSIMAG, ENSEEIHT, INSA, ...

SPI, Société de Services et d'Ingéniérie en Informatique, filiale de PECHINEY :
- 400 collaborateurs dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs,
- de grands ordinateurs IBM (3081 - 3083 - 3033) et un réseau important (plus de 1.200 terminaux et 10.000 télex).

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, nous recherchons de jeunes ingénieurs grandes écoles, à qui nous confierons la mission suivante :

Participer au développement d'outils d'aide à l'analyse-programmation et à l'exploitation.

Dans un environnement technique de haut niveau, nous vous confierons, après la formation nécessaire, de réelles responsabilités, et vous proposerons les perspectives d'évolution liées à un Grand Groupe.



Merci d'adresser votre candidature sous référence GM à SPI - Service des Affaires Sociales
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY

BDA

Conseil en systèmes de gestion et informatique, X, Centrale, Supelec, Telecom...

C'est en effet un ingénieur de haut niveau qui nous intéresse. Il développe depuis 3 à 5 ans une carrière orientée vers l'informatique en SSCI, en cabinet, chez un constructeur, ou au sein d'une grande entreprise. Exerçant aujourd'hui des responsabilités de type chef de projet et familiarisé avec les gros et moyens systèmes, il souhaite poursuivre son évolution en diversifiant son expérience. Il est tenté par la perspective d'atteindre rapidement une position d'associé.

Ses missions seront variées : conception de schémas directeurs, développement de systèmes de gestion, études de faisabilité, définition de cahiers des charges, etc... Il animera des groupes pluri-disciplinaires, en collaboration étroite avec les équipes des sociétés clientes. Secteurs les plus fréquemment abordés : banques et institutions financières, agro-alimentaire, presse, entreprises industrielles moyennes, monde hospitalier.

BDA, c'est aujourd'hui 400 personnes réparties à Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, qui, outre le conseil, travaillent sur des activités d'audit, d'expertise comptable et de conseil fiscal. Un groupe français qui affirme sa vocation internationale par la représentation de TOUCHE ROSS INTERNATIONAL. Vous apprécierez de pouvoir bénéficier dans ce contexte d'un savoir-faire mondialement reconnu. Les consultants du cabinet SIRCA nous présenteront votre candidature. Merci de leur écrire sous référence 995 517M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Matériel manager

Il déterminera les «besoins nets» en produits, pièces détachées et documentations à partir des plans directeurs et des stocks dont il assurera la gestion.
Il lancera les approvisionnements en veillant au meilleur équilibre entre la qualité des services offerts aux clients et le niveau des stocks.
Ce poste clé sera confié à un ingénieur de haut niveau, ayant acquis une expérience similaire d'au moins 5 ans, par exemple dans une activité de type distribution.
Il devra bien maîtriser l'Anglais.

Ecrire sous la réf. M 69, à P. Bevillard
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
11 avenue Juliot Curie, Z.I. Bois de l'Epine,
BP 202, 91007 Evry Cédex.

FILIALE D'UN GRAND GROUPE FINANCIER PUBLIC
recherche

CADRE INGENIERIE FINANCIERE

Il aura pour missions :
- la recherche de financements et d'investisseurs pour des Sociétés d'Economie Mixte d'Aménagement et de Gestion d'activités d'intérêt public,
- les montages financiers novateurs,
- la participation à la création de nouvelles sociétés.

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience des montages financiers acquise dans un groupe bancaire, ainsi que celle des négociations avec les investisseurs institutionnels pour bureaux, surfaces commerciales et immobilier industriel.
Adresser lettre manuscrite CV, photo, prétentions sous réf. 8803 mentionnée sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

Importante société Sud de Paris
recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GÉNIE ÉLECTRIQUE OU GÉNIE MÉCANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.
Déplacements France et Étranger.
Anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à SIETAM (service montage, réf. 12.44)
42-48, avenue du Président-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

chef comptable

Notre client, un holding financier côté en bourse, recherche pour faire face à un volume croissant d'activités un CHEF COMPTABLE capable d'évoluer avec la Société.

Cette personne, responsable pour l'ensemble de la comptabilité, aura aussi à préparer la consolidation des comptes et à développer des outils de gestion. Elle devra mener à bien la mise en œuvre du nouveau plan comptable et participer à l'informatisation de la comptabilité.

Pour réussir dans cette fonction sont nécessaires :
• une première expérience de 3 à 5 ans • une formation supérieure type grande école de commerce et/ou DECS et une certaine familiarité avec l'informatique et le droit des sociétés.

Envoyez votre C.V. sous réf. M-1111 à **Marie-Jo MARTIAL** en indiquant si possible un nº de tél. au 4 avenue Marceau 75008 Paris.

Importante Entreprise du secteur hôtelier recherche pour PARIS

FUTUR ADJOINT DU DIRECTEUR DU PERSONNEL
H/F

Responsable du recrutement du Personnel, il participera immédiatement à la gestion administrative du Personnel, ainsi qu'à diverses opérations destinées à le familiariser avec l'ensemble de la fonction.
Ce poste évolutif conviendrait à un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance de la législation du travail et une première expérience de la fonction Personnel.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Adresser CV, photo et prétent. ss réf. 81935,
à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ANATOR S.A.

Société en constante expansion
recherche

COMMERCIAUX

chargés de la promotion et de la vente de ses produits.
Les postes proposés nécessitent un minimum de connaissances en péri-informatique. Une expérience dans les domaines suivants :
- terminaux à lecteur de badge ;
- Télécommunications,

constituera un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir en région parisienne

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à Société ANATOR
18, rue de Sartrouville
95240 Cormeilles-en-Parisis.

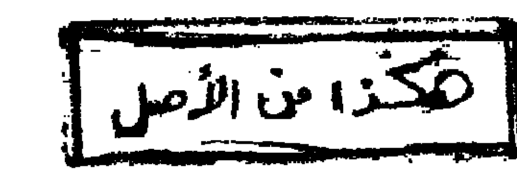
SOURIAU

DIVISION EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Dans le cadre de son expansion cherche à renforcer son potentiel humain technique en créant un poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé de l'étude et du suivi [illegible] de projets. Ingénieur diplômé (ENSI, ESIEE, INSA ou équiv[illegible]is, au cours d'une première expérience industrielle, de [illegible] connaissances en micro-processeurs ainsi qu'en analogique. Le [illegible]nisation, de rigueur, son dynamisme et surtout son sens d[illegible]ins lui permettront de réussir en s'intégrant à une [illegible]
Lieu de trava[illegible]E (proximité ORLY).
Merci d'a[illegible] CV, photo et prétentions à SOURIAU
11, rue Galliéni 92100 BOULOGNE



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche pour ses Services

PROSPECTION - TECHNOLOGIE - FIABILITE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDES ECOLES si possible avec quelques années d'expérience.

Disposant de qualité de contact et d'une grande curiosité d'esprit, capables de prendre des initiatives.

ILS SERONT CHARGES :
- de la prospective «composants» en liaison avec les ingénieurs d'études
- de la définition d'une politique qualité «composants» propre à chaque projet.

Ces postes impliquent des contacts fréquents tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'entreprise.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, Administration du Personnel
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - 55, Quai Carnot - 92214 SAINT CLOUD

LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération
avec l'ensemble des Laboratoires PHILIPS

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X, ENST, ESE, Mines, Centrale...)

Réf. 31 - Option Informatique :
débutant ou quelques années d'expérience pour mener des études de logiciel dans le domaine de l'informatique domestique et des applications des microprocesseurs du futur.

Réf. 33 - Option Traitement du Signal :
débutant ou quelques années d'expérience pour mener des études de traitement d'images de télévision numérisées.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANNES

Ingénierie Informatique et Télécommunications

THOMSON ANSWARE

une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Communications recherche pour son département d'Ingénierie Informatique Industrielle.

Ingénieurs Commerciaux

Vous avez déjà une expérience commerciale de plus de trois ANS chez un Constructeur d'Ordinateurs ou Société d'Ingénierie Informatique et par conséquent l'aptitude à prendre des contacts au plus haut niveau

Votre mission :
- **recherche de nouveaux marchés,**
- **suivi des grands comptes, appui commercial auprès des agences Paris et région.**

Ingénieurs d'Affaires

Vous avez déjà une expérience technique de conduite de projets d'Informatique Industrielle et le sens de la communication.

Votre mission :
- **suivi de projets et de clientèle,**
- **responsabilité d'un chiffre d'affaires,**
- **encadrement et recrutement d'Ingénieurs.**

answare

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à *Monsieur ASKENFELD* sous Réf. IN/10 - 135 rue de la Pompe 75116 PARIS -

200.000 +

POUR NOS FUTURS INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Notre Société, leader dans le domaine de l'instrumentation de mesure et des systèmes de test, vous propose de prendre en charge la vente de matériels de réputation internationale. Il s'agira toujours de produits hautement sophistiqués, faisant appel aux technologies les plus avancées.

Les contacts que vous devrez prendre avec une clientèle de haut niveau feront appel à toutes vos qualités techniques ainsi qu'à votre sens commercial très développé.

SI le profil décrit ci-dessus n'est pas entièrement le vôtre, vous êtes peut-être un ingénieur électronicien désireux de voir évoluer sa carrière vers des responsabilités plus larges ; dans ce cas votre candidature nous intéresse également.

Ces postes à pourvoir sont placés en banlieue sud-ouest, proche de Paris.

Veuillez adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite), en précisant sur l'enveloppe la référence 275 973 M, à Régie Presse, 85bis rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE
Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des **PROGICIELS** et le taux de développement (30% par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE
- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE, dans des disciplines diversifiées : conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. DJ/U-11 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.



UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE

HAVAS CONTACT

LUTRANA EST UN SPECIALISTE DU PESAGE DEPUIS 50 ANS.

Cette longue expérience a permis la mise au point d'une gamme très complète de matériel. Les techniques les plus sophistiquées sont appliquées à la conception et à la construction pour répondre aux conditions les plus rigoureuses de fiabilité et durabilité.

Le développement spectaculaire de nos ventes, la mise au point de nombreux produits électroniques de haute précision nous amène à créer le **SERVICE QUALITE** et nous recherchons un

RESPONSABLE QUALITE INGENIEUR ELECTRONIQUE

Rattaché au Président de la Société, il créera le service en définissant et en mettant en place les contrôles nécessaires aux différents stades de notre activité. Homme de terrain, il alertera les différents responsables sur les problèmes relatifs à la qualité. Son autorité naturelle lui permettra d'être l'élément impulseur et coordinateur de l'avancement des travaux destinés à améliorer la qualité.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **LUTRANA** - Service du Personnel
68, avenue Gambetta - 93170 BAGNOLET sous réf. 545/183.

Pluridisciplinaire... pour société de services.

Notre Groupe, spécialisé dans le Service, intervient dans de nombreux domaines (Techniques, Commerciaux...) pour de multiples secteurs d'activité (Industriel, Distribution...).

Toutes ces démarches entrainent l'élaboration et la rédaction des contrats prévoyant précisement les éléments de la collaboration (définition exacte du besoin, assurance, prix, délais...) puis la mise en place et le suivi de structures opérationnelles.

C'est pour assister progressivement notre Direction dans ces fonctions que nous souhaitons nous attacher un homme ayant par expérience approché les aspects publidisciplinaires d'une PME (personnel, gestion, organisation...).

Il est particulièrement adaptable, disponible. Il possède du sens commercial. Des notions juridiques seraient appréciées.

La rémunération prendra en compte l'expérience acquise.

Poste à pourvoir à Paris.

SEFOP remercie les personnes intéressées de leur adresser leur candidature sous réf. SGA 1188M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Logements sociaux Délégués de secteurs

Nous sommes l'un des premiers organismes nationaux de la construction, réhabilitation et gestion de logements sociaux.

Le Délégué de Secteur, sur un territoire équivalent à peu près à un Département, a la charge de la gestion d'un groupe d'établissements. Il anime et contrôle les responsables locaux dans les domaines du personnel, de l'organisation administrative et comptable, de l'entretien du patrimoine immobilier, des approvisionnements et des achats, des relations avec les résidents et avec l'environnement (notamment les collectivités locales).

Ce poste est celui d'un généraliste et suppose une expérience suffisante pour maîtriser les différentes fonctions de l'entreprise. Il combine en outre deux facteurs particuliers : d'une part une sympathie ouverte pour les populations immigrées et d'adhésion à un projet basé sur le respect des hommes et leur progrès, d'autre part une rigueur de gestion très professionnelle, du budget au compte d'exploitation. Il convient bien mais sans exclusive à des hommes du bâtiment, des gestionnaires, des animateurs.

Plusieurs secteurs sont actuellement disponibles, dont, plus urgents, ceux d'Ile-de-France Nord, de Picardie et de Bordeaux.

Merci, en adressant votre dossier sous réf. DS 1187M, de préciser le secteur préféré.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



BANQUE PRIVEE
FILIALE D'UN
GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour son Agence de PARIS :

exploitant entreprises

classe V - H/F

Exigences du poste :
- 2 à 4 ans d'expérience bancaire,
- bonne connaissance des principaux types de crédits (France et étranger),
- études supérieures,
- bilingue anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5130M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.



vous assiste dans le recrutement bancaire

P.O. GESTION — PARIS
Etablissement Financier du Groupe Rothschild — **140/170.000 Frs**

Nous sommes une équipe de haut niveau apportant à une clientèle sélectionnée, tant institutionnelle que particulière, un service personnalisé de conseils d'investissements en valeurs mobilières françaises et étrangères.

Dans le cadre du développement de nos activités, nous offrons à un jeune

ADJOINT ADMINISTRATIF TITRES-BOURSE

qui assistera des **GERANTS DE PORTEFEUILLES**, la possibilité de donner la pleine mesure de ses capacités personnelles et professionnelles. Excellentes perspectives d'évolution.

- Une expérience approfondie d'au moins 5-7 ans de la gestion administrative et comptable de l'ensemble des opérations TITRES est indispensable, y compris l'aspect fiscal de la gestion. Connaissances d'anglais nécessaires.
- Vous êtes bien sûr précis, méthodique et organisé, mais vos qualités personnelles d'autonomie, votre sens des responsabilités et votre esprit d'équipe sont primordiaux. De plus, l'usage d'un micro-ordinateur vous attire.

Ecrivez donc sous réf. ATM/RB à notre Conseil
R. BATIFOULIER, 39, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS.
Il vous garantit une totale discrétion et une réponse rapide.

SOCIETE MULTINATIONALE
CERGY PONTOISE

recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

160.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé de la mise en place et du développement des procédures dans le cadre de la réorganisation interne.

Vous êtes titulaire du DECS ou équivalent et possédez une expérience de 5 ans minimum de la comptabilité anglo-saxonne ainsi que de la comptabilité analytique industrielle (établissement des coûts standards de fabrication) dans une structure informatisée.

Anglais indispensable.

Adresser CV + photo + prétentions
sous référence 82280 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

chef des services administratifs et du personnel

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Nous sommes le Numéro 2 en France dans notre créneau de marché (Chiffre d'Affaires : 180 Millions de francs, effectif : 800 personnes) et possédons une implantation internationale (5 filiales). Pour faire face au développement de nos structures, nous créons le poste de Chef des Services Administratifs et du Personnel. Ce collaborateur, directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, prend en charge la gestion des relations sociales de l'entreprise (formation, politique salariale, législation sociale, conseils auprès des chefs d'établissements...), participe aux différentes réunions avec les partenaires sociaux. Il supervise les problèmes juridiques (contrats, assurances) et coordonne les actions des services généraux. Il anime l'équipe des 10 personnes réparties dans ses 3 services. Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme, d'environ 35 ans, de formation supérieure (Sciences Politiques, maîtrise en droit social...) et justifiant d'une expérience centrée sur la fonction personnel et les problèmes juridiques, acquise au sein d'une PME. Un réel *développement est possible pour un candidat de valeur. Le poste est basé à Paris.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 311.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB **Chantal Baudron. s.a.**

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

responsable du financement

HF

La Direction financière d'un grand groupe industriel international cherche **le responsable de son service de financement.**

Sous l'autorité du Trésorier du Groupe, il aura en charge l'ensemble des opérations de financement, depuis la mise au point des montages pour les 9 filiales françaises du Groupe jusqu'aux négociations avec les bailleurs de fonds, et assurera, bien entendu, la gestion des crédits accordés et le suivi des dossiers. De plus, il assurera le reporting des opérations d'import/export et effectuera des analyses financières ponctuelles pour les sociétés ou les distributeurs du Groupe.

C'est de préférence dans une société industrielle ou dans un établissement financier ou bancaire que ce futur responsable, de 35 ans environ, aura acquis une solide expérience de gestion financière. De formation supérieure, type ESCAE ou Sciences Eco, il a une bonne maîtrise de l'anglais. Des capacités d'ouverture sur les plans technique et humain permettront à ce candidat d'évoluer de façon intéressante au sein du Groupe.

Pour ce poste basé en région parisienne, adresser votre CV + lettre manuscrite en indiquant vos prétentions sous réf. 15011/M à M.C. Gilles, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Nous sommes une société holding regroupant des PME performantes et leader sur certains marchés. Nous avons des activités de négoce, de fabrication et de commercialisation de produits techniques. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 400 millions de francs avec un effectif de 400 personnes.

Pour renforcer notre structure, nous créons le poste de

Responsable trésorerie

160 - 200 000 F — Dreux

Après avoir mis en place une gestion de trésorerie à court et moyen terme en date de valeur, vous :
- serez garant de la fiabilité de vos prévisions ;
- participerez à la gestion financière avec la direction générale ;
- assurerez les relations avec les banques ;
- traiterez les dossiers financiers particuliers : emprunts, crédits à l'export... ;
- mènerez à bien les opérations de devises.

Agé d'au moins 32 ans, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce, option finance-comptabilité, ou titulaire du *DECS. Une* expérience réussie dans la gestion de trésorerie a développé votre **rigueur** et vos aptitudes à la **négociation**. Habitué à utiliser l'informatique comme outil de gestion, vous savez créer et faire vivre des procédures.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous réf. 5077/LM à l'adresse suivante :

argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA BA

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de la mécanisation postale et du contrôle industriel non destructif, établissement de PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro) crée dans le cadre de son expansion le poste suivant :

Ingénieur ultrasons

Nous accueillerons un professionnel expérimenté dans ce domaine possédant une **formation d'ingénieur ou d'universitaire**. En position de **Chef de Projet**, il aura pour mission d'orchestrer la réalisation d'appareils de contrôle non destructif au niveau de l'étude et de la fabrication en étant responsable autonome du coût, des délais et de la qualité. *Les entretiens* auront lieu à PARIS.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 450 M.

Cabinet Gatier

Spécialiste en Marketing

Nous sommes un groupe important (CA supérieur à 2 milliards), leader sur son marché dont l'action diversifiée se rattache au secteur de la construction et de l'aménagement.

Le poste de spécialiste en marketing que nous créons sera confié à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ...) travaillant depuis 5 ans environ dans une fonction marketing.

Homme de communication, sensible à l'évènement. Il sait innover, se remettre en cause et possède un grand souci d'efficacité.

Rattaché à l'un des directeurs du groupe - responsable des Exploitations de l'Ile-de-France et de l'Ouest - il intervient en tant qu'expert auprès de ces exploitations décentralisées et participe à l'élaboration des politiques régionales. Il doit :
- analyser à l'aide d'outils statistiques les éléments d'informations relatifs à la pénétration des produits.
- effectuer des études concernant la concurrence et la clientèle.
- suivre les évolutions techniques, sociales, économiques... affectant les marchés.
- contribuer à la mise en place d'un plan marketing servant de base à l'action de la force de vente.
- mener des opérations d'audit commercial.

Le poste basé à Paris nécessite de fréquents déplacements en Province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions en précisant la référence M 8862 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

Nous sommes une Société de **SECOND OEUVRE BATIMENT** - Electricité, Plomberie, Chauffage, Climatisation - filiale d'un important groupe BTP et en plein **DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION.** Nous recherchons pour étoffer nos équipes :

UN INGENIEUR CLIMATISATION CHAUFFAGE

Réf. ICC 907

UN INGENIEUR ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

Réf. IE 908

Ils seront chargés, chacun dans leur spécialité :
- d'établir les plans de principe des installations
- de préparer les dossiers d'appels d'offre et sélectionner les entreprises sous - traitantes
- de contrôler les plans d'exécution et la réalisation des travaux.

Dans un premier temps ils seront affectés sur un contrat de 30 millions *de francs actuellement en cours de réalisation.*

Si vous avez une formation d'INGENIEUR, 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine considéré, une grande aptitude pour le travail en équipe, nous souhaitons vous rencontrer.

Envoyer CV détaillé avec photo, rémunération actuelle et souhaitée en précisant la réf. à COFAP 40 r. de Chabrol 75010 Paris, qui tr.

COFAP

JEUNE DIPLOMÉ

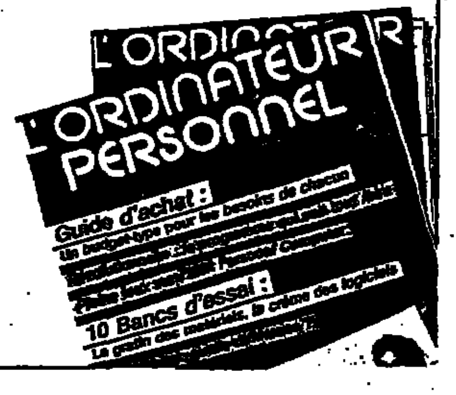
GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE

Vivez la presse de demain

Vous rejoignez, à Paris, le Groupe TESTS, numéro un de la presse française spécialisée en informatique. Vous assistez le *Rédacteur en Chef* d'une nouvelle revue destinée au public des affaires, L'ORDINATEUR PERSONNEL, dont les deux premiers numéros ont connu un vif succès. Vous participez à la réalisation de ce journal : enquêtes, entretiens, rédaction d'articles, relations avec l'imprimerie... Vous bénéficiez d'une large autonomie et vous acquérez rapidement compétences et notoriété dans un domaine en plein essor. Nous vous offrons des possibilités d'évolution de carrière à la mesure de vos capacités et de vos *aspirations*.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence *M/3866*, à *Nicole DOGNIN qui* étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris



Vous aimez la formation... rejoignez notre équipe marketing *HF*

Important groupe industriel de dimension internationale, notre présence sur le marché des biens d'équipements électro-ménagers se développe de façon continue. Nous fabriquons différentes lignes de produits finis distribués par de nombreux réseaux.

Afin d'améliorer la qualité de notre service aux clients et d'accroître notre efficacité commerciale, nous venons de décider la création d'une « école de vente » interne. Dans le cadre de ce projet, votre mission sera de former à nos gammes de produits des équipes de vendeurs sur le territoire national : rattaché à la direction marketing du groupe, vous assurerez environ 3 à 4 jours d'animation par semaine.

L'objectif d'« excellence » de ce projet nous conduit à rechercher un cadre motivé par le métier de formateur, autonome, disponible et attentif. *Une formation supérieure est un atout supplémentaire.*

Un programme de formation personnalisée d'un an est prévu.

Ce poste offre par ailleurs au sein du groupe de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence GS3 aux consultants d'**INFRAPLAN** qui traiteront votre dossier avec attention et confidentialité.

MEDIA BA



INFRAPLAN Paris Nantes — Conseil en Recrutement 83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE DE FORMATION PERMANENTE ET DE CONSEIL D'ENTREPRISES
recherche :

2 FORMATEURS CONSULTANTS

pour conception et animation de séminaires INTRA-ENTREPRISES *et intervention de conseil à* haut niveau.

POSTE A :
— Problèmes humains du management, gestion des ressources humaines.

POSTE B :
— Organisation des services administratifs dans le cadre de projets d'informatisation, d'amélioration de la productivité, d'enrichissement des tâches, etc...

CONDITIONS REQUISES :
— études supérieures en sciences humaines,
— plusieurs années d'expérience en formation *permanente*.
— acceptation de déplacements de courte durée, mais très fréquents.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 8512 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



3 ans d'expérience

Notre société est l'une des principales sociétés françaises spécialisée dans le domaine des **services para-pétroliers** et réalise l'essentiel de son C.A. à l'exportation grâce à ses filiales étrangères.

Elle recherche un **cadre juridique et fiscal** *pour assurer d'une manière générale* le suivi de l'ensemble des procédures juridiques et fiscales posées par la société mère et ses filiales étrangères ; et notamment pour assurer la responsabilité d'études de contrats, de problèmes de droit des sociétés et les aspects fiscaux des contrats internationaux.

Ce cadre devra aussi effectuer des études juridiques et fiscales d'implantations étrangères et des projets d'acquisition.

Il aura une **formation juridique supérieure complétée par une spécialisation dans la fiscalité internationale** et possèdera obligatoirement une **expérience d'au moins 3 ans** acquise dans une fonction similaire.

Une parfaite maîtrise de la **langue anglaise** est indispensable.

Ce poste nécessite de **nombreux déplacements à l'étranger** et il est basé à **VELIZY (78).**

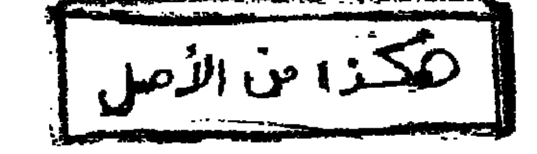
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2702/LM à



(réponse et discrétion assurées)

MEDIA BA





OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SITA

Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques



Exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission et de commutation de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes, recherche pour son siège situé à Neuilly

INGENIEUR «études de réseau»

Au sein d'une équipe de 7 personnes intégrée à la Direction Technique, cet Ingénieur participera à l'élaboration de la stratégie de développement technique du réseau (optimisation de la topologie du réseau distribué).

Ce poste s'adresse à des Ingénieurs Grandes Ecoles débutants ou ayant déjà acquis une première expérience d'étude des réseaux.

Une formation complémentaire dans les domaines informatique et mathématiques appliquées sera hautement appréciée.

Une excellente maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Envoyer CV détaillé et prétentions à SITA - Direction du Personnel 112, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly sur Seine

---

BANQUE FRANÇAISE DE PREMIER PLAN

Ingénieurs confirmés Grande Ecole

(X, Centrales, Mines, Agro...)

Nous renforçons notre équipe d'Ingénieurs-Conseils dont **les missions d'étude** concernent tous les aspects de l'entreprise : technique, économique, commercial et financier. Ces fonctions impliqueront des contacts de haut niveau auprès d'entreprises diversifiées tant en France qu'à l'Etranger.

Agés de 30/40 ans, une expérience dans l'industrie vous a permis de développer une grande aisance dans les contacts et de bonnes facultés à l'évaluer les hommes. Vous êtes également dotés d'excellentes aptitudes rédactionnelles et de très bonnes capacités d'analyse et de synthèse.

Une bonne maîtrise d'une langue étrangère (Anglais en particulier) est indispensable. Des connaissances juridiques, comptables et financières seront un complément apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence 6840 sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

GROUPE FRANCAIS D'ACTIVITE INTERNATIONALE

C.A. 3,5 Milliards

Assistant du Directeur Administratif et Financier

D'UNE FILIALE COMMERCIALE DU GROUPE.

Ce collaborateur, engagé par le siège, détaché auprès de cette filiale, aura pour première mission de participer à la réorganisation pratique de la comptabilité et des circuits administratifs pour une informatisation à l'usage plus spécifique de ce type de négoce. Possibilité de carrière dans le Groupe pour un collaborateur performant.

Environ 28 ans - formation : Sup. de Co + option Fin. compt. + expérience informatique. Anglais nécessaire. Lieu de travail : PARIS.



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS s/réf. 82065

NEW MAN

Le développement de notre activité "maille" nous conduit à renforcer notre structure. Nous recrutons deux collaborateurs

directeur commercial "maille"

L'importance de nos collections "maille" Homme, Femme, Enfant, par rapport à notre activité sportswear chaîne et trame, nécessite une commercialisation spécifique. Le Directeur Commercial de ce département participe à la définition de la politique produit en liaison avec les Chefs de département Homme, Femme, Enfant, et le bureau de création, fixe les objectifs, anime et contrôle les Représentants, surveille l'implantation du produit chez les détaillants multimarques et les boutiques franchisées. Une grande expérience de la maille est indispensable. Ce poste, basé à Cholet, nécessite la double expérience de la direction commerciale et de la bonneterie, un fort potentiel pour pouvoir suivre le développement de cette activité. La rémunération peut-être élevée pour un vrai professionnel. (Réf. 300 M)

responsable de collection "maille"

Au sein du département création, nous avons besoin d'un collaborateur capable d'établir, en liaison avec les Chefs de produits et les Directeurs de Collections Homme, Femme, Enfant, un plan de collection, de faire les recherches formes, matières, avec l'aide de stylistes extérieurs et mettre sur pied les collections "maille" pour l'Homme, la Femme et l'Enfant. Ce poste, basé à PARIS, nécessite une expérience de création dans le domaine des articles d'habillement maille, une bonne connaissance des contraintes de fabrication. (Réf. 309 M)



Chantal Baudron. s.a.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous la référence correspondante à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

COMPAGNIE DE NAVIGATION

recherche pour son SERVICE EXPLOITATION

CADRE ENVIRON 35 ANS

Justifiant de plusieurs années d'expérience dans une société de transport maritime.

Poste à pourvoir : Région parisienne.

C.V. manuscrit, photo et prétentions sous nº T 042.992 M, R4GIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Exploitant junior

Nous sommes une importante **BANQUE PRIVEE** en très forte expansion. Pour notre Département Banque, nous recherchons un Exploitant Junior.

Mission : Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous serez particulièrement chargé de contacts commerciaux auprès de grandes entreprises et du développement de notre clientèle. En outre, vous assurerez le suivi et la gestion quotidienne des comptes.

Profil : De formation supérieure Grande Ecole ou Université (Droit, Economie...), vous aurez acquis une expérience similaire d'au moins 2 ans.

Votre sens des contacts et votre disponibilité intellectuelle vous permettront d'évoluer rapidement vers la fonction d'Exploitant Senior. Si vous désirez donner un « coup de pouce » à votre carrière bancaire, au sein d'un département tourné vers l'avenir des grandes entreprises, n'hésitez pas à nous contacter.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la référence 2718/M à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

GROUPE BANCAIRE DE PREMIER PLAN

recherche pour fonction

Audit Interne

informatique, comptable, financier

Jeunes Collaborateurs HF de Formation Supérieure

(HEC, ESSEC, ESCP, IEP)

éventuellement complétée par Études de Droit, DECS, DESS...

Expérience nécessaire de 2 à 3 ans en cabinet spécialisé international.

– Déplacements fréquents en province et à l'étranger.

– Bonne pratique de l'anglais.

– Larges possibilités d'évolution ultérieure dans le Groupe après 4 à 5 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80461 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Importante société Sud de Paris

recherche

CHEFS DE CHANTIER

EN ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

ayant une solide expérience en suivi de chantiers d'électricité industrielle.

Profil souhaité :

Sens du commandement, goût des responsabilités.
Déplacements France et étranger.
Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à SIETAM (service montage, réf. 12.45) 42-48, avenue du Président-Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

SECTEUR CHIMIE-PHARMACIE

recherche

LE RESPONSABLE JURIDIQUE DE SA FILIALE FRANCAISE

HF

Rattaché au Directeur Administratif, il apportera son expérience de quelques années acquise en cabinet ou entreprise dans les domaines du contentieux, droit des affaires, droit des sociétés.

Le poste ouvert sur l'entreprise nécessite des qualités de contact et de dialogue, il permettra de mettre à profit les connaissances acquises par une formation complémentaire (type IAE, IEP...). Anglais souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 11305 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 RARIS Cédex 02 qui transmettra.

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC/CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales.

RECRUTE

DES ASSISTANTS

pour une période de deux ans

- Titulaires d'un D.E.A. ou D.E.S.S. en gestion, économie publique, systèmes d'information, informatique, ces assistants sont destinés à une carrière d'enseignant et chercheur en management public.
- Ils assisteront pour une moitié de leur temps les professeurs-conseillers de l'institut dans leurs activités de formation, conseil et recherche.
- Ils consacreront leur deuxième mi-temps à suivre une scolarité sur les thèmes centraux du management public, puis à préparer et à rédiger une thèse.

Au reçu d'un curriculum vitae, l'Institut de Management Public enverra, aux personnes répondant aux conditions susmentionnées, un dossier détaillé.

Envoyer curriculum vitae à

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC/CESMAP 67, AVENUE LÉNINE 94112 ARCUEIL CEDEX

Informatique filialisée d'un grand groupe français nous cherchons à renforcer *notre potentiel d'encadrement futur en recrutant un*

Ingénieur système

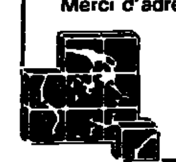
au sein d'une équipe système (3 personnes) *il devra être le promoteur d'une* politique logiciel, matériel, réseau et devra participer à sa mise en application. Il jouera un rôle de conseil et d'assistance auprès des autres informaticiens (études et exploitation) et sera l'un des interlocuteurs des fournisseurs extérieurs.

Les connaissances acquises lors d'une première expérience dans un environnement IBM 4341, DOS/VSE - VM, sont primordiales.

Les perspectives de développement de carrière existent au sein d'un département en plein essor.

Merci d'adresser C.V. + prétentions, sous réf. JL/35 à notre Conseil.

MEDIA PA



INFRAPLAN Paris Nantes

Conseil en Recrutement 83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

LABORATOIRE INRA recrute un

INGÉNIEUR DE LABORATOIRE

(Licence ou niveau diplôme équivalent)

- Formation : biologie animale, physiologie et biochimie, nutrition, toxicologie.
- Bonne connaissance matériel laboratoire, expérimentation animale, dissection.
- Expérience laboratoire 1 an minimum exigée.
- Epreuves de présélection sur titres et travaux (C.V. 2 pages maximum).

Sélect. après entret. avec Jury. Les dossiers ainsi qu'une enveloppe timbrée avec l'adresse du candidat sont à envoyer au Laboratoire des Sciences de la Consommation, C.N.R.Z. 78350 JOUY-EN-JOSAS.

Expert

Coûts - Prix de revient

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche pour la **région parisienne** un **expert en analyse des coûts et prix de revient.**

Vous avez une **formation d'ingénieur** complétée par une **première expérience** dans un bureau des méthodes ou de gestion industrielle, de préférence dans le domaine aérospatial.

Vous effectuerez auprès des industriels travaillant pour le compte du CNES des enquêtes sur les prix de revient des matériels commandés et vous assisterez les ingénieurs d'affaires pour l'analyse des devis.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence SG/17 au **CNES** - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA PA

CONSTRUCTEUR AMERICAIN D'INFORMATIQUE TEMPS REEL,

situé en Banlieue Ouest de Paris, recherche

Ingénieurs commerciaux

Paris (réf. IP)
Rhône Alpes/Sud Est (réf. IR)

Ces ingénieurs en informatique justifieront d'une réelle réussite commerciale dans la vente de systèmes haut de gamme en informatique Temps Réel 32 Bits, dans les domaines de la CAO, CFAO, simulation ...

Ingénieurs assistance technique

MATERIEL AVANT VENTE
Paris (réf TP)

Ces spécialistes matériel (2 à 3 ans d'expérience) maitriseront de bonnes connaissances logiciels. De formation supérieure (type Supelec), ils seront chargés des études de faisabilité, suivi de sous-traitance, réalisations et connexions...

La notoriété de nos produits alliée à vos qualités tant humaines que techniques, vous amèneront à évoluer de façon constante dans notre société.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en spécifiant la référence choisie à :

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)



EVRY (91)

ASSISTANTE TECHNIQUE INFORMATIQUE

Plus qu'une secrétaire, elle sera une proche collaboratrice du Directeur du traitement de l'information.
Elle se verra confier en plus du secrétariat classique, la gestion des dossiers d'études organisation et informatique, le suivi d'installations et de facturations des matériels, les relations quotidiennes avec les fournisseurs (informatique et services généraux), la préparation et le suivi des décisions.
La candidate retenue sera de formation **BTS secrétariat de Direction** complétée par d'**excellentes connaissances de l'environnement informatique.**
Son expérience de 5 à 6 ans à un poste similaire ou comme Assistante Commerciale chez un Constructeur l'aura familiarisée aux techniques du traitement de textes, aux études statistiques et éventuellement au langage BASIC. Un bon niveau d'anglais doit être envisagé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(C.V. + photo + prétentions) à Patrick KACZMAREK
Biscuits BELIN - BP 93
91003 EVRY Cedex sous référence VN 2883

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
RECRUTE :

REF CSA
UN CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS
Diplômé de l'enseignement supérieur (licence ou équivalent)
Sous l'autorité du secrétaire général, il devra assurer la direction et l'organisation des secteurs :
- Personnel
- Budgétaire
- Comptable
- Intérieur (cantine – gardiennage)

Soit un encadrement de 50 personnes.

REF SG
UN RESPONSABLE DES SERVICES INTÉRIEURS DU SIÈGE SOCIAL
Diplômé de l'enseignement supérieur (licence ou équivalent)
Il devra assurer la direction et l'organisation des secteurs :
- Personnel
- Budgétaire
- *Intérieur* (cantine – *liaisons entre les différentes implantations du siège*)
- Entretien des immeubles

REF HS
UN INGÉNIEUR HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
Titulaire d'un D.U.T.-M.S.T. ou équivalent.
Sous l'autorité du secrétaire général, il devra :
- Assurer la mise en place et le suivi du service hygiène et sécurité
- Assurer la documentation technique du service
- Animer et coordonner la politique hygiène et sécurité en relation avec les différents services scientifiques et la commission hygiène et sécurité.
- Mettre sur pied des actions de formation des agents et des exercices de sécurité.

Les candidats doivent avoir un esprit de synthèse et une grande facilité de rédaction et de présentation orale. De plus, une grande disponibilité et le sens des relations humaines sont demandés.
Des postes sont situés en région parisienne.
Une première expérience dans les fonctions serait appréciée.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en précisant la référence du poste choisi à
M. le Secrétaire général du C.N.R.Z. – I.N.R.A.
Domaine de Vilvert – 78350 Jouy-en-Josas.

LES AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION
recherchent pour SAINT-CLOUD

INGENIEUR AVIONIQUE

FONCTION : Dès la conception d'un nouvel Avion, définition des matériels à utiliser, leur installation, le choix des antennes ; définition *et conception des matériels nouveaux ; recherche des meilleures performances.*

PROFIL : Grande Ecole ou équivalent avec très bonnes connaissances des problèmes :
- Antennes
- Traitement numérique de l'information
- Transmission de données cryptographie
- *Emission réception HF - VHF - UHF - Basse fréquence*
- Anglais courant.

La préférence sera donnée à un candidat ayant au minimum une *expérience professionnelle de 4 à 5 ans.*



Merci d'adresser votre CV (lettre manuscrite + photo) à
CONSILIA Conseil en Ressources Humaines
5 rue Lincoln 75008 PARIS.

AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION



CAP GEMINI SOGETI
recherche
pour son Service Audit

AUDITEUR INTERNE

Profil :
Ce poste intéresse un candidat ayant une formation supérieure : HEC - ESSEC - ESCP - niveau expertise comptable ou équivalent.
Une expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'Audit, particulièrement dans un service d'Audit Informatique.
Anglais courant indispensable.

Mission :
Outre l'audit financier exercé dans les filiales, les interventions de l'audit interne couvrent le contrôle des procédures et des systèmes informatiques du Groupe.
Basé à Paris, il dépendra de la Direction Financière du Groupe, et devra être disponible pour effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.

Adresser CV + photo + prétentions à Any BOULADE
Cap Sogeti Sélection, 83-85 boulevard Vincent-Auriol,
75013 Paris, sous référence HMA11

médía-system

SOCIETE DU SECTEUR TRAVAUX PUBLICS
Leader du Marché de Signalisation Horizontale,
filiale groupe au C.A. de 440 millions
et 650 personnes, désire intégrer à son siège
d'AUBERVILLIERS (93)

un jeune ingénieur en organisation
140.000 +

- **Formation** : Grandes Ecoles, ayant 2 années d'expérience professionnelle en **milieu informatique**, en contrôle de gestion ou en cabinet d'organisation.
- Ce collaborateur participera activement à la **mise en place de l'informatique**, en collaboration avec des Sociétés de services spécialisés. Il s'occupera plus particulièrement des domaines suivants : *Comptabilité générale et analytique, paie, gestion des chantiers, gestion des stocks pièces détachées...*
- Possibilité d'évolution de carrière dans les services informatique ou financier.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. *2332/N* à : A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra).

médía-system

GROUPE SG2

Nous recherchons pour renforcer nos équipes chargées du développement de l'activité «GRANDS PROJETS ET RESEAUX»

Ingénieurs système expérimentés *Réf. ACR 16*
IBM : OS/MVS DOS/VSE VTAM
Programmeurs système IBM *Réf. ACR 17*
ayant une expérience assembleur

Les candidats(es) retenus participeront à des développements pilotes au sein de grands projets. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise antérieurement.

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature sous la référence choisie à : SG2 -Service Recrutement - 12-14 Avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

Prestigieux groupe de produits de grande consommation PARIS

Chef de produit export

Rattaché au Directeur Exportation pour

Rechercher - Analyser - Recommander les nouvelles stratégies marketing pour une ligne de produit spécifique, par rapport aux marchés d'exportation et en étroite collaboration avec les Chefs de zone.

Expérience Marketing réussie de 5 ans minimum dans une société performante à justifier.

Très bonne connaissance impérative du secteur de la grande consommation. La pratique des marchés étrangers Europe - Extrême-Orient - Moyen-Orient - Afrique, etc... serait un plus.

Formation commerciale supérieure HEC - ESSEC - SUP de CO ou autres Ecoles, option marketing.

Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable, deuxième langue appréciée.

Ce poste s'adresse à un candidat organisé et novateur, pouvant justifier d'une grande disponibilité pour voyager.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23019 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.

Banlieue sud Paris
Société spécialisée dans la fabrication d'articles en latex naturel et synthétique
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE PRODUCTIF ET DU LABORATOIRE

Ce poste s'adresse à :
- ingénieur de formation ayant une bonne expérience dans les latex
- une personnalité affirmée
- une expérience des problèmes de production de série acquise si possible dans la fabrication de produit en latex.

Candidat 35 ans minimum.

Envoyer C.V. et photo sous nº T 042.941 M
REGIE PRESSE – 85 bis, rue Réaumur – Paris 2e.

La Banque PARIBAS recherche

Jeune ingénieur réseaux

De formation Grande Ecole (Supelec, Télécom...), vous possédez 1 à 2 années d'expérience en matière d'études de réseaux de transmission de données.
Vous participerez au choix implantation et suivi des nouveaux systèmes de communication de l'entreprise.

Ingénieur gestionnaire de réseaux confirmé

Votre expérience en installation et suivi d'un réseau SNA d'IBM et votre connaissance de MVS et VM seront appréciées.
Vous intégrerez l'équipe de la gestion du réseau.
Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées en précisant le poste choisi à la Direction des Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS

MEDIA BA

IMPRIMANTES

Nous sommes une Société indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous avons réalisé 80 MF de C.A. en 1982 (dont 50 % à l'export), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...).
Dans cet esprit, nous recherchons un

ingénieur chef de projet

Parfaitement bilingue anglais, expérience industrielle dans groupe américain indispensable, pour la gestion complète d'un projet de fourniture d'imprimantes aux U.S.A. devant s'échelonner sur plusieurs années.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Sens aigu de l'organisation. Grande faculté d'adaptation.
- Séjours fréquents et longs aux U.S.A.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez en joignant photo et Curriculum-Vitae, à la

IER DIRECTION COMMERCIALE
I.E.R., 12, rue Sébastopol -92400 Courbevoie.

P.R.B.

JEUNES INGENIEURS Ponts et Chaussées, Mines, Centrale,...

Notre Groupe est l'un des leaders de la Fabrication et la pose de canalisations en béton, dont l'effectif de 2500 personnes se répartit dans différentes unités en France et à l'étranger.

Nous vous proposons dès le départ de prendre des responsabilités très diversifiées dans le secteur des Etudes.

Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.

Evolution de carrière prévue pour éléments de valeur vers Production et Travaux.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature avec c.v. et prétentions s/réf. 5513 à :

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

Boite Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08.

bonna

Axial Publicité

"Search" "Outplacement"

deux équipes deux métiers

- Notre synergie est professionnelle, car ces deux équipes et ces deux métiers cohabitent dans notre cabinet de conseil ; elles communiquent pour approfondir leur connaissance des comportements et des motivations des cadres supérieurs et dirigeants.
- Le search fait appel à l'esprit de recherche, d'analyse et de décision.
- L'outplacement requiert un sens pédagogique et une aptitude à la communication.
- Ces deux métiers se développent rapidement à Paris, à Lyon, à Roubaix et à Bruxelles où sont situés nos bureaux.
- Si vous êtes attirés par l'un de ces deux métiers, ou si vous souhaitez en parler, veuillez adresser un curriculum vitae et un courrier sous la référence 605-17 à Onoma à qui nous avons confié ce recrutement.

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

CITIBANK

cadre d'exploitation

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PETROLIERE MULTINATIONALE

JEUNE FISCALISTE INTERNATIONAL

... l'ensemble des aspects fiscaux ... ses filiales d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

... le cas échéant, un séjour en Afrique de l'Ouest et sera amené à effectuer de fréquents déplacements dans les pays concernés.

Le candidat ... d'une expérience d'environ trois ans en matière de conseil fiscal dans un cabinet ou une entreprise et parler couramment l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo ... référence ANF ... Emile Bergerat 92522 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

SagaTel

Société d'Etudes et de Conseil en Télécommunications et Télématique

RECHERCHE POUR RENFORCER SON ÉQUIPE

INGÉNIEURS-CONSULTANTS

en TÉLÉCOMMUNICATIONS
RÉSEAUX
TÉLÉINFORMATIQUE
TÉLÉMATIQUE-BUREAUTIQUE

... dans le marché européen ... des perspectives très intéressantes aux candidats dynamiques.

Envoyer CV et prétentions à :
SAGATEL - 21 rue du Mont Thabor 75001 PARIS

PHOTOGAY

dans le cadre du développement de ses activités D.A.O. recherche un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

électronicien, débutant, dégagé des O.M., intéressé par le développement de l'informatique graphique.
Ce poste, à pourvoir rapidement, est basé en banlieue EST de PARIS.
Ecrire sous mention confidentielle WH à: PHOTOGAY - BP 10 69511 VAULX-EN-VELIN Cedex.

Importante Société d'Ingénierie Région Parisienne (La Défense) recherche

CADRE DIPLOME
FORMATION JURIDIQUE

Pour l'analyse et la préparation des dossiers juridiques de la Société (contrats internationaux, assurances, contentieux, connaissances en droit du travail).
Missions à l'Etranger possibles.
Anglais courant - 5 ans d'expérience.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 81730 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CITIBANK

propose
un poste de

cadre d'exploitation

pour son Département Crédit Export.
Le candidat sera diplômé d'études supérieures (grande école, 3e cycle universitaire).
Il aura 3 ans d'expérience minimum, de préférence dans une banque avec de solides connaissances de crédits acheteurs et de crédits financiers. Il aura l'habitude des contacts à haut niveau, tant avec les industriels que les administrations françaises et les acheteurs étrangers.
Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adres. lettre manuscr., CV, à
CITIBANK, Citicenter,
Cédex 36,
92073 Paris-La Défense.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PETROLIERE MULTINATIONALE
recherche

JEUNE FISCALISTE INTERNATIONAL

Pour prendre en compte l'ensemble des aspects fiscaux de ses filiales d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE.

Il sera basé à Paris après, le cas échéant, un séjour en Afrique de l'Ouest et sera amené à effectuer de fréquents déplacements dans les pays concernés.

Le candidat doit justifier d'une expérience d'environ trois ans en matière de conseil fiscal dans un cabinet ou une entreprise et parler couramment l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
sous référence ANF
au 3 villa Emile Bergerat
92522 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

pmp

SagaTel

Société d'Études et de Conseil
en Télécommunications et Télématique

RECHERCHE POUR RENFORCER SON ÉQUIPE

INGÉNIEURS-CONSULTANTS

en TÉLÉCOMMUNICATIONS
RÉSEAUX
TÉLÉINFORMATIQUE
TÉLÉMATIQUE-BUREAUTIQUE

Les candidats seront des ingénieurs ayant de bonnes connaissances techniques dans l'un des domaines cités.

L'activité se développe sur le marché européen, elle est passionnante et offre des perspectives très intéressantes aux candidats dynamiques.

Envoyer CV et prétentions à :
SAGATEL - 21 rue du Mont Thabor 75001 PARIS

PHOTOGAY

dans le cadre du développement de ses activités D.A.O. recherche un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- électronicien, débutant, dégagé des O.M.,
- intéressé par le développement de l'informatique graphique.

Ce poste, à pourvoir rapidement, est basé en banlieue EST de PARIS.

Écrire sous mention confidentielle WH à:
PHOTOGAY - BP 10 69511 VAULX-EN-VELIN Cedex.

HAVAS CONTACT

Importante Société d'Ingénierie
Région Parisienne (La Défense)
recherche

CADRE DIPLOME
FORMATION JURIDIQUE

pour l'analyse et la préparation des dossiers juridiques de la Société (contrats internationaux, assurances, contentieux, connaissances en droit du travail).

Missions à l'Etranger possibles.

Anglais courant - 5 ans d'expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions
sous réf. 81736 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

Agence de communication
dont le siège social est à Neuilly
recherche un(e)

Commercial(e)

pour assister son directeur du développement.
Formation sciences-po ou faculté de droit.
Expérience de deux ans d'agence sur budgets publics, para-publics ou d'intérêts nationaux.

Envoyer C.V., photo, salaire souhaité et décrivez vos expériences sur ces budgets, sous réf. 8746 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra. Discrétion assurée.

média-system

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
(Fiduciaire Chaussée d'Antin)
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2è et 3è cycle
Pratique Cabinet minimum 3 ans
et titulaire DECS

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important.
Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement
100, rue Lafayette 75010 PARIS

ELF BIO RECHERCHES
recrute un

INGENIEUR DE RECHERCHE
CULTURE DE CELLULES ANIMALES

Formation minimum thèse 3ème cycle. Expérience en culture de cellules animales, et étude du métabolisme souhaitée.
Il étudiera les effets des hormones sur la synthèse protéique.
Le candidat travaillera de façon autonome en pratiquant des expérimentations dont il évaluera les résultats.
Lieu de travail Paris avec fréquents déplacements sur Toulouse.
Contrat à durée déterminée.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. M102 à :

Elf BioRecherches
BP 62 31320 Castanet Tolosan.

MLM Conseil

Foyer de Jeunes recherche
ENSEIGNANTS
Pour cours soutien en français et math., niveau seconde, 1re et term. + enseignement pour rattraper. Math. et franç. pour jeunes ayant importantes lacunes de base. Contacter M. Rodriguez. 636-86-20.

Groupe de presse micro-informatique cherche
Collaborateurs pigistes pour réaliser des essais de matériels et de logiciels professionnels ou des enquêtes.
Profil recherché : professionnel de l'informatique ayant une bonne connaissance du marché ou spécialiste en robotique, bureautique, télématique, sécurité, C.A.O., E.A.O., etc., désirant rédiger.
Tél. 563-54-39, heur. Bureau.

D.O.O.
78, Champs-Elysées
recrute
INGÉNIEURS TÉLÉPHONIE
(LOGICIEL)
FORTE RÉMUNÉRATION
Tél. pour RV 359-17-86.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche
INGÉNIEURS
Logiciel temps réel, diplômés et expérimentés sur 68000, SOLAR, MITRA... pour grands projets T.R. TANG — 605-35-90.

ORGANISATION INTERNATIONALE, SIÈGE PARIS
recherche
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Langue maternelle anglaise, bilingue ou trilingue (anglais, français, espagnol).
Exp. domaine médical ou scientifique souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions, sous le nº T 042.949 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BANQUE 8e ARRDT.
recherche
Pour son service étranger
GRADE (E) CLASSE II ou III
Connaissant opération documentaire import-export
Notions anglais indispensables.

Env. C.V., photo et prétentions sous le nº T 42.984
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ORGANISME SOCIAL
recherche pour service prestations (contrat, groupe de rente, survie et mutuelle)
UN RESPONSABLE
De bon niveau en comptabilité et en secrétariat, ayant l'esprit d'initiative, le sens de l'organisation et étant disponible
(Avantages sociaux, conventions collectives)

URGENT
Envoyer C.V. + photo à
U.N.A.P.E.I.
15, rue Coysevox,
7518 PARIS.

Service Départemental d'Assainissement
Région Parisienne
recherche un
INGÉNIEUR HYDRAULICIEN
Débutant ou ayant une première expérience pour réaliser des études de conception d'ouvrages complexes et de fonctionnement hydraulique de réseaux, dans le cadre d'un projet de gestion automatisée.

Disponibilité et esprit d'équipe souhaités.

Téléphoner au
528-90-20 (poste 373).

Société de recherche appliquée à l'industrie leader dans la mise en œuvre de technologies de pointe
recherche un

TECHNICIEN SUPERIEUR
pour le
TRAITEMENT DE DONNEES EN TEMPS REEL

- ACQUISITION DE MESURES (BANQUES DE DONNEES)
- ASSERVISSEMENT NUMERIQUE
- CONTROLE DE PROCEDES.

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne Ouest.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée,
s/réf. 3457, à PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Quartier Champs-Elysées
recherche
JURISTE CONFIRMÉ
Bilingue Anglais
minimum 35 ans

Expérience des contrats internationaux et des procédures françaises, acquise dans le domaine industriel.

LE CANDIDAT RETENU SERA CHARGÉ :
— du contrôle du contenu juridique :
- des contrats (biens d'équipement, usines clés en main)
- des accords de licence
- des accords de consortium

— de la gestion des contentieux en liaison avec les avocats de la société.

Adresser c.v. et prétentions
S/nº 7097 LE MONDE Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens — 75009 PARIS.

Chambre syndicale (cadeaux, arts, artisanat, décoration) recherche son ou sa
RESPONSABLE
Notions de droit indispensables.
Sens des contacts et de l'organisation.
Temps partiel.

Ecrire avec C.V., SPAS
25, av. Pierre-1er-de-Serbie,
75116 PARIS.

Administration cherche pour poste correspondant informatique
D.U.T. GESTION OU B.T.S.
ayant fait, si possible, stage analyste — informatique.
Nationalité française.
Ecrire S.C.C., 46, bd Bessières,
75017 PARIS.

La ville de MEAUX recrute le
FUTUR RESPONSABLE
de son système de traitement des eaux usées :

Station d'Epuration pour 90.000 équivalents habitants et réseau d'une agglomération de 50.000 habitants.

Adjoint au chef de station, cet argent aura le grade d'ingénieur subdivisionnaire. Il devra disposer de solides connaissances dans le domaine de l'épuration des eaux usées.

Poste pouvant convenir à jeune diplômé ou personnel communal par mutation.
Adresser candidature à la MAIRIE DE MEAUX
Service du Personnel
77100 MEAUX.

ORGANISME SOCIAL
recherche
pour service prestations
(Contrat - groupe de rente - survie et mutuelle)
UN RESPONSABLE
de bon niveau en comptabilité et en secrétariat, ayant l'esprit d'initiative, le sens de l'organisation et étant disponible.
(Avantages sociaux, conventions collectives)

URGENT
Envoyer C.V. + photo à :
U.N.A.P.E.I.
15, rue Coysevox 75018 Paris.

Recherchons
PROFESS. D'HISTOIRE-GEO et RÉPÉTITEURS ttes matières.
Tél. pour R.V. : 281-26-30.

Dans le cadre de son développement, Société 5 personnes, activités Imprimerie et Audio-visuel
recherche
AGENT TECHNICO-CCIAL
Notions de conception et connaissances techniques indispensables.
Poste plein temps

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence L.M.O.L.L. - PSYCHOREC,
88, rue François-Rolland
94130 Nogent-sur-Marne

Collège sous contrat
cherche
Professeur de français
suppléance longue durée
Tél. Jeudi 763-46-35

IMPORTANTE SOCIETE
D'UN GROUPE NATIONALISE
recherche pour renforcer
son SERVICE JURIDIQUE :

JURISTE

Niveau Maîtrise, DEA ou DESS, ayant déjà une première expérience de 3 à 4 ans dans un autre service juridique ou dans un cabinet d'avocats, spécialisé en droit des affaires et droit du travail.

SECRETAIRE DE DIRECTION

Niveau B.T.S., ayant acquis expérience professionnelle de plusieurs années auprès d'un secrétariat général (préparation des conseils et assemblées, etc.).

Adresser C.V. sous réf. 81795 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

MACHINES AUTOMATIQUES,
CONDITIONNEMENT
pour industries alimentaires, pharmaceutiques, etc...

société banlieue Ouest Paris
recherche

un chef des ventes un technico-commercial

Niveau B.T.S. électromécanique.
Minimum 5 ans d'expérience
dans la vente de biens d'équipement.

Adresser c.v. manuscrit + photo sous nº T 042.945 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Comptabilité - Réassurance

ADJOINT(E) AU RESPONSABLE DU SERVICE

Assurances PARIS 8è recherchent l'Adjoint(e) au Responsable du Service Comptabilité-Réassurance. Ce poste s'adresse à de jeunes diplômé(e)s d'enseignement supérieur, ayant éventuellement une première expérience de 1 à 2 ans dans une fonction similaire. Ils devront posséder des connaissances en comptabilité ou en technique d'assurances, en informatique, en organisation.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 8255 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

---

secrétaires — secrétaires

SOCIÉTÉ COMMERCE INTERNAT.
recherche
SECRÉTAIRE DACTYLO
Parfait. bilingue anglais (sténo), très bien organisée, responsabilités expérience. A pourvoir le 1/12.
Env. C.V. + photo + prétentions avant le 15/11 à
GALAE S.A. — 15, av. Matignon
75008 PARIS.

SOCIÉTÉ IMPORTATION DISTRIBUTION
Quartier ST-LAZARE
recherche
SECRÉTAIRE
EXPÉRIMENTÉE
pour service commercial
Notions anglais appréciées

Tél. pour r.-v. au
387-49-39 Mme LEBREUX.

Entreprise banlieue nord-est de Paris spécialisée en fabricat. de biens d'équipements rech. :
ASSISTANTE JURIDIQUE
de formation universitaire
bilingue anglais et français
et dactylographe.
Ecrire à SIPEP, réf. 175
3, rue de Choiseul, Paris 2e

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

S.A. d'H.L.M.
recherche

secrétaire de gérance

80.000 F+

responsable de la gestion administrative de 1.000 logements en location.

Ce poste conviendrait à un candidat **accrocheur**, titulaire d'un B.T.S. de Secrétariat ou similaire :
- expérience professionnelle de 3 ans minimum comportant l'informatique
- bonne dactylographie. **(Réf. SGR)**

secrétaire pour sa direction générale

80.000 F+

titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ou d'un B.T.S. de Secrétariat, dactylo.

Cette fonction requiert **impérativement** des qualités de discrétion, d'initiative et de sérieux. **(Réf. SDG)**

Adressez votre dossier comprenant lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée, en précisant la référence, à ABEILLE, Service du Personnel, 19 rue de Passy, 75116 Paris.

Canon PHOTOCOPIE

recherche pour sa Direction Commerciale des Ventes Indirectes, une :

Secrétaire de direction

possédant le BTS de Secrétariat de Direction.
Les candidates à ce poste devront avoir une excellente présentation.
Merci d'envoyer vos candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) à Geneviève CAJAT,
36 bd de Clichy 75018 Paris.

Canon

média-system

travail à domicile

J. F., exc. dactylo, bonnes référ., tape tous documents littéraires ou scientif., thèses, romans. Délais respectés. Trav. impecc. T. 296-14-05, p. 628. Le mat. (dem. Laurence).

formation professionnelle

Formation continue Educ. Nat. Cour du soir Ts niv. Ens. gén. infor. Bur. Kremlin-Bicêtre 677-11-73

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

capitaux propositions commerciales

SALON-DE-PROVENCE
Militaire retraité dispose local 100 m². Capitaux, exp. ccia1e, permis P.L. Étudie tres propos. SZYJAN-BOY. La Monaque. 13.300 SALON.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Particulier vend GSA 1980 Excellent état. 21.000 F. Téléphone : 736-32-05.

R.-5 automatique 1979, gris mét., 60.000 km, entièrement révisée, freins et amort. neufs. Radio K7 — 23.000 F Tél. 720-68-30 (heures de bur.)

Part. vend 305 Peugeot GR bleu métallisé, année 1979, 1re main — 75 000 km 23.000 F à débattre. 387-62-30, M. Gallois, h. bur.

A VENDRE
VISA II super E. mai 1981. Marron. 36.000 km. 29.000 F, crédit possible Pare-brise feuilleté ; essuie-glace arrière ; stores arrière et latéral ; auto-radio ; galerie ; vitres teintées. Tél. : 456-34-94, après 18 h.

de 8 à 11 C.V.

VENDS
CX PALLAS 2500 DIESEL
4 phares - 5 roues égales couleur vert espadon modèle 1981 120 000 km d'origine. Etat impeccable Prix demandé : 40 000 F Prix argus : 42 000 F Tél : 430-18-04 - 425-92-39

divers

DEMANDES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MECANIQUE

transférant son siège en Province, informe les directeurs de personnel des sociétés de la région parisienne de la disponibilité immédiate de collaborateurs compétents

- INGÉNIEURS technico-commerciaux
- TECHNICIENS
- DESSINATEURS : PROJETEURS, CHEFS DE GROUPE
- SECRÉTAIRES
- EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS

qui, pour des raisons familiales, ne peuvent suivre la société. Celle-ci souhaite, de ce fait, faciliter leur reclassement.

Adresser toutes propositions à nº 82.126. CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra. 75040. Paris cedex 01.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE FINANCIER — 39 ans. — Nat. Française « origine congolaise » — diplôme droit des affaires + DUT de gestion option « finances et comptabilité » — Stage plein temps CNAM (9 mois certificats du DECS économiques et juridiques) — Anglais — 9 ans expérience sur le plan boursier (cotations, compensation des titres, règlement tous coupons, tenue comptes clients) dont 3 ans comptabilité réassurances — Grande disponibilité — Homme de contact.
RECHERCHE : situation PME/PMI. Paris R.P. (déplacement accepter France - Etranger». Section BCO/JCB 424).

CADRE DÉBUTANT — 23 ans — Ingénieur Arts et Métiers — Thèse C.N.R.S. domaine biomécanique — Allemand courant.
SOUHAITE : participer à recherches de pointe en industrie ou en laboratoire paramédical — Etude/Fabrication de prothèses — Dynamique — Esprit d'équipe — Paris ou R.P. — Etranger — Accepte tous déplacements. (Section BCO/GR 425).

CADRE SUPERIEUR — 36 ans — Gestionnaire formation universitaire + ICG — 12 ans expérience de direction commerciale et générale dans entreprise production de biens de consommation courante.
RECHERCHE : poste équivalent d'adjoint de direction dans PME Sud de la Loire. (Section BCO/JCB 426).

CHEF DU PERSONNEL — 50 ans — Autodidacte — 15 ans au siège d'une PME — Rompu à tout problème de gestion du personnel. — Très au courant lois sociales — Politique des salaires, recherche, sélection, recrutement du personnel — F.C. Réunions D.P.
RECHERCHE : poste similaire en R.P. maxi 300 salariés. (Section BCO/JCB 427).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 ou 26.

Spécialiste de la franchise, cadre supérieur, 45 ans. Offre expérience réussie pour assurer la création, l'animation-conseil et le développement de votre réseau. Ecr. s/nº 2292 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 30 ans, maîtrise droit, bilingue franç.-arabe, notions anglais. Étudier. ttes propositions. M. A. WASFI, 22, rue Pouchet, 75017 Paris.

Hme. 42 ans, Paris, libre rapidement E.S.C., Sc. Eco. expert compt. 18 ans, exp. cabinet, rech. emploi salarié cabinet ou entreprise. Rémunération actuelle 225.000. Ecrire sous réf. 82.301 à CONTESSE, 20, av. Opéra, PARIS-1er.

DIRECTEUR PERSONNEL
50 ans, rech. travail à TEMPS PARTIEL Dans P.M.E., P.M.I. audit et contentieux social conférencier lois Auroux. Ecr. s/nº 2248 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SAISISSEZ CETTE CHANCE ! J.F. 25 ans, secrétaire, bil. anglais, exp. direction et médicale, bonne présentation, organisée, autonome, rech. mi-temps ou temps partiel Tél. : 554-05-36.

MÉDIATIQUE
J. H. 27 a., esprit créatif — concepteur-réalisateur de service vidéotex (Télétel). — Maquettiste de presse. Ouvert aux nouvelles technologies audio-visuelles. Recherche poste dans presse, médiatique, télématique. Ecr. s/nº 2269 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 27 ans, CAP comptable 2e degré exp. 5 ans, en compt. indust. form. en micro-informatique de gestion étudie ttes propositions Ecr. s/nº 6560 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 41 ans, expérience écriture (journaliste, critique, fiction) cherche toute collaboration rewriting, dossiers, etc. Tél : 260-73-02.

Jeune médecin 30 ans. Lauréat Faculté médecine de Paris, expérience hospitalière, enseign. clientèle privée, cherche situation fonction médicale et/ou recherche dans grande entreprise région parisienne. Ecrire sous le nº T 042.709 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PHARMACIEN 26 ans, décidé, offre son énergie et sa compétence. Tél. : (56) 80-35-08.

CHEF COMPTABLE
Niv. expert, comptable, 35 ans, responsable : informatique, juridique, fiscale, 10 ans exp., ch. poste Paris ou banl. Sud Paris : Disp. 1/01/84 Ecrire sous le nº 042.997 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSISTANTE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
40 ans. Personnalité dynamique. Secrétariat et comptabilité, télex. Travail d'organisation, rigueur administrative, assurance (10 ans d'expérience), sens profond des relations publiques, excellente présentation. Ecr. s/nº 6.558 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune retraité, libre, effectuerait pour personnes ne pouvant se déplacer toute mission à caractère confidentiel en France et Communauté européenne. Discrétion absolue assurée. Ecrire (indiq. téléph. pr R.-V.). Ecr. s/nº 6.559 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU
Profil : 40 ans. Formation supérieure. Expér. : Marketing, publicité. Dir. filiale et expert. Gestion et admin. P.M.E. + 100 F transports et services. Habitué négociation intern., am. lat., Maghreb, Sud-Europe. Anglais + esp., conn. all. + ital. CHERCHE : poste actif à responsabilité de Direction. France ou étranger, privé ou public. Ecr. s/nº 6.557 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Comptable dactylo, 35 ans, expérimentée, ts travaux, déclarations, bilan. 702-07-81.

Jeune Homme 27 ans, diplômé de l'Ecole Supérieure de gestion (finance — compta.) + DUT gest. du pers. étudie ttes propos. dans service du personnel sur Paris ou R.P. Tél. : (4) 457-36-46.

Fme, 31 ans, DECS, cadre administratif et financier recherche emploi. Tél. ap. 19 H. au 843-79-43.

Cadre administratif, parlant Anglais, Allemand, cherche poste publicité promotion relations publiques dans Société exportatrice produits industriels. Lieu de trav. Antony — Massy-Palaiseau Ecrire sous le nº 042293 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 22 ans, ch. empl. bureau, dactylo ou standard. Petite expérience. 928-39-72.

J.F. 33 ans, DESS psycho, I.E.P. Paris Ecofi, exp. consultante en recrutements. Ch. vacations temps partiel en entreprise (entretiens, études psycho., etc.) Tél. : 732-10-55 ap. 18 h.

P.M.E.-P.M.I.
Je suis le cadre commercial que vous cherchez, 36 ans, école cciale, expérience ventes nationales et internat., Anglais courant. Etud. ttes propositions. Ecrire sous le nº 2.304 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., ING. CHIMIE, dégagé service militaire, début., rech. emploi labo — recherche, contrôle, développement ou fabrication. TOUTES RÉGIONS. Tél. (20) 47-10-22.

HOM. 26 ans, Trilingue Anglais, espagnol lu et écrit. Etudes sup. D.E.S.S.-I.E.D.E.S.-D.U.T. — Cherche emploi gestion Personnel. 92 Nanterre — 775-35-37.

Menuisier-ébéniste O.H.Q. 50 ans connaissances teints vernis et autres matières. Cherche emploi stable Paris ou région parisienne. Ecr. s/nº 2.278 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Infirmière, D. E., 7 ans expérience en hôpital recherche poste en entreprise à Paris. Téléphone : 734-56-76.

J. F. 23 ans, Sc. Po + D.E.A. soviétologie, spécialisée rel. internat., russe, espagnol, polonais courant. Rech. emploi à tps partiel, administr., édition, journalisme. Tél. : 321-36-24.

Haut cadre expérience négociation à haut niveau politique, commercial Afrique noire et monde arabe, cherche poste dans groupe en expansion, dans secteur finance, industrie, transports, travaux publics, matières premières. Ecrire sous le nº T 042.708 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

PARIS A 500 MÈTRES
AU MÉTRO CORENTIN CELTON
(ligne 12 - Mairie d'Issy)
Réservez votre appartement maintenant avec 5% à prix ferme et définitif
solde, uniquement à la remise des clefs
Résidence standing : **LE CASSIOPÉE**
Studios-2-3-4pièces terrasses balcons
locaux professionnels



LIVRAISONS ECHELONNÉES DE DÉCEMBRE 83 A AVRIL 84
Appartement décoré
Tél. (1) 557.84.65
33 rue Ernest Renan - Issy les Moulineaux
ouvert : lundi mardi jeudi vendredi de 14 h à 19 h
samedi de 11 h à 12 h 30 et 14 h 30 à 19 h

1er arrdt

LOUVRE
imm. restauré stand., très beaux 2 p., refait neuf. COGEFIM, 347-57-07.

3e arrdt

MARAIS-BONDEVILLE
LUXUEUX 125 m², 2chbres, calme, parking. EMBASSY Tél. 562-16-40.

4e arrdt

BEAUBOURG rue du Temple, gd 6 P., 2e ét., balc., bel imm. 1.250.000 F. S.D.G. 634-06-20.

5e arrdt

BD ST-GERMAIN, superbe 5 p., beau volume, parfait état. S.D.G. — Tél. : 634-06-20.

NEUF JARDIN-DES-PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3, 4, 5 PIÈCES et DUPLEX. Vis. témoin ts les jrs 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

HARPE ST-GERMAIN
4 P. caractère. T. 354-42-70.

LHOMOND CHARMANT 2 P. CUIS., BAINS 1er ET. 50 m², 633-08-11 MATIN.

6e LUXEMBOURG beau studio, plein sud, tt cft. 400.000 F. Tél. 329-40-00.

7e arrdt

BELLECHASSE, 180 m², 6/7 P. Chbres. Sur arbres. Bel imm. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

83, RUE ST-DOMINIQUE Studette S/JARDIN, cuis., dches. 280.000 F. 525-83-44.

9e arrdt

Rue Lentonnet 93 m². R.d.ch. : 4 pces libre. Studio occupé. Téléphonez au 380-75-20.

Mº TRINITÉ Pptaire vend pierre-de-t., beau 2 pces, tt cft à rf, 48 m², soleil, rue et cour 380.000 F. 285-37-18.

11e arrdt

MÉTRO SAINT-MAUR
Dans imm. briques ravalé, 2e éta., beau 2 P., tt ch. s/rue. A SAISIR cause mutation 215.000 F. SIMRA 355-08-40.

14e arrdt

MONTPARNASSE
Neuf, 2 pces 47 m², sur jardin. 840.000 F. Tél. 225-32-25.

Mº PLAISANCE - NEUF
Livré janvier 84, vue dégagée plein Sud, du 3 au 6 p., dont un duplex terrasse, à partir de 835.000 F. Tél. 225-32-25.

STUDIO TT CONFORT
130.000 F. Tél. : 354-95-10.

BEAU DUPLEX NEUF
4/5 pces, étage élevé vue dégagée, terr., balcon, park. 1.330.000 F. 542-40-90.

15e arrdt

BIR-HAKEIM, 96 m², Living + 2/3 chambres. Belles loggias. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

RARE, VUE SUR SEINE
RÉSIDENCE TOTEM 57-59, Quai de Grenelle, 15e Luxueux appartements du studio au 4 pièces 2 P. en **LOCATION-VENTE** Renseignements et visites sur place 11 h à 13 h - 14 h à 19 h du lundi au vendredi **CAPRI 577-51-64**

16e arrdt

ALMA-PRÉSIDENT-WILSON, gd stand, 320 m², magnifique récept. 100 m² + 4 chambres plus plan studio, serv. Garage poss. 633-29-17/577-38-38.

BOULEVARD LANNES
gd living s.-à-manger, 2 chbres, chbre service, 2 parkings. GARBI — 567-22-88.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 6 pces et STUDIOS. LUXUEUSE RÉHABILITATION. Vis. lundi/mardi 13 h 30-17 h.

BROCHANT 2 p., entrée, cuis., w.-c., douches, débar., cave. Px 240.000F. 327-52-44.

Mº ROME Pptaire vend 2 pces à rénover, 2e clair et calme. 180.000 F. SHAM'S 229-43-12.

Mº BROCHANT, b. imm. briq. gd séjour + chbre, conft, terrasse, 235.000. ACOPA. — Téléph. : 251-10-60.

EXCEPTIONNEL
BEL IMMEUBLE RAVALÉ
2 P. 198.000 F
ENTIÈREMENT REFAIT URGENT. — Tél. 294-11-33.

BATIGNOLLES
67, place du D-F.-Lobligeois. Progr. nf de 23 appts + park. Livrables 10/84. S/pl. ts les jours y compris dim., 14/18 h. 226-26-60, soir 828-72-71.

PTE CHAMPERRET Près Ptaire vd 3/4 P., mezzanine. A rénover, 5e, ensoleillé. Imm. refait intér. extér. 300.000 F. SHAM'S 229-43-12.

18e arrdt

BD ROCHECHOUART
P.d.t., 3p., ch. 83 m², balc. 7 m. 430.000 F. ACOPA 251-10-60.

20e arrdt

Mº MARAICHERS studio tt équipé neuf, petit imm. 140.000 F. Pptaire. 590-86-06.

78-Yvelines

Particulier vend Parly-2 APPARTEMENT TYPE 2. 2e et dernier étage. 2-3 pièces, loggia vitrée, porte blindée, cave, parking extérieur Prix : 490.000 F. Parfait état. Téléphone : 951-34-13.

LE PECQ A SAISIR 5 p., 90 m² + balcon sur jardin. 530.000 F. 548-83-50.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Part. vend à part. coquet appt 2 pièces 45 m², imm. très bon standing. — Prix : 480.000 F. Tél. le soir au : 354-44-48.

ASNIÈRES PRÈS GARE
EXCEPTIONNEL
Récent luxueux et vaste 4 pces, cuis., s. de bains, cellier, park. Px 860.000 F. — 387-28-56.

Mº BOURG-LA-REINE
Beau 4 p., garage + parking. 610.000 F. Tél. : 547-62-62.

93 Seine-Saint-Denis

RARE, MAIRIE ST-OUEN
Bel imm., sans v.-à-v., ensol., imp. stud., cuis., dches, w.-c. Px 125.000 F. 387-28-66.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e, 566-00-75. Paie comptant 15e-7e arrdts APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMEUBLES.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS, recherche URGENT APPART
180 à 220 m²
ACHAT ou LOCATION 16e/8e ou 7e, Tél. 562-16-40.

Recherche 1 à 3 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. 873-20-67 même le soir.

SOCIÉTÉ PAIE COMPTANT APPARTEMENTS PARIS-12e VAL-DE-MARNE. 345-86-63.

URGT. rech. pour notre nombreuse clientèle dans : 12e, 11e, 10e, 9e, 4e, 3e, 2e. Trois 2 P. Quatre studios, un 4/5 P., dans bon imm. ÉTAT INDIFFÉRENT SIMRA 355-08-40.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphonez au 296-58-46.

F3, 85 m², 100 m Mº Gentilly, 2e ét., chauf. central, libre de suite. 2.100 F. mensuel + charges. Tél. : (73) 82-03-18 après 19 heures.

Mº MARX-DORMOY **2 P.**, cft 2.100 F ch. compr. A.C.O.P.A. 251-10-60.

SORTIE Mº MARCADET 3 P. tt cft, impecc. 3.200 F, ch. c. ACOPA. 251-10-60.

Région parisienne

EXCEPTIONNEL ST-GERMAIN-EN-LAYE
PLACE DU CHATEAU
Dans imm. gd luxe, appts de caractère, 3 et 5 PCES. Bur. location s/pl. mercredi, vendredi 11/13 h. : 15/19 h.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres affectés Paris IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE INFORMATIQUE rech. Appts 2 à 8 p. Villas Paris-Banlieue. Garantie loyers possible. 504-48-21 poste 12.

Urgent — jeune homme sérieux devant faire études à Paris. Cherche chambre meublée ou studio, pr tout renseignement, téléphone parents — M. et Mme Passais 16 (75) 68-82-11.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS, rech. pr clientèle étrangère et diplomates, APPARTEMENTS HOTELS PART. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction. Bx appartements de stand. 4 pièces et plus. 285-11-08.

fonds de commerce

Ventes

HOTEL de STANDING à VDRE (fonds et murs) Style relais et châteaux. Gde ville du Sud-Ouest. Excellente rentabilité. Emplacement 1er ordre. Possibilité d'extension. Formation pour acheteur non hôtelier assurée. Px justif., demandé 11 millions. Possibilité crédit. (curieux s'abstenir). Ecrire sous le nº 275.835 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE PORTUAIRE LANGUEDOC pleine expansion, vends AGENCE IMMOBILIÈRE bien située quart. touristique. T.B. CH. Affaire. Projets lotissement immeuble. Ecrire nº 22924 à AGENCE HAVAS, B.P. 87. 34200 SÈTE.

boutiques

Locations

17e PONT-CARDINET bout., 55 m², bail 10 a., ni pas de pte. 3.000 F. 264-80-48.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL DE 100 F à 200 F. H.T. TOUTES DÉMARCHES. 10e, 12e, s., dim., mar., 340-24-54.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL — R.C. — R.M.
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique :
355-17-50.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14.
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

8e - COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. 359-20-20

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

DOMICILIATION DANS LE 16e
Inscription R.C. immédiate Location burx à l'heure Télex. Téléphonez au 651-29-77.

FG SAINT-HONORÉ
A LOUER BUREAUX
PRESTIGE
80 A 2.000 m²
FRANCO-SUISSE.
TEL : 294-19-19.

AV. OPÉRA Bel immeuble, 4 pet. bur. 2 entrées, 2 ascenseurs. Bail à céder. Nouveau bail : 36.000 par an. Tél : administrat : 222-19-96.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e, à partir de 80 F, ts services. Constitution Sté. 783-47-14.

fermettes

Ht-Poitou, fermettes, de 1 à 10 ha, mais. de camp. de 50.000 à 450.000 F. — Rens. : Ag. Léon, 79390 Thénezay.

100 KM PARIS — DIRECT A6 Région Ferrières-en-Gâtinais habitable suite, splendide
FERMETTE
Restaurée, cuis., séjour, salle commune, poutres, cheminée 5 chbres, s.-d-bns, s.-d'eau, 2 w.c., chauf. cent. fuel, gar., cave, l'ensemb. avec 1 800 m² terrain en partie boisé. Px 422 000 F — crédit possib. IMMO-SUD DORDIVES RN 7 feux tricolores. Téléphone : 16 (38) 92-70-73.

immeubles

SPÉCIALISTE 16e
ACHÈTE COMPTANT 1 A 5 PIECES
PROMOTIC 553-14-14
25, av. Paul-Doumer. Paris-16e.

ACHÈTE IMMEUBLE LIBRE même av. gros travaux Paris banl. 590-86-06.de 7 à 21 h.

11e. - Fg-St-Antoine, imm. 450 m², 13 appts, dont 5 libres + 2 commerces. 1.400.000. 329-40-00.

hôtels particuliers

16e SUD. Agréable maison 650 m², R. + 4 prof., garage. Metin 567-47-47.

pavillons

A VENDRE : pavillon TRAPPES 100 m² : REZ-DE-CHAUSSÉE surélevé : cuisine, w.-c., salle à manger, salon cheminée sur SOUS-SOL total (garage chauffage gaz, buanderie) + 1er étage : 3 chbres, salle de bain, grenier parqueté. 5 mn utes de la gare S.N.C.F. et commerçants. Quartier calme, jardin (360 m²). Téléphoner au 050-85-30.

villas

DEAUVILLE bd des Sports, villa 7 pces, 140 m² + 2 s. d'eau, 2 w.-c., cellier, gar. 2 voitures, patio 70 m², excellent état. 720.000 F. Tél. : (35) 93-89-53.

propriétés

LUBERON VILLAGE CLASSE maison de caractère, living, 3 chbres, 2 s.d.b. terrasse, chf parfait état, vue superbe. 650.000 F, particulier à particulier. Tél. : 640-57-98.

viagers

15e, imm. récent 3/4 P., 150 m², 10e ét., gd balc., 2 boxes fermés 300 000 F + 7.500. Occupé Fme. 74 a., viagers F. Cruz, 8, rue La Boétie. 266-19-00.

CARNET

Décès

CHARLES DUFOUR

Nous apprenons le décès de
M. Charles DUFOUR,
vice-président
du conseil général de la Somme,
survenu le vendredi 4 novembre 1983.

[Né en 1914, à Escaudain (Nord), pharmacien à Hornoy (Somme) jusqu'en 1973, militant S.F.I.O., Charles Dufour avait été élu conseiller municipal de cette ville lors d'une élection partielle en 1951, et réélu en 1953. En 1959, il en était devenu le maire, fonction qu'il a assumée jusqu'à sa mort. En 1958, il avait été élu conseiller général du canton d'Hornoy et réélu à chaque renouvellement, malgré son changement d'étiquette politique, puisqu'il avait suivi M. Max Lejeune, président du conseil général depuis 1945 et fondateur du parti social-démocrate (P.S.D.).

C'est en tant que socialiste indépendant que Charles Dufour avait été réélu conseiller général en mars 1982. — (Corresp.)]

LA DISPARITION DE MAY PICQUERAY

Mort d'une rebelle

Haute comme trois pommes, le front couvert d'un nuage de cheveux blancs, un regard clair, un col orné d'un ruban de velours, un port droit, un pas un peu ralenti par l'âge : May Picqueray, qui vient de mourir à quatre-vingt-cinq ans (nos dernières éditions datées 6-7 novembre), avait de la tenue. Avant que la camarde ne l'emporte, à l'usure, cette vieille dame très digne avait été de tous les combats libertaires : contre le militarisme, pour la justice sociale, contre le nucléaire, pour les droits de la femme, etc.

Il y a peu, elle veillait encore dans le bureau mal éclairé du *Réfractaire « social, pacifiste, libertaire »* dont elle était la directrice à tout faire. A cause de son cœur récalcitrant, le médecin l'avait interdite de « manifs ».

May était un fabuleux témoin. A l'écouter, on entendait de quoi remplir plusieurs vies jusqu'à ras bord. Née le 8 juillet 1898 à Savenay (Loire-Atlantique), elle avait échappé au sort des filles de pauvres grâce à son institutrice qui l'avait emmenée au Canada, se souvenant de sa brillante élève. De retour en France, elle avait rencontré Sébastien Faure, le fondateur d'une école libertaire La Ruche, dont elle fit son père spirituel.

A partir de cette rencontre, sa vie se confond avec la lutte anarchiste. En 1922, elle était à Moscou avec, dans la poche, un mandat d'opposition de la C.G.T.U. à l'adhésion à l'Internationale syndicaliste. A son retour, elle fut condamnée à un mois de prison pour faux passeport. Durant son séjour à Moscou, elle obtint de Trotski la libération de deux anarchistes. Elle avait refusé de serrer la main de Trotski ; il fallait l'entendre alors évoquer sa répulsion... Ou comment elle avait recueilli en France Makhno, l'anarchiste ukrainien dont l'armée avait été défaite par l'armée rouge de Trotski. S'étant enfui d'U.R.S.S. caché dans une charrette de foin, il avait été lardé de coups de baïonnette. Ses cicatrices suintaient. Il avait encore une balle dans le corps.

Il fallait aussi entendre May se remémorer l'affaire Sacco et Vanzetti. La grande presse se désintéressant du sort des deux anarchistes, elle avait envoyé une grenade dégoupillée dans un colis de parfum à l'ambassade des Etats-Unis. L'explosion — à son grand soulagement — ne fit aucune victime, mais on parla enfin de l'affaire.

Elle parlait encore de la lutte des anars et des bolchos, du camp Vernet dont elle fit évader, à bord d'un camion, des réfugiés politiques allemands, de la manière dont elle fabriquait des faux papiers, durant la seconde guerre, à la barbe des Allemands.

Elle avait connu la plupart des « papes » de l'univers libertaire, d'Emma Goldman — *« un pot à tabac »*, disait-elle — à Louis Lecoin. A la mort du vieux défenseur des objecteurs de conscience, les amis de Louis Lecoin avaient créé *le Réfractaire* (en hommage à Jules Vallès) dont May Picqueray était devenue l'animatrice.

Après avoir exercé divers métiers, May devint correctrice. Elle travailla à *Libération* de d'Astier de la Vigerie et au *Canard enchaîné*. En 1979, elle avait publié ses mémoires sous le titre *May la réfractaire* (Jullian). Ses amis qui l'ont connue à cette sorte de « légion étrangère » que furent longtemps les correcteurs n'ont pas oublié cette petite bonne femme intrépide et discrète, May la rebelle, qui avait un cœur gros comme ça.

BERNARD ALLIOT.

— Alger. Montpellier.

M. Paul ANGLADE,
magistrat honoraire,
est passé dans la dignité à l'Orient éternel, le vendredi 4 novembre 1983, à Montpellier. Ses obsèques ont lieu ce jour dans l'intimité familiale.

Né le 8 mai 1903 à Alger, M. Paul Anglade, qui exerça ses fonctions en Algérie, Tunisie et en France, a été inhumé dans le caveau familial, à Montpellier, aux côtés de sa chère épouse, **Renée, née Vitale**, endormie dans la paix de Dieu il y a un an ; son souvenir radieux, associé à celui de son mari, est rappelé à ceux qui les ont aimés.

De la part de
Ses arrière-petits-enfants,
Ses petits-enfants,
Ses enfants, Andrée Faure-Geors et son mari,
Julien, à Saint-Etienne,
Lucienne Anglade, à Montpellier,
Paule-Jeanne Bouchacourt et son mari,
Jean, à Villeurbanne,
Michel Anglade et son épouse,
Monique, à Paris.

Anglade, 5, rue de Sontay,
75116 Paris.

— M. et Mme Pierre Attal,
M. et Mme Armand Nakach,
ses enfants,
M. et Mme Pierre Temime,
Laurence et Muriel,
M. et Mme Gérard Nakach,
Maya, Sandrine et Elise,
M. et Mme Jean-Michel Attal,
Guillaume et Nicolas,
M. et Mme Pierre Singer
et Raphaël,
Mlle Geneviève Nakach,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et les familles Timsit, Kalfon, Atlani, Benisti, Guedj, Dokhan et Attal
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcel ATTAL,
née Suzanne Timsit,

survenu le 6 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, et rappellent la mémoire de son mari

Marcel ATTAL,
décédé en 1967.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 novembre 1983, à 14 h 45, au nouveau cimetière de Montreuil, rue Jean-Moulin.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

12, place Victor-Hugo,
75116 Paris.
100, rue Carnot,
93100 Montreuil.

— M. André Bertin,
Mlle Colette Bertin
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme André BERTIN,
née Hélène Lachambre,

munie des sacrements de l'Eglise.
Une messe sera célébrée à son intention, en la cathédrale de Laon, le jeudi 10 novembre 1983, à 15 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
Dons au Comité national de la sclérose en plaques, 17, boulevard Blanqui, Paris-13e.
Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue de la République,
02 Laon.
1, rue des Champs-Elysées,
94 Gentilly.

— Annecy. Paris. Reims.

M. Michel Herbert
et ses enfants,
M. Xavier de Boucaud
et Mme, née Micheline Herbert
et leurs enfants,
Me Jean-Loup Herbert
et ses enfants,
M. et Mme Jean-Marc Herbert
et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis HERBERT,

leur père, grand-père et parent,
survenu à Annecy le 5 Novembre 1983, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
La levée de corps aura lieu le mardi 8 novembre 1983, à 11 h 30, à la chambre mortuaire de l'hôpital d'Annecy.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André à Reims, le mercredi 9 novembre 1983, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de l'Est de Reims en la chapelle familiale.

26, avenue de Villiers,
75017 Paris.
23, avenue d'Albigny,
74000 Annecy.

— La famille et les nombreux amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Guillaume HOORICKX
dit « Bill Orix »,
veuf d'Asia STARITSKY,
artiste peintre,
officier de l'ordre de Léopold,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, à Paris, le 31 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques auront lieu le mardi 8 novembre, à 14 h 30, au crématorium du Père-Lachaise.
150, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

— Mme Pierre Lapadu-Hargues,
son épouse,
François et Michèle Lapadu-Hargues
et leur fils,
Jean-François et Marie-Alix Deveau
et leurs fils,
Luc et Claudie Lapadu-Hargues,
Etienne Lapadu-Hargues,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LAPADU-HARGUES,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire
à l'université de Clermont,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,

survenu le 3 novembre 1983 à l'âge de soixante-sept ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité le mardi 8 novembre en l'église d'Huriel (Allier).

35, cours Sablon,
63000 Clermont-Ferrand.

[Né le 26 août 1916 à Paris, Pierre Lapadu-Hargues avait enseigné à Clermont-Ferrand-II. Après des études au lycée Henri-IV, M. Lapadu-Hargues entre à l'Ecole normale supérieure. Agrégé de sciences, il est nommé assistant à la faculté des sciences de Paris en 1941. Il devient maître de conférence en 1949, puis professeur en 1952, date à laquelle il est nommé à la faculté des sciences de Clermont-Ferrand.

Membre du Comité régional de l'environnement de la région Auvergne en 1974, il a écrit plusieurs manuels sur les départements de la région et leurs ressources minérales.]

— Félix Lusset,
son époux,
Gretel Heil,
sa sœur,
Les familles Lusset, Heist et Heil
ont la douleur de faire part du décès de

Anna LUSSET,

survenu en son domicile à Herblay, le lundi 31 octobre 1983, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.
Conformément à la volonté de la défunte, son incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 4 novembre.

108, avenue Foch,
95220 Herblay.

— M. et Mme Robert Sève,
M. et Mme Lucien Sève,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve André SÈVE,
née Adrienne Plothier,

survenu le 31 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Joinville.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité, le 4 novembre 1983.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la disparition du
docteur Stanislas BORNSTEIN,
une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Une pensée ou une prière est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

André
KLEINBAUER-MOSSAND,

disparu le 8 novembre 1980.

— Pour le sixième anniversaire de la disparition de

Emma NEIMAN,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée ainsi qu'à ceux qui sont restés fidèles au souvenir de son mari

Abram NEIMAN,

disparu il y a seize ans.

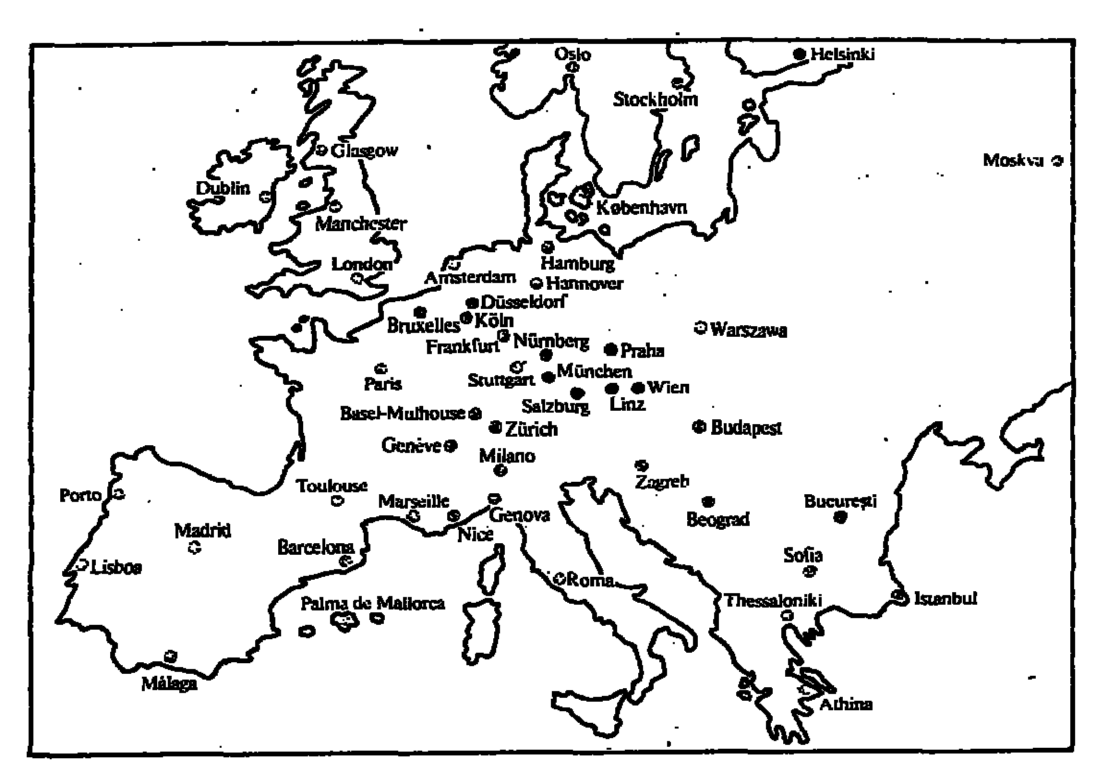
Avis de messes

— L'Association des Français libres fera célébrer le mercredi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du

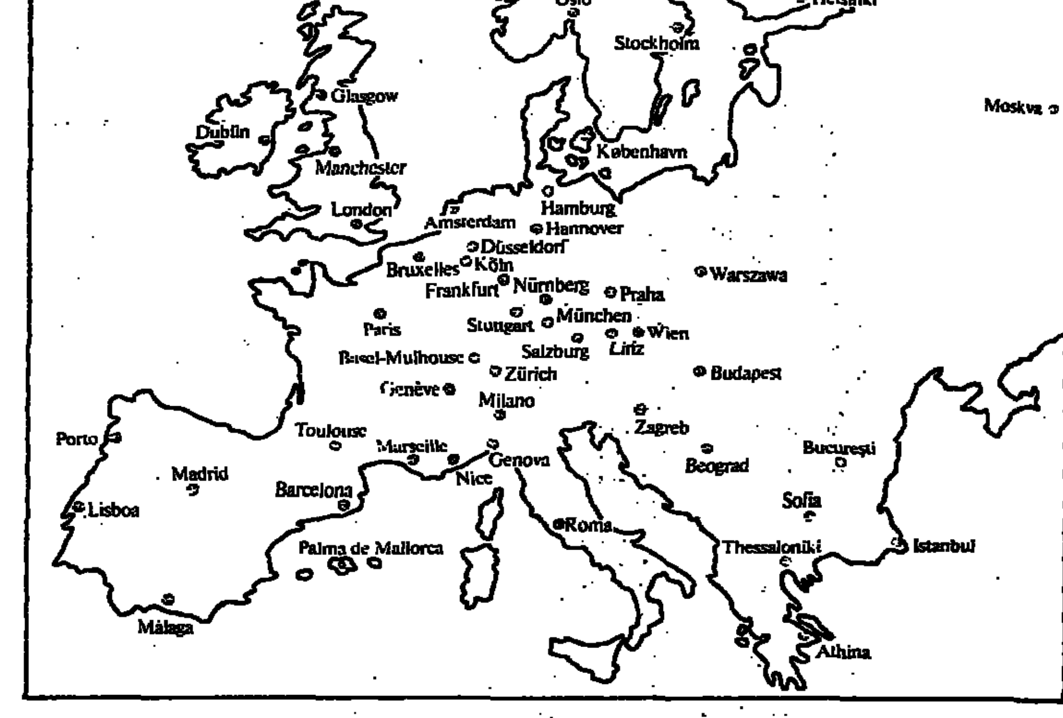
général de GAULLE,
chef de la France libre
et président d'honneur de l'Association.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter le présent avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

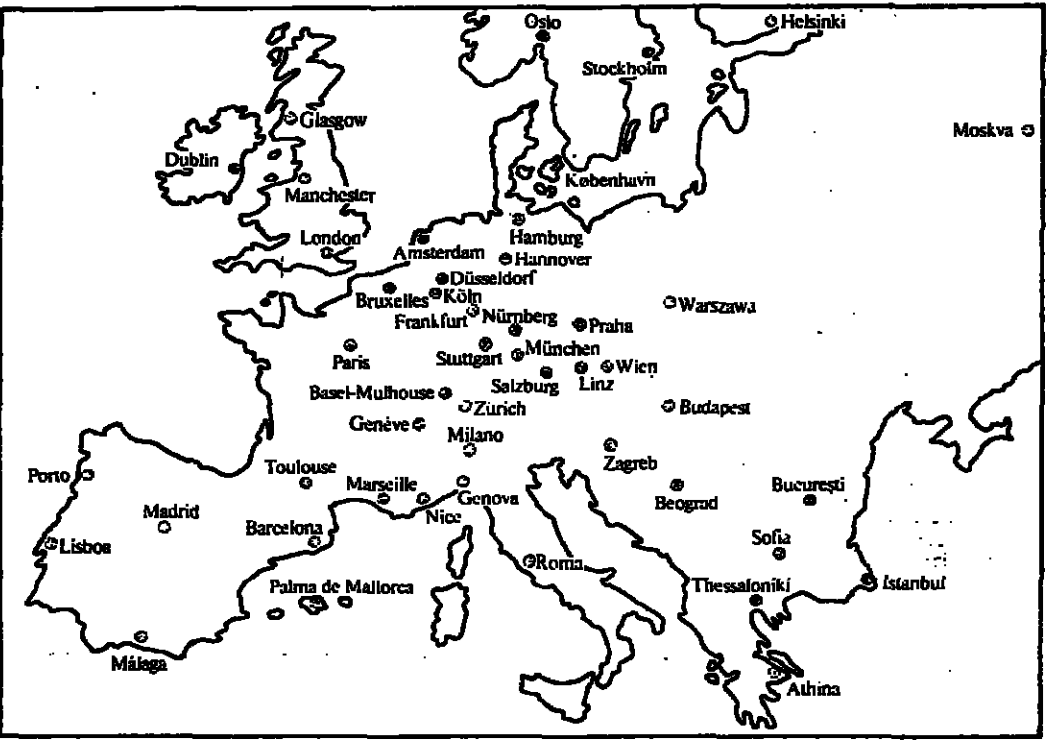
La Communauté Européenne Swissair.



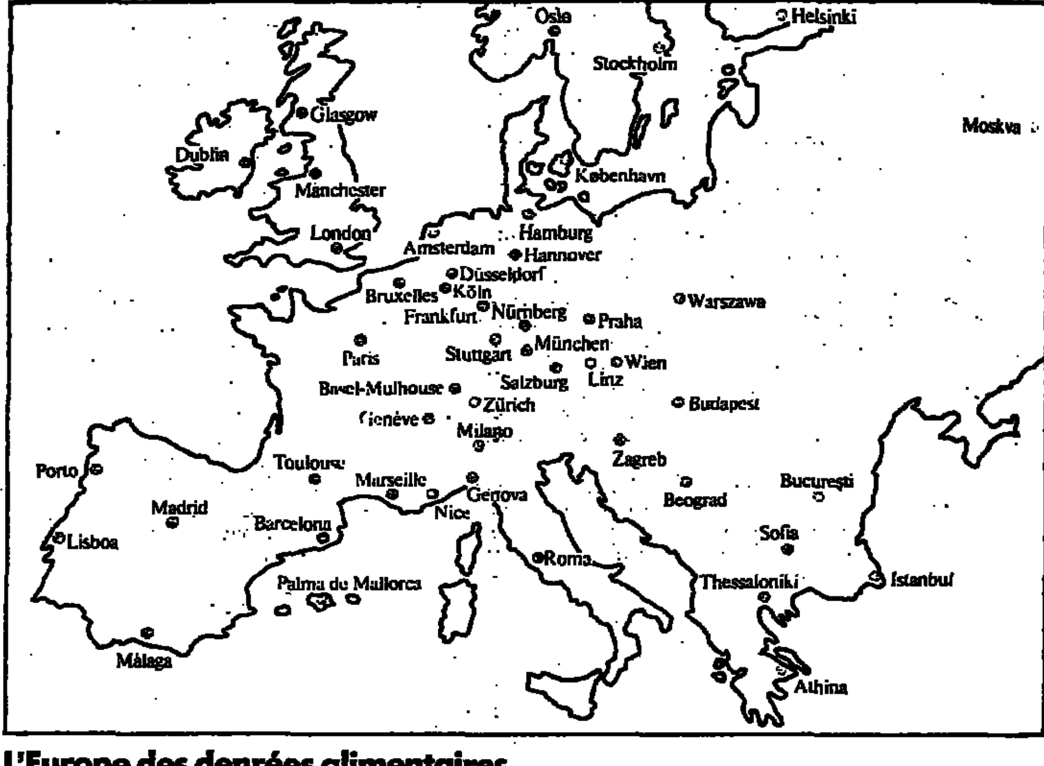
L'Europe des banques.



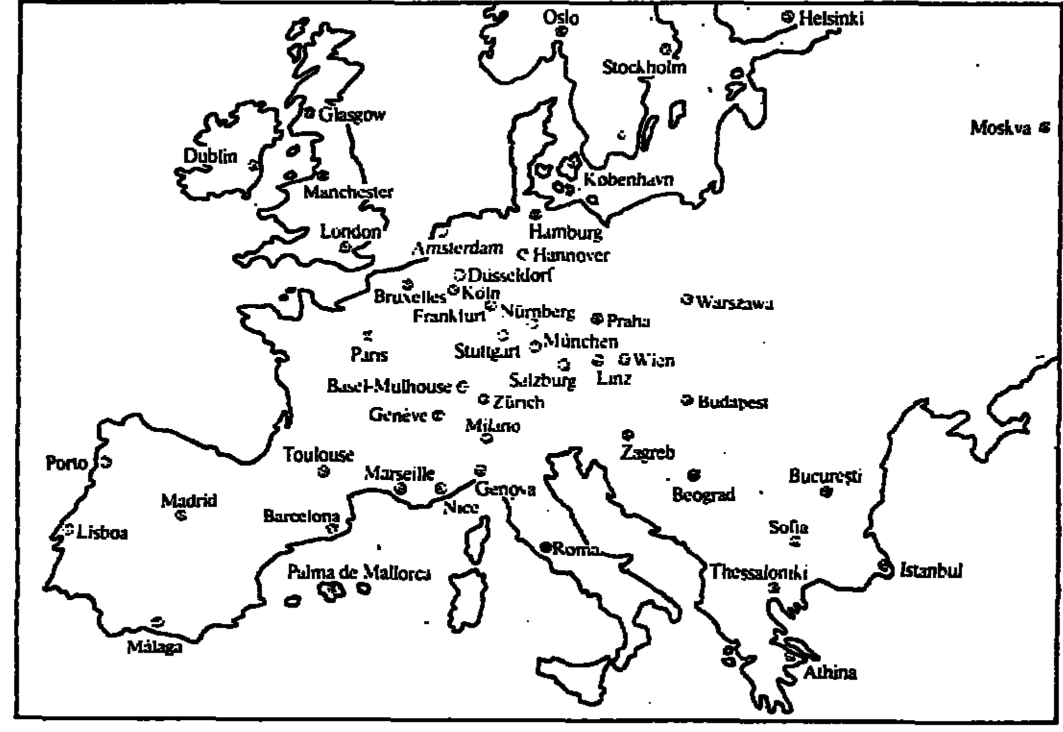
L'Europe du textile.



L'Europe des foires commerciales.



L'Europe des denrées alimentaires.



L'Europe des machines.



L'Europe des vacances.

Autant dire qu'avec ses 48 destinations, le réseau européen Swissair est un peu l'équivalent d'un catalogue des perspectives envisageables sur le continent.

Notre petit survol vous montre, d'un seul coup d'œil, la parfaite concordance du réseau Swissair avec la géographie économique européenne. Il montre aussi à quel point Swissair s'attache à prendre en considération les voyages d'affaires ou les contacts entretenus à l'étranger par ses clients.

Sur ses vols européens, Swissair ne se borne toutefois pas à transporter des passagers ou à convoyer du fret, elle véhicule aussi un capital expérience: nous savons nous adapter aux circonstances. Que ce soit à bord des DC-9 ou des nouveaux Airbus A310, ce capital et cette faculté sont toujours du voyage.

Que vous voyagiez en Swiss Class ou en première classe, l'hospitalité Swissair et sa courtoisie vous accompagnent tout au long du voyage. En débarquant, vous serez ainsi dans les meilleures dispositions de corps et d'esprit pour reprendre le travail.

Qu'il s'agisse d'un petit déjeuner léger ou d'une collation aimablement préparés à votre intention, d'un déjeuner ou d'un dîner fin et copieux, des boissons offertes ou des journaux disponibles en grand nombre, du siège confortable ou de l'agrément d'une place, choisie dès la réservation, quand on voyage en formule économique plein tarif – tout cela crée une excellente atmosphère. La Suisse est de bonne compagnie: à 8000 mètres d'altitude, elle sait se montrer à la hauteur de la Communauté Européenne.

Par ailleurs, la petite incursion en Suisse à l'aéroport de Genève ou de Zurich compense largement le bref délai d'attente de la correspondance. De fait, nos aérogares sont si attrayantes et si confortablement agencées que vous en viendrez souvent à déplorer que le séjour soit de si courte durée sur le sol helvétique.

De là à délaisser le monde des affaires pour vous consacrer à l'Europe des vacances, il n'y a qu'un pas. Avec Swissair où la détente est déjà du voyage, le «dolce farniente» est instantané.

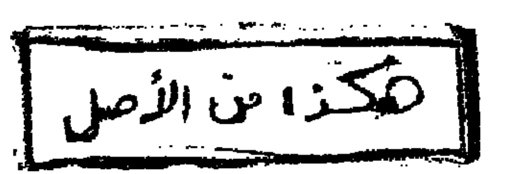
Quant aux liaisons les plus avantageuses, vous pourrez obtenir de plus amples précisions chez Swissair, auprès de votre agence de voyages IATA, ou encore chez un transitaire IATA.

swissair

APRÈS LA LEVÉE

programme « Esprit »





Le Monde

économie

AFFAIRES

APRÈS LA LEVÉE DES RÉSERVES FRANÇAISES

Le programme « Esprit » a toutes chances de voir le jour

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Il y a tout lieu de penser que le programme « Esprit », qui prévoit un important effort collectif des industries de la Communauté dans le domaine des techniques de l'information, sera formellement approuvé lors du conseil européen de décembre à Athènes. Les Français, qui, le 26 octobre à Luxembourg, s'étaient opposés au projet présenté par la Commission européene parce qu'ils trouvaient le montant des crédits trop élevé (*le Monde* du 28 octobre), ont levé leurs réserves lors de la nouvelle réunion qu'ont tenue les ministres de la recherche et de l'industrie des Dix le samedi 5 novembre à Bruxelles.

Les Allemands et les Britanniques n'ont pas fait d'objections de fond au programme proposé, mais ont estimé que les décisions ne pouvaient être prises tant qu'on ne serait pas au clair sur l'avenir budgétaire de la Communauté.

« J'estime que la réalisation du programme « Esprit » est fondamentale pour la constitution d'une force européenne en matière industrielle et de recherche. Je n'ai pas la religion des chiffres dès lors qu'il y a des dépenses utiles pour l'industrie européenne », a déclaré M. Fabius pour expliquer pourquoi il acceptait à peu de chose près ce que M. Auroux, sous-secrétaire d'Etat, avait reçu instruction de refuser dix jours plus tôt. Les crédits affectés sur le budget communautaire au programme « Esprit » atteindront 700 millions d'ECU sur cinq ans (4,76 milliards de francs) au lieu des 750 millions d'ECU préconisés par la Commission. Le 26 octobre, les Français avaient estimé qu'il convenait de se limiter à 400 millions d'ECU. Le gouvernement a donc vite rectifié le tir et mis en harmonie les déclarations d'intention de ses plus hauts représentants et sa position dans les pourparlers concrets. Au-delà de la controverse toujours possible sur le rythme optimal de montée en charge du programme, c'était nécessaire si l'on ne voulait pas que soit mise en doute la volonté affichée par Paris de faire en sorte que la négociation européenne en cours soit l'occasion d'engager des « politiques nouvelles » et d'opérer une relance en matière de recherche et de coopération industrielle.

Il faut rappeler que la Communauté ne prendra en charge que 50 % du coût de chaque projet et que l'autre moitié sera financée par les entreprises, centres de recherche et universités qui se chargeront de l'exécution.

C'est donc un total de 1 milliard 400 millions d'ECU que l'Europe va dépenser au cours des cinq années à venir dans cinq branches des techniques de l'information (microélectronique, logiciel, traitement de l'information, bureautique, fabrication assistée par ordinateur) pour essayer de rattraper le retard pris sur les Etats-Unis et le Japon.

Susciter une collaboration de tous les intéressés

La règle d'« Esprit » veut qu'un projet, pour bénéficier du concours financier de la C.E.E., soit présenté par des firmes appartenant à deux ou plusieurs Etats membres de la Communauté. L'objectif principal est en effet de susciter une coopération transnationale dans la C.E.E. En réalité, « Esprit », qui est dû à l'initiative des douze plus importants groupes industriels opérant dans les techniques de l'information (pour la France, Bull, la C.G.E. et Thomson), existe déjà : un programme-pilote de trente-huit projets comportant un financement communautaire de 11,5 millions d'ECU est en cours d'exécution. Le programme de travail 1984 tracé dans une perspective de cinq ans par les mêmes douze groupes industriels avec l'assistance de deux cents experts qui ont été sélectionnés par la Commission (sur les sept cents qui ont répondu à l'*« appel aux contributions »* lancé par Bruxelles) est pratiquement prêt. Les trois quarts de l'aide financière devront être attribués à des projets A, c'est-à-dire de grands projets d'un coût supérieur à 5 millions d'ECU ; 25 % des aides pourront être affectés à des projets B d'une moindre valeur.

La mise en œuvre d'« Esprit » implique une collaboration étroite entre les industriels, les centres de recherche et les universités d'une part, la Commission européenne de l'autre. Celle-ci pour éviter les blocages, facteurs de perte de temps, réclamait des pouvoirs de gestion assez larges. Samedi, le conseil a paru prêt à les lui accorder. Les Français, qui sur ce point aussi s'étaient montrés restrictifs, ont levé leurs réserves.

La balle est désormais dans le camp des Allemands et des Britanniques. Bloqueront-ils en cas de divergences à Athènes sur d'autres dossiers de la négociation telles la réforme de la politique agricole commune ou la correction des déséquilibres budgétaires subis par le Royaume-Uni ou accessoirement par l'Allemagne ? Une telle attitude serait d'autant plus difficilement défendable que Bonn et Londres disent considérer le programme « Esprit » comme nécessaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE PENTAGONE LANCE UN PROGRAMME INFORMATIQUE DE 600 MILLIONS DE DOLLARS

Aux Etats-Unis, le Pentagone vient de lancer un programme de super-ordinateur, doté d'un budget de 600 millions de dollars répartis sur six ans. Les militaires, inquiets de la concurrence et des succès japonais dans l'électronique, craignent une perte de suprématie des industriels américains. Leur projet est un réponse aux efforts du Japon sur une informatique de *« cinquième génération »*.

Il a pour objet de fournir à l'armée, mais aussi à l'industrie civile, une technologie avancée, alliant l'intelligence artificielle, la vision artificielle et la capacité pour les machines de communiquer en langage naturel. Un projet similaire baptisé M.C.C., purement civil, fait déjà l'objet depuis six mois d'un accord entre plusieurs grands groupes de l'informatique.

C'est ainsi toute l'industrie américaine, civile et militaire, de technologies de pointe qui s'organise pour mettre en commun ses capacités de recherche.

M. EDOUARD LECLERC ENVISAGE DE RECRUTER DE « JEUNES PHARMACIENS »

Invité de l'émission « Grand Jury » R.T.L.-*le Monde* le dimanche soir 6 novembre, M. Edouard Leclerc a rappelé ses positions après la décision du gouvernement d'accroître les rabais sur les prix de l'essence (on les lira par ailleurs).

L'animateur des Centres Leclerc a aussi redit son intention de vendre des produits pharmaceutiques. Il doit rencontrer très prochainement les principaux fabricants, et il les mettra en demeure de lui livrer ces produits qui sont, pour le moment, réservés aux seuls pharmaciens.

M. Leclerc pourrait lui-même ouvrir des officines en recrutant des jeunes pharmaciens (*« ils sont pour moi »*, a-t-il dit). Il a écarté l'argument – comme contraire au traité de Rome – du *numerus clausus*, qui limite les possibilités de créer des magasins de pharmacie en France.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	8,1430	8,1460	+ 160	+ 190	+ 315	+ 360	+ 850	+ 970
$ can.	6,5900	6,5950	+ 145	+ 190	+ 310	+ 370	+ 855	+ 975
Yen (100)	3,4345	3,4375	+ 165	+ 185	+ 325	+ 360	+ 995	+ 1060
DM	3,0370	3,0400	+ 155	+ 175	+ 315	+ 340	+ 940	+ 1000
Florin	2,7085	2,7110	+ 130	+ 150	+ 265	+ 290	+ 765	+ 820
F.B. (100)	14,9700	14,9760	+ 390	+ 400	+ 715	+ 850	+ 1560	+ 1895
F.S.	3,7365	3,7400	+ 265	+ 290	+ 510	+ 540	+ 1475	+ 1555
L (1 000)	5,0070	5,0115	– 195	– 150	– 405	– 350	– 1375	– 1255
£	12,0830	12,0890	+ 275	+ 350	+ 615	+ 710	+ 1760	+ 1985

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	9 7/8	10 1/4
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/4	5 3/4	6 1/4
Florin	5 1/2	6	5 15/16	6 5/16	6 1/8	6 1/2	6 3/16	6 9/16
F.B. (100)	8 3/4	10 1/4	8 1/2	9 1/2	9	10	9 3/4	10 3/4
F.S.	1 3/4	2 1/4	3 1/16	3 7/16	3 3/4	4 1/4	3 15/16	4 5/16
L (1 000)	15 3/4	17 1/4	[illegible]	17 1/8	16 5/8	17 3/8	17 3/8	18 5/8
£	8 15/16	9 5/16	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8
F. franç.	12 1/8	12 3/8	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 3/4	14	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE GROUPE ALLEMAND I.B.H. EST MIS EN RÈGLEMENT JUDICIAIRE

La société I.B.H. Holding, maison mère du groupe allemand I.B.H. troisième groupe mondial de matériel de travaux publics et numéro un en Europe, a demandé et obtenu du tribunal de Mayence la mise en place d'une administration judiciaire *« afin d'éviter une faillite pure et simple »* a indiqué, vendredi 4 novembre, le porte-parole du tribunal.

Cette procédure a dû être déclenchée par le gel d'une ligne de crédit de 50 millions de deutschemarks (150 millions de francs) décidé la semaine dernière par plusieurs banques, selon M. Horst Dieter Esch, président du groupe, qui a chiffré à 500 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs) la dette bancaire d'I.B.H.

On sait que les difficultés d'I.B.H. avaient déjà mis en danger la banque privée allemande Schröder Munchmeyer, Hengst (S.M.H.), dont le sauvetage a été organisé la semaine dernière par un groupe de vingt banques de R.F.A (*le Monde* du 4 novembre).

M. Esch a indiqué que son groupe présenterait un plan de restructuration dans les semaines qui viennent, avec le « délestage » des filiales britannique (Hynac), brésilienne (Teras) et française (Maco-Meudon, Pingon et Derruppé). Pour ces trois dernières filiales, il faudra trouver une *« solution nationale »*.

● **Volkswagen investit au Brésil.** – Volkswagen-Brésil, premier constructeur automobile en Amérique latine, va investir 800 millions de dollars au cours des quatre prochaines années. Une partie importante de cette somme, indique le *Financial Times* du 17 novembre qui donne l'information, sera consacrée à l'étude et à la fabrication d'une nouvelle famille de petites voitures à usage multiple destinées au marché local, mais aussi à l'exportation. Le lancement de certains modèles sur le marché européen pourrait avoir lieu en 1985.

SOCIAL

L'INSTALLATION A PARIS DU PREMIER COMITÉ DÉPARTEMENTAL CONTRE LES TRAFICS DE MAIN-D'ŒUVRE

Mme Dufoix souhaite accélérer la lutte contre les trafiquants

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a installé le 4 novembre à la Préfecture de Paris, en présence de M. Lucien Vochel, commissaire de la République du département de Paris et de la région Île-de-France, le comité départemental de coordination pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre. C'est le premier comité de ce type créé à l'échelon local depuis la mise en place, en 1976, de la mission de liaison interministérielle chargée de réprimer ces trafics. Vingt-deux autres comités départementaux doivent être mis prochainement en place.

A l'issue de l'opération exceptionnelle qui a permis la régularisation de la situation de cent trente mille immigrés, a indiqué Mme Dufoix, de nombreux départements ont insisté sur l'importance d'une coordination régionale des actions menées contre les employeurs frauduleux. C'est vrai particulièrement pour Paris, où les industries de la confection sont un secteur «très exposé» au travail clandestin. La création du comité départemental s'inscrit toutefois, a rappelé le secrétaire d'Etat, dans un dispositif plus large dont le gouvernement avait décidé la mise en œuvre le 31 août dernier : augmentation considérable de la contribution spéciale versée à l'Office national d'immigration par un emloyeur d'immigrés (de 5 000 F à 24 000 F) ; renforcement des sevices de contrôle et des moyens de la mission de liaison au niveau central ; création d'une antenne pour le Sud-Est de la France, etc...

Mme Dufoix souhaite que l'on accélère la lutte contre les trafiquants de main-d'œuvre en France même. Les travailleurs clandestins alimentent en effet, a-t-elle indiqué, une économie parallèle qui échappe à de nombreuses contraintes, avec la complicité d'employeurs qui encouragent directement l'immigration illégale, en faisant naître de faux espoirs – des employeurs qui, bien souvent, s'organisent pour disparaître quand ils sont démasqués.

Le secrétaire d'Etat a présenté un rapport sur l'immigration clandestine en France établi par les services du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. A partir d'un échantillon de dix mille clandestins – parmi les cent trente mille régularisés en 1981 et 1982, – ce rapport montre que, pour 95 %, les « sans-papiers » avaient un emploi au moment de la constitution de leur dossier ; que c'était une population dans une très forte proportion masculine (80 % d'hommes et 20 % de femmes) ; qu'ils se retrouvaient surtout dans les branches d'activité rassemblant un grand nombre de petits établissements (le bâtiment, les travaux publics et les services), au sein desquels ils sont orientés vers un nombre restreint de métiers, généralement les plus « déqualifiés », c'est-à-dire aussi les plus pénibles et les plus précaires.

De cette étude peuvent être tirés quelques enseignements généraux sur la dynamique de l'immigration clandestine. La part importante prise par l'apport externe de travailleurs arrivés entre 1975 et 1980 indique notamment que les mesures de contrôle décidées depuis la suspension des entrées officielles en 1974 n'ont pas réussi à enrayer le flux des primo-immigrants. Les effets des pratiques administratives (expulsions, refus de délivrance ou de renouvellement de titres administratifs, et non-admission au travail) liées au durcissement de la politique migratoire depuis 1976 et à une gestion plus stricte des populations déjà installée, n'ont pas eu sur le développement de l'immigration clandestine l'ampleur que l'on pouvait supposer. La proportion de ceux qui ont été concernés par ces motifs d'irrégularité se révèle en fait très limitée.

JEAN BENOIT.

● **Manifestation à La Chapelle-Darblay.** – Les ouvriers des papeteries de La Chapelle-Darblay, à l'appel de la C.G.T., ont organisé le dimanche 6 novembre une opération «portes ouvertes» à l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), qu'ils occupent. En même temps, ils ont détourné la circulation sur l'autoroute de Normandie à la sortie Oissel qui mène vers la papeterie et ont distribué des tracts aux automobilistes.

L'UNAF souhaite développer son action en faveur des jeunes immigrés

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) va intensifier son action en direction des jeunes immigrés de la deuxième génération. Cette décision a été annoncée, samedi 5 novembre, au cours de l'assemblée générale de ce mouvement, en présence de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

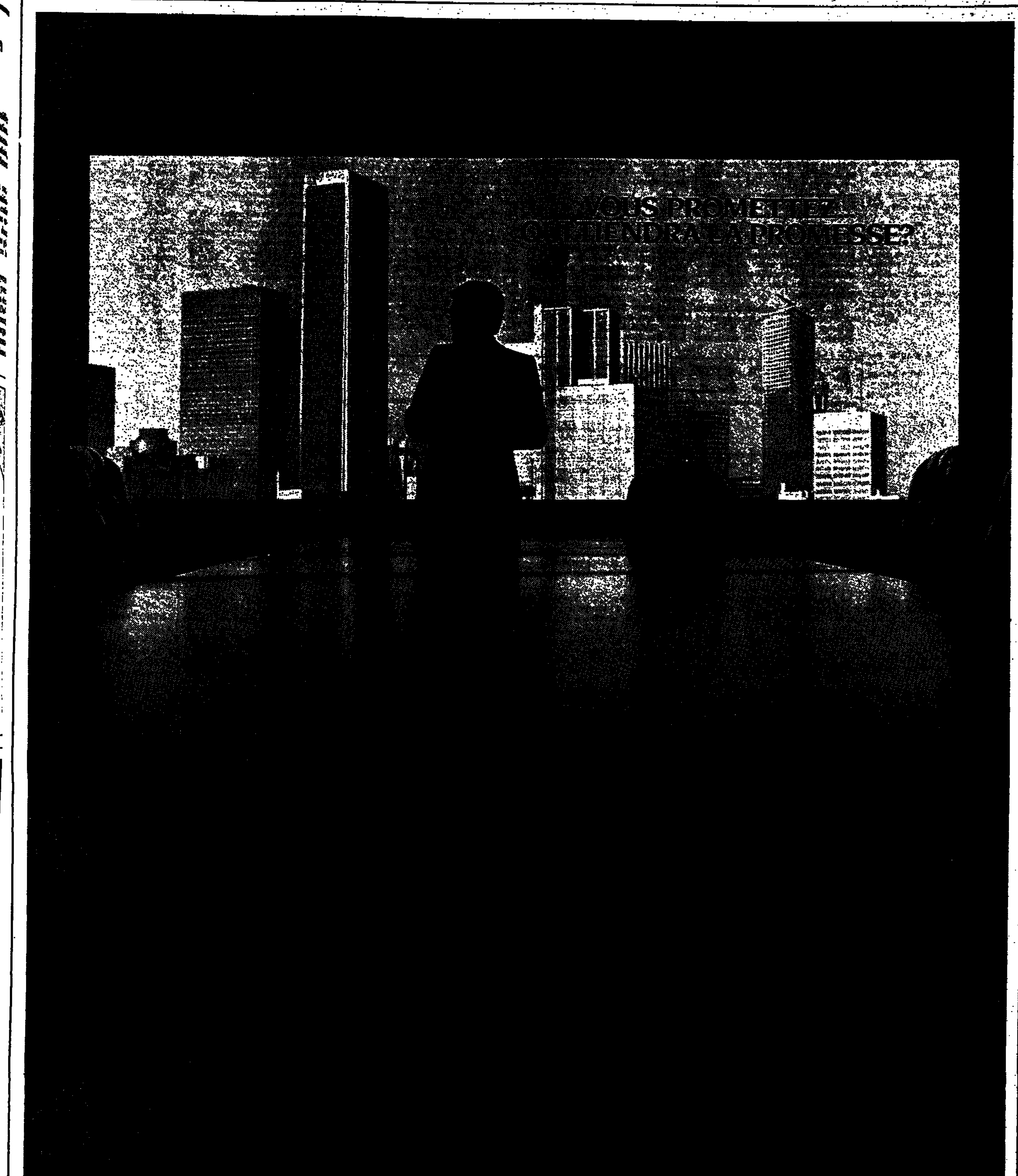
La France, a rappelé Mme Dufoix, compte plus de deux millions deux cent mille jeunes d'origine étrangère de moins de vingt-cinq ans, et la plupart d'entre eux acquerront la nationalité française à leur majorité. Après avoir rappelé les difficultés de ces jeunes, dont les conditions d'entrée dans la vie sociale sont souvent aggravées par la ségrégation de l'habitat et de l'emploi, le secrétaire d'Etat a évoqué les *«solutions globales»*, telles que le plan d'insertion socio-professionnelle, ainsi que les mesures plus spécifiques en faveur de la deuxième génération, notamment pour les jeunes Franco-Algériens. Mme Dufoix a, d'autre part, annoncé un développement de la formation des maîtres et du soutien scolaire dans les classes d'initiation et d'adaptation. Elle a enfin souligné le rôle important d'une organisation telle que l'UNAF dans l'insertion de ces jeunes et, plus généralement, dans la lutte contre la xénophobie et le racisme.

Reste à savoir quels moyens l'UNAF peut mettre en œuvre pour assurer une réelle représentation des familles étrangères. M. André Duffaure, vice-président du mouvement, a suggéré, à cet égard, que son organisation s'ouvre largement aux associations d'immigrés, à leurs valeurs et à leurs cultures propres.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Vous avez serré des mains, signé des contrats, fixé des délais. Il ne vous reste plus qu'à faire livrer.

A première vue, c'est facile: il suffit d'emballer les produits et de les expédier.

Mais cette livraison engage votre parole et votre réputation. Si les marchandises n'arrivent pas à temps, personne ne s'occupera de savoir si la faute en revient au transporteur. C'est vous qui serez responsable. Aussi, sachez à qui vous accordez votre confiance.

L'Atlantic Container Line, c'est davantage de navires au départ de davantage de ports. C'est l'assurance de meilleures routes et de délais plus brefs.

C'est la possibilité de charger et livrer partout aux U.S.A., au Canada et en Europe. Mais l'ACL, c'est aussi le soin: nous savons ce qu'est l'obligation de livrer à l'heure et à l'endroit prévu, et sans dommages.

Le transport est notre métier. Vous pouvez compter sur nous. Parce que, comme vous, nous avons une parole à tenir.

ACL

Atlantic Container Line
No.1 on the North Atlantic

Partenaire Français: Compagnie Générale Maritime

ÉNERGIE

Les rabais éventuels sur l'essence vont être portés de 10 à 17 centimes

Les distributeurs de carburant, et parmi eux les grandes surfaces, pourront vraisemblablement consentir 7 centimes de rabais supplémentaires par litre d'essence ou de supercarburant à partir du 14 novembre 1983, ont annoncé, samedi 5 novembre, les services du *premier ministre*.

Le gouvernement va proposer au comité national des prix, qui se réunit mardi 8 novembre, un relèvement des plafonds de rabais autorisés sur les carburants : 16 centimes contre 9 pour l'essence, 17 centimes contre 10 pour le supercarburant. Les plafonds étaient restés inchangés *depuis le 5 octobre 1978*, date à laquelle ils avaient été porté de 5 à 9 centimes et de 6 à 10 centimes. A cette époque, l'essence valait 2,48 F, et le super 2,68 F contre 4,66 F et 4,96 F à l'heure actuelle.

Aux prises avec la « guerre des rabais », menée l'été dernier par MM. Édouard Leclerc et ses 450 centres, et par son frère Michel (270 stations service), qui consentaient des remises illicites pouvant *atteindre 20 centimes par litre*, le gouvernement avait adressé plusieurs rappels à l'ordre aux intéressés, et suspendu pour six mois la licence d'importation de la Sipelec, société alimentant en caburant les stations service des centres Leclerc.

En même temps, ils faisaient connaître leur intention de mettre à jour les rabais autorisés, dont la valeur a été dépréciée par l'inflation et la hausse du prix des carburants (ils ont presque doublé en cinq ans). Une « *table ronde* » regroupant les raffineurs, les distributeurs, les pompistes détaillants et les grandes surfaces, le représentant des consommateurs et les syndicats avait été convoquée. Un compromis a donc été élaboré, avec la « mise à jour » qui vient d'être décidée, moyen terme entre les 10 centimes anciennement autorisés et les 20 centimes des centres Leclerc.

Les pouvoirs publics justifient leur décision par le « meilleur choix » ainsi offert aux consommateurs, mais, afin de réduire l'impact d'une concurrence accrue entre grandes surfaces et pompistes traditionnels, il a annoncé, à la veille du week-end, la mise en place d'un « Fonds de modernisation des petits points de vente », dont les modalités de fonctionnement ne sont pas encore arrêtées. Cet organisme devra « aider l'adaptation » des réseaux traditionnels : en haut lieu, on reconnaît que la tendance à long terme est à la réduction des points de vente, trente mille en France, *chiffre jugé relativement plus* important que dans les autres pays industrialisés.

M. Edouard Leclerc a déclaré qu'il n'était pas «*satisfait*» de cette décision : au micro de R.T.L.-*le Monde*, il a qualifié les nouveaux rabais de «*tout petit pas dans la direction des rabais non artificiels*». Il ne signera pas le protocole d'accord qui lui sera proposé. Selon *lui*, la proposition du gouvernement n'a été faite que parce que «*il était échaudé par une récente condamnation de la Commission de Bruxelles*».

Relèvement de la valeur du dollar

Quant aux propriétaires exploitants de station service, ils vont être «*contraints de répliquer*» à la décision du gouvernement, a déclaré, lundi 7 novembre, M. Michel Legros, président de leur groupement. «*C'est notre survie même qui est en jeu.*» Selon M. Legros, plusieurs ripostes sont envisagées : *faire* payer toutes les prestations encore gratuites (gonflage des pneus etc.), aligner les heures d'ouvertures sur celles des grandes surfaces et licencier du personnel.

En outre, le gouvernement a *décidé de relever la valeur du dollar* prise en compte pour le calcul des prix des hydrocarbures en France. Fixée assez arbitrairement à 7,70 F fin août pour limiter les répercussions de la hausse de la monnaie américaine sur l'économie, cette valeur est portée à 7,90 F (à l'heure actuelle, le dollar vaut entre 8 F et 8,12 F). Sur la base de la décision de fin août, très critiquée par les raffineurs de pétrole, les prix auraient dû baisser de 4 centimes : maintenant, ils ne devraient varier que de 1 centime, en hausse ou en baisse. L'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP) a qualifié cette décision de «moins défavorable», mais a souligné que *la* valeur du dollar-pétrole reste fixée «artificiellement».

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Le déficit des charbonnages.** – «*Il faut limiter le déficit des charbonnages pour financer des activités nouvelles*» dans le Nord-Pas-de-Calais, a déclaré M. Pierre Mauroy, samedi 5 novembre, en inaugurant à Lille le Salon du confort ménager, alors que le débat *sur le budget des charbonnages* viendra devant l'Assemblée nationale le 15 novembre. «*Le président de la République a posé le problème en termes clairs*, a dit M. Mauroy *ou on ferme les yeux, et on va jusqu'au bout de la nuit vers un devenir inéluctable, ou bien, et c'est le choix du gouvernement, on limitera le déficit.*» «*Et l'argent*, a poursuivi le premier ministre, *que de toute façon on aurait consacré au déficit – et c'est la part de solidarité que la France doit à cette région, – et bien, avec cette part d'argent, on construira, on réalisera, on relancera cette région et les activités nouvelles.*»

Les organisations syndicales de mineurs du Nord-Pas-de-Calais ont annoncé «*une grève de vint-quatre heures d'avertissement*» pour le lundi 14 novembre, afin, affirment-ils de «*mettre fin aux hésitations et aux reculs des pouvoirs publics*».

Agriculture

● **Manifestation agricole le 30 novembre à Montpellier.** – Pour marquer leur hostilité à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, les fédérations des syndicats d'exploitants et les centres de jeunes agriculteurs des onze départements du sud et du sud-ouest de la France, ainsi que les chambres d'agricultures, ont décidé d'organiser un grand rassemblement à Montpellier.

Il s'agit, selon M. Jules Labadie, président régional de la F.N.S.E.A., de «*démontrer aux pouvoirs publics l'unanimité des producteurs du bassin méditerranéen face à la menace espagnole et portugaise*». M. Labadie a indiqué qu'il serait demandé aux maires des régions concernées de signer un texte demandant l'arrêt du processus d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E.

Étranger

BRÉSIL

● **Baisse de près de 8 % de la production industrielle.** – La production industrielle du Brésil a, au cours des huit premiers mois de 1983, baissé de 7,8 % par rapport à la même période de 1982. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique, les activités extractives du pays ont en revanche, de janvier à août, progressé de 8,7 %.

ESPAGNE

● **Progrès de la peste porcine en Espagne.** – Selon des statistiques officielles, le nombre de cas de peste porcine a presque triplé au cours des neuf derniers mois de 1983 par rapport à *la période correspondante* de 1982 (127 300 animaux répertoriés contre 44 460). Les provinces les plus touchées sont, à l'ouest, Caceres et Badajoz, et, au nord-est, Lerida, Barcelone et Huesca. La peste porcine est une maladie contagieuse à virus. La mortalité est très élevée et le traitement illusoire.

GRÈCE

● **Un différend entre Aluminium de Grèce (A.D.G.) et son fournisseur d'électricité.** – *L'Electricité de* Grèce (entreprise nationale) veut obtenir une augmentation substantielle du courant qu'elle livre à l'A.D.G. (dont Pechiney contrôle 60 % du capital). Un arbitrage international a été demandé. L'A.D.G. consomme environ 10 % de l'électricité grecque. Le relèvement de *tarif qui lui* est applicable représenterait 1 million de dollars de charges mensuelles supplémentaires. – (A.F.P.)

R.F.A.

● **En R.F.A., le groupe sidérurgique Thyssen va supprimer huit mille emplois.** – Après l'abandon du projet de fusion avec Krupp, Thyssen a décidé de supprimer huit mille emplois dans ses usines de Duisbourg, Oberhausen et d'Hattingen. Une réunion de la direction avec les syndicats et le gouvernement fédéral est prévue pour le 8 novembre. – *(A.F.P.)*

Social

● **Suppressions d'emplois.** – La *direction de Creusot-Loire* a annoncé, le samedi 5 novembre, 130 suppressions d'emplois (sur 986) à l'usine de Nantes par départs à la retraite anticipée d'ouvriers de mécanique et de chaudronnerie. La société H.B.S. (Hotchkiss-Brandt-Sogeme) envisage de supprimer 88 *emplois en 1984 dans ses* usines de Bourg-lès-Valence (trieuses de courrier) et de Pierrelatte (Drôme). A Lézignan (Pyrénées-Orientales), l'entreprise Technique et sécurité (gants de travail) a annoncé au comité d'entreprise, le 5 novembre, son intention de licencier 43 salariés sur 104.

● **Reprise du travail à Angers.** – Les mineurs des ardoisières d'Angers, en grève depuis une semaine, ont décidé, le 5 novembre, de reprendre le travail, après la réduction du nombre de licenciements prévus (175) au profit de *mises à la retraite anticipée*. Quarante-deux salariés de l'entreprise doivent encore être transférés aux Ardoisières de l'Anjou, qui ont elles-mêmes mis quarante personnes en retraite anticipée.

● **Le travail a repris le 4 novembre, à l'usine de confection Everight de Mulhouse (Haut-Rhin),** où quarante-deux salariés ont redémarré la fabrication de chemises de luxe, interrompue depuis une semaine à *la suite* de l'annonce de soixante-treize licenciements.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE

Le conseil d'administration d'Eurafrance, réuni sous la présidence de M. Michel David-Weill, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983.

Ces comptes font ressortir un bénéfice net comptable de 82,8 millions de francs contre 75,4 millions de francs pour l'exercice 1981-1982 (+ 9,8 %). Le bénéfice courant s'est élevé à 79,10 millions de francs contre 74,3 millions de francs (+ 6,45 %).

Compte tenu de la réglementation limitant la progression des bénéfices distribués, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 16 décembre 1983, la distribution d'un dividende net de 21,50 F par action contre 20 F pour l'exercice précédent, correspondant avec l'avoir fiscal à un revenu global de 32,25 F par action contre 30 F.

Le conseil a ensuite examiné un projet *d'apport de la Rue Impériale de* Lyon et de la Société Immobilière Marseillaise concernant divers titres de participation complémentaires de ceux qu'Eurafrance détient déjà en portefeuille : il s'agit d'actions Chaussures André, Euralux, Eurafrep et accessoirement Viniprix. Le conseil a approuvé la convention d'apport correspondante qui aurait pour effet d'augmenter le capital social actuel d'environ 11 %. Cette convention d'apport sera soumise à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire convoquée *également pour le 16 décembre* 1983.

Le conseil a d'autre part retenu le principe d'une introduction en Bourse des actions Sovac détenues par Eurafrance, cette dernière conservant la majorité de Sovac. Cette introduction devrait avoir lieu au cours du premier semestre 1984.

Le cours d'Eurafrance du 3 novembre, soit *694 F*, représente une décote de 28 % par rapport à l'actif net réévalué d'Eurafrance, déterminé en tenant compte notamment du prix d'offre probable des actions Sovac ; le dividende proposé à l'assemblée générale d'Eurafrance correspond à un rendement net de 3,1 % (revenu global 4,6 %) par rapport au cours de Bourse.

CROUZET

Dans le contexte conjoncturel difficile, Crouzet société mère a réalisé, pour le premier semestre 1983, un chiffre d'affaires de 555,4 millions de francs, en progression de 11,6 %.

Outre le ralentissement de l'activité, la sensible diminution des produits financiers a influé sur le résultat net qui se solde par un résultat négatif de 3,6 millions de francs contre un bénéfice de 1,8 million de francs au 30 juin 1982.

Au niveau du groupe Crouzet, qui inclut Mécalectro dans laquelle le groupe a acquis une participation majoritaire, les ventes consolidées s'élèvent à 783,5 millions de francs ; elles progressent, à structure comparable, de 10 %. *Compte tenu de l'évolution de l'activité* invoquée pour la société mère et de la perte de la filiale italienne, le résultat net ressort en perte pour 2,8 millions de francs après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence pour 6,1 millions de francs.

Pour l'ensemble de l'exercice, l'augmentation du chiffre d'affaires consolidé devrait être de l'ordre de 10 % à 12 %. Si l'incidence du niveau d'activité, dans certains secteurs, devrait continuer à peser, en revanche, les re*ports de facturations* sur le second semestre, en Aérospatial, doivent concourir à améliorer les résultats du premier semestre. La société maintient son effort d'investissements, particulièrement dans *le* domaine *de la recherche et du* développement.

Locafrance

Les trois premiers trimestres de l'exercice ont été marqués par un maintien de l'activité du groupe à un niveau élevé. De ce fait, les objectifs fixés pour l'ensemble de l'année 1983 paraissent devoir être aisément atteints.

Les investissements du groupe en métropole incluant pour la première fois les réalisations du CEFIMAT, dont Locafrance s'est assuré récemment le contrôle, sont en hausse de 14,6 % par rapport à la période de référence de 1982. Ils ont représenté, pour les neuf premiers mois de 1983, 2 135 millions de francs contre 1 862 millions au 30 septembre 1982. A la même date, les loyers cumulés de Locafrance et de ses filiales de location se sont élevés à 2 127 millions de francs, en hausse de 17,5 %.

Le résultat financier de Locafrance *au 30 juin 1983 a atteint* 28,5 millions de francs, en progression de 28 % par rapport au 30 juin 1982. Il convient toutefois de ne pas extrapoler cette progres*sion sur l'ensemble de l'exercice* 1983, qui devra supporter l'amortissement des frais d'émission d'emprunt obligataire et d'augmentation de capital. L'augmentation du *résultat comptable* envisagée devrait permettre la rémunération du capital augmenté de 50 % sur la valeur d'un dividende, au titre de 1983, maintenu à *16 francs par action, majoré* d'un avoir fiscal de 8 francs.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 27-10-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	377 597
dont :	
Or	260 738
Disponibilités à vue à l'étranger	23 715
ECU	79 074
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 069
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 843
dont :	
Concours au Trésor public	5 780
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	216 798
dont :	
Effets escomptés	85 928
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 903
5) DIVERS	7 793
Total	690 936

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	186 349
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 009
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 417
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 615
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	13 718
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	78 476
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	308 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	9 389
Total	690 936

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	27 oct.	4 nov.
Valeurs franç. à revenu variable	1183	1183,6
Valeurs étrangères	3609,8	3596,7
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	170,7	170,8
Valeurs étrangères	498,4	496,5
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	147,4	147,5
Pétroles-Energie	114,8	116,9
Métallurgie	78,3	78,8
Chimie	164,7	166,2
Bâtim., mat. constr., trav. publics	118,6	113,4
Constructions mécaniques	105,3	106,3
Matériel électrique	168,7	168
Automobile et accessoires	118,6	114,3
Industr. de consom. non alim.	223,7	224,8
Agro-alimentaire	212	211,4
Distribution	93,3	93,3
Transports	138,9	137,8
Services	176,2	177,6
Assurances	113,7	114,8
Banques	172,2	174,1
Immobilier et foncier	145	144,4
Investissement et portefeuille	164,5	162,5
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	172,5	172,7
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,6	103,8
Emprunts d'État (*)	104,7	104,9
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,2	103,3
Sociétés (*)	104,3	104,5
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	90,7	90,8
Sociétés (*)	99,2	99,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	141,2	140,5
Produits de base	121,4	119,6
Construction	110,7	110,6
Biens d'équipement	118,5	118,1
Biens de consom. durables	158,7	153,9
Biens de consom. non durables	198,5	201,1
Biens de consom. alimentaires	208,4	209,6
Services	120,1	119,7
Sociétés financières	160,6	159,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	119,3	118,1
Valeurs industrielles	144,7	144
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	118,4	118,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FICHET-BAUCHE. — La situation provisoire au 30 juin 1983 fait apparaître un bénéfice net, après amortissements, provisions et impôts, de 7,5 millions de francs pour le premier semestre 1983 contre 12,5 millions de francs pour le premier semestre 1982. Ce fléchissement est provoqué par des retards de facturation dus à la difficile mise en route de produits nouveaux, au versement d'indemnités de retraites et à l'acquisition d'un immeuble en crédit-bail.

FAR EAST HOTEL. — Le chiffre d'affaires du premier semestre 1983 s'élève à 51,57 millions de dollars HK (52 millions de francs environ) contre 36 millions de dollars HK (37 millions de francs au premier semestre 1982) (+ 42,8 %), en raison de l'ouverture d'un théâtre et de deux cinémas. Le compte d'exploitation fait ressortir un bénéfice de 7,49 millions de dollars HK contre 11,28 millions de dollars HK pour la période correspondante de 1982. Ce fléchissement est dû à la conjoncture économique extrêmement mauvaise qui règne actuellement à Hongkong et aux intempéries qui ont fortement affecté la fréquentation du parc d'attraction. La filiale à 47 %, Warwick Holdings, qui regroupe les actifs hôteliers du groupe, poursuit un développement « satisfaisant ».

FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE DE L'ARTOIS. — Le dividende net passe de 8,60 F à 9 F (13,50 F avec l'avoir fiscal).

UNIDEL. — Le dividende net revient de 6 F à 5 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	2 nov.
Valeurs françaises	144,8
Valeurs étrangères	150,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	3 nov.
Indice général	141

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 nov. .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 nov.
1 dollar (en yens)	234,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 4 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 287
5 %	38 80	3 795
3 % amort. 45-54	71 10	0 782
Emp. 7 % 1973	9305	..
Emp. 8,80 % 77	112 50	3 981
9,80 % 78/93	88 80	3 105
8,80 % 78/86	89 60	7 809
10,80 % 79/94	91 20	1 830
13,25 % 80/90	99 98	6 611
13,80 % 80/87	101 85	0 754
13,80 % 81/99	101	11 116
16,75 % 81/87	110 60	2 863
16,20 % 82/90	110 85	13 138
16 % juin 82	110 50	6 514
E.D.F. 7,8 % 61	137 50	12 080
E.D.F. 14,5 % 80-92	100 30	5 705
Ch. France 3 %	150	..
CNB Bques janv. 82	101 50	4 829
CNB Paribas	101 55	4 829
CNB Suez	101 58	4 829
CNI janv. 82	101 40	4 829
B.S.N. 10,50% 77	2450	245
Carrefour 6,75% 75	315	31 200
Interbail (obl. conv.)	223	22 300
Lafarge 6 % 72	303 10	30 500
Martell 8,75 % 77	1195	..
Michelin 5,50% 70	612	..
Moët-Henness. 6%77	1542	154
Pétr. (Fse) 7,50% 79	204 50	20 450
Peugeot 6 % 70-75	342 20	34 620
Sanofi 10,25 % 77	855	..
SCREG 9,75 % 78	151	14 950
Télém. 7 % 74	160 50	16 110
Thom.-CSF 8,9% 77	238 50	24 300

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	42	42 05
A.G.F. (St Cent.)	336	335
A.G.P. Vie	3410	3415
Agr. Inc. Madag.	71	71
Alfred Herlicq	64 50	64
Allobroge	360 50	365
André Roudière	103	105
Applic. Hydraul.	280 10	280 10
Arbel	41	41 20
Artois	380	....
At. Ch. Loire	17 50	17 50
Aussedat-Rey	18 25	19
Bain C. Monaco	85 50	....
Baranie	400	401
Banque Hypoth. Eur.	334	....
Blanzy-Ouest	278	280
B.N.P. Intercontin.	129 50	125
Bénédictine	1350	1375
Bon-Marché	85 30	88 70
Borie	321	....
Bras. Glac. Int.	619	618
Calf	357	360
Cambodge	183 50	183 50
C.A.M.E.	98	97
Campenon Bern.	195 80	195 50
Caout. Padang	223 20	223 20
Carbone-Lorraine	50 50	50 50
Carnaud S.A.	96 50	100 30
Caves Roquefort	745	740
C.E.G.Frig.	178	178
C.E.M.	29	28 50
Centen. Blanzy	900	900
Centrest (Ny)	102 80	102 80
Cerabati	58	58
C.F.F. Ferrailles	115 50	117
C.F.S.	618	....
C.G.I.B.	313 30	....
C.G.V.	93 60	97 30
Chambon (M.)	345	350
Chambourcy (M.)	1259	1209 o
Champex (Ny)	103	103
Chim. Gde Paroisse	83 50	86
C.I. Maritime	318	316
Ciments Vicat	202	203
Citram (B)	122	....
Clause	354	360
CL MA (Fr.-Bail)	350	350
CMM Mar Madag.	4 60	....
Cochery	54	54
Cofradel (Ly)	405	400
Cogifi	212	215
Comindus	568	568
Comiphos	157 90	154
Comp. Lyon-Alem.	190	189
Concorde (La)	240	249 50
C.M.P.	11 50	11 50
Conte S.A. (Li)	22 85	23 75 d
Crédit (C.F.B.)	200	200
Créd. Gén. Ind.	392	395
Cr. Universel (Cie)	438	438
Créditel	115 50	115 50
C. Sabl. Seine	115	....
Darblay S.A.	182 70	183
De Dietrich	320	320
Degremont	150	145 10
Delalande S.A.	240	257 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Delmas-Vieljeux	559	550
Dév. Rég. P.d.C (Li)	111 30	111 70
Didot-Bottin	280 40	288 50
Dist. Indochine	332	331
Drag. Trav. Pub.	185	182
Duc-Lamothe	203 80	208 10
Dunlop	6 70	6 20 o
Eaux Bass. Vichy	944	945
Eaux Vittel	980	995
Ecco	2200	2218
Economats Centre	419	418
Electro-Banque	219	215
Electro-Financ.	481	480 50
Elf-Antargaz	147 90	147 50
E.L.M. Leblanc	610	609
Entrepôts Paris	250	250
Epargne (B)	1131	1136
Epargne de France	278 40	279
Epeda-BF	1290	1250
Escaut-Meuse	380	350
Eurocom	570	570
Europ. Accumul.	34 30	35 70
Eternit	255	253
Félix Potin	1148	1085
Ferm. Vichy (Ly)	125 50	130 50
Finalens	89 50	89 50
FIPP	92 20	....
Fonc	196 50	196 50
Focep (Chât. eau)	1200	1200
Foncière (Cie)	168 80	162 10
Fonc. Agache-W.	57 80	60 10
Fonc. Lyonnaise	1310	1310
Foncina	143	143
Forges Gueugnon	19	17 65 o
Forges Strasbourg	127	125
Forinter	1270	1270
Fougerolle	110	105 60
France I.A.R.D.	100	103
France (La)	565	574
Frankel	197	190 50
Fromageries Bel	790	790
From. Paul Renard	450	450
GAN	840	850
Gaumont	565	562
Gaz et Eaux	1255	1250
Geevor	110	....
Gér. Arm. Hold.	24	23
Gerland (Ly)	552	565
Gévelot	128 80	150 80 d
Gr. Fin. Constr.	179	179
Gds Moul. Corbeil	82	84
Gds Moul. Paris	255	255
Groupe Victoire	422	422
G. Transp. Ind.	151	151
Huard-U.C.F.	37 40	36 60
Hutchinson	33 80	33 95
Hydro-Energie	130 10	124 90
Hydroc. St-Denis	55	52 80 o
Immindo S.A.	188	188 10
Immivest	128	133
Immobail	275	275
Immobanque	469	477 d
Immob. Marseille	1480	1500
Immofice	370	379
Industrielle Cie	546	571 d
Interbail (act.)	330	343 20
Invest. (Sté Cent.)	632	589 o
Jaeger	48 50	48 30
Lafitte-Bail	265	270
Lambert Frères	75	72
Lampes	110	....
La Brosse-Dupont	71 10	72
Lebon Cie	742	745
Lille-Bonnières	245	236 20 o
Locabail Immob.	470	470
Loca-Expansion	158	155
Locafinancière	209 80	209 80
Locatel	344	349
Lordex (Ny)	104	108
Louvre	346	350
Luchaire S.A.	201 60	....
Machines Bull	38 40	40
Magasins Uniprix	56 65	56
Magnant S.A.	45	....
Maritime Part.	148	....
Marocaine Cie	34 80	34 80
Métal Déployé	280	280
M. H.	44 70	46 50
Mic	225	225
Mors	410	405
Nadella S.A.	109	109
Naval Worms	140	135
Navig. (Nat. de)	61	....
Nicolas	319	....
Nodet-Gougis	67 20	....
OPB Paribas	122 50	122 50
Optorg	104 50	101
Origny-Desvroise	128 50	126
Palais Nouveauté	298	298
Paris France	100	104 d
Paris-Orléans	159	160
Part. Fin. Gest. Im.	277	....
Pathé-Cinéma	270	280 80
Pathé-Marconi	150 10	150 10
Piles Wonder	90 50	96 90
Piper-Heidsieck	366	366
P.L.M.	114 20	106 40

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Porcher	166	162
Profils Tubes Est	6 50	6 50
Prouvost ex-Lain.R.	35	35 60
Providence S.A.	438 90	430
Publicis	860	861
Raff. Soul. R.	155	154 50
Ressorts Indust.	89 30	90 60
Révillon	425	408
Ricqlès-Zan	126 60	125 20
Ripolin	55	48 20 o
Rochefortaise S.A.	63	60 50 o
Rochette-Cenpa	18	15 60
Rosario (Fin.)	114	114
Rougier et Fils	63	58 70
Roussalot S.A.	360 50	359 50
Sacer	39	39 50
Sacilor	3 12	3
SAFAA	71	73 80 d
Safic-Alcan	205	201
SAFT	212	212
Saunier Duval	25	25
Saint-Raphaël	81 75	82
Salins du Midi	235	235
Santa-Fé	185	185
Satam	52	50
Sauclanne (M)	87	....
SCAC	200	200
Sellier-Leblanc	265 50	266
Senelle Maubeuge	144 40	141 20
S.E.P. (M)	82	....
Serv. Equip. Véh.	43	43 50
Sicil	41	41
Sicotel	217 50	223
Sietra-Alcatel	810	800
Simnor	118 90	116
Siph (Plant. Hévéas)	180	172 80
Sitinco	435	435
SMAC Acieroïd	156 10	156 10
Sofal financière	336	329
Sofio	163 10	163
Soficomi	382	398
S.O.F.I.P. (M)	101	101
Sofragi	755	750
Sogepal	210	195 60 o
Soudure Autog.	76 80	76 10
S.P.E.G.	134	132 60
Speichim	172 80	165 90
S.P.I.	245	250
Spie Batignolles	145	140
Sumi	238	232
Synthelabo	275	276
Taittinger	697	700
Testut-Aequitas	103	104 80
Thann et Mulh.	46 20	45
Tissmétal	26 50	27 20
Tour Eiffel	282	281
Ufiner S.M.D.	152	158
Ugimo	187	188 10
Unibail	485	480
Unidel	146	146 80
U.A.P.	543	541
Union Brasseries	59 30	....
Union Habit.	255 50	255
Un. Imm. France	280	280
Un. Ind. Crédit	279	280
Usinor	1 16	1 11
U.T.A.	167	167
Vincey Bourget (Ny)	8 65	8 60 o
Virax	50 50	47 o
Waterman S.A.	272	265
Brass. du Maroc	131 40	122 40 o
Brass. Ouest-Afr.	19 70	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	330	....
Akzo	284	281
Alcan Alum.	382 20	....
Algemeine Bank	1270	1280
Am. Petrofina	580	....
Arbed	230	....
Asturienne Mines	100	90
Banco Central	89	89 50
Bco Pop Espanol	83	84
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	36100	36000
Barlow Rand	106	....
Blyvoor	139 80	140
Bowater	34 80	33 80
British Petroleum	68	65 40
Br. Lambert	494 90	494 80
Caland Holdings	114	107 40
Canadian-Pacific	414	420
Cockerill-Ougrée	29 60	30
Cominco	483	....
Commerzbank	745	....
Courtaulds	15	....
Dart. and Kraft	721	720
De Beers (port.)	81 90	....
Dow Chemical	378	379 50
Dresdner Bank	719	720
Entrep. Bell Canada	273	261 50
Femmes d'Auj.	76 20	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Finoutremer	247	235
Finsider	0 45	....
Gén. Belgique	328	321
Gevaert	450	450
Glaxo	122	122
Goodyear	342	360
Grace and Co	480	480
Grand Metropolitan	54	55 30
Gulf Oil Canada	145	148 70
Hartebeest	641	621
Honeywell Inc.	1335	1335
Hoogovens	119 50	....
I.C. Industries	485	480
Int. Min. Chem	450	....
Johannesburg	1290	....
Kubota	13 50	13 95
Latonia	259 90	261 80
Mannesmann	545	....
Marks-Spencer	34 50	34 70
Midland Bank Plc	67	69
Minerals-Ressourc.	95 10	100
Nat. Nederlanden	642	....
Noranda	203	206 10
Olivetti	19 70	19 70
Pakhoed Holding	196	197
Petrofina Canada	960	....
Pfizer Inc.	440	430
Phoenix Assuranc.	47 50	....
Pirelli	10 20	10 20
Procter Gamble	810	801
Ricoh Cy Ltd	47 30	47 30
Rolinco	1112	1110
Robeco	1179	1172
Shell fr. (port.)	86	....
S.K.F. Aktiebolag	198	197
Sperry Rand	471	472
Steel Cy of Can.	231	....
Stilfontein	150	....
Sud. Allumettes	315	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Tenneco	436	433
Thorn EMI	99 90	....
Thyssen c. 1 000	305	....
Toray indust. inc	19 40	19 30
Vieille Montagne	580	561
Wagons-Lits	327	338
West Rand	65	68

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	965	968
Dafsa	367	367
Far East Hotels	1	1 05
Merlin Immobilier	1870	1830
Métallurg. Minière	133	132
M.M.B	284	283
Novotel S.I.E.H.	1345	1380
Petit Bateau	359	374
Petroligaz	479	479 50
Sodexho	2300	2392
Sofibus	227	222
Rodamco	481	479

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Air-Industrie	7 65	7 10
Alsor	170	170
Cellulose du Pin	30	30 50
C.G.Maritime	6	....
Coparex	430 10	435
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files Fourmies	2 10	2 o
Imp. G.-Lang	1 70	....
La Mure	56 20	....
Maurel et Prom	....	....
Promopéa	130	....
Rorento N.V.	720	728
Sabl. Morillon Corv.	129	129 d
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	104 50	96
Total C.F.N.	59	....
Ufimer	229	....

SICAV 4/11

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	210 65	201 10
Actions-Investiss.	270 47	258 21
Actions sélectives	314 42	300 16
Audificandi	336 18	320 94
A.G.F. 5000	230 27	219 83
Agfimo	355 26	339 15
A.G.F. Interfonds	375 32	358 30
Altefi	232 03	221 51
A.L.T.O.	185 17	176 77
Amérique Gestion	516 34	492 93
Associc	21250 70	21250 70
Bourse-Investiss.	270 32	258 06
Capital Plus	1210 13	1210 13
C.I.P.	813 70	776 80
Convertimmo	286 03	273 06
Cortexa	1015 30	969 26
Credinter	387 70	370 12
Croiss. Immobil.	356 72	340 54
Démeter	56806 03	56430 71
Drouot-France	283 70	270 84
Drouot-Investiss.	707 39	675 31
Drouot-Sécurité	192 45	183 72
Energie	240 02	229 14
Epacourt Sicav	8040 89	8010 84
Epargne Associations	23376 84	23306 72
Epargne-Capital	......	......
Epargne-Croiss.	1357 88	1296 11
Epargne-Industr.	411 24	392 59
Epargne-Inter	679 62	648 80
Epargne-Oblig.	175 50	167 54
Epargne-Unie	866 94	827 63
Epargne-Valeur	338 94	323 57
Eparoblig	1082 49	1080 37
Eurocic	8765 74	8368 25
Euro-Croissance	396 98	378 98
Foncier Investiss.	622 19	593 98
France-Garantie	274 89	269 50
France-Investiss.	416 02	398 20
Fr.-Obl. (nouv.)	397 98	379 94
Francic	227 88	217 56
Fructidor	229 07	218 68
Fructifrance	404 28	385 95
Fructivar	58125 70	57980 75
Gestion Associations	109 36	106 69
Gestion Mobilière	566 34	540 66
Gest. Rendement	488 85	466 69
Gest. Sél. France	358 65	342 39
Haussmann Oblig.	1212 25	1157 28
Horizon	610 86	583 16
I.M.S.I.	356 69	340 52
Indo-Suez Valeurs	630 68	602 08
Ind. française	11307 93	11086 21
Interoblig.	10414 83	9942 56
Intersélect France	267 40	255 27
Intervaleurs Indust.	388 74	371 11
Invest. net	10155 47	10135 20
Invest. Obligataire	12227 62	12203 11
Invest. St-Honoré	665 21	635 05
Laffitte-crt-terme	115845 88	115845 88
Laffitte-Expansion	631 08	602 44
Laffitte-France	187 01	178 51
Laffitte-Oblig.	138 54	132 26
Laffitte-Rend.	205 56	196 24
Laffitte-Tokyo	858	819 09
Lion-Associations	10829 23	10929 23
Livret portefeuille	481 48	459 65
Mondiale Investissem.	342 26	326 74
Monecic	53626 39	53626 39
Multi-Obligations	362 17	345 75
Natio.-Assoc.	22082 44	22038 36
Natio.-Epargne	11982 29	11873 65
Natio.-Inter.	946 30	903 39
Natio.-Placements	59107 39	59107 39
Natio.-Valeurs	481 56	459 72
Oblisem	162 48	155 12
Pacifique St-Honoré	399 78	381 62
Paribas Epargne	11622 38	11576 08
Paribas Gestion	541 88	517 32
Patrimoine-Retraite	1108 73	1086 99
Phenix Placements	231 97	230 82
Pierre Investiss.	411 96	393 28
Placement crt-terme	51033 56	51033 56
Province Investiss.	264 98	252 96
Rendem. St-Honoré	11624 81	11566 98
Sécur. Mobilière	401 23	383 04
Sél. court terme	11656 63	11569 86
Sélec. Mobil. Div.	332 84	317 75
Sélection-Rendem.	169 96	162 15
Sélect. Val. Franç.	189 70	181 10
Sicav-Associations	1040 90	1038 72
S.F.I. fr. et étr.	443 68	423 58
Sicavimmo	461 98	441 04
Sicav 5000	200 75	191 65
Slivafrance	304 72	290 90
Slivam	314 78	300 52
Slivarente	192 28	183 54
Slivinter	360 54	344 19
S.I.-Est	954 10	910 84
S.I.G.	781 76	745 45
S.N.I.	1022 74	976 36
Sofinvest	436 09	416 25
Sogepargne	306 38	292 47
Sogenar	854 28	815 54
Soginter	1121 45	1070 60
Soleil Investiss.	459 60	438 76
U.A.P. Investiss.	344 66	329 03
Unifrance	246 41	235 24
Unifoncier	652 09	622 52
Unigestion	624 88	596 54
Uni-Japon	1076 04	1028 29
Unirente	1736 71	1678 60
Univer	12810 40	12810 40
Valorem	382 56	365 20
Valorg	10768 45	10714 88
Valrea	118063 32	117946 37
Worms Investiss.	696 60	665 01

◆ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1910	4,5 % 1973	1910	1905	1908	− 0 10
3010	C.N.E. 3 %	3040	3045	3045	+ 0 16
178	Accor	178 40	178 30	176	− 1 34
830	Agence Havas	820	820	820	....
485	Air Liquide	494	494	493	− 0 20
425	Als. Superm.	430	425	425	− 1 16
73	A.L.S.P.I.	72	73	72 90	+ 1 25
153	Alsthom-Atl.	154	154	154	....
880	Amrep	916	915	915	....
360	Applic. gaz	330 20	334	334	+ 1 15
350	Arjom. Prioux	328	328	329	+ 0 30
1000	Aux. Entrepr.	1010	1009	1008	− 0 19
445	Av. Dass.-Br.	440	440	440	....
220	Bail-Equipem.	224 80	220	223	− 0 80
....	Bail-Investiss.	....	525	525	+ 1 94
....	Cie Bancaire	....	342	342	− 1 15
....	Bazar H.-V.	....	108	108 20	− 0 63
....	Béghin-Say	....	264	264	− 1 12
....	Bic	....	711	713	+ 2
270	B.I.S.	221	226	225	+ 1 80
1300	Biscuit (Gén.)	1455	1450	1450	− 0 34
1560	Bongrain S.A.	1599	1550	1550	− 3 06
686	Bouygues	704	691	692	− 1 70
2300	B.S.N.-G.D.	2360	2355	2380	+ 0 84
1310	Carrefour	1300	1282	1300	....
930	Casino	920	919	919	− 0 10
525	Cedis	537	535	534	− 0 55
280	Cetelem	257	253	256	− 0 38
525	C.F.A.O.	526	531	529	+ 0 57
72	C.F.D.E.	72 40	72	72	− 0 55
7 50	Ch. France-Dunk.	7 75	7 65	7 65	− 1 29
255	Charg. Réunis	249	248	249	....
17 50	Chiers-Châtill.	19 80	19 25	19 25	− 2 77
185	Ciments franç.	192	190	191	− 0 52
1380	C.I.T. Alcatel	1415	1400	1401	− 0 98
620	Club Méditerr.	860	860	858	− 0 30
104	Codetel	103 50	104	103 60	....
178	Cofimeg	176 10	176 50	176 70	+ 0 34
195	Colas	205	200	200	− 2 43
115	Compt. Entrepr.	117 90	118	117 90	....
240	Compt. Mod.	240	238	239	− 0 41
520	Créd. Foncier	565	560	560	− 0 88
205	Crédit F. Imm.	201	204	204	+ 1 49
390	Crédit Nat.	399 50	399 90	399 90	+ 0 10
48	Creusot-Loire	49 80	49 95	49 95	+ 0 30
120	Crouzet	118	115 50	115 50	− 2 11
435	C.S. Saupiquet	499	490	490	− 1 80
1160	Damart-Servip	1065	1050	1050	− 1 40
670	Darty	859	860	860	+ 0 15
550	Docks France	555	551	551	− 0 72
78	D.M.C.	80 10	78 50	78 60	− 1 99
830	Dumez	870	886	884	+ 1 60
425	Eaux (Gén.)	439 50	439 50	436 50	− 0 68
165	Elf-Aquitaine	163	160 50	162 80	− 0 12
153	— (certific.)	150 20	150 40	151	+ 0 53
1900	Essilor	1852	1855	1855	+ 0 16
325	Esso S.A.F.	389	382 50	377	− 3 08
695	Eurafrance	694	699	699	+ 0 72
740	Euromarché	746	740	740	− 0 67
565	Europe n° 1	570	575	572	+ 0 35
760	Facom	720	725	725	+ 0 69
725	Fichet-Bauche	743	745	745	+ 0 26
159	Finextel	159 90	160	159 80	− 0 06
188	Fives-Lille	188	189 80	189 50	+ 0 89
33	Fonderie (Gén.)	34	33 50	34 50	+ 1 47
85	Fraissinet	89	87	87	− 2 24
415	Francarep	425	421	421	− 0 94
147	Gal. Lafayette	146 10	147 50	147	+ 0 61
980	Gén. Géophys.	1022	1000	991	− 3 03
385	GTM-Entrepose	387	380	380	− 1 80
325	Guyenne-Gasc.	339 90	338	338	− 0 55
1220	Hachette	1171	1159	1159	− 1 02
260	Hénin (La)	261	260	261	....
67	Imétal	64 20	64	63 90	− 0 46
230	Imm. Plaine-M.	231	236 50	236 50	+ 2 38
385	Ind. et Particip.	394	394 90	385	− 2 28
760	Inst. Mérieux	730	750	750	+ 2 73
1230	Intertechnique	1150	1165	1165	+ 1 30
149	J. Lefebvre	138	136	136	− 1 44
145	Jeumont Ind.	145	145 90	146	+ 0 68
430	Lab. Bellon	482	479	479	− 0 82
250	Lafarge-Coppée	247	249 90	249 90	+ 1 17
1890	Legrand	1922	1898	1899	− 1 19
1240	Lesieur	1245	1250	1246	+ 0 08
225	Locafrance	230	224	224	− 2 60
600	Locindus	600	610	607	+ 1 16
715	Lyonn. Eaux	708	698	698	− 1 41
345	Mais. Phénix	365	365 80	365 80	+ 0 21
845	Majorette (Ly)	821	845	845	+ 2 92
87	Manurhin	94 90	97	97	+ 2 21
75	Mar. Wendel	76 50	76	76	− 0 65
1130	Martell	1215	1229	1227	+ 0 98
930	Merlin-Gerin	955	956	956	+ 0 10
1020	Matra	993	999	999	+ 0 60
775	Michelin	757	740	748	− 1 18
1140	Midi (Cie)	1140	1135	1135	− 0 43
162	Midland Bk S.A.	161	163	163	+ 1 24
113	Mines Kali (Sté)	113	111 70	112	− 0 88
43	M.M. Penarroya	45	46 80	45 90	+ 2
1300	Moët-Hennessy	1295	1290	1280	− 1 15
635	Mot. Leroy-S.	435	438	440	+ 1 14
95	Moulinex	93 10	93 50	93 90	+ 0 85
485	Mumm	509	510	511	+ 0 39
187	Navig. Mixtes	195	194 50	194	− 0 51
9	Nobel-Bozel	9 70	9 85	9 85	+ 1 54
49	Nord-Est	49 15	49	48 30	− 1 72
300	Nordon (Ny)	300	300	300	....
68	Nouvelles Gal.	64	65	65	+ 1 56
625	Occident. (Gén.)	620	620	618	− 0 32
205	Olida-Caby	206	205	205	− 0 48
930	Omn. F. Paris	940	940	940	....
147	Opfi-Paribas	150	147	147 20	− 1 86
1980	Oréal (L')	2025	1985	1980	− 2 22
52	Papet. Gascogne	55	55 10	55 10	+ 0 18
550	Paris-Réescomp.	535	530	530	− 0 93
164	Pechelbronn	180	183 90	183 90	+ 2 16
450	Penhoët	448	440	441	− 1 56
810	Pernod-Ricard	926	922	924	− 0 21
150	Pétroles (Fse)	149 50	147	147 50	− 1 33
37	— (certific.)	37 40	37	36 90	− 1 33
63	Pétroles B.P.	66	66	66	....
190	Peugeot S.A.	188 50	185	184	− 2 38
75	Poclain	69 90	68 10	68 90	− 2 28
315	Poliet	325	311	314	− 3 38
115	Pompey	116	116	116	....
310	P.M. Labinal	315 90	311	311	− 1 55
1450	Presses Cité	1585	1550	1550	− 2 20
790	Prétabail Sic.	790	790	790	....
255	Primagaz	277	276	274 90	− 0 75
113	Printemps	120 50	119	121 80	+ 1 07
1120	Promodès	1106	1130	1130	+ 2 16
400	Radiotechn.	402	399 50	399	− 0 74
82	Raffin. (Fse)	76 10	76 10	76 70	+ 0 78
1130	Redoute (La)	1161	1158	1165	+ 0 34
610	Roussel-Uclaf	640	640	643	+ 0 46
1150	Rue Impériale	1100	1099	1099	− 0 09
154	Sade	153 10	154	154	+ 0 58
1300	Sagem	1350	1350	1349	− 0 07
346	St-Louis B.	350	339 20	334	− 4 57
450	Sanofi	452	448	448	− 0 88
310	S.A.T.	317	311 50	313	− 1 26
17	Saulnes	17	16 95	15 95	− 6 17
81	Schneider	79 90	79 20	79	− 1 12
45	S.C.O.A.	46 60	46	45 95	− 1 39
138	S.C.R.E.G.	137 50	138 50	138	+ 0 36
405	Seb	395	392	392	− 0 75
245	Sefimeg	243	240	240	− 1 23
690	S.F.I.M.	714	715	714	....
130	S.G.E.-S.B.	130	126 60	126 70	− 2 53
740	Sign. Ent. El.	783	774	775	− 1 02
430	Silic	481	485	485	+ 0 83
285	Simco	280	279	280	....
125	Simnor	124	125	126	+ 0 80
1220	Skis Rossignol	1210	1210	1210	....
430	Sogerap	460	457	457	− 0 65
510	Sommer-Allib.	496	483	483	− 2 62
380	Source Perrier	410	414 80	415 90	+ 1 48
385	Talcs Luzenac	379	383 50	383 50	+ 1 18
1260	Tél. Elect.	1225	1220	1220	− 0 40
164	Thomson-C.S.F.	175 10	175 50	175 50	+ 0 22
1910	T.R.T.	1930	1949	1949	+ 0 98
220	U.F.B.	230	226	226	− 1 73
465	U.I.S.	480	472	472	− 1 66
165	U.I.C.	177 80	171	171	− 3 82
280	Valeo	300	300	299	− 0 33
71	Vallourec	71	72 40	72 40	+ 1 97
1550	V. Clicquot-P.	1580	1545	1560	− 1 26
810	Viniprix	1060	1060	1060	....
1690	Elf-Gabon	1021	1000	995	− 2 54
255	Amax Inc.	255	255 60	255 60	+ 0 19
370	Amer. Express	373	377	377 20	+ 1 12
660	Amer. Teleph.	667	663	654	− 1 94
170	Anglo Amer. C.	166	171 80	171 80	+ 3 49
1170	Amgold	1048	1053	1048	....
920	B. Ottomane	930	935	925	− 0 53
650	BASF (Akt)	670	658	657	− 1 94
640	Bayer	668	658	656	− 1 79
490	Buffelsfont.	461	478	476	+ 3 25
38	Charter	36 90	36 40	36 40	− 1 35
490	Chase Manh.	477	477 50	477 50	+ 0 10
305	Cie Pétr. Imp.	301	304	305	+ 1 32
83	De Beers	80	80 30	81 90 c	+ 2 37
1270	Deutsche Bank	1295	1281	1278	− 1 31
133	Dome Mines	124 80	131 80	129	+ 3 36
316	Driefontein Cal	306	305 50	306	....
540	Du Pont-Nem.	551	542	542	− 1 63
730	Eastman Kodak	735	725	726	− 1 22
144	East Rand	133 10	139 80	136 70	+ 2 70
565	Ericsson	557	543	543	− 2 51
405	Exxon Corp.	423	420	423	....
700	Ford Motors	718	711	711	− 0 98
395	Free State	369	378	371	+ 0 54
235	Gencor	230	235 50	236 c	+ 2 60
340	Gén. Belgique	326	320 10	321	− 1 53
590	Gén. Electr.	576	569	571	− 0 86
800	Gén. Motors	845	840	840	− 0 59
76	Goldfields	77	78	78	+ 1 29
200	Harmony	185	193 50	191	+ 3 24
39	Hitachi	41	40 85	40 75	− 0 60
685	Hoechst Akt.	734	718	718	− 2 18
95	Imp. Chemical	93 90	95	95	+ 1 17
160	Inco. Limited	147	146 50	146 50	− 0 34
1370	IBM	1377	1345	1335	− 3 05
74	Ito-Yokado	77 30	77 50	77 50	+ 0 25
440	ITT	454 30	458	458	+ 0 37
74	Matsushita	77 80	80 50	80 50	+ 3 47
1080	Merck	1061	1064	1050	− 1 03
890	Minnesota M.	915	908	908	− 0 76
325	Mobil Corp.	320 10	322	322	+ 0 59
20300	Nestlé	21500	21540	21540	+ 0 18
785	Norsk Hydro	769	762	765	− 0 52
1080	Petrofina	1060	1079	1085	+ 2 35
735	Philip Morris	736	740	742	+ 0 81
167	Philips	154 50	159 50	159 50	+ 3 23
430	Pres. Brand	390	398	400	+ 2 56
460	Président Steyn	414	426 50	425	+ 2 65
1180	Quilmès	1180	1190	1195	+ 1 27
1180	Randfontein	1160	1195	1195	+ 3 04
475	Royal Dutch	470	474	474	+ 0 85
88	Rio Tinto Zinc	91 50	90 10	90 10	− 1 53
355	St Helena Co	346	363	359	+ 3 75
565	Schlumberger	576	559	559	− 2 95
90	Shell transp.	88 70	89 50	89 50	+ 0 90
1540	Siemens A.G.	1571	1580	1565	− 0 38
162	Sony	161 50	161 50	161 30	− 0 12
210	T.D.K.	218	216 50	216 50	− 0 68
850	Unilever	848	838	838	− 1 17
685	Unit. Techn.	726	726	726	....
1080	Vaal Reefs	990	1018	1005	+ 1 51
505	West Deep	461	480	478	+ 3 68
480	West Hold.	441	453	452	+ 2 49
500	Xerox Corp.	500	505	504	+ 0 80
2 45	Zambia Corp.	2 28	2 36	2 34	+ 2 63

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 048	8 104	7 820	8 220
Allemagne (100 DM)	304 370	304 190	292	312
Belgique (100 F)	14 976	14 972	14 100	15 200
Pays-Bas (100 fl.)	271 590	271 520	268	298
Danemark (100 krd)	84 460	84 460	79	87
Norvège (100 k)	108 780	108 970	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 982	12 038	11 550	12 350
Grèce (100 drachmes)	8 492	8 510	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 010	5 016	4 500	5 200
Suisse (100 fr.)	374 350	374 400	364	386
Suède (100 krs)	102 600	102 920	99	106
Autriche (100 sch)	43 230	43 210	42 250	44 250
Espagne (100 pes.)	5 252	5 252	4 850	5 450
Portugal (100 esc.)	6 390	6 410	4 900	6 100
Canada ($ can. 1)	6 526	6 567	6 290	6 630
Japon (100 yens)	3 447	3 438	3 310	3 470

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/11
Or fin (kilo en barre)	99000	100400
Or fin (en lingot)	98950	100000
Pièce française (20 fr)	659	658
Pièce française (10 fr)	368	.....
Pièce suisse (20 fr)	650	635
Pièce latine (20 fr)	630	634
Souverain	760	784
Pièce de 20 dollars	3800	3800
Pièce de 10 dollars	1780	1720
Pièce de 5 dollars	1060	.....
Pièce de 50 pesos	4045	4085
Pièce de 10 florins	645	645

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'ALGÉRIE ET LA FRANCE : « Pour une authentique réciprocité », par Jacques Roseau ; « Quel destin pour les musulmans de France ? », par Mokhtar Lakehal ; « Une identité à forger », par Nacer Kettane.

ÉTRANGER

3-4. LA VISITE DU PRÉSIDENT CHADLI EN FRANCE

4. DIPLOMATIE
– La controverse sur les euromissiles.

4. AMÉRIQUES
– GRENADE : la présence militaire américaine pourrait être maintenue pendant plusieurs mois.

4. AFRIQUE

5-6. PROCHE-ORIENT
– L'offensive contre l'O.L.P. à Tripoli.
– La situation au Liban et ses répercussions.

8. EUROPE
– La maladie de M. Andropov.

POLITIQUE

9. Le recul de la gauche aux élections municipales partielles.
10. Une « galaxie Chirac » en voie de formation.

SOCIÉTÉ

11. Rumeurs de contamination autour de l'usine nucléaire de Windscale en Grande-Bretagne.
12. Quatre ans après l'assassinat de Robert Luong, l'interminable instruction d'une affaire franco-gabonaise.
13. ÉQUIPEMENT : Jean-Baptiste Colbert et la raison d'État.
14. SCIENCES.
– URBANISME.

SPORTS

15. La guerre du tennis n'aura pas lieu.
– FOOTBALL : les hommes du P.S.-G.

CULTURE

16. THÉATRE : la Tempête au Théâtre de l'Europe.
– RENCONTRE : ...avec Dirk Bogarde.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. TÉLÉCOM : la déréglementation américaine ébranle aussi le monopole des P.T.T. en Europe.
– « Apparence et réalité de la fiscalité » (II) ; L'impôt français, l'un des plus progressifs qui soient.
20. Comment les Français paient-ils leurs impôts ?
22. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

43. AFFAIRES : le programme « Esprit » a toutes les chances de voir le jour.
44. SOCIAL : Mme Dufoix souhaite accélérer la lutte contre les trafiquants de main-d'œuvre.
46. ÉNERGIE : les rabais éventuels sur l'essence vont être portés de 10 à 17 centimes.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS **« SERVICES » (14) :**
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (23 à 40) ; Carnet (41) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (47).

Les sommaires de novembre

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : une nouvelle chasse aux sorcières

Avec une véhémence accrue, de nombreuses voix dénoncent à la fois le *« tiers-mondisme »* et l'*« anti-américanisme »*; dans son éditorial, Claude Julien tente de montrer le sens caché de ces accusations. Deux grands ensembles retiennent ensuite l'attention, l'un sur le Proche-Orient, plus particulièrement sur Israël et le Liban, l'autre sur la situation des Noirs aux Etats-Unis.

Le même numéro comprend des articles sur le rôle de l'Algérie dans la « nouvelle donne au Maghreb », sur les enjeux militaires au Salvador, sur la campagne électorale au Venezuela, sur *le pacifisme et la contestation en* Allemagne de l'Est, sur la paralysie qui menace le Fonds monétaire international, *sur les économies africaines frappées de plein fouet par la crise.*

★ *Le numéro* : 10,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : faut-il supprimer le bac ?

Comme toutes les grandes réformes urgentes, celle du bac est sans cesse différée. *« Nous avons suffisamment à faire avec une guerre scolaire »*, laisse-t-on entendre au ministère. *« N'en allumons pas une seconde »*. Pourtant le bac tel qu'il est aujourd'hui devrait *mobiliser tous* ceux qui sont partisans de la justice sociale. *Le Monde de l'éducation ouvre* le dossier *et propose* une réforme en profondeur, pour faire du bac un examen de *fin d'études et non plus le premier* grade du supérieur.

Aussi au sommaire, la réponse du directeur général des enseignements supérieurs, M. Jean-Jacques Payan, à M. Laurent Schwartz, *qui critique sévèrement* les projets de M. Savary concernant l'université; Un article *sur le Chili, où la révolte des* jeunes s'amplifie contre le gouvernement Pinochet; et deux *dossiers : l'un, en psychologie,* sur la manière de « rééduquer » l'intelligence, telle que l'a mise *au point le professeur israélien* Reuven Feverstein; l'autre, dans la série *« jeunes face à la crise », sur ceux qui, face au chômage,* jouent la sécurité : les déclassés volontaires.

★ *Le numéro : 10,50 F.*

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : le Tchad déchiré

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres de la planète, la moitié de la population y souffre de malnutrition, l'espérance de vie ne dépasse pas quarante ans et le P.N.B. par habitant atteint péniblement 800 F par an. Telle est la toile de fond de la guerre civile qui déchire le pays. Dans un dossier rassemblé et organisé sur la base de la documentation du *Monde*, Daniel Junqua dresse un sombre tableau de cette *« décolonisation lamentablement manquée »* par la France et analyse les données actuelles du drame tchadien.

Les grandes heures du féminisme militant appartiennent au passé. Désemparé par ses victoires, notamment *la légalisation* de l'avortement et son remboursement, le mouvement a du mal *à trouver son second souffle*. Pourtant, en dépit des textes, les pratiques discriminatoires ont la *vie dure. Un dossier rassemblé* par Armelle Lorsignol, documentaliste au *Monde*, et présenté par Christiane Chombeau.

★ Le numéro : 5,30 F.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : quand Glenn Gould s'entretient avec Arthur Rubinstein

Ces deux immenses pianistes *n'avaient rien pour s'entendre.* D'ailleurs, ils s'entendaient mal : Rubinstein était un homme de *scène ; Gould ne s'exprimait que par le disque. Pourtant,* ils se sont rencontrés, ils se sont beaucoup parlé. Et Gould a tout noté.

Le Monde de la musique publie en avant-première ce dialogue *post-mortem* qui figure parmi les « Ecrits » de Glenn Gould *à paraître en novembre* aux Éditions Fayard. Le même *numéro met également face à* face deux violoncellistes aussi opposés que Mstislav Rostropovitch et Anner Bijlsma, la star et l'anti-star, le « sentimental » et l'intellectuel, le magnétiseur et l'artisan, le séducteur et le timide. A l'ère du câble, des satellites et des programmes uniformisés (six *pages* sur ce sujet *dans ce même numéro de novembre*), ces dissonances sont plutôt réconfortantes.

★ *Le numéro : 15 F.*

• LE MONDE DES PHILATÉLISTES : en souvenir d'Hermès

Hermès, le dieu ailé, messager de Zeus, protecteur des voyageurs et du commerce, fut, au royaume des dieux, l'ancêtre des postiers. Rien d'étonnant donc à ce que le premier timbre de la Grèce moderne lui ait été consacré. Cette vignette, qui a pris place parmi les chefs-d'œuvre de la philatélie, est l'œuvre d'un artiste français, Albert Barre. A l'occasion du Salon philatélique d'automne, *le Monde des philatélistes* publie un supplément de *seize pages sur* la philatélie et la numismatique grecques. Il présente pour la première fois la série complète des huit premiers timbres grecs à l'effigie de Mercure, une série très recherchée et dont la valeur atteint aujourd'hui quelque 100 000 F.

★ Le numéro : 15 F.

VAINQUEUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Ozal devrait être appelé par les généraux à former le gouvernement turc

De notre envoyé spécial

***Ankara.** — Les élections législatives du 6 novembre en Turquie ont donné la victoire au Parti de la mère patrie dirigé par M. Ozal. Alors que près de 90 % des quelque vingt millions de bulletins étaient dépouillés lundi 7 novembre, ce parti recueillait 45 % des suffrages. Le programme de M. Ozal se distinguait de celui de ses deux rivaux — le Parti du peuple (Halkci) de M. Calp, qui arrive en seconde position, et le Parti de la démocratie nationaliste de M. Sunalp — par ses thèses économiques ultralibérales.**

Déjà, la semaine dernière, on chuchotait dans les milieux qui avaient accès aux sondages non publiables que l'ancien « patron » de l'économie dans le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 12 septembre 1980 remontait très fort par rapport à celui qui avait été considéré comme le favori des militaires, le général Sunalp.

Etait-ce l'effet de la médiocre campagne personnelle du président du Parti de la démocratie nationaliste, obsessionnellement centrée sur le seul thème de « *la loi et l'ordre* », ou le fruit des bonnes prestations *télévisées du président du Parti de la* mère patrie ?

Toujours est-il qu'un an, jour pour jour, après l'approbation *de la nouvelle* Constitution et l'élection triomphale du général Evren, principale *figure du coup d'Etat de 1980, à la* présidence de la République, la situation politique ne ressemble pas *tout à fait à ce qu'auraient souhaité* les dirigeants des forces armées. La défaite du général Sunalp (24 % des *suffrages) est un message aux « vainqueurs du terrorisme et de l'anarchie » :* ils en ont assez fait *pour le bien du pays* ; il est temps pour eux de procéder à une ouverture graduelle, ainsi qu'ils l'ont *promis*, semblent dire les électeurs.

La très bonne tenue de M. Calp, président du Parti du peuple, comporte *également* un enseignement intéressant. Le Halkci était considéré au départ comme *« le parti de l'opposition des généraux »*, c'est-à-dire davantage comme un faire-valoir démocratique que comme une représentation de la gauche en dépit d'une campagne à tonalité vaguement social-démocrate. Or, faute de trouver une formation possédant un incontestable label de gauche, un grand nombre d'électeurs turcs plutôt que de voter blanc ou nul, ou pour des candidats indépendants, ont choisi d'appuyer le Halkci. On le constate par exemple dans certaines provinces de l'Est à forte population kurde. Cela ne fait nullement du parti de M. Calp le virtuel successeur du P.R.P. de M. Ecevit, mais ses 30 % de voix indiquent qu'il faudra compter avec lui.

M. Ozal, qui disposera de la majorité absolue dans la grande Assemblée, devrait normalement être pressenti par le général Evren pour former un gouvernement. Tout indique qu'il y aura dans la conduite des affaires un partage des tâches entre le chef de l'État, les forces armées et le nouveau premier ministre. M. Ozal s'occupera essentiellement de l'économie. Il a été clairement élu pour cela, sa campagne ayant été tout entière orientée sur le thème du redressement.

Les forces armées, elles, se chargeront du maintien de l'ordre public. Le général Evren a bien averti ses concitoyens avant les élections qu'ils ne devaient pas s'attendre à la levée rapide de l'état de siège, en vigueur depuis plus de trois ans. Tant que les procès des militants extrémistes ou séparatistes kurdes ne seront pas achevés — et ils s'éternisent — et *qu'il y aura des morts du fait de la* violence politique, les commandants de la loi martiale *demeureront les* autorités suprêmes dans les provinces.

Le chef de l'Etat, le général Evren, qui détient de par la Constitution de 1982 de très importants pouvoirs, sera l'arbitre entre les autorités civiles et les militaires. Poussera-t-il vers une forme de « démocratie autoritaire » ? Ou *bien* jouera-t-il le jeu de l'ouverture graduelle contrôlée ?

Trois « clignotants » sont à surveiller. Tout d'abord la presse : un texte visant à la juguler même en période ordinaire est en instance devant le Conseil de sécurité nationale. Sera-t-il promulgué avant la réunion de la grande Assemblée ? Le second est l'Université : les renvois d'enseignants, qui se sont multipliés ces derniers mois sous l'égide d'un conseil supérieur ouvertement réactionnaire, continueront-ils ? Enfin les droits de l'homme : certes, nul ne souhaite ici voir se renouveler l'expérience de l'amnistie de 1972 où la libération d'éléments endurcis dans le terrorisme avait certainement alimenté la flambée criminelle de la fin des années 70. Mais il y a dans les prisons turques traditionnellement inhumaines, et aujourd'hui surchargées, bon nombre de prisonniers d'opinion. Se verront-ils élargis et quand ?

En dépit des élections du 6 novembre, un long chemin reste à parcourir avant que la Turquie ne réintègre le concert des démocraties européennes.

JEAN-PIERRE CLERC.

• *Manifestations à Paris et à Marseille en faveur de Yossif Begun.* — Plusieurs milliers de personnes ont défilé dimanche 6 novembre dans les rues de Paris à l'appel du Comité représentatif des institutions juives de France (CRIF), du Panthéon au mémorial de la déportation, pour protester contre la condamnation à sept ans de camp suivis de cinq ans de relégation du mathématicien juif soviétique Yossef Begun (*le Monde* daté 16-17 octobre). Le grand rabbin Sirat, M. Bernard-Henry Lévy, ainsi que des élus du P.S. et de l'opposition ont participé à cette manifestation. Environ deux cent cinquante personnes ont également manifesté dimanche à Marseille en faveur de Yossif Begun.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES LE 18 DÉCEMBRE AU JAPON

Tokyo (A.F.P.). — Des élections générales auront lieu au Japon le 18 décembre pour renouveler la *Chambre des représentants*, a confirmé ce lundi 7 novembre l'agence de presse Kyodo, citant des sources du parti libéral démocrate (au pouvoir).

Selon Kyodo, le premier ministre, M. Nakasone, et le *secrétaire général* du parti libéral démocrate, M. Nikaido, ont également décidé *de dissoudre la Chambre des représentants* le 26 novembre, prolongeant ainsi de dix jours la présente *session de la Diète. La législature* devait s'achever normalement en juin 1984. La décision de M. Nakasone *de convoquer des élections générales* anticipées vise à mettre fin à l'imbroglio politique né de la condamnation pour concussion le 12 octobre dernier de l'ancien premier ministre, M. Tanaka, et du blocage consécutif de toute activité parlementaire.

LA REMONTÉE DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE : 8,16 F

La remontée du dollar sur les marchés des changes, amorcée il y a une quinzaine de jours, s'est accélérée lundi 7 novembre. A Francfort, la monnaie américaine a dépassé 2,68 DM contre 2,6680 DM à la veille du week-end et, à Paris, son cours s'est élevé brutalement de 8,10 F à 8,16 F environ lundi en fin de matinée, les cotations ayant débuté à 8,1250 F.

Cette reprise spectaculaire est due d'abord à des motifs politiques : l'aggravation de la tension au Liban et les mouvements de la flotte des Etats-Unis vers le Golfe persique inquiètent de plus en plus les opérateurs. Ensuite, les déclarations de M. Henry Kaufman, célèbre expert new-yorkais, sur le durcissement prévisible de la politique des autorités monétaires américaines à la fin de 1983 ont contribué à élever les taux d'intérêt, ce qui dope le dollar.

• *Incendie criminel dans une station d'essence Leclerc à Aubervilliers.* — Les pompes d'une station-service des établissements Leclerc à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) ont été totalement détruites par un incendie d'origine criminelle dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 novembre.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 novembre 1983 a été tiré à 472 586 exemplaires